DENIS MONIÈRE
(1987)

Ludger Duvernay

Et la révolution intellectuelle au Bas Canada.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : marcelle_bergeron@uqac.ca

Denis MONIÈRE

Ludger Duvernay et la révolution intellectuelle au Bas-Canada.
Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1987, 231 pp.
Collection : dossiers-documents.

Le 28 novembre 2005, Monsieur Denis Monière accordait aux Classiques
des sciences sociale la permission de diffuser ce livre.

Courriel : denis.moniere@umontreal.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 juillet, 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Denis Monière
(1987)

Couvert 1 : Portrait de Ludger Duvernay conservé dans le salon de la maison Duvernay de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Photo : Armour Landry, 2 novembre 1980.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Monière, Denis, 1947

Ludger Duvernay et la révolution intellectuelle au Bas-Canada
(Dossiers/Documents)

Comprend un index.

Bibliogr. : p.

ISBN 2-89037-363-0

1. Duvernay, Ludger, 1799-1852. 2. Québec (Province) –Politique et gouvernement – 1791-1841. 3. Nationalistes –Québec (Province) – Biographies. 4. Journalistes – Québec (Province) – Biographies. I. Titre. II. Collection : Dossiers/Documents (Montréal, Québec).

Quatrième de couverture

Denis Monière est directeur du département de science politique de l'Université de Montréal. Ses travaux de recherche portent principalement sur la théorie politique et l'étude des idéologies au Québec. Il a déjà publié une dizaine d'ouvrages dont Le Développement des idéologies au Québec, couronné par deux grands prix littéraires, Les Enjeux du référendum et une biographie d'André Laurendeau. Il a exercé plusieurs fonctions politiques ainsi que la direction de plusieurs associations professionnelles. Il a été vice-président de la

Société québécoise de science politique, co-directeur de la Revue canadienne de science politique, directeur de la revue Politique, président de l'Union des écrivains québécois et premier secrétaire général de la Fédération internationale des écrivains de langue française.

Combatif, vaillant, opiniâtre, généreux de sa personne mais aussi querelleur et autoritaire, Duvernay s'est imposé à sa société et à l'histoire par son esprit d'entreprise et par son inébranlable détermination à bâtir des institutions qui servent son pays. Épris des valeurs démocratiques, il a cherché tout au long de sa vie à informer le peuple et à répandre le crédo libéral. Homme de convictions, il s'est battu pour l'indépendance du Bas-Canada et n'a pas hésité à compromettre sa carrière et son confort personnel pour vivre à la hauteur de ses idées. Pour la liberté de la presse et celle de son pays, il a connu les emprisonnements, la misère de l'exil, le désarroi et la déception qui ont finalement eu raison de ses espoirs. Mais au-delà des vicissitudes du combat idéologique, il est demeure un fervent promoteur de la nationalité.

Table des matières

[AVANT-PROPOS](#)

[INTRODUCTION](#)

<u>Chapitre 1</u>	Comment on devient imprimeur au Bas-Canada
<u>Chapitre 2</u>	Duvernay, citoyen des Trois-Rivières
<u>Chapitre 3</u>	Le phare de la nouvelle génération : La Minerve
<u>Chapitre 4</u>	La radicalisation de l'idéologie patriote : 1830-1834
<u>Chapitre 5</u>	La cause du peuple...
<u>Photos et figures</u>	
<u>Chapitre 6</u>	Le soulèvement populaire
<u>Chapitre 7</u>	Bannis de leur pays
<u>Chapitre 8</u>	Les fruits de l'échec
<u>Chapitre 9</u>	Le retour des exilés
<u>Chapitre 10</u>	Rendre le peuple meilleur

[Bibliographie](#)

DU MÊME AUTEUR

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

Critique épistémologique de l'analyse systémique, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976. [Texte en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Les Idéologies au Québec : bibliographie (en collaboration avec André Vachet), Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1977.

Cause commune, pour une internationale des petites cultures (en collaboration avec Michèle Lalonde), Montréal, L'Hexagone, 1981.

Idéologies in Québec, Toronto, University of Toronto Press, 1981.

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Le Développement des idéologies au Québec, 1977. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Le Trust de la foi (en collaboration avec Jean-Pierre Gosselin), 1978.

Les Enjeux du référendum, 1979.

Pour la suite de l'histoire, 1982.

André Laurendeau et le destin d'un peuple, 1983. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Avez-vous lu Hirschman ?, 1985.

Introduction aux théories politiques, 1987. [Texte en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Il n'y a peut-être pas d'époque dans l'histoire des nations qui n'ait offert l'intérêt qu'offre celle où nous vivons. En racontant à la postérité les événements dont nous sommes témoins, l'historien aura une grande tâche à remplir, s'il veut remonter aux causes et discuter en philosophe les faits qu'il aura à retracer. Il lui faudra un pinceau vigoureux pour retracer cette grande lutte des nations combattant contre le despotisme, qui les tenait enchaînées et les laissait stationnaires... Il ne verra d'abord que quelques hommes de génie qui s'élevant au-dessus du vulgaire comprendront la liberté et travailleront à la faire comprendre à leurs frères. Petit à petit, les peuples s'instruiront. Ils apprendront à connaître leurs droits et s'efforceront de les conquérir. Ils apprendront que Dieu a créé les hommes égaux et que ces distinctions et privilèges qu'on a établis pour certaines castes ne sont que des inventions humaines que l'ignorance seule a pu laisser exister. Le droit reconnu naturellement, le peuple en demande la jouissance et dès lors s'engage la lutte. Les hommes qui ont le pouvoir et les privilèges ne les cèdent pas volontiers, on les voit se débattre en tout sens pour maintenir leur position. Mais à la fin la victoire reste toujours aux peuples. Tantôt les choses vont tranquillement et sans qu'il y ait de sang répandu, mais d'autres fois quand le pouvoir ne veut pas céder, quand le peuple est fatigué de pétitionner en vain, il se lève tout à coup plein de colère et chasse devant lui tout ce qui s'oppose à son passage.

La Minerve, 14 janvier 1836

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Certains historiens comme Benjamin Sulte ont dit de Duvernay qu'il était « le personnage le plus notoire, le plus en vue après Louis-Joseph Papineau ». Mais paradoxalement, cette notoriété ne lui a pas jusqu'aujourd'hui mérité une étude biographique approfondie, les historiens préférant plutôt s'intéresser aux hommes politiques qu'aux intellectuels diffuseurs d'idéologie.

Tout mouvement politique comporte trois composantes essentielles : les penseurs, les publicistes et les politiciens. Ces derniers, occupant l'avant-scène de l'histoire, retiennent plus facilement l'attention d'autant plus que leur activité étant publique, ils laissent dans leur sillage une multitude de traces qui permettent de reconstituer leur cheminement. De même, les penseurs qui systématisent les courants idéologiques et leur donnent une forme rationnelle défraient aussi la chronique historique, leurs écrits constituant un matériau privilégié pour comprendre l'évolution d'une société. Curieusement, les laissés pour-compte sont ceux qui assurent la circulation des idées, la liaison entre les producteurs de sens, les hommes publics et le peuple. À une époque où les communications étaient peu développées, où la presse et l'édition faisaient leurs premières armes, quelques hommes ont joué un rôle capital en établissant un réseau de diffusion des idées. Imprimeurs, éditeurs, libraires et journalistes ont permis à l'idéologie patriote de mobiliser le soutien populaire.

Duvernay a certes été immortalisé à titre de fondateur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, mais on connaît encore mal sa vie et l'ensemble de son œuvre patriotique.

Hormis quelques plaquettes hagiographiques, il n'a fait l'objet d'aucune recherche systématique. Cette lacune s'explique en partie par l'absence de sources directes car jusqu'à présent nous n'avons retrouvé que très peu de traces manuscrites. Il y a certes une collection Duvernay aux Archives nationales du Québec, mais celle-ci ne contient que quelques lettres de sa main. Nulle trace significative de sa correspondance dans les archives personnelles de ses contemporains ce qui est pour le moins mystérieux pour un homme qui a été au centre du mouvement patriotique. Il faut croire qu'il y a eu beaucoup de lettres brûlées en 1837-1838. Duvernay n'a probablement gardé que les écrits les moins compromettants qui sont pourtant les seuls témoignages de cette période agitée de sa vie.

Le biographe est donc forcé de s'en remettre à des sources indirectes comme les journaux de l'époque pour situer son personnage. Il doit se montrer prudent dans l'interprétation du caractère et de la vie privée de l'homme. Il doit se référer au contexte et procéder par déduction. Pour cette raison, nous ne pouvons pas considérer cette biographie comme définitive, car il est toujours possible que des documents aujourd'hui inconnus remontent à la surface. Conscient de ces limites, nous avons surtout cherché à mettre en relief la participation de Duvernay à la révolution intellectuelle qui marqua la société canadienne dans la première moitié du XIX^e siècle. À travers cette biographie intellectuelle, nous avons voulu illustrer le développement de la conscience nationale et la pénétration de l'idéologie libérale au Bas-Canada. C'est par l'ensemble de son œuvre éditoriale que nous avons reconstitué la trajectoire de cet éveilleur de consciences qui pourra ainsi prendre place au panthéon du patriotisme.

Montréal, le 31 août 1987

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Dans toutes les sociétés occidentales, la presse a joué, depuis la Révolution française, un rôle déterminant dans l'évolution intellectuelle des peuples. La liberté de la presse fondée sur le droit à la libre opinion fut une des conquêtes essentielles du Siècle des lumières et des révolutions française et américaine. Ainsi, aux États-Unis, le premier amendement à la Constitution, adopté en 1789, garantissait la liberté de la presse. Le journal, en assurant la libre circulation des informations et des idées, donnait vie à la démocratie politique. Qu'aurait été le droit de vote sans l'information et le débat indispensables à toute décision dans les affaires publiques ?

L'ancien régime avait établi sa pérennité sur la violence et sur le contrôle des esprits. L'alliance du sabre et du goupillon garantissait le maintien de l'ordre établi. La tradition et la religion définissaient les droits et les devoirs des individus et les enfermaient dans une hiérarchie sociale immuable où chacun devait rester à sa place et respecter l'autorité établie. Cet ordre social était prétendument d'essence divine ce qui le rendait incontestable. L'Église avait donc le monopole de la vérité et utilisait l'idéologie religieuse pour légitimer l'autorité du pouvoir monarchique. L'État monarchique avait à son tour un pouvoir absolu sur la société et exerçait une surveillance étroite de la presse, réprimant brutalement toute velléité de critique de l'ordre établi.

Mais cette structure sociale traditionnelle fut ébranlée et transformée par le mouvement des idées au Siècle des lumières. En Angleterre et en France, au XVIII^e siècle, les philosophes mirent en question cette commune façon de penser l'ordre social au nom de la raison et de la liberté individuelle.

Les philosophes affirmaient que, par nature, chaque être humain avait en lui les lumières nécessaires pour juger le bien et le mal et pour décider de son destin. Chacun pouvait exercer son libre arbitre et en conséquence chaque individu devait être libre de faire ce qu'il jugeait utile à son bonheur. Il n'avait plus à obéir aveuglément à l'ancienne autorité ; il pouvait discuter et faire valoir son point de vue et ses propres intérêts. Dès lors, l'autorité était ramenée du ciel sur la terre et du souverain au peuple qui avait le droit de se diriger lui-même. Il lui revenait de faire les lois régissant la vie en société en désignant ses propres représentants. À l'inverse, le gouvernement avait des comptes à rendre aux élus du peuple ; il ne pouvait plus imposer sa loi de façon arbitraire. Tels étaient les fondements philosophiques du libéralisme et de la démocratie

parlementaire qui s'était plus ou moins bien institutionnalisée en France, en Angleterre et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle.

L'exercice de ces nouveaux droits du citoyen supposait la libre circulation des idées de sorte que de nombreux journaux virent le jour dans la foulée de la Révolution française. Une presse libre permettait aux citoyens de connaître et de contrôler l'action des gouvernants et de la sorte de faire valoir leurs intérêts et leurs droits. La presse devait éclairer le peuple dans ses choix politiques. Mais une presse libre supposait aussi la scolarisation du peuple car pour survivre les journaux avaient besoin de lecteurs. Ainsi, par un enchaînement inéluctable, la conquête de la démocratie politique allait provoquer partout où elle s'établissait une lutte pour le pouvoir entre les anciennes et les nouvelles élites et entraîner une profonde mutation des institutions sociales.

Cette révolution des esprits et des institutions était déjà en marche chez nos voisins du Sud depuis 1776. Elle avait conduit les Américains à leur indépendance. Par effet de contagion, elle se répandait aussi au Canada où toutefois l'oppression coloniale exercée sur la majorité canadienne empêchait le pouvoir britannique d'instaurer les réformes démocratiques. Depuis la Conquête, le Canada était gouverné par une oligarchie militaire qui, pour maintenir l'autorité de la Couronne britannique en Amérique du Nord, avait été obligée de s'assurer la collaboration des conquis en leur concédant par l'Acte de Québec, en 1774, des droits religieux et le maintien du régime seigneurial.

Mais la Révolution américaine avait provoqué l'arrivée massive de Loyalistes qui réclamaient au nom de leur fidélité à la Couronne les droits politiques qu'ils avaient dans les États du Sud. Cet afflux de colons anglais mettait les autorités coloniales devant un dilemme insoluble. Comment reconnaître des droits politiques aux nouveaux arrivants anglais qui étaient très minoritaires dans l'ensemble de la population sans les accorder en même temps à la majorité francophone ? Ne pas le faire aurait provoqué la révolte de la majorité, mais concéder des droits constitutionnels indistinctement à l'ensemble de la population aurait signifié concéder le pouvoir à la majorité francophone. Londres allait expérimenter au Bas-Canada une politique qui deviendrait plus tard le fleuron de sa stratégie impérialiste : diviser pour régner. George Pardmore soutient que la politique coloniale de l'Angleterre en Afrique « a tiré ses origines de la lutte qui s'est engagée entre les colons blancs du Canada et la Couronne britannique au dix-neuvième siècle ¹. » Si les Canadiens n'ont pas réussi à faire leur propre histoire, ils ont contribué à leur insu à l'histoire mondiale.

L'Acte constitutionnel de 1791 divisait la colonie en deux provinces : le Haut-Canada peuplé d'anglophones et le Bas-Canada peuplé majoritairement par des francophones. Londres reconnaissait à ses sujets le droit de vote ainsi que le droit de constituer une assemblée représentative mais n'admettait pas le

¹ George PARDMORE, *Panafricanisme et communisme*, Paris, Présence africaine, 1960, p. 199.

principe de la responsabilité gouvernementale. Ce système hybride permettait à l'assemblée législative de lever des impôts mais elle n'avait pas le droit de contrôler le pouvoir exécutif puisque le gouvernement n'était pas élu mais nommé par Londres. Ainsi, on avait un régime politique démocratique à la base et autocratique au sommet, chaque niveau de pouvoir dans la province du Bas-Canada étant différencié par l'appartenance ethnique, ce qui préservait la suprématie des anglophones. On avait, en procédant d'une façon aussi discriminatoire, établi la dynamique du conflit qui allait déchirer le Bas-Canada durant la première moitié du XIX^e siècle et déterminer le destin de Ludger Duvernay qui sera un des plus fervents défenseurs de l'idéal démocratique.

À la naissance de Ludger Duvernay, en 1799, la conscience démocratique est encore embryonnaire au Bas-Canada faute de liberté politique et d'institutions démocratiques. La société canadienne manque alors de cadres. Le système scolaire est presque inexistant. Avec la Conquête, les Jésuites ont été forcés de retourner en France. Les Sulpiciens entretiennent tant bien que mal quelques écoles à Montréal, où l'enseignement de la philosophie ne reprendra qu'en 1790. Mais entre Montréal et Québec, il n'y a aucun collège. C'est en 1803 seulement que s'établira, à Nicolet, le premier collège classique. Cet exemple sera par la suite suivi par les villages de Saint-Denis et de Saint-Hyacinthe. Ailleurs, on trouve quelques écoles primaires qui enseignent la lecture, l'écriture et quelques rudiments de calcul ¹.

Depuis 1760, les élites sont coupées de l'influence culturelle de l'ancienne mère patrie. Les nouvelles idées de liberté individuelle, de souveraineté du peuple, de séparation des pouvoirs n'ont pénétré qu'au compte-gouttes au Canada et le plus souvent, elles nous arrivaient dans la langue de Shakespeare car le conquérant interdisait l'entrée au pays des livres français. Les échos de la Révolution française parviendront sur les rives du Saint-Laurent mais ils seront dissipés par les interventions du clergé qui prêche la soumission et la fidélité à la monarchie britannique. L'Église n'entendait pas laisser se développer la contestation de son autorité et de ses privilèges. Fernand Ouellet décrit ainsi l'état d'esprit du clergé :

Le clergé catholique est attaché à l'absolutisme monarchique, à la théorie de la monarchie de droit divin, et perçoit la société comme une hiérarchie qui part du roi, passe par les élites : l'aristocratie, le clergé et les dirigeants politiques et qui s'achève dans le peuple. Les rapports sociaux sont déterminés par les principes d'autorité et d'obéissance ².

L'Église se méfie des institutions parlementaires et elle est prête à tous les expédients pour enrayer l'expansion des idées libérales. Elle prêche la loyauté absolue à la monarchie britannique et cherche à convaincre les Canadiens des bienfaits de la Conquête qu'elle s'évertue à présenter comme un don du ciel.

¹ Voir Claude GALARNEAU, *Les Collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978.

² Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 67.

Elle mena donc une intense campagne de propagande contre la Révolution française et contre la France, cette fille indigne de l'Église parce qu'elle venait d'abolir la monarchie et de séparer l'Église de l'État. M^{gr} Plessis, en 1799, à la suite de la défaite française d'Aboukir, déclare sans vergogne en chaire : « Réjouissons-nous... Tout ce qui affaiblit la France, tend à l'éloigner de nous. Tout ce qui l'éloigne assure nos vies, notre liberté, notre repos, nos propriétés, notre culte, notre bonheur ¹. » Les autorités anglaises se réjouissent de ces déclarations de loyauté du clergé, car elles craignent que les idées démocratiques contaminent les Français du Canada qui pourraient imiter leurs voisins du Sud.

Mais la Révolution française aura un effet inattendu car même si elle consacrait la rupture de l'élite cléricale avec la France, elle allait ironiquement rehausser le niveau de la culture française au Canada car une cinquantaine de prêtres réfractaires chassés par la révolution viendront s'établir ici apportant avec eux livres et objets d'art qui augmenteront notre patrimoine culturel. Cet afflux de sang neuf permettra la création d'écoles et de collèges qui formeront une nouvelle classe de professionnels qui défendront à leur tour les idéaux démocratiques.

Contrairement à ce qu'affirment les thuriféraires de la domination anglaise, la Conquête ne nous a pas apporté les libertés civiles. Tout comme sous le Régime français, après la Conquête, le pouvoir est toujours contrôlé par une aristocratie militaire qui assure sa domination en obtenant la collaboration subordonnée du clergé et des seigneurs qui, en échange de leur soumission et de celle du peuple, avaient obtenu certains privilèges.

Sous le Régime anglais, la reconnaissance des libertés civiles sera toujours conditionnée par les impératifs stratégiques de la métropole. Seuls des naïfs associent la domination et la générosité. Ainsi, la liberté de presse n'était pas au programme des conquérants et, avant 1791, il n'était pas permis de publier au Canada les simples nouvelles du jour sans la permission du gouverneur. Le premier journal qui fut créé à Québec le 21 juin 1764 par William Brown, *La Gazette de Québec*, servait à rendre publiques les décisions du gouverneur.

Fleury Mesplet, qui vint au Canada lors de l'invasion américaine fonda le premier journal de langue française, *La Gazette littéraire de Montréal*, qui parut pour la première fois, le 3 juin 1778. Mesplet annonçait dans son prospectus de lancement qu'il publierait tous les communiqués qu'on lui enverrait à la condition « qu'il n'y soit fait aucune mention de la religion, du gouvernement, ou des nouvelles touchant les affaires présentes, à moins qu'il ne fût autorisé par le gouvernement ². » Mais en dépit de cette prudence, le gouverneur Carleton ordonna la cessation de publication et le menaça d'expulsion. Le pouvoir colonial ne tolérait pas la liberté d'opinion. Mesplet reviendra toutefois à la charge en 1785 en lançant la *Gazette de Montréal*, un

¹ J.-P. WALLOT, « Courants d'idées dans le Bas-Canada à l'époque de la Révolution française » dans *L'Information historique*, mars-avril 1968, p. 73.

² Cité par M. BIBAUD, *Histoire du Canada sous la domination anglaise*, 1968, p. 138.

hebdomadaire bilingue qui survivra jusqu'à nos jours, le bilinguisme en moins. Le journal de cette époque était imprimé sur une seule feuille ; sa publication était irrégulière et son existence souvent éphémère car les lecteurs se faisaient rares.

Si on fait exception de la tentative avortée de *La Gazette littéraire* de Mesplet, on peut dire que le premier vrai journal de langue française a été lancé par Pierre Bédard le 22 novembre 1806 et qu'il s'appelait *Le Canadien*. Ce journal fut créé pour combattre la Clique du Château et promouvoir un gouvernement représentatif. Les marchands anglais en 1805 s'étaient donné un organe d'expression ayant pour nom *The Mercury*. Ce journal, fondé par Thomas Gary, préconisait dans son numéro du 27 octobre 1806 l'anglicisation forcée du Bas-Canada : « Cette province est déjà beaucoup trop française pour une colonie anglaise. La défranciser autant que possible, si je peux me servir de cette expression, doit être notre premier but. » Il méprisait ouvertement la Chambre d'assemblée parce qu'elle était en majorité composée de Canadiens. Gary écrivait ce qui suit à la suite de la première parution du *Canadien* :

Que reste-t-il à faire ? Retirer ces privilèges qui sont représentés comme trop rares mais qui sont en réalité trop nombreux, et dont les conquis se réjouissent trop librement et prendre les mesures pour que l'administration des affaires publiques se fasse en anglais, par des Anglais, ou par des hommes ayant des principes anglais. Ce serait le premier pas et le plus efficace vers l'anglicisation de la province ¹.

Le Canadien exprimait la conscience nationale naissante chez les Canadiens. Dans son prospectus de lancement, le journal se définissait lui-même comme l'organe des députés canadiens et leur relais auprès de la population :

Il y a déjà longtemps que des personnes qui aiment leur pays et leur gouvernement regrettent en secret que le trésor rare que nous possédons dans notre constitution demeure si longtemps caché, faute de l'usage de la liberté de la presse, dont l'office est de répandre la lumière sur toutes ses parties. Ce droit qu'a un peuple... d'exprimer librement ses sentiments sur tous les actes politiques de son gouvernement, est ce qui en fait son principal ressort ².

Le journalisme canadien servira à exprimer les sentiments populaires envers l'administration coloniale et à diffuser dans le peuple les déclarations et les décisions des membres de la Chambre d'assemblée. L'information était vitale au combat contre l'oppression nationale.

Le droit constitutionnel anglais attribuait le pouvoir de faire les lois à trois institutions complémentaires : la Couronne, la Chambre des lords et la Chambre des communes. Le régime britannique reconnaissait ainsi au peuple le pouvoir de participer à la législation par le biais d'une chambre élective. Mais

¹ Cité par J. P. DE LAGRAVE, *Les Journalistes démocrates au Bas-Canada*, Montréal, Éditions de Lagrave, 1975, p. 83.

² *Le Canadien*, 13 novembre 1806.

ce principe ne valait pas pour les territoires conquis, qui étaient directement sous l'autorité de la Couronne. La loi en pays conquis émanait du roi ou de son représentant local. La Constitution de 1791 corrigea partiellement cette disparité en donnant à la colonie le droit de posséder une assemblée représentative mais sans lui reconnaître la responsabilité ministérielle et le pouvoir de contrôler les dépenses du gouvernement. Cette décision n'est nullement inspirée par des soucis de démocratisation, elle est plutôt commandée par des exigences stratégiques et les intérêts supérieurs de la Grande-Bretagne. En effet, ces quelques concessions à la souveraineté populaire visaient surtout à conserver à l'Angleterre la loyauté de ceux qui avaient combattu ou fui la Révolution américaine qui risquait toujours de se répandre au Nord et de faire sauter le dernier joyau de la Couronne britannique en Amérique du Nord, le Canada. Ce calcul s'avéra juste lors de l'invasion américaine de 1812, les Canadiens prenant la défense des intérêts britanniques.

La première élection au Bas-Canada eut lieu en juin 1792. Les électeurs, c'est-à-dire tous les propriétaires (de terre rapportant au moins deux livres sterling par année) devaient élire 50 députés (ce nombre sera porté à 84 en 1834). La composition sociologique ¹ de la première députation canadienne se répartissait comme suit :

marchands	30	58 %
professionnels	9	17 %
seigneurs	9	17 %
cultivateurs	3	5 %

Selon Henri Brun, « les anglophones jouissaient généralement d'une représentation dépassant en pourcentage leur importance démographique ². » Alors que la minorité anglophone ne dominait numériquement aucune circonscription et ne représentait que 7 % de la population totale, elle faisait élire environ un tiers de la députation. De plus, les élus canadiens faisaient leurs premières armes dans le système parlementaire alors que leurs collègues députés anglophones étaient plus familiarisés avec la procédure parlementaire et pouvaient ainsi contrôler l'Assemblée même s'ils se trouvaient minoritaires. Il faudra ainsi attendre une dizaine d'années avant que les députés canadiens maîtrisent ce nouveau pouvoir et s'en servent pour affirmer les droits du peuple canadien et revendiquer la démocratisation du pouvoir colonial. Il faudra surtout que se cristallise une conscience collective et que se développe une liaison organique entre le peuple canadien et ses représentants, ce qui nécessitera l'émergence d'une presse libre et d'une opinion publique.

La révolution intellectuelle est, dans toutes les sociétés, le fruit d'une longue maturation car pour changer la commune façon de penser, il faut la conjonction de conditions objectives favorables, la présence d'un groupe social dynamique dont la progression est entravée par des structures sociales rigides et l'existence

¹ Voir Fernand OUELLET, *op. cit.*, p. 44.

² Voir Henri BRUN, *La Formation des institutions parlementaires québécoises 1791-1838*, Québec, PUL, 1970, p. 93.

d'institutions regroupant et coordonnant les volontés de changement et véhiculant les nouvelles valeurs. La société canadienne au début du XIX^e siècle amorce ce processus et n'est pas à cet égard déphasée par rapport à la très grande majorité des autres sociétés où règnent l'absolutisme monarchique, le féodalisme et la confusion des pouvoirs spirituel et temporel. La plupart des pays européens sont alors dominés par des régimes autocratiques où les libertés civiles sont inexistantes. La lutte entre l'ancien et le nouveau ne fait que débiter au Canada comme ailleurs.

Partout, les transformations sociales et les révolutions politiques s'accompagneront de nouvelles conceptions du monde qui les appellent et les justifient. Les conflits sociaux mettent certes en jeu des intérêts mais ceux-ci doivent être à leur tour légitimés par des valeurs et des idéaux qui appellent à l'action. Pour cette raison, les intellectuels sont toujours au cœur des mouvements sociaux. Ils les expriment, leur donnent cohérence et efficacité et mobilisent par le discours les énergies individuelles. Cette fonction de conscientisation est indispensable aux mouvements démocratiques qui se réclament de la volonté populaire et qui doivent s'appuyer sur le soutien du peuple pour atteindre leurs buts.

Duvernay, qui fut imprimeur, journaliste, député et fondateur de la Société Saint-Jean-Baptiste, incarne peut-être mieux que tout autre le prototype de l'intellectuel engagé dans l'action par la pensée et la diffusion des idées dans la première moitié du XIX^e siècle. Il a surtout exercé son action intellectuelle comme directeur de nombreux journaux qui combattaient la tyrannie du pouvoir colonial. Il était considéré par ses contemporains comme un des chefs de file du mouvement patriotique. Mais s'il a été reconnu par ses concitoyens comme un éveilleur de consciences, il a par la suite été ignoré par la postérité puisqu'aucun biographe n'a cherché à reconstituer de façon systématique sa vie et son œuvre éditoriale. L'homme est indissociable de son époque et en retraçant son itinéraire intellectuel et politique, nous essaierons de mieux comprendre les hommes et les idées qui ont marqué cette période agitée de notre histoire nationale.

CHAPITRE 1

COMMENT ON DEVIENT IMPRIMEUR AU BAS-CANADA

[Retour à la table des matières](#)

Les ancêtres de Ludger Duvernay arrivèrent au Canada en 1639 et sont inscrits dans les registres sous le nom de Crevier. Le registre de la paroisse des Trois-Rivières en date du 7 décembre 1639 nous révèle que Christophe Crevier, boulanger de son état, devint le parrain d'un jeune Algonquin de l'Île des Allumettes, comme le voulait la coutume pour les colons nouvellement arrivés. Il était venu de Normandie accompagné de sa femme Jeanne Énard. En 1654, il obtint en concession l'île Saint-Christophe située à l'embouchure du Saint-Maurice. Ce premier rameau provignera en trois branches : l'une s'établira à Saint-François-du-Lac, l'autre au Cap-de-la-Madeleine et la dernière dans la région de Montréal. C'est à cette dernière branche de la famille Crevier que se rattache Ludger Duvernay.

Selon Benjamin Sulte, c'est le 28 avril 1675 que le surnom Duvernay apparaît pour la première fois dans un acte de vente contresigné par le fils de Christophe Crevier sieur de la Meslée, Jean Baptiste Crevier sieur du Vernet. Le nom se transformera par la suite de du Vernet en Duvernet, puis en Duverné et finalement en Duvernay ¹. Jean-Baptiste Crevier résidait à Batiscau et faisait le commerce des fourrures. Un de ses fils, Pierre, s'établit à Verchères où la famille Duvernay se fixera. Un des fils de Pierre, Jacques Crevier Duvernay, recevra en date du 26 juin 1748 une commission de l'intendant Gilles Hocquart lui permettant d'exercer la profession de notaire dans l'étendue des côtes de Verchères, Varennes, Saint-Ours et de la Rivière Chambly. Le greffe de Crevier Duvernay, pour une raison que le biographe ignore, sera particulièrement fréquenté par les soldats de l'armée vaincue, après la capitulation de Montréal, c'est du moins ce que prétend Jean-Edmond Roy : « Tous les soldats de l'armée vaincue se sont donné le mot pour aller contracter mariage à Verchères devant cet humble tabellion rural ². » Cette charge de notaire se transmettra de père en fils, de Jacques, à son fils Pierre qui exercera la profession de 1762 à 1801.

¹ Voir Benjamin SULTE, « Les Ancêtres de Ludger Duvernay » dans *Revue canadienne*, avril 1908, p. 349-358.

² Jean-Edmond Roy, *Histoire du notariat au Canada*, vol. 1, p. 214.

Ludger Duvernay appartient à la sixième génération des Crevier-Duvernay. Il est né le 22 janvier 1799 et il est le sixième enfant de Joseph-Marie Duvernay fils de Jacques qui avait épousé en secondes noces Marie-Anne Julie Robbert de la Morandière, à Varennes, le 17 avril 1792. Sa mère, par ses ancêtres originaires de la Champagne, appartient à la petite noblesse. Le premier Robbert de la Morandière, débarqué en Nouvelle-France en 1690, occupait la fonction de garde magasinier du roi à Montréal. « À la troisième génération, Francois-Abel-Étienne, marié le 25 mai 1766 à Varennes à Louise-Charlotte Boilly de Messein donna la vie à Marie-Anne-Julie ¹. » S'il faut en croire les lettres qu'elle écrira à son fils, cette mère accordera beaucoup d'attention à l'éducation de ses enfants et les encouragera à entreprendre des carrières libérales.

Le niveau de vie de la famille Duvernay est modeste. Le père est cultivateur et maître menuisier et peut procurer à sa famille une relative aisance ; mais la fortune familiale connaîtra des hauts et des bas. Le travail ne manque certes pas en ce début du XIX^e siècle car la colonie connaît une période de prospérité. La demande pour les grains du Canada est forte sur le marché britannique. Mais comme dans toute situation de dépendance coloniale, le sort des habitants d'une colonie est soumis aux aléas du marché métropolitain de sorte qu'à la prospérité du début du siècle succédera une période de difficultés économiques à partir de 1810 en raison de la chute de la demande pour les fourrures et de la baisse de 27 % des exportations des produits agricoles entre 1803 et 1812.

La société canadienne, au début du XIX^e siècle, peut être qualifiée de conviviale. Certes, ce petit peuple d'origine française isolé sur le continent américain avait été traumatisé et bloqué dans son développement par les effets économiques et politiques de la Conquête. Depuis cette défaite militaire, quelques espoirs de liberté avaient ressurgi avec les incursions des émissaires des révolutions américaine et française ; il y a bien eu quelques protestations populaires contre les hausses du prix du pain ou encore contre les corvées exigées pour construire les routes, mais ces querelles n'avaient qu'une portée limitée et ne menaçaient pas l'ordre établi. L'ensemble de la collectivité était occupé à survivre, à se doter de nouvelles institutions et à s'adapter aux conditions créées par le nouveau pouvoir colonial britannique.

Société donc relativement paisible, formée de petites communautés dispersées sur un vaste territoire et surtout occupée par le travail de la terre. Société communautaire aussi dans la mesure où les différences sociales, chez les Canadiens du moins, étaient peu prononcées. De profonds clivages séparaient toutefois la société canadienne et l'élite coloniale britannique puisque cette dernière monopolisait la richesse et les postes de pouvoir. Mais l'esprit du temps était à la collaboration entre les deux groupes. Les Canadiennes se mariaient avec des officiers anglais, les seigneurs vendaient

¹ Voir Roger PARENT, *Duvernay le magnifique*, Montréal, Institut de la Nouvelle-France, 1943, p. 7.

leurs terres aux marchands anglais et le clergé pactisait avec les autorités coloniales pour protéger ses privilèges fonciers et fiscaux.

L'Église n'a toutefois pas l'influence que lui prête le pouvoir colonial. Ses effectifs ne lui permettent pas d'exercer un véritable contrôle social. Ainsi, le ratio prêtre-fidèles qui était de un pour 1000 en 1790, passe à un pour 1 375 en 1810 et à un pour 1 834 en 1830. Le contingent clérical est mal formé, âgé et décimé par la mortalité ; les communautés religieuses, quant à elles, sont encore anémiques et les vocations se font rares. Il y a environ soixante-quinze paroisses qui sont à l'abandon et le taux de pratique religieuse est très bas même si le peuple reste foncièrement religieux. Lord Durham expliquera d'ailleurs, dans son fameux rapport, les « troubles de 1837 » par la faiblesse de l'emprise sociale du clergé. Il était certes difficile pour un aristocrate de comprendre les ressorts profonds de la psychologie du peuple, qui se méfie toujours de ses élites lorsque celles-ci, pour préserver leurs intérêts, collaborent avec le colonisateur. La soumission et la tranquillité apparentes peuvent couvrir un profond sentiment de révolte.

Les habitants vivent pour l'instant paisiblement sur le territoire seigneurial. Esprit de famille et sens communautaire, goût de la fête, courtoisie, hospitalité, culte de la force physique, passion de la course des bois, telles sont les principales caractéristiques relevées par les voyageurs étrangers pour décrire le peuple canadien qui vit en partie en économie fermée, regroupé autour de la structure familiale et du village où il est très éloigné du gouvernement.

Alexis de Tocqueville, nostalgique de l'Ancien régime, esquissa en 1831 ce portrait du Canadien peut-être quelque peu idyllique :

Le paysan est fort, bien constitué, bien vêtu. Son abord a la cordialité franche qui manque à l'Américain ; il est poli sans servilité et vous reçoit sur le pied de l'égalité, mais avec prévenance... Au total cette race d'hommes nous a paru inférieure aux Américains en lumières, mais supérieure quant aux qualités de cœur. On ne sent ici en aucune façon cet esprit mercantile qui paraît dans toutes les actions comme dans tous les discours de l'Américain. La raison des Canadiens est peu cultivée, mais elle est simple et droite, ils ont incontestablement moins d'idées que leurs voisins, mais leur sensibilité paraît plus développée ; ils ont une vie de cœur, les autres de têtes ¹.

Mais Tocqueville est aussi conscient des effets débilissants de la Conquête et de l'anglicisation qui menace le peuple canadien. Il écrit : « Je n'ai jamais été plus convaincu... que le plus grand et le plus irrémédiable malheur pour un peuple, c'est d'être conquis ². » Il note avec tristesse dans son journal de voyage que dans la ville de Québec qui lui rappelle par son architecture la vieille France, l'anglais est la langue des affaires et de l'administration. Alors que la population est très majoritairement française, c'est l'anglais qui est la langue d'affichage des commerces et des auberges. Il déplore même le manque

¹ Cité par André JARDIN, *Alexis de Tocqueville*, Paris, Hachette, 1984, p. 137.

² *Ibid.*, p. 139.

d'animosité entre les deux races et surtout le manque de vivacité de la classe supérieure qui tend à s'assimiler. « Il demeure, au fond déçu que les Français éclairés ou même le clergé ne se montrent plus vigoureusement hostiles au gouvernement anglais ¹. »

Ces quelques traits nous permettent de situer le milieu dans lequel Duvernay passa son enfance à Verchères. Il fréquente les cours de religion dispensés par le curé de la paroisse Saint-François-Xavier et complète sa formation auprès d'un instituteur, Louis Généreux Labadie qui par intermittence lui enseigne la lecture et l'écriture et lui inculque le goût de pousser plus loin son instruction.

Ce maître était un des meilleurs pédagogues de l'époque. Avant de s'installer à Verchères, il avait tenu école à Beauport, Rivière Ouelle, Kamouraska, Berthier, Contrecoeur, Saint-Eustache et Varennes. Ses contemporains le surnommaient le maître d'école patriotique parce que non seulement il enseignait, mais il écrivait aussi des poèmes où il célébrait les mérites du roi George III et des gouverneurs. Il laissa aussi à la postérité un journal personnel dont cinq tomes sont conservés au Séminaire de Québec. « Si l'on en juge par son journal, Labadie ne savait pas très bien son français, ni l'orthographe, ni la grammaire ². » Mais il savait aiguïser la curiosité de ses élèves et pour stimuler leur goût de la lecture, il avait imaginé une technique originale. Les livres étant rares dans les campagnes, il leur faisait lire les gazettes du pays ou de l'étranger. C'est probablement à l'école de Labadie que le jeune Ludger se passionna pour les journaux et les nouvelles étrangères qui occuperont toujours une place importante dans les publications que Duvernay dirigera par la suite.

Le 3 juin 1813 *Le Spectator* de Montréal fait paraître une offre d'emploi qui se lit comme suit : « On a besoin comme apprenti dans cette imprimerie d'une Jenne Garçon (*sic*) bien élevé et d'honnête famille. Il faut qu'il sache lire et écrire la langue Française ³. » Il s'agissait d'une offre exceptionnelle si on en juge par le recensement des professions effectué par Jacques Viger à Montréal en 1825 qui a dénombré seulement trois apprentis imprimeurs ou encore, par comparaison avec la situation qui prévalait dans la ville de Québec, où, entre 1811 et 1815, il n'y eut que cinq apprentis imprimeurs ⁴. Le système de l'apprentissage était le seul moyen d'acquérir une formation professionnelle dans la colonie puisqu'il n'y avait aucune école d'art et métiers. Depuis le Moyen Âge, la transmission des connaissances techniques était assurée par les corporations de métier. Ce système avait été implanté dans la colonie par Talon

¹ *Ibid.*, p. 140.

² Amédée GOSSELIN, « Louis Labadie ou le maître d'école patriotique » dans *Société royale du Canada*, section 1, 1913, p. 108.

³ Cité par Yves TESSIER, « Ludger Duvernay, et les débuts de la presse périodique aux Trois-Rivières » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XVIII, n° 3, déc. 1964, p. 389.

⁴ .-P. HARDY et D.-T. RUDDÉL, *Les Apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977.

pour former sur place les gens de métier puisque ceux de France refusaient de venir en Nouvelle-France. Dans la plupart des métiers, on entraînait en apprentissage entre 15 et 19 ans. Le jeune apprenti devait s'engager à rester auprès de son maître pour une période de trois à cinq ans, après quoi, il pouvait espérer devenir compagnon ou s'établir à son propre compte.

Le propriétaire de l'imprimerie *Le Spectator*, Charles-Bernard Pasteur, signe un contrat d'apprentissage avec le père de Duvernay qui se résigne un peu à contrecœur à voir son fils quitter la maison familiale. Le départ d'un enfant de la terre familiale était considéré comme une menace à la subsistance de la famille car, à cette époque, la force de travail humaine était la principale source de richesse pour le cultivateur. Tant que la terre était abondante, une vieillesse heureuse supposait une famille nombreuse.

Le jeune Duvernay, grâce aux pressions insistantes de sa mère, se rend donc à Montréal en 1813. C'est là, qu'avec passion, il s'initiera à la technique de l'imprimerie. Montréal peut alors s'enorgueillir du titre de ville la plus peuplée de l'Amérique britannique du Nord avec 22 540 habitants, mais reste une ville aux allures provinciales. Les voyageurs de l'époque même s'ils étaient impressionnés par les jeux du soleil sur les toits en fer-blanc en traçaient un tableau plutôt lugubre :

The streets are for the greater part most inconveniently narrow, and the foot-walks in many places incumbered with cellar doors and other projections. The dark coloured limestone of which the houses are built has a dull effect, and the massive iron shutters, folded back from almost every window and doors, considerably increase the gloom ¹.

Dans le modeste atelier de Pasteur, Duvernay apprend à manipuler les plombs et à corriger les épreuves. L'imprimé était alors une chose rare dans la colonie et c'est avec enthousiasme que Duvernay découvre cette nouvelle technologie qui deviendra son métier. L'impression d'un journal se faisait selon un procédé artisanal qui n'avait pas beaucoup changé depuis Gutenberg. On se servait alors d'une presse en bois, à vis verticale, actionnée manuellement. Le journal était composé à la main avec des caractères de plomb que l'on disposait dans des formes de bois, appelées casses. Une fois complétée la mise en place, on procédait à l'encrage avec des tampons de cuir, puis on étendait le papier blanc humidifié sur ces formes et on pressait. Ce jeune apprenti imprimeur n'était-il pas appelé à suivre les traces de Benjamin Franklin qui, avant de devenir un héros de la Révolution américaine, avait suivi le même apprentissage et mis à contribution son métier pour répandre les nouvelles idées dans le peuple ?

¹ J. M. DUNCAN, *Travels through parts of the United States and Canada in 1818 and 1819*, p. 151-152 ; cité par J.-P. BERNARD, P.-A. LINTEAU et J.-C. ROBERT, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, décembre 1976, p. 382.

Selon Yves Tessier, l'imprimeur Pasteur ne semble pas avoir regretté son choix :

L'impression première que donne le jeune apprenti justifie de jour en jour le choix de ce candidat. Et la bonne nouvelle ne tarde pas à atteindre la famille. La mère de Ludger lui écrit, peu de temps après son entrée à l'atelier d'impression du *Spectator* : « C'est avec toute la satisfaction possible lorsque j'ai entendu M. Côté faire ton éloge dans les termes les plus flatteurs il m'a dit que tu raisonnais non pas comme un perroquet mais comme un homme sensé ¹. »

Elle lui donne le conseil suivant : « Souvien (*sic*) toi cher enfant qu'il faut toujours que la sagesse, la modération et la raison soye la base et le guide de tes actions ². » Comme nous le verrons par la suite, ces principes seront mis en pratique par Duvernay.

Il semble bien que le jeune Duvernay ait fait bonne impression dans la famille Pasteur, qui se liera d'amitié avec les Duvernay, et qu'il se soit mérité une affection toute particulière de la part d'une des filles de l'imprimeur, Cécile Pasteur qui vante à Madame Duvernay le sérieux et le caractère affable du jeune Duvernay : « Vous ne serez pas fâchée que je vous dise quelque chose de lui puisque c'est du bien, il ne sort presque jamais sans avoir affaire... avec nous, il est toujours gai et de bonne humeur ³. »

Si le jeune homme manifeste goût et talent pour son futur métier, il profite aussi de ses loisirs pour approfondir ses connaissances par la lecture et pour s'initier aux choses publiques. Il fréquente assidûment la librairie d'Henri Bossange située rue Saint-Vincent, qui sera en 1823 rachetée par Édouard-Raymond Fabre. La librairie à cette époque tient du magasin général ; on y vend aussi bien et probablement plus de denrées comestibles que de livres, dont le coût, en raison des droits de douane imposés par le gouvernement impérial, est prohibitif. Mais c'est surtout un lieu de discussion où se recontrent les membres les plus éclairés de l'élite canadienne. À leur contact, Ludger se familiarise avec les affaires politiques et les débats d'idées et peut ainsi faire honneur à son ancien professeur qui voulait faire de lui « un homme de génie, de Connaissance et de Lettre, car dans cette vocation vous ne pouvez qu'être un homme éclairé ⁴. » Le jeune apprenti saura gagner la confiance et l'estime de son maître qui lui confie même la direction du journal durant ses absences à Québec comme en témoignent les lettres de clients qui s'adressent directement à lui.

Dans l'atelier du *Spectator canadien*, il aura l'occasion de rencontrer Henri Mézières qui s'associe à Charles-Bernard Pasteur en février 1817. Mézières avait été un fervent partisan de la Révolution américaine et de la Révolution française. Il avait même été nommé agent de la République française et avait

¹ Yves TESSIER, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1964, p. 390.

² Papiers Duvernay, n^{os} 2 et 4.

³ Papiers Duvernay, n^o 8.

⁴ Lettre de Louis Généreux Labadie à Ludger Duvernay, 1^{er} février 1815, citée par Yves TESSIER, *op. cit.*, p. 393.

voulu créer en 1793 une armée française pour libérer le Canada. Un pamphlet signé par Mézières et Genet en 1796 avait réclamé l'indépendance du Canada. Il avait par la suite servi dans l'administration française. Même s'il avait, depuis, renoncé à son idéal révolutionnaire, il n'en continuait pas moins à prôner le républicanisme et à célébrer la France où il retournera vivre en 1819.

Le Spectator canadien participe alors activement aux luttes constitutionnelles que mènent les députés de l'Assemblée législative contre l'oligarchie bureaucratique. Duvernay compose les articles qui dénoncent le double mandat des juges Sewell et Monk. Il se familiarise ainsi avec le droit constitutionnel sur lequel s'appuyait les revendications des députés qui dénonçaient le despotisme du pouvoir exécutif.

L'Assemblée accusait James Monk, juge en chef du district de Montréal, de malversation, d'oppression et de dépravation. La députation canadienne s'opposait au cumul des fonctions qui empêchait une administration impartiale de la justice. *Le Spectator canadien* expose ainsi le fond du problème : « Les mêmes hommes se trouvaient partout et dans des situations absolument contradictoires. Le Conseiller exécutif était souvent, en même temps, Conseiller législatif, juge en matière criminelle d'abord, au civil en instance et en appel, quelquefois il se trouvait encore à lutter dans la Chambre d'assemblée après avoir pris part à toutes les intrigues d'une élection ¹. » Les juges étaient accusés de favoriser les intérêts de leurs amis, de ceux qu'on désignait comme la Clique du Château.

Dans sa lutte contre les donneurs de places, contre le favoritisme et la corruption, l'Assemblée défend donc le principe de la séparation des pouvoirs et sa conséquence : l'incompatibilité des fonctions de juge et de député. Elle voulait donc bannir les juges de son enceinte en adoptant une loi qui les rendait inéligibles. Mais le Conseil législatif contrôlé par l'oligarchie anglaise avait mis son veto. Le gouverneur Craig avait prorogé la législature et renvoyé les députés devant leurs électeurs qui leur renouvelèrent leur confiance. Ces conflits exaspéraient la population qui voyait ainsi sa volonté contredite par les bureaucrates représentants de la Couronne. La Chambre d'assemblée en avait appelé au Conseil privé de Londres pour qu'il rappelle à l'ordre les mandataires coloniaux.

La vie politique du Bas-Canada sera agitée durant tout le demi-siècle par cette guérilla constitutionnelle qui oppose l'élite coloniale anglaise et les représentants canadiens désireux d'instituer les règles de la démocratie parlementaire. L'élite canadienne, dépossédée du pouvoir économique et du pouvoir politique par la Conquête, cherche à faire valoir les droits conférés par l'Acte constitutionnel de 1791 pour reprendre le contrôle du pouvoir politique et de l'administration de la colonie. Cet enjeu politique avait, bien sûr, des conséquences économiques puisque l'oligarchie britannique excluait presque systématiquement les jeunes professionnels canadiens des postes de la fonction

¹ *Le Spectator canadien*, 13 janvier 1817.

publique, réservés aux amis du régime. Or, de 1800 à 1815, on constate une surproduction dans le secteur des professions libérales, la croissance du nombre des professionnels est de 58 % alors que l'accroissement de la population n'est que de 32 % ¹. Le chômage guette donc la classe des gens instruits. Frustrés dans leurs aspirations, menacés économiquement par l'engorgement du secteur des services et par la crise agricole qui affecte leur clientèle naturelle, ces jeunes gens prennent rapidement conscience de leurs intérêts et trouvent dans la politique et le journalisme un débouché où ils pourront exercer leurs talents et se faire une place dans la société.

¹ Voir Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966, p. 202.

CHAPITRE 2

DUVERNAY, CITOYEN DES TROIS-RIVIÈRES

[Retour à la table des matières](#)

À peine âgé de dix-huit ans, Duvernay estime en savoir assez pour se mettre à son compte. À l'instigation de Denis-Benjamin Viger qui veut voir la presse se répandre à travers le Bas-Canada, il décide en juin 1817 d'aller s'établir aux Trois-Rivières qui était la ville de ses ancêtres pour y lancer un journal. Ce projet est annoncé publiquement dans *Le Spectator canadien* du 5 juillet : « Propositions pour l'impression d'un journal politique et littéraire, qui sera publié le Mardi de chaque semaine et sera intitulé *Gazette des Trois-Rivières*. »

Il installe son imprimerie à l'angle sud des rues Royale et Plaisance dans une vaste maison de bois avec un rez-de-chaussée et un étage où il habite. Sa sœur Julie vient demeurer avec lui pour l'aider dans son entreprise et s'occuper de son ménage. Il est aussi conseillé par son oncle maternel Paul la Morandière qui l'aide à trouver des abonnés.

Dans le premier numéro de son journal, Duvernay expose les principes qui animent son entreprise intellectuelle :

Soutenir autant qu'il est en son pouvoir les intérêts de son pays et de son Gouvernement, discuter paisiblement les affaires publiques, donner aux bonnes actions une récompense méritée par de justes éloges, propres à exciter l'émulation, élever avec énergie contre l'oppression puissante, le cri le plus puissant de l'indignation générale, la poursuivre sous quelque forme qu'elle se produise, la dénoncer à la juste vengeance des Lois, de manière à exciter cette crainte salutaire qui fait l'appui et la sauvegarde des faibles en devenant un frein pour les méchants ; ignorer souvent les individus en jugeant les mesures ; voilà une partie des devoirs et des privilèges d'un Papier périodique. Destiné à éclairer, quelques fois à diriger l'opinion publique, il serait honteux qu'il servit à l'égarer en devenant l'esclave des partis ou l'organe des factions ¹.

Éclairer le peuple, répandre les lumières et les connaissances par la liberté de presse, ces objectifs témoignent de la pénétration des idées libérales chez les jeunes intellectuels du Bas-Canada qui comprennent qu'il ne peut y avoir de

¹ *La Gazette des Trois-Rivières*, vol. 1, n° 1, 12 août 1817.

peuple libre sans information et sans liberté d'expression. Toutefois, Duvernay restreint l'application de ces principes aux questions civiles. Il estime qu'il n'appartient pas à un journal de discuter de la religion : « Nous nous l'interdirons totalement. » Il tiendra tellement à cette ligne de conduite qu'en deux ans de publication, Duvernay n'éditera qu'un seul article de type religieux : il s'agit d'un texte de Bourdaloue sur l'hypocrisie qui paraîtra le 20 octobre 1818. Enfin, Duvernay pense que la politique ne doit pas occuper toute la place, qu'il faut « joindre l'utile à l'agréable, et égayer le sérieux des affaires par les agréments de la littérature ». Il réserve la dernière page de son journal aux divertissements littéraires donnant à lire des fables, des poèmes, des épigrammes ou encore des articles d'histoire naturelle. Cette politique éditoriale fait montre d'une grande maturité intellectuelle et illustre un trait de caractère du jeune Duvernay qui était jovial et ouvert aux œuvres de l'esprit.

S'il faut en croire une lettre de son ancien précepteur Labadie, qui suit attentivement la carrière de son élève, le premier numéro du journal fut bien accueilli par la population trifluvienne qui se présenta en foule à la porte de l'imprimerie pour attendre la sortie des premiers exemplaires : « Ce qui m'a réjoui, c'est la foule que votre première feuille a attirée à votre porte ce qui pronostiquera une bonne augure (*sic*) en faveur de votre gazette et vous procurera à la fin une foule d'abonnés je vous le souhaite ¹. » Ce succès de curiosité se maintiendra et la gazette de Duvernay aura un rayonnement bien au-delà des Trois-Rivières puisque les abonnements arrivent de Québec, Montréal, Saint-Sulpice, Berthier et Rivière-du-Loup en Haut, aujourd'hui Louiseville. Ce succès est remarquable et montre bien la popularité des journaux même à la campagne où, il ne faut pas l'oublier, sévit une crise économique sérieuse. Il est souvent difficile pour un cultivateur de payer les quinze chelins que coûte un abonnement annuel et certains seront forcés d'abandonner leur abonnement. Duvernay en viendra à proposer à ses lecteurs de payer leurs abonnements en nature. Mais, même ceux qui ne pouvaient se payer un abonnement pouvaient profiter des informations et des idées imprimées puisque les journaux étaient lus à haute voix à l'auberge et au magasin général et qu'ils circulaient « gratis » de main à main, pratique que Duvernay déplora plus tard car elle nuisait à la rentabilité de son entreprise ².

La Gazette des Trois-Rivières se fait l'écho des luttes constitutionnelles et comme les autres journaux francophones, elle se range dans le camp des réformistes du Parti canadien dont elle véhicule l'idéologie. C'est à travers la lutte entre le gouverneur et la Chambre d'assemblée que se forge la conscience nationale des Canadiens. En effet, le parlementarisme apparaît comme le moyen de briser le pouvoir oligarchique du gouverneur et du Conseil exécutif. La politique occupe donc la première place dans le journal, qui rapporte les discours et les débats à la Chambre d'assemblée et publie à l'occasion des commentaires de lecteurs en français et en anglais. Sans être un journal bilingue, *La Gazette des Trois-Rivières* publie fréquemment des textes en

¹ Lettre de Louis Généreux Labadie à Ludger Duvernay, 15 août 1817, Papiers Duvernay, n° 18.

² *La Minerve*, février 1845.

anglais. Dans le numéro du 23 décembre 1817, qui est presque entièrement rédigé en anglais, l'éditeur justifie son choix éditorial par l'intérêt public :

Ceux de nos souscripteurs qui ne sont pas familiers avec la langue anglaise, ne seront point satisfaits, sans doute, de voir l'écrit du Citoyen occuper quatre colonnes de notre feuille ; mais peut-être aurons-nous quelque droit à leur indulgence lorsqu'ils sauront que cette communication contient des matières de nature publique qui nous intéressent tous également.

À partir du 21 septembre 1819, le journal de Duvernay sera entièrement bilingue et sera publié sous deux titres *La Gazette des Trois-Rivières* et *The Gazette of Three Rivers*. Duvernay maintiendra cette politique jusqu'au dernier numéro que nous avons pu consulter et qui était daté du 7 février 1821. À cette époque, la politique d'assimilation et son corollaire, le complexe du minoritaire, n'avaient pas encore fait leur œuvre, ce qui explique que les divisions aient été beaucoup plus politiques que linguistiques.

Il y a une controverse à propos des qualités journalistiques de Duvernay. Certains comme Benjamin Sulte affirment que Duvernay n'écrivait que très peu, se contentant d'administrer son journal ¹. Cette thèse a été d'abord propagée par Antoine Gérin-Lajoie qui pendant deux ans avait été un collaborateur de Duvernay à *La Minerve* et qui prétendait par rancune, jalousie ou vengeance que Duvernay était un homme intelligent mais incapable d'écrire un texte politique convenable parce qu'il n'avait « aucune instruction classique ² ». Il est vrai qu'on trouve peu d'articles signés de son nom, mais il y en a plusieurs qui sont signés « D » ce qui peut laisser supposer qu'il en était l'auteur d'autant plus qu'il s'agit souvent d'articles de fond qui analysent les conflits entre l'exécutif et l'Assemblée. Il faut aussi savoir, qu'à cette époque où la liberté de la presse est encore fragile, comme l'a montré l'emprisonnement des rédacteurs du *Canadien* en 1810, Bédard, Taschereau et Blanchet, les articles ne sont pas signés ou le sont par des pseudonymes. Ainsi, D.-B. Viger, tout comme Parent dans *Le Canadien*, ne signe pas plus que Duvernay ses articles. Il est injuste de prétendre, comme l'a fait Sulte, que Duvernay n'était pas journaliste, car, comme nous le signalerons plus loin (Chapitre 7), nous avons retracé des écrits que nous pouvons lui attribuer avec certitude. Il faut toutefois reconnaître que ce n'est pas par ses écrits que Duvernay a laissé sa marque mais plutôt par ses activités d'éditeur et de publiciste. Mais celui qui publie un texte n'en assume-t-il pas autant la responsabilité que celui qui l'écrit et dès lors n'en partage-t-il pas le point de vue exprimé ? On sait d'ailleurs, grâce au même Gérin-Lajoie, que Duvernay imposait fréquemment ses idées à son rédacteur ce qui donnait lieu à de vives querelles ³.

Duvernay s'occupait surtout de l'administration de ses journaux. Il tenait à jour les listes d'abonnés et les livres de comptes. Comme il était typographe

¹ *Mélanges historiques*, vol. 15, p. 75.

² Cité par H.-R. CASGRAIN, « A. Gérin-Lajoie d'après ses Mémoires » dans *Œuvres complètes*, tome II, Montréal, Beauchemin, 1897, p. 475.

³ Voir J. G. BARTHE, *souvenirs d'un demi-siècle*, Montréal, Chapleau, 1885, p. 278.

professionnel, il surveillait attentivement la qualité de la composition du journal, des livres et des multiples travaux de ville. Il devait aussi s'occuper des *avertissements* (annonces publicitaires). Toutes ces tâches ne lui laissaient effectivement pas beaucoup de temps pour écrire d'autant plus que le journal, à l'époque, se voulait un lieu de rencontres où les discussions étaient accaparantes.

Même s'il était aidé dans son entreprise par un dénommé Isoard, Duvernay, pour combler les colonnes de son journal, mettait à contribution les grands auteurs des XVIII^e et XIX^e siècles comme Voltaire, Rivarol, Chateaubriand, Montesquieu, Buffon, J.-J. Rousseau, sans toutefois être toujours explicite sur la provenance des textes. Il emprunte aussi des nouvelles aux journaux étrangers, surtout français et américains. Paradoxalement, la faiblesse de ses moyens favorisait la diffusion de l'information internationale. Les Canadiens pouvaient suivre, avec retard certes, les événements européens comme les infortunes de Napoléon à Sainte-Hélène. À partir du numéro 4, il publie une série d'articles qui sont présentés comme les mémoires de Napoléon sous le titre mystérieux de « Manuscrit venu de Sainte-Hélène d'une manière inconnue ». Il intéresse aussi ses lecteurs aux péripéties des révolutionnaires en Amérique latine par la publication d'informations sur la lutte des Républicains du Brésil ou encore il rend compte de la proclamation, par Simón Bolívar, de la libération du Venezuela (30 décembre 1817). Duvernay publie aussi diverses informations relatives à la liberté de la presse en France ¹.

Mais les lecteurs ont une soif insatiable de nouvelles, ce dont se plaint Duvernay dans un article mi-sérieux, mi-moqueur publié le 16 décembre 1818 :

Rien n'est plus difficile à contenter que les lecteurs de Gazettes. On entend souvent qu'un seul cri : Des Nouvelles ! Des Nouvelles ! Il faut leur en donner absolument même lorsqu'il y en a pas. Quoi sommes-nous donc obligés en qualité de journalistes de connaître ce qui se passe partout, même ce qui n'est pas ? – Si vous ne leur annoncez rien, ils vous couvrent de blâme ; leur communiquez-vous une correspondance, leur faites-vous part de vos indices particuliers, ils n'y ajoutent aucune foi, ce sont des pièces apocryphes ou fabriquées au bureau même des rédacteurs. Insérez-vous dans la feuille quelque morceau qui attaque les vices, les ridicules, les erreurs, les abus, quelques-uns croient s'y reconnaître et l'on vous gratifie du nom de *libellistes*. Oh le mauvais métier que celui de travailler pour le public.

Cette boulimie d'information témoigne à tout le moins d'un changement de mentalité dans la colonie qui s'ouvre aux affaires du monde et qui peut, grâce aux journaux, prendre connaissance des nouvelles idées et suivre l'actualité internationale.

La publication de ces informations avait une fonction pédagogique et servait à fortifier les revendications démocratiques et nationalistes. Il faut rappeler ici que la première moitié du XIX^e siècle est, en Europe et en

¹ Voir *La Gazette des Trois-Rivières*, 18 novembre 1817 et 9 juin 1818.

Amérique latine, fertile en mouvements de libération nationale qui s'inscrivent dans la continuité de la Révolution française qui, en affirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, avait réussi à ébranler les vieux empires européens. De 1804 à 1830, le principe des nationalités est en vogue et fait partie du credo libéral. Les Serbes en 1815, les Grecs en 1821 et les Belges en 1830 se libèrent ; tandis que les Italiens, les Irlandais et les Polonais échouent dans leurs tentatives. En Amérique du Sud, les colonies portugaises et espagnoles accèdent à l'indépendance : le Brésil en 1822, la Bolivie en 1825 et l'Uruguay en 1828.

Au Bas-Canada, ce mouvement d'émancipation se manifeste à travers les luttes constitutionnelles et parlementaires. Duvernay est très attentif aux débats sur la question des subsides. Ce sujet animera la vie politique canadienne jusqu'à l'insurrection de 1837. Le financement de l'administration coloniale n'avait pas été résolu par la Constitution de 1791 qui avait séparé le pouvoir de taxation du pouvoir de dépenser. Ainsi, le Conseil exécutif n'était pas responsable de ses dépenses devant les représentants du peuple qui seuls, par contre, avaient le pouvoir de voter de nouvelles taxes. Dès 1793, les députés imposent une taxe sur le vin afin de financer les dépenses de fonctionnement de l'Assemblée et du Conseil législatif.

L'exécutif, de son côté, finançait ses dépenses grâce aux revenus impériaux (lods de vente, services), aux amendes, aux licences et aux droits de douanes. Mais dès 1794, ces sources de revenus s'avéraient insuffisantes et les dépenses relatives à l'administration de la colonie, qui servaient surtout à payer des sinécures aux amis du régime, devaient être absorbées par la métropole. Ainsi en 1817, le déficit du gouvernement colonial était de 120 000 livres. Londres n'est plus en mesure de financer les dettes de son administration coloniale, car l'Angleterre avait été elle-même obligée de s'endetter pour financer sa guerre contre Napoléon. La victoire de Waterloo lui avait coûté très cher, soit la somme de 792 033 456 louis sterling, ce qui représentait un intérêt annuel de plus de 27 millions de louis. De plus, l'économie anglaise avait beaucoup souffert du blocus continental. Londres veut donc mettre ses colonies à contribution et donne l'ordre au gouverneur d'emprunter les sommes nécessaires au trésor public qui est contrôlé par les députés. À l'ouverture de la session, le 7 janvier 1818, le gouverneur Sherbrooke informe les Chambres de la nouvelle politique du ministère des Colonies : « J'ai reçu les ordres de Son Altesse royale de m'adresser à la législature provinciale pour voter les sommes nécessaires pour la dépense ordinaire et annuelle de la province ¹... »

Pour la première fois, l'administration coloniale se reconnaissait débitrice de l'Assemblée pour défrayer les dépenses publiques. Le 26 février, le gouverneur dépose devant l'Assemblée les prévisions de dépenses qui étaient de 73 646 louis et demande des crédits de 40 263 louis, somme qui représentait l'écart entre les revenus et les dépenses ². Cette nouvelle politique financière

¹ *La Gazette des Trois-Rivières*, 13 janvier 1818.

² Voir T. CHAPPAIS, *Cours d'histoire du Canada*, tome III, Montréal, Boréal Express, 1972, p. 82.

modifiait le rapport de force entre le gouvernement colonial et les élus du peuple qui, pour délier les cordons de leur bourse, désiraient obtenir en retour le pouvoir de contrôler les dépenses publiques et de voter le budget poste par poste, ce qui constituait la prémisse du gouvernement responsable. Étaient ainsi réunis les éléments de la crise constitutionnelle qui allait déchirer le Bas-Canada durant les vingt années qui suivirent.

Les députés désiraient voter le budget (la liste civile) dans le détail et non pas globalement, afin d'examiner les nominations et les salaires des hauts fonctionnaires qui, de l'avis de plusieurs membres du Parti canadien, étaient trop payés ou jouissaient de privilèges indus. Par exemple, certains hauts fonctionnaires recevaient des pensions en dépit du fait qu'ils ne vivaient pas dans la colonie, ce qui était le cas du lieutenant-gouverneur de Gaspé. Ainsi Augustin (Austin) Cuvillier, un des fondateurs de la Banque de Montréal, exprimait un sentiment populaire fort répandu en se déclarant « nullement disposé à engraisser un troupeau de pensionnaires oisifs qui se promènent dans nos rues en faisant (*sic*) claquer leur fouet, ne manifestant d'autres sentiment (*sic*) que celui du mépris pour le peuple qui les empêche de mourir de faim ¹. » Il voulait scruter la liste à la loupe en commençant par le salaire du gouverneur jusqu'à celui du dernier officier de la province. Le Bas-Canada, argumentait-il, n'avait pas à payer pour la totalité du salaire du gouverneur puisque celui-ci était aussi responsable des autres provinces britanniques en Amérique du Nord qui auraient dû contribuer également aux frais.

Par *La Gazette des Trois-Rivières*, le lecteur pouvait suivre les travaux de la Chambre et voir concrètement comment les représentants du peuple s'acquittaient de leur mandat et défendaient les intérêts des Canadiens. Mais les articles n'étaient pas toujours élogieux. Ainsi, dans le numéro du 17 février 1818, un article signé Gracchus dénonce l'absentéisme des députés : « Le Parlement provincial est assemblé et cependant je vois ici plusieurs de nos représentants ; et si j'en dois juger par ce que j'ai lu sur la *Gazette de Québec*, il n'y a pas à la Chambre la moitié de membres. » Duvernay revient sur le sujet l'année suivante en observant que durant la session de 1819, le nombre de députés en chambre était si petit que c'est à peine si on pouvait réunir le quorum alors que des sujets importants étaient discutés comme le Bill de la Milice, l'affaire du juge Foucher et les ponts à péages ². Cette désertion de la Chambre s'expliquait à l'époque par le fait que les députés n'étaient pas rémunérés et qu'ils devaient continuer à exercer leur métier pour vivre. Il leur était souvent impossible de quitter leur travail pour aller passer de longs mois à Québec où ils devaient défrayer eux-mêmes leurs frais de subsistance.

Duvernay se sert aussi de l'humour pour critiquer certaines pratiques électorales. Ainsi, dans *La Gazette des Trois-Rivières* du 29 février 1820, il publie des extraits d'un *Catéchisme des électeurs* :

D. : Qu'est-ce qu'une élection ?

¹ *Le Spectator canadien*, 20 mars 1818.

² Voir *La Gazette des Trois-Rivières*, 13 juillet 1819.

R. : C'est souvent un effort inutile.

D. : Qu'entendez-vous par ces paroles ?

R. : J'entends que les électeurs et les candidats se trompent souvent et réciproquement.

D. : Que doivent-ils faire pour ne pas se tromper ?

R. : Les candidats ne doivent pas promettre plus qu'ils ne peuvent tenir ; et les Électeurs doivent tâcher de connaître assez les Candidats pour n'être pas trompés, ce qui est arrivé plus d'une fois.

Dans le numéro du 19 août 1819, Duvernay informe ses lecteurs qu'il cesse momentanément la publication de son journal afin d'en renouveler la présentation : « Comme la *Gazette des Trois-Rivières*, grâce à un public libéral, se répand tous les jours de plus en plus, et comme elle suffit à peine pour contenir ses nombreux avertissements, nous croyons ne pouvoir mieux répondre à ces témoignages d'estime et de confiance, qu'en agrandissant notre feuille. » En fait d'agrandissement, il s'agissait plutôt de publier une version anglaise qui devait élargir sa clientèle. Cette *Gazette* renouvelée survivra jusqu'en février 1821. Mais nous ne pouvons établir avec certitude la date de fermeture du journal, car la collection que nous avons dépouillée s'arrête abruptement le 7 février sans qu'on puisse soupçonner qu'il s'agit du dernier numéro.

En juin 1820, Duvernay décide d'étendre son activité et d'imprimer un autre périodique, *L'Ami de la religion et du roi, journal ecclésiastique, politique et littéraire* qui publie principalement des textes religieux. Ce faisant, il imite un périodique français qui portait le même nom. Il s'agit en fait beaucoup plus d'une revue que d'un journal puisqu'il contient seize pages, que le texte est présenté sur une seule colonne et qu'il n'y a aucune annonce. Le prix de la souscription est de quinze chelins par semestre. Il est publié une fois pas mois. Il semble bien que Duvernay n'ait agi qu'à titre d'imprimeur car le journal était dirigé par le curé Cadieux de Trois-Rivières et par le curé Rimbault de Nicolet, qui s'en servirent pour alimenter leur polémique avec le curé de Longueuil, l'abbé Chaboillez, sur le gouvernement ecclésiastique du district de Montréal¹. Mais l'existence de ce périodique sera brève, six mois à peine.

Animé d'un infatigable esprit d'entreprise, Duvernay ne peut rester inactif bien longtemps. Le 11 mars 1823, il met sur pied un autre journal, *Le Constitutionnel*, dont le titre encore une fois est emprunté à un journal français fondé le 2 mai 1819. Il spécifie toutefois que *Le Constitutionnel* est une gazette française probablement pour la distinguer d'un autre journal qu'il envisageait de publier à ce moment-là et qui devait s'appeler *The Three Rivers Gazette*, mais qui ne verra pas le jour. Le prospectus de cette entreprise avortée est

¹ Voir Henri VALLÉE, *Les Journaux trifluviens, 1817-1933*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933, p. 11.

intéressant, car il nous révèle comment Duvernay définissait l'indépendance d'un journal :

By the term independant, the Editor begs to state that he means a Paper which not be the toll of any party but will be an impartial vehicule for all parties, whenever their sentiments are clothed in temperate language and consonant to the spirit of our glorious Constitution ¹.

Comme on peut le constater à la lumière de cette déclaration, Duvernay au début de sa carrière n'était pas un éditeur engagé au sens partisan du terme.

Il reprend pour l'essentiel la politique éditoriale de *La Gazette des Trois-Rivières* en publiant sur les affaires internationales et sur la politique du pays des nouvelles qu'il emprunte aux autres journaux. Il publie aussi les comptes rendus des débats à la Chambre d'assemblée. Il accueille dans ses pages des auteurs célèbres comme Voltaire, puisant abondamment dans son *Dictionnaire philosophique* sans toujours indiquer sa source, probablement pour ne pas indisposer certains lecteurs bigots ². Il ouvre ses pages à la prose de certaines personnes en vue des Trois-Rivières comme Charles Mondelet qui publie *Un essai analytique sur le paradis perdu de Milton* ce qui fait dire à Henri Vallée que « malgré les accusations d'ignorance lancées si souvent contre nos compatriotes par l'évêque anglican Mountain, les citoyens des Trois-Rivières, à cette époque, n'étaient pas si réfractaires aux travaux de l'esprit, et que certains d'entre eux avaient même une assez belle culture ³. » Il faut toutefois constater que le contenu rédactionnel qui vient de sa propre plume est bien mince. Il doit même s'excuser de donner autant de place à des articles plus ou moins insignifiants, mais il le fait pour la bonne cause, pour des motifs pédagogiques, parce que, dit-il, il s'agit de jeunes gens « que nous voudrions voir s'habituer à écrire ⁴. » La publication du *Constitutionnel* cessera le 14 septembre 1824. La population des Trois-Rivières n'était probablement pas assez nombreuse pour faire vivre un journal puisqu'on n'avait recensé en 1822 que 2 837 personnes.

Mais notre passionné d'imprimerie ne peut rester improductif. À l'occasion d'une élection partielle, déclenchée par la mort du député Ranvoyze, il s'associe à Charles Mondelet et lance le 30 août 1826 un autre journal appelé *L'Argus, journal électorique (sic)* qui ne durera que le temps d'une campagne électorale. Ce journal avait été essentiellement fondé pour mousser la candidature de Pierre-Benjamin Dumoulin. Le choix de ce qualificatif assez étonnant est expliqué ainsi par Duvernay :

Désirant alors publier aux Trois-Rivières, une feuille qui eût pour objet, la discussion de quelques questions qui peuvent avoir rapport à l'élection, nous voulûmes que l'idée que le mot Argus et que l'épigraphe *Omnia Exsequi Decet* présentaient, devint complète en y ajoutant quelque expression qui pût effectuer notre dessein. Nous savions fort bien qu'électoral ne remplissait pas notre vue, et

¹ *Le Constitutionnel*, 8 juillet 1823.

² Voir M. TRUDEL, *L'Influence de Voltaire au Canada*, Montréal, Fides, 1945, p. 79.

³ Henri VALLÉE, *op. cit.*, p. 12.

⁴ *Le Constitutionnel*, 5 juillet 1823.

comme il nous fallait une expression dont le son fit naître aussitôt, l'idée de l'objet de notre feuille, nous prîmes le parti de fabriquer Électorique qui, s'il était français, conviendrait fort bien ¹.

Déjà à cette époque, le journal cherche à accrocher le lecteur par l'insolite. *La Gazette de Québec* se moquera d'ailleurs de la trouvaille de Duvernay en se demandant si les électeurs des Trois-Rivières n'avaient pas besoin d'être électrisés. Quoi qu'il en soit, ce mot d'esprit traduit bien l'humour ou la bonhomie de Duvernay qui ne se prend pas vraiment au sérieux et comprend qu'il faut joindre le plaisir à la politique.

Mais le propos reste sérieux, car il s'agit de renseigner les lecteurs sur les principes de fonctionnement de la démocratie de représentation. Duvernay fait de l'éducation civique en expliquant les droits et devoirs des citoyens et de leurs représentants. Pour ce faire, il s'inspire évidemment du droit constitutionnel et de l'histoire du Parlement anglais. Il publie aussi les discours des candidats et les réactions et commentaires des lecteurs. Tous ces bons sentiments démocratiques ne sont pas entièrement désintéressés puisque *L'Argus* est un journal engagé. Il soutient le candidat Dumoulin contre un candidat « anti-Canadien » Ogden qui réussira à l'emporter par 151 voix contre 102. Cet échec allait sonner le glas de *L'Argus* qui avait perdu sa raison d'être. Il tentera bien pendant quelques semaines de donner le change en jouant le rôle de journal d'opposition, mais le cœur n'y sera plus.

L'avis de décès du journal se veut lui aussi ironique : « *L'Argus* né le 30 août 1826, mort le 30 novembre. Il fut canadien. » Dans un supplément qui accompagne cette épitaphe Duvernay se laisse aller à quelques strophes poétiques :

Le jour de ma conception
Je fixai par provision,
Le terme de ma vie ;
Ainsi, par pure volonté,
Je dis au savant Comité
Bonsoir la Compagnie
Canadiens consolons-nous tous
Nous avons manqué notre coup.
Mais notre garantie
Est que nous avons été francs
Cela doit nous rendre contents
Bonsoir la Compagnie.

Perce à travers cette ironie une certaine amertume qui laisse supposer que le combat électoral fut décevant et que Duvernay ne s'était pas fait que des amis à Trois-Rivières. En effet, que cache ce « savant Comité » auquel il s'adresse avec une joie feinte ? S'agit-il d'adversaires politiques qui lui ont fait mordre la poussière ? Selon Benjamin Sulte, *L'Argus* disait les choses trop franchement et déplaisait à certains membres influents de la société trifluvienne. Les idées

¹ *L'Argus*, 30 août 1826.

démocratiques et patriotiques de Duvernay commençaient sans doute à agacer les membres de la bonne société.

Il semble bien que le journal ait connu une résurrection à Montréal cette fois. En effet, dans l'édition de *La Minerve* du 9 juillet 1827, Duvernay annonce qu'il relance, à l'occasion de l'élection générale, *L'Argus électorique* :

J'ai déjà dit que je prétendais m'occuper des élections de toute la Province. Je sollicite mes anciens amis et ceux de leur pays de me faire parvenir tout ce qu'ils jugeront important en matière d'élection.

Il s'engage à publier quinze numéros qui ne paraîtront pas à date fixe mais qui suivront plutôt l'intérêt de la campagne et l'abondance des sujets. Même si Beaulieu et Hamelin prétendent, en employant un prudent conditionnel ¹, que *L'Argus* a été publié jusqu'en 1829, nous n'avons pas trouvé trace de ce périodique. Ce projet semble ne pas avoir eu de lendemain.

L'activité journalistique étant insuffisante pour rentabiliser son imprimerie, Duvernay publie aussi des brochures, des pamphlets et des manuels scolaires. En 1819, il imprime un pamphlet sur la Compagnie du Nord-Ouest ; en février 1820, « un catéchisme électoral » pour le compte d'un organisateur électoral de Rivière-du-Loup ; ainsi qu'un manuel de Humphrey Davay, *Le Cours de chimie*. En mai 1823, il annonce la parution d'une nouvelle méthode pour apprendre à bien lire et à bien orthographier, *Le Maître français*. En 1824, il publie un *Nouveau traité abrégé de la sphère, d'après le système de Copernic* qui est destiné aux élèves du Séminaire de Québec. Suivront une série de livres de piété : *Instructions chrétiennes pour les jeunes gens*, *Histoire abrégée de l'Ancien Testament*, *Le Petit Catéchisme du diocèse de Québec*.

Duvernay était un touche-à-tout et occupait aussi ses loisirs en dirigeant une société d'art dramatique. Albert Tessier a rendu hommage à la contribution de Duvernay à la vie intellectuelle de Trois-Rivières : « Ludger Duvernay, durant son séjour chez nous, entre 1817 et 1827, semble s'être préoccupé de relever le niveau matériel et intellectuel de sa ville d'adoption. Il fonda des cercles littéraires et des journaux, il procéda aussi à des travaux qui s'inspiraient d'un certain souci d'urbanisme ². »

Même si ses positions idéologiques étaient controversées, il a su se faire respecter et accepter par l'élite trifluvienne comme en témoigne le fait qu'en 1821 on le sollicite pour signer une pétition d'éminents citoyens adressée à Lord Dalhousie demandant qu'on redonne au monastère des Récollets sa vocation originelle. Il a aussi joué un rôle actif sur le plan civique en occupant diverses fonctions dans l'administration municipale. Il était membre de la Société du feu des Trois-Rivières où il occupait la fonction d'inspecteur des incendies, des ponts et des chemins des Trois-Rivières, cette fonction lui procurant un revenu de six livres par année. Parmi les membres influents de

¹ A. BEAULIEU et J. HAMELIN, *La Presse québécoise*, tome I, Québec, PUL, 1973, p. 55.

² *Trois-Rivières, 1535-1935*, p. 145. Cité par Yves TESSIER, *op. cit.*, p. 399.

cette Société, on retrouve Louis Gagy qui en était le président et Charles Mondelet, le secrétaire. Par la suite, ces deux hommes joueront un rôle dans la vie de Duvernay : le premier le fera emprisonner pour cause de libelle diffamatoire et le second deviendra un adversaire politique.

Cette période féconde sera marquée par des malheurs familiaux. En août 1820, le père de Duvernay se noie en traversant le fleuve à la hauteur de Saint-Sulpice. Sa mère qui s'est remariée en 1822 décède à son tour en juin de la même année.

Nous disposons de peu d'informations sur la vie privée de Duvernay. Nous savons qu'à son arrivée aux Trois-Rivières, il a eu une aventure sentimentale avec une demoiselle Nadeau qui ne semblait pas jouir d'une réputation respectable, s'il faut en croire les remontrances que lui adresse son oncle qui lui écrit :

Mlle Nadeau est bien surprise de ne pas recevoir de lettre de toi. En ce cas je te conseille bien de n'en rien faire, car c'est bien malheureux pour un jeune homme qui semble être né pour pratiquer la vertu de se laisser guider par une passion aveugle dont les suites peuvent être funestes. Ainsi, cher enfant, il faut l'oublier d'autant plus que sa réputation ni celle de sa famille n'est pas respectée. Je doute pas que tu ne fréquentes d'autre société mieux établies (*sic*)¹.

Sous la gouverne de sa sœur Julie, il semble bien que l'impétueux jeune homme ait mieux choisi ses fréquentations. Il constituait, d'après le portrait idéalisé qu'en a fait Benjamin Sulte, un beau parti :

Son physique avantageux, aidé de son bon caractère, de sa politesse, de son amour du plaisir, en faisaient un homme charmant à qui la fortune seule refusait ses faveurs. Il exerçait de l'emprise sur son entourage par sa manière de présenter un projet et aussi parce qu'il était toujours prêt à se mettre à la tête de l'action. Il visait à la réussite en premier lieu².

Il abandonne le célibat le 14 février 1825 ; il épouse à Rivière-du-Loup en Haut (aujourd'hui appelée Louiseville), Marie-Reine Harnois, fille d'Augustin Harnois. Cette union sera immédiatement fructueuse puisque, le 30 octobre de la même année naît une fille : Julie-Hortense Duvernay. Ce premier enfant ne vivra que quelques mois, mais Duvernay aura par la suite le bonheur d'être père à huit autres reprises.

Malgré une situation sociale enviable et sa réussite dans l'imprimerie, Duvernay, à 27 ans, décide de tenter le sort et de se lancer dans une nouvelle aventure. Son sens de l'entreprise ne pouvait que s'émousser dans les cadres étroits des Trois-Rivières, et il cherchait sans doute à élargir l'horizon de ses ambitions. Il était d'ailleurs sollicité par plusieurs personnes qui lui demandaient de venir exercer son métier à Montréal. Il reçoit des propositions des éditeurs du *Canadian Spectator* dont celle de Jocelyn Waller qui lui

¹ Lettre du 1^{er} septembre 1817, Papiers Duvernay, n° 22-23.

² « La Saint-Jean-Baptiste », *Mélanges historiques*, vol. 15, Montréal, 1929, p. 71-72.

demande s'il accepterait de déménager ses presses à Montréal pour y imprimer son journal. Waller lui fait aussi miroiter la possibilité d'imprimer un journal entièrement en français, soit de façon séparée soit à l'intérieur des pages du *Canadian Spectator*, journal qui s'adressait aux Irlandais de Montréal et qui tirait à 400 exemplaires ¹. Le départ pour les États-Unis de M. John Jones qui était l'imprimeur du journal, associé à la cessation de parution de *La Minerve*, convaincra Duvernay de venir tenter sa chance à Montréal où il pourra imprimer le *Canadian Spectator* et diriger son propre journal en relançant *La Minerve*. Il semble bien que les presses de Duvernay n'aient pas correspondu à ses ambitions, car, au lieu de déménager son imprimerie trifluvienne à Montréal, il préféra louer pour une période de cinq ans un atelier d'impression qui appartenait à Jean-Dominique Bernard, situé au numéro 5 de la rue Saint-Jean-Baptiste, et où était imprimé le *Canadian Spectator* ². Son sens des affaires assurant la prospérité de son entreprise, il pourra dès 1829 acquérir sa propre imprimerie. Il achètera de James Lane deux presses à bras, une Royale et une Demy, pour la somme de 350 livres. Il s'installera alors au 29 rue Saint-Paul, dans un édifice appartenant à Denis-Benjamin Viger qui était un des principaux propriétaires fonciers de Montréal. Duvernay restera locataire toute sa vie.

Le journal *La Minerve* avait été fondé par Augustin-Norbert Morin alors qu'il était étudiant en droit, afin de soutenir les intérêts des Canadiens et de leur enseigner à résister à toute usurpation de leurs droits. Il expliquait ainsi son programme éditorial :

Fait pour les Canadiens, notre papier aura pour but moral leur union, leur instruction, leur attachement à la morale et à leur religion, pour but politique, la libre jouissance de leurs justes droits et le respect pour l'Empire florissant dont nous dépendons, et pour son chef auguste. Nous ne croyons pas qu'on nous fasse un crime de dire après cela que *La Minerve* sera un papier canadien. Les intérêts du peuple de ce pays ne sont pas contraires aux droits de la mère-patrie, des bienfaits de laquelle il n'a qu'à se louer ; et aussi son attachement pour elle ne le cède-t-il à aucun sentiment. Mais il est naturel que dans un pays habité par deux peuples d'origines différentes quoiqu'également sujets d'un même empire protégés par les mêmes lois et jouissant de droits égaux, l'un plus nombreux, plus pauvre mais habitant la terre de ses pères ; l'autre plus riche, plus commerçant et qui descend du peuple conquérant ; il est tout naturel disions-nous qu'il y ait entre ces deux peuples sinon une certaine antipathie du moins une lutte continuelle où ils cherchent mutuellement à l'emporter l'un sur l'autre ³.

Le ton est prudent et modéré. Le jeune Morin croit encore, comme la plupart de ses aînés patriotes, au sens de la justice et à la bienveillance de la métropole. Tous revendiquent le respect intégral des droits reconnus aux citoyens dans la métropole et n'admettent pas que ce qui est bon pour l'Angleterre soit refusé aux loyaux sujets de Sa Majesté au Bas-Canada.

¹ Voir lettre de Jocelyn WALLER, 24 février 1826, Papiers Duvernay, n° 61.

² Voir *Bulletin de recherches historiques*, 1920, p. 22-24.

³ *La Minerve*, n° 1, 9 novembre 1826.

Mais Morin n'avait pas les reins assez solides financièrement pour assurer le succès de son entreprise. Après la publication de cinq numéros, il était à bout de souffle et de ressources. Constatant que son journal ne fait pas ses frais puisqu'il lui en coûte 370 livres pour l'imprimer et qu'il ne lui rapporte que 240 livres, il annonce à ses lecteurs, le 27 novembre, la suspension provisoire de la publication : « Au reste, nous le répétons, notre journal n'est que suspendu. Nous allons redoubler d'efforts pour nous procurer de nouveaux abonnés. » Mais ses démarches ne donneront pas les résultats escomptés et il devra se résoudre à vendre son journal à Duvernay. La transaction eut lieu le 18 janvier 1827 devant le notaire Jean-Marie Mondelet. Le prix de vente avait été fixé à sept livres dix shillings. Il était stipulé dans l'acte de vente que Morin continuerait à exercer la fonction rédacteur-éditeur pour six mois au salaire de quinze livres, plus une prime pour le nombre des abonnés au-dessus de 300 ¹.

Le lundi 12 février, le premier numéro de la nouvelle *Minerve* sort de ses presses situées au 5 de la rue Saint-Jean-Baptiste. Ainsi commença la carrière de celui qu'on allait qualifier de « l'un des plus remarquables journalistes que l'Amérique du Nord ait jamais produits ². » Par son dynamisme et son sens politique, Duvernay fera prospérer ce journal dont le nombre des abonnés, qui n'était que de 240 au moment de son achat passera à 1 300 en 1832. À cette époque, le succès d'un journal reposait sur l'efficacité des agents qui vendaient les abonnements dans les campagnes et qui faisaient la collection. La vente au numéro dans les rues ne se pratiquait pas encore. Duvernay sut établir un réseau constitué d'une trentaine d'agents qui, pour la plupart, étaient membres des professions libérales. Parmi les plus connus, on remarque la présence des docteurs Jean-Baptiste Meilleur de l'Assomption et de Wolfred Nelson, de Saint-Denis. *La Minerve* aura des agents à Paris (le libraire Bossange, beau-frère d'Édouard-Raymond Fabre) et même à New York (les libraires Bérard et Mondon).

¹ Voir le *Bulletin des recherches historiques*, janvier 1920.

² W. BOVEY, *Les Canadiens français*, Montréal, A.C.F., 1940, p. 120.

CHAPITRE 3

LE PHARE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION : LA MINERVE

[Retour à la table des matières](#)

Tout idéal si noble soit-il ne peut s'imposer de lui-même, il a besoin pour devenir réalité d'être popularisé et diffusé dans la masse et, en ce sens, *La Minerve* jouera un rôle déterminant dans la propagation du sentiment révolutionnaire au Bas-Canada. Augustin-Norbert Morin témoigne de son importance avec complaisance lorsqu'il écrit à Duvernay : « *La Minerve* est très appréciée. On la regarde parmi la nouvelle génération comme étant par excellence, le papier du Pays ¹. »

Le journalisme sera le creuset de la Nation en définissant les paramètres de l'identité nationale et en cristallisant le sentiment d'appartenance. Dans le processus d'institutionnalisation de la démocratie, le journal sert de courroie de transmission entre le peuple et ses représentants. Il prolonge les débats et l'action des députés. Jean-Louis Roy dans sa biographie d'Édouard-Raymond Fabre, qui fut ami et associé de Duvernay, explique ainsi le rôle joué par *La Minerve* : « *La Minerve* joua sans doute dans la montée du sentiment révolutionnaire un rôle prépondérant. Propagandiste du Parti patriote, les rédacteurs y rapportent les divers conflits qui opposèrent la Chambre et l'Exécutif dans la décennie qui précède la rébellion ². » *La Minerve* sera un ferment de solidarité nationale.

Au moment où Duvernay prend la barre de *La Minerve*, il fait comme si le journal n'avait jamais existé avant lui puisqu'il inscrit sous le titre : vol. 1, n° 1. Il explique ainsi cette décision pour le moins inusitée : « Comme les cinq numéros qui ont déjà été publiés par le ci-devant imprimeur avec toute la régularité possible, le propriétaire actuel s'est déterminé à recommencer la feuille comme une nouvelle publication ³. » Mais il s'engage à poursuivre les objectifs de son prédécesseur avec le même esprit de modération qui doit habiter les amis du droit :

¹ Lettre du 4 février 1831, Papiers Duvernay, n° 83.

² Jean-Louis Roy, *Édouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien*, Montréal, HMH, 1974, p. 131.

³ *La Minerve*, 12 février 1827.

Nous le devons, notre but est de répandre l'éducation surtout dans la classe agricole et de défendre les Justes Droits des Canadiens selon nos faibles lumières avec cette modération dont il nous siérait moins qu'à tout autre de nous écarter ¹.

S'il maintient l'esprit du journal de Morin, il en modifie toutefois la présentation en plaçant en première page les comptes rendus des débats à la Chambre d'assemblée. Il rapporte les interventions des leaders patriotes comme Bourdages et Viger. *La Minerve* tient lieu en quelque sorte de journal des débats. Cette fonction est vitale pour les intérêts du peuple qui doit connaître la conduite de ses représentants pour motiver ses choix et faire entendre la voix de l'opinion publique à ceux qui sont responsables des décisions.

Autant à *La Minerve* qu'à *La Gazette des Trois-Rivières*, Duvernay a pour principe d'être impartial en favorisant l'équilibre dans les points de vue exprimés :

Nos opinions sont assez indépendantes pour que nous ne craignons pas de les émettre ouvertement. Mais nous sommes loin de prétendre que ces opinions doivent faire celle de tous et chacun ; la chose serait même dangereuse dans un pays où le nombre de journaux en rapport avec la masse du peuple est si limité. Ces circonstances nous font donc un devoir d'admettre les écrits qui nous sont communiqués dès qu'ils viennent d'une source respectable. Et comme nous pourrions être taxés de partialité en nous y refusant, nos colonnes sont ouvertes à toutes les opinions honnêtes ; c'est de l'opposition des opinions que sort enfin la vérité en matière de faits comme de principes ².

L'unique restriction qu'il impose aux auteurs est de s'abstenir de faire des attaques personnelles. C'est la seule raison pour laquelle il refuse de publier une opinion. Les polémiques sont nombreuses à l'époque, non seulement dans les pages d'un même journal mais aussi entre les journaux.

La profession de journaliste était « une profession de labeurs et de sacrifices continuels », selon les termes de Duvernay dans *La Minerve* de juin 1850. Les heures de travail étaient longues et les conditions de travail pénibles. Tout se faisait dans la même pièce : la rédaction, la composition et l'impression. Duvernay travaillait en compagnie de son rédacteur sur une table en bois maculée d'encre et encombrée de papperasse. À la fin de la journée, l'air devenait irrespirable tellement il était vicié par l'humidité du papier, les vapeurs d'encre et les poussières des caractères de plomb ³. Le recrutement de bons journalistes était difficile, car il fallait non seulement bien connaître la langue française mais aussi accepter un salaire de famine, les typographes étant les ouvriers les mieux payés dans les entreprises de presse à cette époque. La question des salaires sera d'ailleurs une cause perpétuelle de conflit entre Duvernay et ses rédacteurs. Faute de bons journalistes, l'éditeur en était réduit à remplir ses pages avec des traductions d'articles de langue anglaise puisés dans

¹ *Ibid.*

² *La Minerve*, 22 novembre 1830.

³ Voir le témoignage d'Antoine GÉRIN-LAJOIE cité par Jean-Marie LEBEL, *L. Duvernay et La Minerve*, thèse de M. A., Université Laval, 1982, p. 47.

les journaux britanniques ou en publiant des extraits tirés des rares journaux français qui arrivaient au Canada en passant par New York. Ce travail éditorial, ajouté à ses fonctions proprement administratives, lui laissait à peine le temps de se livrer à des réflexions personnelles sur les affaires du pays.

En plus de la rubrique des nouvelles étrangères qui occupe une place prépondérante dans le journal, Duvernay introduit aussi des informations sur les débats parlementaires aux législatures du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et du Haut-Canada. Ses faibles ressources l'obligent aussi à faire un usage abondant de textes philosophiques, entre autres des extraits du *Traité des sensations* de Buffon qui exposait les fondements de l'esprit rationaliste. Les philosophes soutenaient que l'être humain, par sa raison et l'expérience de ses sens, était capable de se passer des vérités révélées et de découvrir par lui-même les lois de la nature. Un autre texte, signé P. de Saint-Pierre, publié le 22 février 1827, affirme la « puissance de l'homme sur la nature ». On trouve aussi dans le numéro du 26 mars un compte rendu du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say. Les journaux jouaient alors un rôle déterminant dans la diffusion de la pensée libérale et ils contribuèrent à élever le niveau intellectuel des Canadiens. Le lecteur retrouvera au fil des mois des articles d'auteurs français qui font sentir toute l'importance de l'éducation. *La Minerve* du 15 mars 1827 met l'éducation en tête de ses priorités : « Le premier bien qu'un gouvernement doit à un peuple soumis à son autorité, ce sont les lumières qui sont le fruit de l'éducation. »

Ces indications démontrent en effet que les idées du Siècle des lumières avaient pénétré les élites intellectuelles de la colonie qui puisaient dans cette nouvelle vision du monde les raisons de leurs luttes politiques. L'approche rationaliste remettait en question la religion comme fondement de la connaissance et de l'organisation sociale. Elle entraînait non seulement une révolution intellectuelle, un changement profond de la manière de penser, mais aussi une transformation radicale de la structure du pouvoir.

Le principe de vérité ne résidait plus dans la révélation de la volonté divine interprétée par les Pères de l'Église. La vérité pouvait être découverte par l'observation et l'expérience. Dans cette nouvelle épistémologie, la sensation devenait le principal outil de la connaissance. Désormais, le savoir devenait accessible à tous les êtres doués de raison et le progrès des connaissances était possible à la condition de diffuser les lumières, d'éclairer l'esprit humain. Cette théorie de la connaissance permettait à l'homme de juger par lui-même de la réalité, de l'univers ; il n'avait pas à obéir à des dogmes, à des vérités révélées par les Saintes Écritures, il pouvait se fier à ses propres expériences pour distinguer le vrai du faux. La philosophie des lumières introduisait ainsi l'idée d'une victoire progressive de la raison sur les superstitions et les préjugés.

Cette théorie fonde aussi la naissance de l'individu raisonnable et libre, capable par lui-même de juger ce qui est bon et ce qui est mauvais, ce qui est agréable et utile et ce qui ne l'est pas. Il est donc libre de penser et d'agir selon son propre jugement. La pensée humaine, ainsi émancipée de la religion, pouvait s'attaquer à l'édifice social et à l'ordre politique. Puisque le principe

d'explication de l'univers était ramené du ciel sur la terre et qu'il n'y avait pas d'ordre transcendantal et immuable, dès lors les institutions humaines et civiles devaient se conformer à la raison et favoriser le bonheur des hommes.

Tout comme l'homme ne devait obéir qu'à sa raison, à son jugement parce qu'il était seul à savoir ce qui était bon pour lui, de même, le citoyen ne devait obéir qu'à des autorités qu'il avait lui-même choisies et qui avaient sa confiance. Il n'avait pas à se soumettre à un pouvoir qui n'était pas fondé sur son consentement. Cette logique contenait les fondements de la contestation de l'autorité temporelle de l'Église, du pouvoir monarchique et de la domination coloniale.

Puisque le pouvoir civil reposait sur la souveraineté du peuple, le gouvernement qui agissait en son nom devait le faire conformément à l'intérêt public défini par les représentants du peuple. Si l'autorité politique déviait de son mandat et utilisait le bien public comme un bien privé, le peuple avait le droit de se révolter contre l'autorité et de renverser un pouvoir tyrannique.

Dans cette perspective, l'éducation était considérée comme la pierre d'assise de la nouvelle société et la source du progrès. Le savoir devenait la condition de la liberté, d'une part, parce que la connaissance permettait d'améliorer les conditions d'existence et, d'autre part, parce que le peuple devait connaître ses droits, nul n'étant censé ignorer la loi. Mais pour cela, il fallait développer le système d'enseignement pour donner des chances égales à tous les individus de mettre en valeur leur intelligence et d'exercer leur liberté naturelle. Helvétius exprime bien ce point de vue lorsqu'il écrit « que tous les hommes communément bien organisés ont en eux la puissance physique de s'élever aux plus hautes idées, et que la différence d'esprit qu'on remarque entre eux dépend des diverses circonstances dans lesquelles ils se trouvent placés et de l'éducation différente qu'ils reçoivent. Cette conclusion fait sentir toute l'importance de l'éducation ¹. » Les philosophes comprennent que le progrès matériel, les réformes et les transformations sociales ne pourront aboutir que si les gens sont éduqués. Le contrôle de l'éducation était l'enjeu de la lutte idéologique et politique que se livraient les élites cléricales et les élites libérales. Ainsi, on peut constater que *La Minerve* sera au cœur du débat sur l'établissement d'un système d'enseignement laïque au Bas-Canada.

Déjà en 1825, le député Joseph LeVasseur-Borgia avait présenté un projet de loi en vue d'établir un système d'enseignement primaire basé sur les idées de Joseph Lancaster qui avait enseigné à Philadelphie et était venu s'établir à Montréal en 1829. « L'enseignement mutuel de Lancaster permet d'établir une école de 700 à 1 000 élèves de niveaux différents, sous la direction d'un seul maître avec l'aide de quelques moniteurs. Les partisans des idées libérales d'ici connaissaient bien cette méthode ². » L'Église par la bouche de M^{gr} Lartigue s'opposait farouchement à cette entreprise :

¹ Claude Adrien HELVÉTIUS, *De l'esprit*, p. 634.

² Richard CHABOT, *Le Curé de campagne et la contestation locale au Québec*, Montréal, HMH, 1975, p. 54.

Vos Philosophes Québécois font, à ce qu'il paroît, le diable à quatre dans la Chambre d'Assemblée pour introduire un nouveau Bill d'éducation et détruire le principe de celui passé l'année dernière : ceci est une affaire majeure, ou tous les vrais Canadiens et les Catholiques doivent se réunir pour faire tomber à plat un projet aussi désastreux pour ce pays. C'en est fait de l'éducation Chrétienne dans notre patrie et par conséquent de la Religion des générations futures, si on laisse introduire ce système Biblique, gazé sous le nom de Lancaster ¹.

Par la Loi des écoles de fabriques, le gouvernement colonial, voulant profiter des effets inhibants de la religion, avait autorisé l'Église à utiliser les revenus des fabriques pour construire des écoles qui devaient servir surtout à l'enseignement de la religion. Fidèle à sa stratégie de collaboration avec l'élite cléricale, le pouvoir colonial fera échouer le projet de Borgia.

Mais les députés patriotes, convaincus qu'il faut dissocier l'enseignement public de la religion reviennent à la charge en 1829 en proposant la Loi des écoles d'assemblée ou Loi des écoles de syndics qui devait permettre aux députés de contrôler la construction des écoles primaires et favoriser le développement de l'enseignement laïque. Ainsi, de 1829 à 1832, il se construit pas moins de 1 800 écoles primaires et la fréquentation scolaire fait un bond important passant de 18 401 écoliers en 1829 à 41 791 en 1830 ².

La crise constitutionnelle de 1827 permettra à Duvernay de faire valoir ses idées patriotiques et d'être, avec les Papineau, Viger et autres, à l'avant-scène du combat national. *La Minerve* s'impose alors comme l'organe d'expression du Parti patriote en s'engageant sans équivoque dans la lutte qui oppose le pouvoir exécutif et la Chambre d'assemblée. Tout en manifestant sa loyauté aux institutions britanniques, elle dénonce les abus de pouvoir qui empêchent les représentants du peuple de travailler au mieux-être du pays.

Le gouverneur Dalhousie ne reconnaissait pas aux députés le droit de contrôler les fonds publics. Il y avait à son avis deux classes de revenus : « Une classe de revenu pour votre information et une classe de revenu pour votre approbation ³. » La Chambre, quant à elle, revendiquait le pouvoir de contrôler la totalité des dépenses publiques, incluant la liste civile, c'est-à-dire les salaires des fonctionnaires. Le 6 mars, les députés votèrent encore une fois contre l'adoption des subsides par 32 votes contre 6, refusant ainsi de financer les dépenses ordinaires du gouvernement. Le lendemain, le gouverneur dissout les Chambres avant terme, renvoyant ainsi les députés devant leurs électeurs. Mais dans son discours de dissolution, il se lance dans une violente diatribe contre les députés patriotes, les accusant de nuire aux intérêts de la colonie. Par cette intervention partisane, le gouverneur descendait dans l'arène électorale et cherchait à influencer le vote des électeurs pour qu'ils choisissent des

¹ Cité par Richard CHABOT, *ibid.*, p. 54.

² Voir Fernand OUELLET, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, HMH, 1972, p. 266.

³ Cité par T. CHAPPAIS, *Cours d'histoire du Canada*, tome III, p. 178.

représentants plus soumis. Ce faisant, il posait en chef de parti et polarisait l'opinion.

Cette harangue, peu conforme aux traditions constitutionnelles britanniques, fut par la suite rendue publique par les journaux, ce qui provoqua les foudres du Parti patriote qui répliqua en publiant un manifeste aux électeurs signé par Papineau, H. Heney, J. Leslie, Valois, J. Perrault, A. Cuvillier, J.-M. Raymond, F.-A. Quesnel, tous députés de la région de Montréal. Le 26 mars, *La Minerve* publia cette réplique dans laquelle Papineau traçait le bilan de la session. Dans un éditorial intitulé « À nos constituants », *La Minerve* approuve sans réserve l'adresse des députés : « Nous la trouvons exacte, modérée et constitutionnelle... »

Papineau faisait valoir le travail des députés qui avaient étudié en 43 jours de session pas moins de 79 résolutions. S'il y avait eu peu de résultats concrets, la faute en revenait au Conseil législatif qui avait refusé de sanctionner 21 bills adoptés par l'Assemblée et lui en avait renvoyé 22 autres avec des amendements. L'Assemblée, quant à elle, avait refusé trois bills que lui avait envoyés le Conseil législatif. Les députés ne pouvaient accepter que des gens qui n'étaient pas élus et qui étaient pour la plupart à la solde du gouvernement fassent la loi et entravent l'expression de la volonté populaire.

Le Conseil législatif comptait 27 membres et de ce nombre, 14 étaient fonctionnaires ou pensionnaires et recevaient à ces divers titres des revenus du gouvernement ; 4 autres recevaient des fonds du gouvernement impérial. Il n'en restait que 9 qui n'avaient pas d'attache financière avec le gouvernement. Cette dépendance était en plus renforcée par le fait que des 18 conseillers qui émargeaient au budget, 7 faisaient aussi partie du Conseil exécutif. Les députés pouvaient avec raison se sentir frustrés et accuser le Conseil d'être la marionnette du gouvernement qui pouvait ainsi bloquer les bills désirés par la population.

Les Patriotes dénonçaient le cumul des fonctions qui permettait aux amis du régime de toucher des revenus excessifs. T. Chapais a évalué qu'en 1828, la moyenne des salaires de l'oligarchie était d'environ 33 % plus élevée qu'en 1868¹. Les députés s'estimaient en droit de refuser d'augmenter les dépenses publiques au moment où la crise économique réduisait les revenus du peuple. Ils expliquent aussi que leur attitude est conforme à la Constitution et qu'ils ne peuvent répondre favorablement aux demandes du gouverneur parce que « des hommes libres, dignes de jouir des bienfaits et des avantages d'une constitution modelée sur celle de l'Angleterre ne pouvaient y accéder sans sacrifier leurs droits les plus chers². » Cet argument est repris par l'éditorial de *La Minerve* qui dénonce les mensonges de Dalhousie et applaudit la fermeté des députés : « Pour nous, c'est avec la joie la plus vive que nous voyons la patrie trouver encore des défenseurs et des défenseurs qui, par leur conduite et leur

¹ T. CHAPAIS, *ibid.*, p. 196.

² *La Minerve*, 26 mars 1827.

modération, déjoueront toujours les plans de la cabale sans donner la moindre prise à ses fauteurs insidieux ¹. » Duvernay met le peuple en garde contre le piège tendu par les Bureaucrates et lui demande de renouveler sa confiance en ses mandataires qui ont soutenu ses droits et travaillé à son bien-être.

Duvernay, dans le numéro du 23 avril, exprime le fond du débat en présentant une définition de l'identité nationale qui structure l'idéologie nationaliste :

Qu'est-ce qu'un Canadien ? Généalogiquement ce sont ceux dont les ancêtres habitaient le pays avant 1759, et dont les lois, les usages, le langage leur sont politiquement conservés par des traités et des actes constitutionnels ; politiquement les Canadiens sont tous ceux qui font cause commune avec les habitants du pays, ceux en qui le nom de ce pays éveille le sentiment de la patrie... Les Canadiens français ne tendent pas à un pouvoir exclusif, ils n'ont pas de haines nationales contre les anglois et dès qu'un habitant du pays montre qu'il est vraiment citoyen, on ne fait plus de différence.

Dans un numéro subséquent de *La Minerve*, publié le 19 juillet 1827, Duvernay rappelle que le combat que livrent les députés patriotes n'est nullement fondé sur des préjugés nationaux :

Terminons par rappeler que les privilèges que la Chambre d'assemblée a défendus, ne sont pas pour l'avantage des seuls Canadiens français, mais de tout le peuple du pays ; qu'un très grand nombre de citoyens d'origine britannique connaissent le prix des droits qu'on veut nous enlever et travaillent à leur défense ; que les Canadiens n'ont pas de préjugés nationaux et que tous ceux qui voudront être de vrais sujets britanniques et faire cause commune dans la défense des droits communs, seront respectés et chéris comme ils le méritent.

Cette description et cette prise de position éclairent beaucoup la définition de la nation qui, pour les Patriotes, est avant tout politique. Les Patriotes adhéraient à la conception élective de la nation telle qu'elle avait été exposée pour la première fois en 1789 par Sieyès, qui écrivait : « La nation est un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature ² » C'est le principe de l'égalité des droits et son corollaire, l'égalité devant la loi, qui fondent la nation.

L'appartenance à la nation n'est pas uniquement fonction de l'origine ou de la langue, elle tient surtout à l'adhésion aux principes de la démocratie. Le clivage et le conflit ne sont ni linguistiques, ni ethniques, ils sont politiques. C'est la citoyenneté, c'est-à-dire la défense des droits du peuple qui est proposée comme ciment de la nation. Cette conception permettait une solidarité qui dépassait les liens ethnolinguistiques. Le conflit n'opposait pas les francophones aux anglophones puisqu'on retrouvait des membres des deux communautés linguistiques dans chaque camp, mais il opposait les partisans des principes démocratiques aux partisans des principes autocratiques.

¹ Ibid.

² SIFYÈS, *Qu'est-ce que le Tiers-État*, Paris, PUF, 1982, p. 31.

L'analyse des textes publiés à cette époque par *La Minerve* montre que les Patriotes ne mettent pas en cause leur appartenance à la Couronne britannique. Ils se définissent comme de loyaux sujets de Sa Majesté et désirent tout simplement jouir de tous les droits prévus par les institutions britanniques. Ils ne songent pas, du moins pas ouvertement, à la rupture avec la puissance coloniale. On peut ainsi lire dans *La Minerve* du 12 avril cette profession de loyauté :

Il doit apparaître extraordinaire à certaines personnes qui ne voient leur pays que dans leur pays que le peuple canadien qu'elles se plaisent à traiter d'ignorant et de barbare, ait déjà appris à le voir dans le bonheur qu'il a droit d'espérer de l'égalité des droits et de l'observance exacte des lois et de la constitution... Les Canadiens savent bien distinguer leurs devoirs envers leur Souverain et la mère-patrie de l'obéissance aveugle à l'administration à laquelle on voudrait (*sic*) les contraindre. Ils ont déjà su apprécier le beau titre de Sujets britanniques pour savoir qu'ils ne sont pas des rebelles, pour vouloir conserver les avantages que la Constitution leur assure.

Un autre texte publié le 10 mai 1827 précise l'enjeu du conflit qui oppose la Chambre au gouvernement colonial et indique clairement ce que veulent les Patriotes : le contrôle des finances publiques.

Vous savez que l'Angleterre nous a donné une Constitution modelée sur la sienne, que par cette constitution on ne peut nous taxer et dépenser les argents qui proviennent des taxes levées sur nous sans notre consentement, c'est-à-dire sans le consentement de nos représentants que nous choisissons pour faire nos affaires ; ce sont eux qui ont seuls le droit de régler le montant de la dépense publique, ainsi que d'allouer à chacun des gens en place la somme qui doit lui être payée à l'année.

On pourrait multiplier à profusion les témoignages de fidélité manifestés à l'Angleterre par les Canadiens qui dénoncent la mauvaise foi et la corruption des fonctionnaires mais croient ou font semblant de croire à la générosité et à la compréhension du gouvernement métropolitain. Ils espèrent que les administrateurs impériaux reconnaîtront le bien-fondé de leurs griefs et qu'ils corrigeront les injustices dont sont victimes les Canadiens. Ils veulent en fait être libres comme de véritables sujets anglais, jouir de tous les droits qu'ont les citoyens. Ils réclament l'égalité de statut et de la sorte la capacité de contrôler les dépenses publiques. Que ce soit par naïveté ou par tactique politique, ils refusent de se percevoir comme des citoyens de seconde zone et entretiennent des attentes très élevées envers le gouvernement impérial. Ils luttent contre l'oppression nationale mais n'en attribuent pas la cause à la nature même du régime colonial. Cette perception est bien exprimée par l'opinion d'un habitant de Vaudreuil qui écrit dans *La Minerve* du 2 août 1827 :

Braves et loyaux Canadiens, Sa Majesté George III a bien voulu conjointement avec son Parlement, nous donner une Constitution comme celle de l'Angleterre ; nous devons en profiter et exercer les droits qu'elle nous donne en dépit des efforts d'une faction qui voudrait nous réduire à l'état des peuples qui n'ont aucune liberté.

Les Patriotes n'envisagent pas encore la rupture du lien colonial et ne réclament pas l'indépendance du Canada. Ils contestent essentiellement l'arbitraire, le

favoritisme et les abus de pouvoir de l'administration coloniale qui nuit aux intérêts du peuple. Ce conflit traduit aussi une lutte de classes opposant la bourgeoisie marchande anglophone alliée à l'aristocratie bureaucratique à la petite bourgeoisie professionnelle qui cherche à prendre le contrôle de l'appareil d'État et qui, pour ce faire, a besoin de l'appui du peuple.

La dissolution des chambres annonçait de nouvelles élections. Le 6 juillet, Lord Dalhousie émet effectivement une proclamation royale où il est écrit que les *writs* pour l'élection des nouveaux représentants doivent être rapportés au bureau des greffiers le 15 août pour toute la Province, à l'exception du comté de Gaspé, qui en raison de son éloignement et de son étendue, peut prolonger ce délai jusqu'au 15 octobre. « Moment chaud dans l'escalade des revendications du parti patriote, l'élection de 1827 pose sur la place publique la question du contrôle des coffres de la province ¹. »

Le 12 juillet, l'état-major du Parti patriote se réunit à la résidence de J. Perrault pour désigner les candidats à l'élection. Les discours et les discussions se font dans les deux langues, ce qui montre encore une fois que les clivages linguistiques n'existent pas à cette époque dans le mouvement national. L'assemblée choisit Papineau et Nelson pour le quartier ouest de Montréal, Leslie et Heney pour le quartier est, Valois et Perrault pour le Comté. Les candidats annoncent leur candidature par voie de communiqué dans les journaux.

La loi régissant les élections avait été adoptée le 22 mars 1825. Pour voter, il fallait avoir 21 ans et posséder une propriété rapportant annuellement 40 chelins, cette disposition conférait incidemment le droit de vote aux femmes. La votation pouvait durer plusieurs jours, soit un maximum de six jours dans le même village, après quoi le bureau de votation se déplaçait à un deuxième endroit si nécessaire. Le vote était alors public et se faisait à main levée et était enregistré par un officier rapporteur nommé par le gouverneur. Cette pratique favorisait les influences indues. Jean et Marcel Hamelin, s'inspirant d'un article de *L'Argus*, paru le 11 octobre 1826, décrivent ainsi les pratiques électorales de l'époque.

D'abord le député en puissance prend soin de donner des coups de chapeau à tout venant quand une élection approche, les saluts deviennent de plus en plus affectueux avec l'éminence de l'élection. Quand les brefs sont émanés, le candidat distribue alors des verres de vin. Il organise quelques grands dîners pour ceux qui exigent plus qu'une bouteille de vin, et rend visite à ceux qui ne peuvent venir aux festins. Il offre ses services et formule des promesses. Si la lutte s'annonce serrée, le candidat se résigne à faire circuler de l'argent s'il craint la défaite, il recourt à l'intimidation ².

¹ J.-L. Roy, *op. cit.*, p. 119.

² Jean HAMELIN et Marcel HAMELIN, *Les Mœurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours*, Montréal, Éditions du Jour, 1962, p. 44.

Les candidats les plus audacieux s'adonnaient aussi à la pratique des télégraphes en faisant voter des personnes qui n'avaient pas le statut de propriétaire comme les vieillards qui s'étaient donnés à leurs enfants.

Ces tactiques illégales étaient réprimées par la loi qui prévoyait des amendes de 20 louis pour tentative de corruption ou d'achat de vote. Si un candidat était reconnu coupable de fraude, il perdait son siège et le droit de se représenter. La loi électorale d'inspiration britannique était poreuse et rétrograde si on la compare aux règles électorales en vigueur dans les États américains à la même époque où le vote était secret et se faisait la même journée, ce qui réduisait les possibilités de fraudes et de manipulations électorales.

Afin de mobiliser leur électorat et de répondre aux attaques pernicieuses du gouverneur, les Patriotes avaient commencé, à compter du mois de mai, à organiser une série d'assemblées qu'on appelait « constitutionnelles ». Ces réunions se déroulent partout de la même façon. Les participants protestent d'abord contre la prorogation prématurée de la Chambre et ils dénoncent la soif de pouvoir des bureaucrates. Ils expriment ensuite leur satisfaction à l'égard du travail de leurs représentants qui ont bien mérité de la patrie pour avoir défendu à la Chambre les droits du peuple inscrits dans la Constitution. On adopte enfin une adresse résumant les griefs de la population et qui devra être transmise à Londres où on espère obtenir justice. Ces assemblées ont pour effet de gonfler les voiles de la solidarité nationale et de préparer la réélection de la Chambre qui a été renvoyée par le gouverneur. Il en résultera aussi une pétition de 80 000 noms demandant au Parlement impérial de faire respecter les droits des Canadiens.

Cette crise politique permit à Duvernay de s'illustrer et de devenir une figure de proue du nationalisme canadien en faisant de *La Minerve* le principal organe d'expression du Parti patriote. *La Minerve* du 5 juillet lance un appel en faveur de la réélection de la députation patriote qui a si bien défendu les intérêts du peuple en résistant à l'arbitraire du gouverneur :

De ce qu'un gouverneur casse une Chambre, il ne s'ensuit pas que les Représentants ne soient pas bons, c'est seulement signe qu'ils refusent de lui accorder quelque chose qu'il demande ; et comme quelquefois un gouverneur peut demander des choses injustes, les Représentants font bien alors de ne pas les lui accorder. Voilà pourquoi on a coutume, lors d'une cassation de réélire les mêmes Membres, c'est-à-dire ceux qui ont pris les intérêts de leurs Constituants.

Le peuple comprit le message et renouvela son entière confiance aux députés patriotes. Quinze députés furent élus par acclamation et les adversaires du Parti patriote à la Chambre d'assemblée passèrent de neuf à quatre députés. La réélection d'une députation farouchement déterminée à contrôler les dépenses publiques constituait un revers cuisant pour le gouverneur et son Conseil exécutif. À Montréal, Papineau et Nelson défont McGill et Delisle par 200 voix de majorité. Une foule enthousiaste défile dans les rues de Montréal pour célébrer cette victoire en chantant l'hymne national : *God Save the King*.

La Minerve du 23 août 1827 tire les conclusions suivantes du scrutin :

La majorité de la dernière chambre d'assemblée si injustement et fausement accusée par le comte Dalhousie, a donc été approuvée par toute la Province puisque tous les anciens membres qui n'ont pas voulu renoncer au droit de contrôle, et qui ont offert de nouveau leurs services ont été réélus... Encore un peu de constance et nous obtiendrons justice de la mère-patrie ; la cause du peuple le plus fidèle et le plus loyal triomphera auprès du nouveau ministère.

Mais ces espoirs étaient illusoires. Même si les Whigs étaient entre temps arrivés au pouvoir en Angleterre, la politique coloniale resta inchangée. L'opinion des habitants canadiens ne pesait pas lourd dans la balance des intérêts en métropole où les projets de réformes des Canadiens resteront lettres mortes.

Même après sa défaite électorale, Dalhousie s'entêtait à paralyser les institutions parlementaires en refusant le choix de Papineau qui avait été élu orateur de la Chambre par 39 voix contre 5 et en prorogeant la nouvelle assemblée. Ce refus de reconnaître la volonté populaire allait accroître encore plus l'insatisfaction du peuple canadien. Ce geste arbitraire, contraire aux traditions parlementaires, ne pouvait que relancer l'engrenage de la contestation. Par son autoritarisme, aurait-on dit, le gouverneur cherchait sciemment à provoquer l'exaspération des Canadiens. Toujours obsédé par l'idée de venger sa défaite électorale, il révoqua en plus les commissions de milices de Bourdages et de Vallières de St-Réal alors que la Loi sur la milice n'était même pas en vigueur. Il autorisa aussi le procureur général à poursuivre plusieurs éditeurs pour libelle diffamatoire, ce qui ne pouvait qu'être interprété comme une atteinte à la liberté de la presse. Pour répondre à l'arbitraire du pouvoir colonial, les chefs patriotes convoquèrent une série d'assemblée dites « des amis de la Constitution » pour dénoncer le despotisme du gouverneur. Le 24 janvier 1828, Neilson, Cuvillier et Viger furent délégués à Londres pour présenter les griefs de la colonie et exiger le rappel de Dalhousie, leur démarche étant appuyée par une pétition de 87 486 noms.

C'est dans ce contexte agité que Duvernay s'imposa comme leader national et martyr de la cause en dénonçant dans son journal les abus de pouvoir commis par le pouvoir colonial. Il se rendit populaire en critiquant l'administration de la justice. Il avait publié de nombreux articles qui dénonçaient les lenteurs de la justice et la partialité de certains juges. *La Minerve* du 17 août 1827 s'était attaqué au juge de paix Gale qui avait fait emprisonner un dénommé Constantineau en lui refusant tout cautionnement :

Il est triste de voir les lois foulées aux pieds par des magistrats qui devraient être les premiers à s'y soumettre. Voilà donc un sujet britannique, accusé d'une simple offense contre la paix, privé dans un pays sous l'empire britannique, du droit exercé dans tout pays civilisé d'être admis à caution pour répondre ensuite devant le tribunal de la loi aux accusations dirigées contre lui.

Un autre journal patriote, le *Canadian Spectator* dirigé par Jocelyn Waller et imprimé par Duvernay publia après les élections un violent réquisitoire contre

la Cour d'Oyer-et-Terminer qui avait été instituée pour juger les délits commis lors de la dernière campagne électorale. Or, curieusement, tous les accusés étaient des électeurs partisans de candidats patriotes qui avaient défait des membres de l'oligarchie comme le brasseur Molson dans le quartier Montréal ouest et le procureur général de la province dans le comté de Sorel. Il y avait pour le moins apparence de collusion entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, d'autant plus que le président de ce tribunal Henry McKenzie avait participé activement à la campagne de Molson ce qui constituait une violation flagrante du principe d'impartialité et d'indépendance des juges. Waller estimait que ces procès étaient l'équivalent d'une persécution, car la Cour du Banc du Roi avait déjà renvoyé les accusations comme non fondées. Il y avait donc violation d'un principe sacré qui veut qu'un individu acquitté par un jury ne puisse de nouveau être mis en accusation pour la même offense. Mais les juges de la Cour d'Oyer-et-Terminer voyaient les choses autrement.

Le 16 novembre, ce tribunal émit donc deux bills *d'indictment* pour libelle diffamatoire contre Jocelyn Waller et Ludger Duvernay. Comme par hasard, au moment où ils se préparaient à partir pour l'assemblée des amis de la Constitution, le 18 décembre, Waller et Duvernay furent arrêtés. Le même Gale, qui avait déjà été mis en cause précédemment, les fit attendre derrière les barreaux, prétextant qu'il était trop occupé pour recevoir leurs cautions. Cette obstruction avait pour but de les empêcher de participer à l'assemblée populaire. Le juge exigea non seulement une caution de comparution mais en plus une caution de « bonne conduite », « ce qui veut dire sans doute, dans l'opinion de M. Gale, sous condition de ne plus écrire » pouvait-on lire dans *La Minerve* du 20 décembre 1827. Ils furent obligés, pour retrouver leur liberté, de payer une première caution de 500 livres chacun et une autre de 250 livres en garantie de leur « bonne conduite ». John Neilson fut plus tard soumis au même traitement, ce qui accréditait la thèse d'une volonté gouvernementale de museler la presse patriote.

Lorsque leur cause fut appelée devant la Cour du Banc du Roi, le 1^{er} mars, les accusés plaidèrent non coupables en se réclamant du droit anglais à la libre discussion des affaires publiques. Finalement, le 2 septembre 1828, *La Minerve* publia un « Extraordinaire » annonçant les non-lieux prononcés par le jury spécial nommé pour juger les accusations portées contre les propriétaires de journaux. Ces escarmouches juridiques démontrent à quel point l'arbitraire de Dalhousie avait exacerbé les tensions et contribué à radicaliser les positions. Elles avaient permis à Duvernay de faire son entrée dans le mouvement historique. Il pouvait être satisfait du travail accompli puisque *La Minerve* était désormais considérée comme le principal organe d'expression du Parti patriote et se présentait comme le seul journal entièrement de langue française au Canada. Le 17 novembre 1828, il analyse avec fierté le chemin parcouru :

Le Pays avait besoin d'un journal comme le nôtre, dans les temps critiques où nous l'avons établi. Nous n'osons nous flatter d'avoir satisfait tous les esprits ; du moins nous n'avons jamais abandonné la cause du Pays, nous avons éclairé et soutenu l'esprit public autant qu'il nous a été possible, animés des mêmes principes, nous

tâcherons de mieux faire encore pour l'avenir, si le public nous continue sa bienveillance.

Faire l'éducation politique des masses, défendre les intérêts du pays, favoriser les débats indispensables à la vie démocratique et promouvoir la liberté de la presse, telle était l'ambition de son œuvre éditoriale.

CHAPITRE 4

LA RADICALISATION DE L'IDÉOLOGIE PATRIOTE : 1830-1834

[Retour à la table des matières](#)

L'année 1830 ouvre l'ère des soulèvements populaires en Europe. Le peuple parisien fait de nouveau irruption sur la scène politique les 27, 28 et 29 juillet et propulse la France à l'avant-scène de l'histoire. Durant ces trois journées, appelées les « Trois glorieuses », les émeutes populaires renouent politiquement avec l'esprit de la Révolution française et réussissent à renverser le régime de Charles X.

Le climat intellectuel de cette époque est dominé par le romantisme politique, courant qui, en France, est illustré surtout par les œuvres de Lamartine, Michelet, Chateaubriand et Lamennais. Cette vision romantique du monde remet à l'honneur l'héroïsme révolutionnaire, le sens du sacrifice et la grandeur de l'idéal. Napoléon est réhabilité dans la mémoire collective. L'histoire devient une source d'inspiration pour les écrivains. Les études historiques prolifèrent et mettent en relief les grands moments collectifs qui soulèvent les passions et exaltent les sentiments patriotiques. L'histoire a un sens, une direction : le règne des libertés.

On qualifie cette période de romantique parce que le sentiment est placé au centre de la réflexion politique. On commence à s'intéresser au sort du peuple, aux conditions sociales d'existence. On se passionne aussi pour la lutte des peuples opprimés : la Grèce et la Pologne. Les bons sentiments sont érigés en principes politiques.

Les années 30 seront aussi capitales dans l'histoire de la démocratie car le grand public, grâce aux journaux et aux luttes sociales, prend conscience de la dimension politique de la question sociale ou du lien entre les conditions d'existence du peuple et la nature du pouvoir politique.

Mais, si l'idéologie romantique avait préparé les esprits, les événements de juillet 1830 furent déclenchés par une série d'ordonnances arbitraires du roi Charles X, qui, insatisfait des résultats d'une récente élection ayant donné la majorité aux Libéraux, avait dissout le Parlement sans même le réunir et

convoqué de nouvelles élections pour le 28 septembre. Une des ordonnances de Charles X suspendait la liberté de la presse. Elle défendait la publication de périodiques sans l'autorisation du pouvoir exécutif, ce qui donnait, de fait, au parti ministériel un contrôle absolu sur la presse dans la prochaine élection.

Les journalistes et les typographes se retrouvent donc à la tête du combat pour la liberté. Les journaux libéraux, *Le Globe*, *Le Temps* et *Le National* réhabilitent les buts de la Révolution française et prêchent l'espoir d'un ordre meilleur. Cette révolution politique est aussi l'œuvre de la jeune génération qui se réclame du libéralisme politique et se donne comme objectif le rétablissement de la république, non pas celle de la Convention, mais celle d'Outre-Atlantique.

Certains historiens, comme John Hare, font remonter à la révolution de juillet 1830 en France, l'émergence de l'idée d'indépendance dans la pensée patriote :

La révolution de 1830 à Paris ranime l'espoir des Patriotes. Ainsi, les Canadiens désertent-ils peu à peu le terrain sûr de la résistance légale pour rêver l'indépendance ! Le tricolore, nouvellement arboré par Louis Philippe en France devient aux yeux des Patriotes un signe de ralliement et l'emblème de la liberté ; c'est là l'origine du drapeau patriotique de 1837-38. L'engouement républicain bat son plein chez les jeunes ; Étienne Rodier date ainsi un lettre à Ludger Duvernay : « L'an premier de l'indépendance canadienne ¹ ».

Les Canadiens sont attentifs aux débats politiques européens et ceux de la jeune génération qui ont eu la chance de séjourner en Europe, comme le futur historien François-Xavier Garneau, ne cachent pas à leur retour leur enthousiasme pour les nouvelles idées. Le 9 septembre 1830, fait exceptionnel dans la politique éditoriale de *La Minerve*, Duvernay publie un supplément spécial qu'il intitule : « Extraordinaire : Révolution en France ». Il présente les événements des 27, 28 et 29 juillet et publie les différentes proclamations dont celle du 31 juillet du général Lafayette. Dans un éditorial du 23 septembre, il expose le point de vue libéral sur l'origine du pouvoir :

L'abdication de Charles X et de son fils en faveur du duc de Bordeaux n'a point produit l'effet qu'ils en attendaient. Le peuple de qui doit découler toute autorité, ayant chassé du trône celui qui n'en était plus digne, n'a point voulu recevoir la loi d'un Roi dépossédé de son autorité et le duc d'Orléans a été appelé à le remplacer. Puisse le Roi qu'aura la France ne pas oublier comme Charles X ce qu'il doit à ses sujets et ne pas fouler aux pieds la foi des traités, violer ses serments et se livrer aveuglément à des ministres pervers.

En conclusion, il rappelle une maxime de Napoléon : « Les Rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois. » Duvernay publie aussi une version intégrale de *La Marseillaise* ainsi qu'un poème patriotique de Casimir Delavigne intitulé *La Parisienne* :

¹ *Les Patriotes, 1830-1839*, Montréal, Les Éditions libération, 1971, p. 27.

Peuple Français, peuple de braves,
La Liberté rouvre ses bras :
On nous disait : Soyez Esclaves ;
Nous avons dit : Soyons Soldats ;
Soudain Paris, dans sa mémoire,
A retrouvé son cri de gloire :
En avant marchons
Contre leurs canons ;
À travers le fer, le feu des bataillons,
Courons à la victoire.

Pour mieux manifester sa solidarité, Duvernay lance une souscription publique en faveur des Français victimes des journées du 27, 28 et 29 juillet :

Nous invitons donc nos concitoyens à souscrire n'importe pour quelle somme ; mais en aussi grand nombre que possible afin de prouver que, comme l'Angleterre et la France, ils ont l'arbitraire en horreur. Le montant des souscriptions sera envoyé à Mr. Lafitte par Mr. Fabre, libraire de cette ville ¹.

L'esprit républicain se manifeste aussi dans les mois qui suivent par un changement de vocabulaire dans les interpellations car les Patriotes abandonnent le « Monsieur » et prennent l'habitude de s'appeler « Citoyen ». C'est ainsi que le citoyen Rodier annonce à Duvernay qu'une citoyenne lui est née. Enfin ces événements remettent à l'honneur le culte de Napoléon dont le nom servira à baptiser de nombreux Canadiens, Duvernay donnant lui-même le nom de son héros à un de ses fils, Ludger-Napoléon.

Alors que Paris proclame la liberté du peuple, ailleurs en Europe, on assiste au réveil des nationalités. Le 25 août 1830, le peuple de Bruxelles, imitant celui de Paris, se met à dépaver les rues et élève des barricades contre la tutelle hollandaise. *La Minerve* du 11 novembre 1830 annonce que les Belges ont conquis leur indépendance, qu'ils ont formé un gouvernement issu de l'insurrection populaire et que la nouvelle Constitution sur le régime du pays sera ratifiée par le peuple. *La Minerve* suit aussi attentivement l'évolution des luttes pour la liberté ailleurs en Europe. Elle rapporte les événements qui agitent la Pologne et la Grèce, deux peuples en révolte contre les tutelles russe et turque.

Tous ces événements agitent les esprits et stimulent les espoirs de liberté. Les libéraux canadiens jugent que ce qui est bon pour les autres peuples l'est aussi pour eux. Pourquoi le peuple canadien serait-il privé des libertés que les autres estiment si nécessaires au point d'y sacrifier leur sang et leurs vies ? « L'idée de révolution, écrit Fernand Ouellet, s'est implantée à partir de 1830 parmi les membres du parti républicain et patriote. La révolution parisienne de 1830 avait stimulé les espoirs des Patriotes vers l'indépendance du Bas-Canada. Les crises, les épidémies, les conflits sociaux, raciaux et les luttes politiques

¹ *La Minerve*, 25 octobre 1830.

faisaient voir la révolution comme le seul moyen de solutionner ces problèmes ¹. »

Au Canada, l'année 1830 fut marquée par l'arrivée d'un nouveau gouverneur, Lord Aylmer, qui débarque à Québec le 14 octobre 1830. Dans le discours du Trône, Aylmer veut se montrer conciliant, il laisse espérer une concession de Londres sur la question des subsides et demande à l'Assemblée, en attendant l'arrivée de ses instructions, « de faire quelque arrangement provisoire pour subvenir aux dépenses du gouvernement ² ». Mais les esprits sont plutôt à la contestation et ces promesses n'impressionnent guère le correspondant de *La Minerve* à Québec, A.-N. Morin qui écrit : « Quand le gouvernement en est réduit à venir en suppliant devant le peuple et à faire des excuses de cette manière, il faut que sa cause soit bien mauvaise. » Les députés canadiens ne veulent pas aliéner, même provisoirement, leurs droits de regard sur la gestion des fonds publics, d'autant moins que le gouverneur refuse de rendre ses instructions publiques en les déposant devant les représentants du peuple.

Le 9 janvier 1832, Duvernay publie un article anodin signé « Pensez-y bien » qui analyse les avantages pour le peuple de disposer d'un Conseil législatif électif :

Qu'avons-nous à craindre en demandant un conseil électif ? Ne serait-ce pas un moyen d'augmenter la force du peuple ; d'ouvrir la carrière parlementaire à une foule d'hommes de talents et pleins de patriotisme qui brigueront l'honneur d'être les organes de leurs concitoyens et auront le soin de bien se conduire afin d'éviter la disgrâce de perdre leur titre d'honorables ? Je crois que la chambre doit saisir cette occasion de rendre nos institutions plus démocratiques... Le conseil législatif actuel étant peut-être la plus grande nuisance que nous ayons, nous devons prendre les moyens de nous en débarrasser et en demander l'abolition...

Au même moment, son ami Tracey publie dans son journal, *The Vindicator*, une diatribe où il traite le Conseil « d'incube oppressif qui n'employait son pouvoir qu'à arrêter le bien public. » Le 17 janvier, Duvernay et Tracey sont cités à comparaître devant le Conseil législatif, qui se dit atteint dans ses privilèges et accuse les deux éditeurs de libelle diffamatoire. Contre toutes les règles de la justice, ce vénérable corps se constituait ainsi juge et partie et condamnait Duvernay et Tracey à être emprisonnés jusqu'à la fin de la session à la prison de Québec. Les deux éditeurs contestèrent en vain la légalité de leur emprisonnement devant la Cour du Banc du Roi.

Cette atteinte à la liberté de la presse souleva une vive campagne de protestation. Le 19 janvier, *La Minerve* dénonce la censure de la presse et, pour narguer le Conseil, republie l'article incriminé. Le rédacteur de *La Minerve* profite de cette occasion inespérée pour réitérer les attaques contre le Conseil

¹ Fernand OUELLET, *Papineau*, Québec, PUL, 1959, p. 77.

² Cité par M. BIBAUD, *Histoire du Canada et des Canadiens sous la domination anglaise*, 1968, p. 6.

législatif et s'amuse à élaborer une définition des expressions qui ont soulevé l'ire des conseillers législatifs :

Qu'est-ce autre chose qu'une nuisance publique qu'un corps, qui dans les principes de la constitution doit être libre et représenter un grand intérêt mais qui de fait doit son existence à un pouvoir étranger qui ne représente rien, rien que les individus qui le composent ?

Qu'est-ce autre chose qu'un incubé oppressif qu'un corps qui peut opposer avec succès l'intérêt et l'opinion de huit ou dix individus à l'opinion et à l'intérêt d'un demi-million d'hommes et plus ?

Les journaux patriotes dénoncent cette infâme persécution en invoquant la liberté de tout sujet britannique d'émettre son opinion sur le gouvernement et de discuter de la composition de toutes les autorités. De plus, les articles de *La Minerve* et du *Vindicator* n'ont rien dit de plus que ce qui a été mille fois affirmé par la presse libérale et les membres de la Chambre d'assemblée.

Cette flagrante injustice était une occasion inespérée de sensibiliser l'opinion publique. Les Patriotes organisèrent une série d'assemblées de protestation à Québec le 19 janvier, à Montréal le 24, à l'Assomption le 27 ainsi qu'à Berthier et à Saint-Constant, le 20 février. On adopte des motions de félicitations aux deux héros pour leur zèle à défendre la liberté de la presse et les droits du pays. L'assemblée de Montréal réunit plus de 600 personnes qui décident de faire frapper des médailles d'or en guise de témoignage de reconnaissance et de lancer une campagne de souscription pour dédommager Duvernay et Tracey et compenser les préjudices encourus par leur emprisonnement.

Au cours d'une assemblée de protestation contre l'emprisonnement des deux éditeurs, les Patriotes adoptèrent la déclaration suivante :

La liberté de la presse est une condition essentielle de tout gouvernement libre. En conséquence, l'arrestation et l'emprisonnement de MM. Duvernay et Tracey doivent être considérés comme des actes arbitraires et des violations des droits des sujets ¹.

Après l'assemblée, 300 personnes défilent dans les rues de Montréal en criant : « Vive Duvernay et Tracey ! Vive la liberté de la presse ! À bas le Conseil ! » et en chantant *La Marseillaise* et *La Parisienne*. Ces témoignages de solidarité sont communiqués à Duvernay et Tracey par une délégation de 40 députés qui se rendent les visiter à la prison de Québec. Le 30 janvier, Duvernay publie une lettre de remerciements à tous ceux qui lui ont manifesté sympathie et encouragements :

Humble citoyen, j'avais travaillé pour la cause commune, sans craindre de dire la vérité mais aussi sans ambitionner les honneurs de la persécution.

¹ Cité par S. RYERSON, *Le Capitalisme et la confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 62.

Arrêté dernièrement pour la publication dans mon journal d'un écrit, qui au dire de personnes sensées ne justifiait nullement une mesure aussi nouvelle et aussi contraire à la liberté de la Presse, j'en aurai acquis en définitive plus de confiance dans mes Compatriotes, plus de mépris pour leurs oppresseurs et plus d'espoir de voir bientôt rentrer dans leur néant les hommes et les doctrines qui n'ont cessé de faire le malheur de mon Pays.

Il se réjouit des résolutions adoptées, non pas tant pour l'intérêt qu'elles témoignent à son endroit, que pour le sens démocratique qu'elles manifestent.

Libérés après 40 jours d'emprisonnement, Tracey et Duvernay furent reçus triomphalement à Montréal, le 28 février. Les deux héros avaient été célébrés le long de leur route de retour de Québec, particulièrement à Berthier et à l'Assomption où on leur avait offert un banquet. Ils furent accueillis à Montréal par une foule de plus de 1 000 personnes qui défilèrent en cortège dans les rues de la ville. La procession de traîneaux était précédée par une troupe de musiciens qui jouèrent *La Marseillaise* et le *God Save the King*. Le Président de la Chambre d'assemblée, Louis-Joseph Papineau, leur remit à chacun une médaille d'or gravée de ces mots : « La liberté de la presse est le Palladium du Peuple. » La figure de Minerve était aussi gravée sur la médaille remise à Duvernay. Le 6 mars, un banquet fut organisé à l'Hôtel Nelson en l'honneur des deux héros. À la fin de cette soirée conviviale, Duvernay chanta une chanson composée spécialement pour l'occasion et intitulée *Avant tout je suis Canadien*, sur l'air *De la pipe de tabac*.

Souvent de la Grande-Bretagne
J'entends vanter les mœurs, les lois.
Pour leurs vins la France et l'Espagne
À nos éloges ont des droits,
Admirez le ciel d'Italie
Louez l'Europe, c'est fort bien.
Moi, je préfère ma patrie
Avant tout, je suis Canadien.
Originaires de la France
Aujourd'hui sujets d'Albion
À qui donner la préférence
De l'une ou l'autre nation ?
Mais n'avons-nous pas je vous prie
Encore de plus puissants biens
À tout préférons la patrie
Avant tout soyons Canadiens ¹.

La conscience nationale des Canadiens s'affirmait de plus en plus dans la lutte contre l'arbitraire de l'administration coloniale. Ces attaques contre la liberté de la presse rappelaient les plus mauvais jours des administrations Craig et Dalhousie. Dans ce contexte, le sentiment d'appartenance s'exprime de plus en plus clairement comme l'illustre un article de *La Minerve* du 16 février 1832 :

¹ *La Minerve*, 8 mars 1832.

Il existe ici deux partis entièrement opposés d'intérêts et de mœurs, les Canadiens et les Anglais. Les premiers nés français en ont les habitudes et le caractère et ont hérité de leurs pères de la haine pour les Anglais qui à leur tour, voyant en eux des fils de la France, les détestent. Les deux partis ne pourront jamais se réunir... Une séparation immédiate d'avec la mère-patrie, c'est le seul moyen de conserver notre nationalité.

Le conflit qui opposait l'oligarchie britannique et le Parti patriote allait s'intensifier avec la crise économique, les mauvaises récoltes de 1828, 1833 et 1836, et les épidémies de choléra provoquées par l'immigration. À la violence juridique, allait bientôt succéder la violence militaire lors des élections tragiques de mai 1832.

L'immigration devient un enjeu politique significatif à partir de 1832. Jusqu'à cette date, le sentiment le plus répandu qui prévaut chez les élites canadiennes en est un d'ouverture aux étrangers comme en témoigne ce poème publié par *La Minerve*, le 7 octobre 1830 :

Canada bon pays, Ô ma chère patrie
Qu'il me plaît de te voir des étrangers chérie.
Avec plaisir, j'y vois l'indigent, le savant,
Qu'un terrain trop étroit, un dur gouvernement,
Contraignent de laisser le lieu de leur naissance
Venir ici chercher plus douce jouissance
Soyez les bienvenus étrangers malheureux !
Avec nous partagez le sol avantageux.

On est loin de la xénophobie qui serait la tare congénitale des Canadiens français, ce qui démontre bien que ce sont les situations matérielles qui conditionnent les sentiments populaires et qu'il n'y a pas de peuple plus hospitalier, accueillant ou plus xénophobe que les autres.

Quoi qu'il en soit, on constate, qu'au fil des ans, la situation se détériore. Ce qui fait problème, ce n'est pas comme telle la croissance numérique des Irlandais qui arrivent, chassés par les famines et les répressions qui sévissent dans leur pays, car il faut le rappeler, les Irlandais sont considérés comme des alliés potentiels dans la lutte contre le pouvoir colonial. De plus, ces flots d'immigrants ne s'établissent pas au Bas-Canada, pour la plupart, ils vont s'installer aux États-Unis ou dans le Haut-Canada. En effet, seulement 14 % des nouveaux venus se fixent au Bas-Canada en 1831. Ce pourcentage tombe à 10 % en 1833 et à 3 % en 1834¹. L'hostilité résulte plutôt des épidémies de choléra qu'ils amènent avec eux, entassés qu'ils sont à fond de cale dans des conditions insalubres par les marchands anglais. Fernand Ouellet décrit ainsi le phénomène :

Il ne fait aucun doute que l'épidémie de choléra qui déferle sur le Bas-Canada en 1832 avait été propagée par les immigrants dont le nombre atteint 52 000. La

¹ Voir Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada*, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 218.

contagion se propage à partir de Québec et gagne bientôt Montréal. À Montréal durant les premiers jours de l'épidémie, le nombre des morts s'élève à 230 et, du 10 au 27 juin à 947. Un observateur écrit : « Montréal est dans un état difficile à dépeindre ; il ne se fait plus d'affaires... Quand les amis se rencontrent, ils se font des adieux comme s'ils ne devaient plus se revoir. Jour et nuit on voit des voitures qui portent des corps au cimetière ; la tristesse et la terreur règnent sur les visages ¹. »

Ces arrivées massives d'immigrants attisent les conflits ethniques qui dégénèrent en violence politique durant la campagne électorale qui a lieu à la fin du printemps dans le quartier ouest de Montréal.

Dès le 12 avril, lors de l'assemblée de mise en candidature qui réunit plus de 500 personnes à l'Hôtel Nelson, les esprits s'échauffèrent. La candidature de D^r Tracey fut contestée par les partisans de l'oligarchie britannique qui soutenaient la candidature de Stanley Bagg. Les Bureaucrates avaient placardé les rues de la ville d'une affiche proclamant qu'ils préféraient soutenir un nègre plutôt qu'un Irlandais comme Tracey. Ce dernier, dans ses discours publics, ripostait en rappelant son adhésion aux objectifs du Parti patriote : contrôle des deniers publics et de la liste civile et réforme du Conseil législatif. Il s'engageait aussi à lutter contre la British American Land Co. qui, disait-il, « menaçait d'envoyer parmi nous une émigration forcée. » Il se définissait comme « l'ami de l'émigration libre et volontaire mais non pas de celle établie sur un pied exclusif dans la vue de coloniser notre pays d'Anglais et d'Écossais et non pas d'Irlandais parce qu'ils fesaient (*sic*) cause commune avec les habitants du pays ². » Côme-Séraphin Cherrier expliquait pour sa part aux Canadiens qu'ils devaient voter pour Tracey parce que son élection renforcerait l'union entre les Irlandais et les Canadiens.

L'élection fut ouverte le 24 avril en présence des deux candidats qui s'adressèrent à tour de rôle à une foule tumultueuse, une trentaine de personnes à la solde de Bagg usant de tactiques d'intimidation envers les partisans de Tracey. La *Minerve* rapporte ainsi l'événement : « Mercredi, jour de l'ouverture de l'élection, des hommes à gages, ivres pour la plupart, employés par le parti de M. Bagg causèrent beaucoup de troubles au poll, insultèrent sans provocation, de la manière la plus honteuse les amis de M. Tracey. » Le harcèlement et le chahut se répétèrent durant toute la votation qui dura jusqu'au 22 mai.

À l'époque, le bureau de scrutin devait rester ouvert tant qu'il y avait des électeurs qui se présentaient pour voter. Si, après un délai d'une heure, aucun électeur ne s'était présenté, un des deux candidats pouvait demander la clôture de l'élection. Le vote était enregistré publiquement et le décompte se faisait chaque jour, ce qui permettait à chaque candidat d'évaluer ses chances de l'emporter et de faire la cabale nécessaire pour s'assurer la majorité. Cette procédure peu démocratique encourageait la corruption et l'intimidation et

¹ *Ibid.*, p. 216.

² *La Minerve*, 19 avril 1832.

lorsque la compétition était serrée, les deux clans en venaient fréquemment aux coups, ce qui se produisit le 21 mai. La troupe fit alors feu sans raison sur les partisans de Tracey et laissa trois cadavres sur les pavés de la rue Saint-Jacques. Le lendemain, Tracey fut déclaré élu par quatre votes de majorité (691 contre 687). Ces meurtres soulèvent l'indignation des Patriotes qui exigent un procès exemplaire. Mais l'enquête du coroner libéra les officiers anglais qui avaient commandé le tir, ce qui élargit de façon irrémédiable le fossé entre l'administration et les Canadiens.

L'élection de 1832 marque indubitablement un point tournant dans l'évolution idéologique des Patriotes qui n'ont d'autre choix que de radicaliser leurs positions. Ce changement d'attitude est surtout flagrant si on compare cette élection à celle de 1830 où le débat électoral n'avait pratiquement pas soulevé de questions de principe. *La Minerve* du 1^{er} novembre 1830 avait d'ailleurs déploré en ces termes la faible politisation des Canadiens : « La contestation, dans les endroits où il y en a, venait principalement des préférences personnelles ou de considérations locales. » Autre indice significatif de rupture, le climat social est extrêmement tendu et la moindre incartade ou écart de conduite dans la vie privée devient prétexte à querelle politique. Ainsi, Duvernay, en février 1833, dénonce les mœurs frivoles d'un groupe d'officiers anglais les accusant d'avoir manqué de respect envers la religion de la majorité lors d'un bal costumé ¹.

Cette élection est un point tournant non seulement pour les Patriotes, qui ne peuvent plus entretenir d'illusion sur un compromis possible avec le pouvoir colonial, mais aussi pour le clergé qui se range de plus en plus ouvertement du côté de l'oligarchie. La lutte ouverte entre le clergé et l'élite laïque s'est engagée à la suite du projet de loi, en décembre 1831, visant à modifier l'organisation des fabriques, projet qui avait pour effet d'enlever aux curés l'administration des biens et des revenus des fabriques pour la placer sous le contrôle de tous les propriétaires de la paroisse qui avaient désormais le pouvoir d'élire leurs marguilliers. Il s'agissait de réaliser la séparation de l'Église et de l'État sur le plan local et de confiner l'Église à son autorité spirituelle, point de vue largement diffusé par *La Minerve*.

Durant l'été qui suit l'élection, *La Minerve* fait l'objet d'une campagne de boycottage de la part du clergé. En août, le curé de la Rivière-Ouelle écrit à Duvernay pour demander qu'on ne lui envoie plus *La Minerve* : « Depuis longtemps ce papier me déplaît, comme il doit déplaire à bien d'autres membres du clergé en particulier ². » Le 21 août, le curé Brossard, de Sainte-Élizabeth, confirme cette opinion et retire lui aussi son abonnement pour ne pas laisser croire qu'il approuve ce qui s'écrit dans le journal. « Dieu me garde d'approuver ses principes ³. » L'Église ne pouvait accepter une application aussi étendue des principes démocratiques qui touchaient directement ses intérêts matériels. Elle

¹ Voir *La Minerve* des 14 et 21 février 1833.

² Papiers Duvernay, n° 141.

³ Voir Papiers Duvernay, n° 144.

préférerait lier son sort à l'oligarchie britannique plutôt que de faire confiance à l'autorité du peuple.

L'action intellectuelle de Duvernay ne se limitait pas au journalisme. La *Minerve* était certes un outil de politisation irremplaçable, mais le journalisme ne pouvait avoir une influence durable sur l'évolution des mentalités. L'édition et la diffusion du livre devaient s'ajouter à l'activité éditoriale comme moyen de propager les connaissances, comme levier de conscientisation surtout dans une société coupée de sa mère patrie naturelle et où les ressources intellectuelles faisaient cruellement défaut. Avec les projets de scolarisation massive qu'envisageait le Parti patriote, il fallait qu'on puisse produire au pays les outils pédagogiques nécessaires à l'éducation du peuple. De plus, avec l'apparition d'une élite de plus en plus scolarisée, les goûts culturels se diversifiaient, ce qui créait une demande pour les œuvres littéraires. Les Patriotes étaient conscients du sous-développement culturel de la colonie manifesté par l'absence de littérature. La *Minerve* du 26 juillet 1830 expliquait ainsi le phénomène : « Quand un peuple est sans cesse obligé de combattre pour la défense de ses droits politiques, contre des envahisseurs qui voudraient l'anéantir, il y a peu de temps à consacrer aux sciences et à la littérature. » Les rares écrivains canadiens étaient alors obligés de publier leurs œuvres à Londres comme venait de le faire un certain D^r de Laterrière qui avait écrit un ouvrage intitulé *Aperçu politique et historique du Bas-Canada*.

Soucieux de combler cette lacune et de contribuer à l'éducation du peuple, Duvernay, à compter de 1830, consacre plus d'efforts à l'édition d'ouvrages de dimension modeste. Il publie cette année-là un manuel d'apprentissage de la lecture intitulé *Nouvel alphabet pour les commencans* (*sic*) ainsi qu'un recueil de poésies et de chansons de Michel Bibaud qui fut un des rédacteurs à *La Minerve*. En 1832, il publie un *Traité des lois civiles au Bas-Canada* écrit par H. Des Rivières-Beaubien et un ouvrage de T. Winter, *Le Dictionnaire du commerce*¹. Selon Jean-Marie Lebel, l'atelier de *La Minerve* fut de 1827 à 1837 le plus important producteur de livres de Montréal². Lebel a calculé que Duvernay avait publié avant son départ en exil 16 brochures, 12 livres et 3 ouvrages.

Chaque année, de 1828 à 1837, il publie aussi l'almanach de *La Minerve*, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires et distribué par les marchands des campagnes. Le lecteur y trouvait en plus d'un calendrier très détaillé, un résumé des événements importants de l'histoire du Canada et des pays étrangers ainsi que des annuaires de juges, d'avocats, de députés, du clergé, etc. Il était vendu 10 sous l'unité, ce qui était à la portée du grand public. L'almanach était en quelque sorte la bible laïque de l'habitant qui n'achetait pratiquement pas d'autres livres.

¹ Papiers Duvernay, n^{os} 123 et 133.

² Jean-Marie LEBEL, *L. Duvernay et La Minerve*, thèse de M. A., Université Laval, 1982, p. 144.

Duvernay imprimait aussi des revues comme le *Montréal Museum, Journal of Literature and Arts* qu'il publia de 1832 à 1834. « Ce magazine qui s'adressait à une clientèle féminine était rédigé par l'épouse de Léon Gosselin, le rédacteur de *La Minerve* ¹. » Plus tard, en 1848, Duvernay fera une autre incursion dans le domaine des revues en devenant propriétaire de *L'Album littéraire et musical de la revue canadienne* qui devint par la suite *L'Album littéraire et musical de La Minerve*. Cette revue de 32 pages ne fit pas ses frais et cessa de paraître à la fin de 1851. Duvernay conclut cette aventure déficitaire en disant qu'une telle publication ne pourrait reparaître au Canada tant que le goût de la littérature ne serait pas plus développé.

Nous avons retrouvé, dans les Papiers Duvernay, ce qui constitue probablement le premier contrat d'édition signé au Québec. L'éditeur s'engageait à publier et à vendre par souscription 1 000 exemplaires de l'ouvrage de M. Des Rivières-Beaubien qui totalisait 900 pages, ce qui était considérable pour l'époque. Cette audacieuse entreprise d'édition fut un échec financier où Duvernay perdit 100 louis. L'auteur et l'éditeur étaient de moitié dans les profits et pertes. L'éditeur s'engageait à payer à l'auteur 50 % du prix de chaque exemplaire vendu après avoir retenu les frais encourus pour la collecte des souscriptions, soit 10 %, et la moitié des frais d'impression. Le titre de propriété du livre sera transmis de l'auteur à l'éditeur par un acte notarié, daté du 6 juillet 1832.

Duvernay fut le premier éditeur à se soumettre à la nouvelle Loi sur la propriété littéraire qui venait d'être adoptée par la Chambre. Cette loi, présentée par A.-N. Morin en 1832, prévoyait qu'aucun livre ne pouvait être imprimé ou vendu sans le consentement de l'auteur et que les droits d'auteur avaient une durée de 28 ans à compter du jour où le titre était enregistré et se prolongeaient 14 ans après la mort de l'auteur au bénéfice de ses héritiers. Celui qui publiait une œuvre en contrefaçon, sans le consentement de l'auteur, s'exposait à la saisie des exemplaires imprimés et à une amende de 2 chelins par feuillet. Cette loi ne protégeait que les auteurs du Bas-Canada ². La contrefaçon des livres étrangers était un moyen d'assurer la diffusion des idées car l'achat des livres produits en Europe était prohibitif. Les Américains utilisaient ce procédé et réimprimaient en édition populaire un très grand nombre de livres britanniques que les Canadiens anglais achetaient. Roy a estimé qu'il n'y avait que 1 % des livres anglais vendus au Canada qui étaient imprimés en Angleterre.

Duvernay apporta aussi une pierre essentielle à la révolution intellectuelle canadienne en publiant *Les Paroles d'un croyant* de Félicité Robert de Lamennais. Les intellectuels canadiens étaient alors au diapason de l'évolution des idées en France puisque cet ouvrage fut imprimé au Canada deux ans après sa sortie en librairie à Paris, le 30 avril 1834. Mais pour se protéger des foudres de l'Église qui avait condamné l'auteur et rendre le livre accessible à un vaste public, Duvernay utilisa un subterfuge en imprimant l'ouvrage en contrefaçon,

¹ *Ibid.*, p. 172.

² Voir J.-E. Roy, « De la propriété littéraire », dans *Mémoires de la Société royale du Canada*, 3^e série, vol. 3, p. LXXXIII-CXXXIII.

indiquant Paris comme lieu de publication, faisant comme si le livre avait été importé, ce qui le dégageait de toute responsabilité. Ce livre deviendra le livre de chevet des réformistes du Canada, qui y puiseront la philosophie de leur action. Selon Gustave Lanctôt, Duvernay devra en réimprimer huit éditions successives¹, il en vendit 3 000 exemplaires en 1836-1837. En France, le succès fut foudroyant, les libraires en vendirent plus de 100 000 exemplaires en quelques semaines. Ce succès populaire est dû au style lyrique et impétueux de l'auteur et aux idées progressistes qu'il défendait. On raconte même que les ouvriers d'imprimerie pleurèrent d'émotion en composant le livre.

Lamennais, en vérité, avait réalisé un tour de force intellectuel : réconcilier deux courants de pensée qui, jusque-là, s'étaient farouchement combattus, le catholicisme et le libéralisme. Cette synthèse du message évangélique et des idées libérales rejoignait les préoccupations de l'élite libérale canadienne qui devait affronter l'hostilité de l'Église. Cette élite ne pouvait que se reconnaître dans la pensée de Lamennais qui exprimait si justement son idéal de justice et de liberté. Dès la parution du journal *L'Avenir*, fondé par Lamennais en 1830, les Patriotes avaient adhéré au credo de ce dernier qui prônait l'union de la religion et de la liberté. En effet, *La Minerve* du 30 novembre 1830 avait souligné avec enthousiasme la parution du nouveau journal :

Il était temps que les hommes revinssent à ces deux grands bienfaits de la providence : la religion et la liberté. Nous publierons aussitôt que nous le pourrons les extraits précités. Nous ne désirons nullement au reste entamer une discussion religieuse ni disputer sur le gallicanisme ou le pouvoir des rois. « Dieu et la liberté ». C'est la devise du journal dont nous venons de parler, ce doit être celle des Canadiens, c'est la nôtre.

Lamennais se faisait l'apôtre des peuples opprimés et des idées généreuses. Il réclamait la liberté de conscience, la séparation de l'Église et de l'État, la défonctionnarisation des prêtres, la liberté de l'enseignement, la liberté de la presse et surtout la liberté des peuples : liberté pour les Irlandais et liberté pour les Polonais. Il soutenait que la politique était un terrain neutre où l'autorité de l'Église n'avait pas à régenter les idées et les choix du citoyen catholique, qui était libre dans les affaires civiles d'obéir à sa conscience. Son projet consistait à instaurer « une Cité libre sous un seul Dieu », ce qui correspondait d'ailleurs à la définition de la société idéale de saint Augustin. Il voulait en fait sauver la religion de l'Église, qui, en tant qu'institution, s'était trop compromise avec les intérêts des puissants. Il reprochait à l'Église instituée de prendre le parti des tyrans ce qui, à ses yeux, était contraire aux principes chrétiens qui ont révélé aux hommes leurs droits et fondé leur liberté. René Rémond résume en ces termes l'argumentation démocratique de Lamennais :

Aucun homme en effet n'a reçu autorité pour commander à d'autres ; c'est Dieu seul qui détient la souveraineté ; toute domination de quelques-uns sur l'ensemble est donc arbitraire et illégitime. Quand les peuples combattent pour la liberté, Dieu

¹ Voir Gustave LANCTÔT, « Les relations franco-canadiennes... » dans *Revue de l'Université Laval*, vol. X, n° 7, p. 598.

combat à leurs côtés, mieux, c'est Dieu qui combat par eux. Le sentiment qui s'affirme avec le plus de force et de continuité tout au long de l'œuvre est assurément un amour de la liberté dont la haine de la tyrannie n'est que l'envers ¹.

Lamennais ne pouvait admettre que le pape condamne les peuples qui tentaient de conquérir leur liberté comme l'avait fait Grégoire XVI, qui avait ordonné aux évêques polonais de se faire les agents de la soumission du peuple polonais au tsar. Dans *Les Paroles d'un croyant*, livre qu'il avait dédié au peuple, il présentait les rois comme les instruments et les complices de Satan auxquels il opposait les peuples représentant la cause de Dieu.

Il croyait aussi au progrès et à la perfectibilité de la nature humaine. Par la science, pensait-il, les sociétés étaient capables d'évoluer vers le mieux-être. L'homme devait agir pour combattre l'enfer sur terre car l'injustice, la misère et l'oppression n'avaient rien à voir avec l'œuvre divine. Les révolutions étaient à ses yeux nécessaires et bénéfiques en dépit des désordres qu'elles occasionnaient. *Les Paroles d'un croyant* était à juste titre considéré comme « l'Évangile des insurrections ». Ces *Paroles* touchaient les cordes sensibles des Patriotes et justifiaient moralement leurs revendications. Les Patriotes trouveront dans ces pages une autre idée fondamentale qui deviendra leur principal leitmotiv : l'union est la condition première de la libération des peuples.

L'influence de Lamennais se fera aussi sentir dans les institutions d'enseignement comme le collège de Saint-Hyacinthe où la philosophie du sens commun et les doctrines de Lamennais étaient au programme. Le professeur de philosophie du collège avait même, en 1833, imposé aux examens de fin d'année une dissertation sur le système de Lamennais.

Le Vatican réagit vivement à cette contestation de son pouvoir temporel par la montée de nouvelles forces sociales. Déjà, l'encyclique *Mirari Vos*, publiée en 1832, avait jugé absurde le principe de la liberté de conscience et qualifié la liberté de la presse de « funeste et exécration ». Le pape Grégoire XVI revint à la charge dans son encyclique *Singulari Vos*, du 10 juillet 1834, pour condamner la doctrine de Lamennais et rappeler aux fidèles le devoir d'obéissance absolue aux autorités établies. Le catholique en toutes choses devait obéir à son curé, à son évêque, au pape et au roi. La servilité politique était ainsi érigée en système philosophique et les libertés civiques étaient considérées comme incompatibles avec la foi chrétienne. Ces principes allaient constituer quelques années plus tard un sérieux obstacle à l'émancipation politique des Canadiens qui voyaient ainsi leur entreprise de libération condamnée à l'avance aux gémonies de l'enfer éternel.

Dans l'immédiat, l'interdit frappa principalement les institutions d'enseignement, où Lamennais fut mis à l'index. D'ailleurs, encore de nos jours, certaines fiches de référence à Lamennais à la bibliothèque des sciences sociales de l'Université de Montréal portent toujours cette inscription infamante. Pour sa part, M^{gr} Lartigue, évêque de Montréal, se soumit à

¹ René RÉMOND, *Lamennais et la démocratie*, Paris, PUF, 1948, p. 12.

l'injonction de Rome et ordonna à son clergé enseignant de retirer les écrits de Lamennais de l'enseignement. Il écrit en ce sens au directeur du collège de Saint-Hyacinthe, l'abbé Jean-Charles Prince, le 30 août 1834 : « Comme *Les Paroles d'un croyant* de Lamennais a été condamné par une lettre du pape, je défends qu'à l'avenir on enseigne dans le collège de St-Hyacinthe rien des livres, des systèmes ou de la doctrine de cet auteur comme tiré de ses écrits ¹. » L'abbé Prince s'empresse de faire sa soumission publique à l'ordre de son évêque dans *La Minerve* du 11 septembre 1834. La chaîne des soumissions allait entraver de plus en plus étroitement les espoirs de libération du peuple canadien.

À la veille des élections de 1834, le Parti patriote se dote d'un programme électoral. S'inspirant de la pratique des États généraux et des cahiers de doléances qui précédèrent la Révolution française, les Patriotes consignent leurs revendications dans un manifeste politique appelé « Les 92 résolutions » qui furent rédigées par L.-J. Papineau, A.-N. Morin et E. Bédard. Ce manifeste fait clairement ressortir les deux dominantes de l'idéologie des Patriotes : le nationalisme et la démocratie.

Les huit premières résolutions expriment la confiance des Patriotes envers les institutions parlementaires britanniques, mais elles sont flanquées des résolutions 50 et 86 qui menacent la métropole de sécession si elle ne soutient pas les réformes exigées par les Canadiens. Ces réformes visent la démocratisation de l'appareil politique colonial et le respect des droits nationaux des Canadiens :

La majorité des habitants du pays n'est nullement disposée à répudier aucun des avantages qu'elle tire de son origine et de sa descendance de la nation française qui sous le rapport des progrès qu'elle a fait faire à la civilisation, aux sciences, aux lettres, aux arts, n'a jamais été en arrière de la nation britannique, et qui aujourd'hui dans la cause de la liberté et de la science du gouvernement est sa digne émule ².

Les Patriotes par cette déclaration rejettent non seulement le colonialisme culturel mais affirment aussi, à l'encontre du clergé, leur attachement à la France révolutionnaire. Dans la résolution 88, ils mettent en parallèle la situation canadienne et la cause du peuple irlandais. Les résolutions 41 à 50 expriment l'attrait des Patriotes pour le système politique américain. Ils dénoncent les abus des conseils exécutif et législatif, le cumul des fonctions et la confusion des pouvoirs. Ils s'élèvent contre la discrimination dont sont victimes les Canadiens dans la fonction publique où ils ne disposent que de 47 postes sur 194. Ils veulent rendre le Conseil législatif électif et réclament pour l'Assemblée le contrôle des budgets, le droit à l'enquête et le droit de fixer elle-même ses droits et privilèges. Ils demandent enfin le droit de modifier eux-mêmes leur propre institution. « Les Patriotes ne faisaient donc que définir leur

¹ Cité par T. MATHESON, « La Mennais et l'éducation au Bas-Canada » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, mars 1960, p. 489.

² Cité par S. RYERSON, *Le Capitalisme et la Confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 63.

concept d'une assemblée populaire qui devait devenir le centre de décision pour la nation, complétée par un Conseil exécutif responsable envers elle et qui ne serait en fait qu'un comité chargé de mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée ¹. »

Dans ce manifeste, les Patriotes affirment donc leur opposition au régime aristocratique et leur désir d'indépendance par l'établissement de la démocratie parlementaire. Si, pour l'essentiel, les revendications des Patriotes sont de nature constitutionnelle, c'est qu'elles reflètent la particularité de la situation coloniale, où la domination sociale et nationale s'exerce au moyen de l'appareil d'État. En réalité, la démocratisation des institutions politiques signifiait le renversement du pouvoir économique de la bourgeoisie marchande et de son alliée l'aristocratie bureaucratique, toutes deux de souche britannique, et appelait la constitution d'un État-Nation dirigé par les Canadiens.

La Chambre d'assemblée adopta les 92 résolutions par 56 voix contre 23. Elles étaient fortement soutenues par le peuple car, aux élections de 1834, tous les députés modérés qui s'y étaient opposés furent battus. Elles furent par la suite transmises au Parlement britannique.

¹ *Ibid.*, p. 64.

CHAPITRE 5

LA CAUSE DU PEUPLE

« Le peuple, source primitive de toute
autorité légitime. »

[Retour à la table des matières](#)

L'année 1834 marque un tournant dans le développement du mouvement patriote à la fois sur le plan organisationnel et sur le plan idéologique. Ce fut d'abord l'adoption des 92 résolutions qui allaient devenir le programme politique du Parti patriote et ce fut ensuite une année électorale très agitée. Ces événements placeront Duvernay et son journal, *La Minerve*, à l'avant-scène de la politique canadienne et lui permettront de faire valoir ses talents d'organisateur.

Sans être membre de la députation, Duvernay jouait un rôle de premier plan au sein du Parti patriote, à titre de membre du Comité central et permanent qui tenait ses conciliabules à la librairie Fabre, à deux pas des bureaux de *La Minerve*. Grâce à Hector Fabre, nous connaissons le climat de ces réunions :

J'ai souvent entendu parler de ces réunions quotidiennes, toujours très animées, très cordiales, auxquelles on amenait aussitôt les étrangers, et surtout les notables de la campagne, pour en recueillir des informations sur l'état des esprits. C'était un milieu très ouvert, très libéral, on y était de suite à l'aise, à la condition bien entendu d'être patriote et point du tout bureaucrate. Sur tous les points, grande tolérance pour les opinions, sauf sur celui-ci. Il fallait être patriote, n'aimer que les Patriotes, ne voir que les Patriotes, sans cela on était suspect et l'on nous faisait grise mine... Il ne fallait danser, dîner, s'amuser, se marier qu'entre patriotes ¹.

Le Comité central et permanent avait été créé le 4 septembre 1834 à Montréal, au lendemain de l'adoption des 92 résolutions. Il constituait en quelque sorte l'exécutif du Parti, son rôle consistait à unir et à coordonner les actions des députés patriotes en adoptant des stratégies et des prises de position communes. Papineau, lorsqu'il était à Montréal, présidait les réunions où les membres les plus assidus étaient Ludger Duvernay, Edmund O'Callaghan, Georges Étienne Cartier, Chevalier de Lorimier, Édouard-Raymond Fabre, Charles-Ovide Perrault, Édouard Rodier, Louis-Hippolyte LaFontaine, Denis-Benjamin Viger, Louis-Michel Viger et Côme-Séraphin Cherrier. Le Comité central supervisait les activités des comités centraux de comté et le travail de divers sous-comités :

¹ *La Presse*, 14 août 1922, p. 14.

comité de correspondance, comité de consultation et comité de propagande. Ces comités fournissaient des renseignements aux députés et aux journaux, ils organisaient les assemblées publiques et préparaient les résolutions. C'est, pour l'époque, une forme très développée d'organisation partisane qui démontre que le Parti patriote tendait à se structurer beaucoup plus comme un parti de masse que comme un parti de notables.

Les Patriotes comprennent qu'ils doivent organiser leur action et se donner des institutions pour encadrer et mobiliser le peuple afin de résister aux tactiques de division des Bureaucrates. En effet, l'unité de la députation est fragile car, avec la radicalisation du conflit entre la Chambre d'assemblée et le pouvoir exécutif, des divergences d'opinions et des factions apparaissent qui opposent le groupe de Québec, dirigé par Elzéar Bédard qui préconise le compromis et sera payé en retour l'année suivante en étant nommé juge, et le groupe de Montréal qui se montre de plus en plus impatient d'aboutir à des réformes. Le Dr André Lacroix écrit à ce sujet à Duvernay : « Courage, citoyen Duvernay, un peu moins de modération. Bûchez de toutes vos forces, l'arbre de la tyrannie doit bientôt tomber ¹. » Mais Duvernay se soucie avant tout de l'unité des forces patriotiques, condition de succès de l'action politique.

L'idée de doter les Canadiens d'une fête nationale fut probablement inspirée à Duvernay par la tradition irlandaise. En effet, c'est le 17 mars 1834 que les Irlandais se réunissent pour la première fois à Montréal pour célébrer leur saint patron, saint Patrice. Depuis 1832, à la suite des famines et de la répression du mouvement patriotique, les Irlandais sont venus massivement s'établir au Bas-Canada et principalement à Montréal où ils sont embauchés comme terrassiers pour la construction du canal Lachine. On a ainsi dénombré 256 344 Irlandais arrivés à Québec de 1829 à 1845, ce qui représente plus de 60 % du nombre total d'immigrants ².

Les chefs de file irlandais et canadiens fraternisent, car ils sont animés par le même projet de liberté Pour leur pays et dans leur combat respectif, ils ont le même ennemi : l'Angleterre. O'Callaghan, Tracey avant lui, et Duvernay ont symbolisé cette alliance idéologique. O'Callaghan qui préside cette première fête de la Saint-Patrice est, tout comme Duvernay, propriétaire d'un journal, *Le Vindicator*, et ardent patriote. Cette hypothèse de l'origine irlandaise de la fête de la Saint-Jean-Baptiste est évoquée en ces termes par Léopold Gagner :

Aucun doute, c'est en ce 17 mars 1834 que Duvernay comprend que la Saint-Patrice est pour les Irlandais un précieux instrument dans la revendication de leur liberté et de leurs droits, et qu'il a conçu la nécessité et le désir d'une fête nationale destinée à l'union, à l'association de ses compatriotes si éprouvés ³.

¹ Papiers Duvernay, n° 210.

² R. Boily, *Les Irlandais et le canal Lachine*, Montréal, Leméac, 1980, p. 18.

³ Léopold GAGNER, *Duvernay et la Saint-Jean- Baptiste*, Montréal, Éditions Chantecler, 1952, p. 9.

Ce projet est annoncé publiquement par *La Minerve* du 24 avril où Duvernay lance un appel pour la constitution de sociétés patriotiques :

Formons des sociétés patriotiques qui soient comme le foyer d'où sortiront les lumières qui doivent guider nos compatriotes. Que dans les cités, les vrais patriotes se rassemblent dans un local désigné, que là dans le calme de la réflexion, on discute les meilleurs moyens de remédier aux maux que nous prévoyons ; que les membres les plus éclairés se présentent à chaque réunion, avec un discours, une pièce de vers de leurs inspirations et propres à entretenir, à ranimer le feu sacré de l'amour de la patrie, soit en éclairant la conduite de nos gouvernants, soit en accordant un juste tribut de louanges aux éloquents et braves défenseurs de nos droits, aux Papineau, aux Bourdages, aux Viger, etc. Que cette patriotique association se propage dans les villages, que de nombreuses ramifications s'étendent jusque dans les campagnes, y portent la sève précieuse de l'amour de l'indépendance et qu'en éclairant les habitants, elle leur inspire les meilleurs moyens de la conserver.

On retrouve dans cet appel les idées maîtresses que Duvernay avaient déjà affichées au début de sa carrière de journaliste dans le prospectus de *La Gazette des Trois-Rivières* : la nécessité de la conscientisation des masses par la diffusion des lumières, l'information comme source de progrès collectifs, l'union du politique et du culturel, le contrôle des actes du gouvernement. S'est ajouté le thème de l'indépendance qui est devenu l'objectif du mouvement patriotique.

Le 8 mars 1834, à l'Hôtel Nelson, Duvernay fonde une société appelée « Aide-toi et le ciel t'aidera ». Une société secrète portant le même nom avait été un des ferments de la révolution de juillet 1830 en France. L'objectif principal de Duvernay est d'habituer les jeunes Canadiens à écrire et à étudier. Les membres se réunissaient le premier samedi de chaque mois et ils devaient à tour de rôle présenter un essai politique ou littéraire. Ils s'engageaient à garder le secret sur les discussions et les idées qui étaient exprimées. Duvernay présidait, Louis Perrault et Louis-Victor Sicotte, occupaient respectivement les postes de vice-président et de secrétaire-trésorier. Cette association préfigure celle des Fils de la liberté et servira plus tard de creuset à la création de la Société Saint-Jean-Baptiste, qui ne sera constituée de façon formelle qu'en 1843. Rumilly estime qu'il y a un fil conducteur entre la fondation de la Société « Aide-toi et le ciel t'aidera », l'organisation des fêtes de la Saint-Jean et la constitution de la Société Saint-Jean-Baptiste ¹.

On peut lire dans *La Minerve* du 26 juin 1834 le compte rendu du premier banquet en l'honneur de la fête nationale des Canadiens, la Saint-Jean-Baptiste. Cette fête fut organisée par Ludger Duvernay dans les jardins de l'avocat John McDonnell, à l'endroit où fut plus tard érigée la Gare Windsor. Une soixantaine de convives avaient répondu à l'appel de Duvernay, dont les plus connus étaient Charles-Ovide Perrault, Louis-Hippolyte LaFontaine, Édouard Rodier, Georges Étienne Cartier et le D^r Edmund O'Callaghan. Ces agapes étaient présidées par

¹ Voir R. RUMILLY, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, Montréal, L'Aurore, 1975.

le maire de Montréal, Jacques Viger. Après le repas dont le restaurateur Jehlen avait préparé le menu, on « enleva la nappe », comme le voulait une expression de l'époque, pour passer à la partie patriotique de la soirée. À la fin de son discours, Duvernay lança le célèbre toast en l'honneur du « peuple source primitive de toute autorité légitime ». Ce faisant, il venait de doter le peuple canadien d'une fête nationale qui allait se perpétuer comme symbole de notre continuité historique puisque la fête de la Saint-Jean était célébrée à Québec aux premiers temps de la colonie. À cette occasion, Duvernay aurait aussi proposé d'adopter la feuille d'érable comme emblème national du Canada ¹.

À la veille de la deuxième célébration de la Saint-Jean, le 29 mai 1835, Duvernay fait paraître dans *La Minerve*, les règlements de l'Union patriotique dirigée par les Denis-Benjamin Viger, Augustin-Norbert Morin, Jacob Dewitt, Edmund O'Callaghan et Édouard-Raymond Fabre, qui se voit confier le poste de trésorier et la responsabilité de vendre les billets pour le prochain banquet de la Saint-Jean. Les buts de cette association sont la propagation des connaissances, l'obtention d'un gouvernement responsable, l'amélioration des moyens de communication, la réforme de l'administration de la justice, etc.

Cette fois-ci, la célébration de la Saint-Jean aura lieu à l'Hôtel Rasco. Entouré de feuilles d'érables, le drapeau des patriotes aux barres horizontales verte, blanche et rouge surplombe le centre de la table d'honneur. Une banderole est suspendue au-dessus de la porte d'entrée où on peut lire trois mots d'ordre : « Espérance, Patrie, Union ». Plus de 100 convives participent au banquet présidé par Denis-Benjamin Viger. Après le repas, des santés et des chants patriotiques fusent. Nous avons retenu cette strophe particulièrement significative de l'esprit d'unité recherché par cette manifestation :

Paix ! Liberté ! voilà notre devise
 Garde, Saint-Jean, notre naissant chaînon ;
 Si la discorde jamais nous divise,
 Pour s'allier on choisira ton nom.
 Mais chers amis hâtons-nous de redire
 Ce beau refrain qui doit être adopté :
 Pour son pays, un Canadien désire
 La Paix ! la liberté ! – bis.

Ce fut aussi à cette occasion que le jeune Georges Étienne Cartier se fit remarquer en composant et en interprétant une chanson qui connaîtra un grand succès : *Ô Canada, mon pays, mes amours*.

Comme le dit un vieil adage,
 Rien n'est plus beau que son pays,
 Et de le chanter, c'est l'usage,
 Le mien, je chante à mes amis. (bis)
 L'étranger voit avec un œil d'envie
 Du Saint-Laurent le majestueux cours.
 À son aspect le Canadien s'écrie :

¹ Voir *L'Aurore des Canadas*, 21 juin 1842.

Ô Canada, mon pays, mes amours.
Mon pays, mon pays, mes amours.

Duvernay y va lui aussi de son couplet républicain :

Peut-être un jour notre habitant paisible se lassera du joug pesant d'un roi.

On entonne enfin *La Marseillaise* ce qui n'avait rien de rassurant pour le clergé et les hésitants.

Denis-Benjamin Viger, qui préside l'assemblée, exalte le besoin d'unité et d'association pour faire triompher le droit et la justice : « L'union fait la force et c'est pour cela que nous devons chérir et rechercher les moyens d'augmenter cette union ; sans elle, nous serions les victimes de nos ennemis qui partagent les principes de ceux qui ont fait perdre à l'Angleterre une colonie voisine. »

L'idée de célébrer la fête nationale avait fait du chemin et l'habitude se répandait aussi à la campagne. Dans les villages de Debartzch, de Saint-Denis, de Saint-Eustache, de Terrebonne et de Berthier les Patriotes se réunissent pour célébrer les vertus patriotiques et consolider la solidarité. Les Patriotes sentent de plus en plus le besoin d'organisation pour réaliser leur programme défini par les 92 résolutions.

En 1836, les passions s'échauffent et le fossé s'élargit entre les modérés et les Patriotes. La Chambre ne vote qu'une partie des subsides nécessaires à l'administration de la colonie. Le Conseil législatif met son veto à l'adoption de 34 projets de loi et en amende 15 autres, ce qui soulève la colère des représentants du peuple. Lord Gosford menace de s'emparer des fonds publics sans le consentement de la Chambre pour payer les bureaucrates.

Comme aux autres périodes de crise, comme celles de 1827 et de 1832, l'oligarchie s'attaque à la liberté de la presse, qu'elle accuse d'être à l'origine de l'agitation dans le peuple. Pour la troisième fois de sa carrière, Duvernay est accusé de libelle diffamatoire par le procureur général Ogden. Dans son numéro du 7 mars 1836, *La Minerve* avait dénoncé la négligence coupable du geôlier et du médecin de la prison de Montréal à la suite du décès d'un prisonnier, John Collins, qui était mort de froid dans sa cellule. Le rédacteur en avait profité pour émettre des critiques sévères sur l'administration de la justice et sur le choix des jurés :

Nous sommes retombés sous l'ancien système, c'est-à-dire que les jurés sont choisis au caprice d'un intéressé, d'un shérif par exemple pour le district de Montréal contre lequel de si grandes plaintes et de si grands reproches ont déjà été dirigés... En outre qu'on examine la présente liste des jurés et l'on verra une odieuse exclusion des jurés de langue française.

Les Patriotes accusaient le grand jury d'être *packed* de partisans politiques fanatiques et de s'adonner à des simulacres de justice, parce que le grand jury avait exonéré le geôlier et s'était permis de faire des remontrances à la presse.

Duvernay n'avait certes pas écrit l'article incriminé, mais à titre de propriétaire du journal, il était responsable aux yeux de la loi de ce qu'il laissait publier. Il ne craignait pas de provoquer l'administration coloniale en laissant publier des textes virulents même au risque de se faire arrêter, ce qui accroissait chaque fois sa popularité dans le peuple qui appréciait qu'un homme aille au bout de ses idées. Son procès fut fixé aux termes de septembre.

Entre temps, la Saint-Jean de 1836 fut marquée par des sentiments de frustration et d'amertume, les Patriotes protestant contre le refus du Conseil législatif d'adopter la loi créant des écoles publiques. Cette question était un enjeu majeur pour les Patriotes pour qui l'éducation était source de liberté et de prospérité. De plus, cette année-là, on avait moins raison de se réjouir car la division au sein de la société canadienne était de plus en plus flagrante comme en témoigne l'organisation de deux fêtes concurrentes : celle des bureaucrates appelée la Saint-Jean-Baptiste de l'opposition, qui eut lieu dans les jardins de McDonnell (où elle avait eu lieu en 1834) et celle des Patriotes organisée par Duvernay à l'Hôtel Rasco. Cette double célébration signifiait que la tension politique montait et que les antagonismes se cristallisaient.

La recherche d'unité proclamée l'année précédente semblait définitivement compromise. *La Minerve* du 23 juin posait d'ailleurs clairement la nature du conflit en définissant ainsi les deux positions :

Patriotes... Ceux qui croient que toute souveraineté, tout pouvoir émane du peuple ; qui pensent que le gouvernement n'est que le dépositaire et non pas le propriétaire des biens publics.

Bureaucrates... un homme qui croit que parce qu'il parle telle langue et professe telle religion qui n'est pas celle de la majorité du peuple, ce peuple doit aveuglément se soumettre à toutes les exactions de son avarice, à tous les caprices de ses haines et de ses affections.

Après la célébration d'une grand-messe en l'honneur du saint patron, les Patriotes se retrouvèrent à l'Hôtel Rasco où une centaine de convives participèrent au banquet présidé par Denis-Benjamin Viger. Après le repas, Duvernay entonna une chanson de son cru sur l'air *Du citoyen* :

Accourez au banquet civique
On dîne en famille aujourd'hui,
Calmons notre ardeur politique
Chassons les soucis et l'ennui
Que chacun en ce jour de fête
Célèbre Jean, l'ami d'un Dieu.
Avant de conquérir sa tête
Prions Hérode encore un peu.

Citoyens ! nous sommes tous frères,
En vain, on veut nous désunir
Inscrivons donc sur nos bannières,
Le motto de notre avenir :
La force naît de la concorde

Autour de l'érable sacré
Creusons avant qu'il ne déborde
Le fleuve de la liberté...

Méprisons les vaines menaces
Nous sommes tous fils de héros ;
Forts de nos droits, suivons leurs traces,
Gardons la clé de leurs tombeaux
Et si les ligues étrangères
Jamais voulaient nous asservir,
Unissons-nous comme des frères
Et nous saurons vaincre ou mourir ¹.

Les santés portées au cours de la fête sont révélatrices de l'état d'esprit qui animait ces « fils de héros » descendants d'une lignée glorieuse :

À O'Connell, le libérateur de l'Irlande, puissent les Irlandais, ses compatriotes en ce pays, sympathiser avec nous, qui combattons pour la même cause,

Aux Américains des États-Unis, puissent-ils jouir longtemps de leur héroïque indépendance, achetée au prix de leur sang ;

À la Chambre d'assemblée, fidèle écho de nos vœux et de nos griefs, puisse-t-elle être convaincue plus que jamais de la vérité de cet axiome : L'union fait la force.

Mais, il y avait loin de la théorie à la pratique. En cette année 1836, l'exaspération avait atteint un point culminant, les esprits fermentaient. En janvier, Sabrevois de Bleury en était venu aux coups avec Charles-Ovide Perrault à la sortie de la Chambre parce qu'ils étaient en désaccord sur le bill de la judicature, les deux hommes réglant par la suite leur différend en duel. Les divergences d'opinions mettaient les sensibilités à fleur de peau et dégénéraient en querelles personnelles où les balles en vinrent à remplacer les mots. C'est aussi par un duel que Charles Clément Sabrevois de Bleury et Ludger Duvernay décidèrent de régler leur différend idéologique. Sabrevois de Bleury était un habitué des affaires d'honneur et savait manier les armes. Il faut croire qu'il aimait crâner devant les balles puisqu'il avait déjà pris part à quatre duels avant d'affronter Duvernay ². Pour sa part, Duvernay en était à sa première expérience. Il avait bien l'année précédente envoyé un cartel à Rambau qui l'avait calomnié dans son journal mais celui-ci n'avait pas relevé le gant ³. Les jeunes Canadiens affirmaient peut-être de cette façon leur tempérament national en copiant les mœurs françaises.

Sabrevois de Bleury qui, quelques années auparavant, appartenait au groupe des députés réformistes et avait, à ce titre participé au premier banquet de la Saint-Jean en 1834 était devenu un « chouayen » et se rangeait maintenant dans le camp des bureaucrates. *La Minerve* du 7 mars rapportait d'ailleurs qu'il y

¹ *La Minerve*, 27 juin 1836.

² Voir Aegidius FAUTEUX, *Le Duel au Canada*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 1934.

³ Lettre de Duvernay à A. Rambau, 26 février 1835, Papiers Duvernay, n° 230.

avait eu une assemblée de censure dans le comté de Richelieu contre son attitude en Chambre. *La Minerve* l'avait aussi accusé de manœuvres frauduleuses lors de son élection dans le comté de Richelieu en mars 1836 et avait été mise en demeure de se rétracter. Duvernay avait refusé de retirer son accusation. Le 7 avril à cinq heures de l'après-midi, les duellistes s'affrontèrent sur le mont Royal. Les témoins étaient John McDonnell qui accompagnait de Bleury, avec qui il s'était déjà battu en duel, et Édouard Rodier, l'ami de Duvernay qui, lui aussi, s'était déjà battu en duel avec un dénommé Leclère en 1834.

Après s'être éloignés de douze pas, Sabrevois de Bleury tira le premier mais rata de peu sa cible. Duvernay à son tour fit feu sans atteindre son adversaire. Mais il fut atteint à la cuisse par le second coup de feu de Sabrevois de Bleury. Duvernay s'en tira avec une blessure sans gravité à la cuisse. Le lendemain dans *La Minerve*, il commentait l'événement avec humour : « Le sang que M. de Bleury a versé n'efface pas ce qui est écrit et la salpêtre et le soufre ne blanchissent pas ce qui est noir. » Ce qui était une façon habile de relancer ses accusations et de mettre les rieurs de son côté. Cet épisode montre que le mot d'ordre « La liberté ou la mort » n'était pas un vain mot et que les ponts étaient désormais irrémédiablement rompus entre les patriotes et les partisans de la conciliation.

Cette expérience ne semble pas avoir tempéré les ardeurs et l'impétuosité de Duvernay qui se révélera par la suite un duelliste impénitent. Il récidivera en août 1838 en menaçant le D^r Côté d'un duel pour effacer les calomnies que ce dernier répandait sur son compte. Rodier l'en dissuadera en lui faisant valoir que cette pratique était contraire aux usages et aux mœurs de l'État du Vermont et que cela pourrait nuire à la cause patriotique.

Duvernay sera mêlé à une autre affaire de duel en 1844. Il voulait alors engager le combat contre J. G. Barthe, éditeur de *L'Aurore*. Il lui envoyait le 25 juillet un cartel ainsi libellé :

Monsieur,

Vos injures et vos personnalités à mon égard sont devenues intolérables et particulièrement celles que contient un article publié : « Les démonstrations de *La Minerve* ». J'ai chargé mon ami A. Desmarais de s'expliquer avec vous et de vous exprimer ma détermination ¹.

Le notaire Desmarais fut éconduit par Barthe qui refusa le duel proposé et se réfugia sous la robe de la justice. Le lendemain, il déposa au Greffe de la paix une plainte contre Duvernay parce qu'il l'avait provoqué en duel. Dans sa requête, il disait « implorer la protection des lois de son pays contre les dits L. Duvernay et A. Desmarais ». Duvernay ne put éviter la justice qu'en s'engageant à garder la paix pendant six mois mais une fois son temps écoulé, il s'empressa de se jeter sur Barthe et de le rouer de coups en pleine rue.

¹ Cité par A. FAUTEUX, p. 263.

Comme on peut le constater, la vie d'un éditeur pouvait être mouvementée et dangereuse, mais elle ne suffisait pas à absorber toute l'énergie et la détermination de Duvernay qui désirait participer activement à la vie politique. Durant ces années d'effervescence populaire, il lorgnera plusieurs fois vers la carrière politique. Déjà en 1833, il avait posé sa candidature dans le comté de Rouville où il y avait une élection partielle à la suite du décès du député Bourdages fils. Mais il ne pourra faire campagne « en raison de circonstances particulières et défavorables » puisque la maladie et la mort d'un de ses enfants le retiendront à Montréal. Il sera défait par un cultivateur local, M. Rainville, par une majorité de 140 votes. Fait étonnant dans les annales politiques du Bas-Canada, les électeurs qui avaient soutenu la candidature de M. Rainville publièrent une lettre expliquant leur choix :

Nous partageons les sentiments politiques de M. Duvernay, convaincus que celui-ci surtout après avoir été persécuté par le conseil législatif avait de nouveaux titres à l'unanimité de nos suffrages puisqu'il avait au détriment de ses intérêts personnels supporté ceux de son pays et si nous avons persisté à soutenir le candidat heureux c'est parce qu'au moment que M. Duvernay s'est décidé à se porter comme candidat à cette élection nous avons déjà engagé notre parole d'honneur en faveur de M. Rainville... Enfin une autre raison de notre opposition à M. Duvernay c'est que nous avons décidé que nous ne devons pas sortir du comté ¹.

Duvernay n'avait pas été défait en raison de ses idées politiques, car Rainville était aussi un patriote, mais parce qu'il n'était pas du comté. Cette expérience lui apprendra à sonder le terrain avant d'annoncer sa candidature.

En 1834, il est encore tenté de faire le saut dans l'arène électorale, mais les conseils de prudence d'Augustin-Norbert Morin l'en dissuadèrent. Ses amis estimaient qu'il serait plus utile à la cause patriotique par le journalisme et la conscientisation du peuple. Durant l'été 1836, il lorgne encore une fois vers la députation. R.-J. Kimber l'invite à se mettre sur les rangs pour la prochaine élection dans le comté de Lachenaie.

Mais avant de se décider, Duvernay demande à ses amis de sonder les électeurs pour connaître ses chances de l'emporter. Les rapports qui lui parviennent ne lui garantissent pas une élection par acclamation. Il apprend que la majorité des électeurs de Yamachiche ne voteraient pas pour lui car ils veulent un candidat de la paroisse et favorisent plutôt un certain Desaulniers ². Il se résout encore une fois à différer sa candidature et à attendre le moment propice pour accéder à la noble fonction de représentant du peuple.

Le 10 septembre 1836, pour la troisième fois, il est condamné pour libelle à une peine d'emprisonnement de 30 jours et à vingt louis d'amende. Il se rend à la prison accompagné de nombreux amis qui s'empressent d'organiser une collecte publique pour le dédommager des pertes financières encourues pour

¹ *La Minerve*, 14 février 1833.

² Papiers Duvernay, n° 258.

avoir défendu la justice. Quelques jours avant son procès, il avait publié un vibrant plaidoyer en faveur de la liberté de la presse et de l'information :

Or, tout en reconnaissant que l'imprimerie n'est pas une industrie ordinaire, qu'elle est la révélation puissante et quelquefois redoutable de la pensée, nous ne voyons aucune raison de la livrer garrottée au bon plaisir de l'administration. La société n'a pas le droit de lui demander d'autre garantie que celle de la franchise ¹.

À son avis, la bonne foi devait être un argument suffisant pour protéger l'éditeur contre le délit de libelle. En ce domaine, les bienfaits de la liberté et de l'indépendance de la presse l'emportaient largement sur les effets néfastes qu'entraînaient la censure et l'arbitraire du pouvoir. Mais ses arguments furent vains.

La session de 1836 fut aussi brève et improductive que les précédentes. Le gouverneur, fort de la division qui s'était installée dans les rangs des députés canadiens, se montra encore plus intransigeant. L'exaspération est à son comble car, à la paralysie des institutions parlementaires, s'ajoutent de mauvaises récoltes à l'automne 1836. Les campagnes sont aux abois et la crise agricole renforce chez les habitants la conscience des injustices et le ressentiment auxquels les discours de leurs députés font échos.

Le 21 mars 1836, la session avait été prorogée. Mais comme le vote des subsides n'était valable que pour six mois, Lord Gosford convoqua une nouvelle session le 22 septembre. De façon pernicieuse, le ministre des colonies avait attribué le refus du vote annuel des subsides à une « interprétation erronée de la teneur des instructions de Lord Gosford ». Il espérait venir à bout de la résistance de l'Assemblée en déposant devant elle l'ensemble des instructions données au gouverneur. Ce dernier considérait d'ailleurs qu'il s'agissait d'une session spéciale et voulait limiter les débats à la question des subsides.

Mais les députés ne l'entendaient pas ainsi et voulaient débattre des projets de lois formulés dans les 92 résolutions afin de répondre aux vœux de leurs électeurs. Dans sa réponse au discours du Trône, la Chambre déclarait qu'il n'y avait eu aucune erreur ou malentendu de sa part quant aux instructions du gouverneur et qu'elle entendait « persister dans les mêmes demandes et les mêmes déclarations, en particulier dans la demande d'un Conseil législatif électif. » Augustin-Norbert Morin présenta un bill à cet effet qui fut adopté le 27 septembre par 51 voix contre 12. La stratégie de l'Assemblée consistait à poser l'adoption et l'application de ses réformes comme une condition préalable à un vote de subsides :

Les mêmes circonstances nous font un devoir, dans la présente conjoncture, d'ajourner nos délibérations jusqu'à ce que le gouvernement de Sa Majesté ait par ses actes et surtout en conformant la seconde branche de la législature aux vœux et

¹ *La Minerve*, septembre 1836.

aux besoins du peuple, commencé le grand ouvrage de justice et de réforme et créé la confiance qui peut seule le couronner ¹.

Cette adresse fut adoptée par 58 votes contre 6. La Chambre décidait en quelque sorte de mettre le gouvernement à la diète et de faire une grève parlementaire. Elle refusait de délier les cordons de sa bourse tant et aussi longtemps que la volonté du peuple serait entravée par les veto de la Clique du Château. Le 4 octobre, le gouverneur prorogeait la session qui n'avait duré que 12 jours.

Pendant ce temps, les commissaires royaux enquêtaient sur les griefs du Bas-Canada et se préparaient à retourner à Londres pour rendre compte au Colonial Office. Dans leur rapport, les commissaires rejettent les prétentions de l'Assemblée qu'ils résument en ces termes :

1. L'introduction de l'élection populaire dans le Conseil législatif ; 2. la responsabilité directe du Conseil exécutif, 3. la cession immédiate à la chambre de tous les revenus de la province, de quelque source qu'ils proviennent, sans aucune stipulation préalable pour une liste civile ; 4. la révocation de certains actes du parlement impérial, entre autres, l'acte des tenures et l'acte autorisant une compagnie à posséder des terres dans le Bas-Canada ; 5. l'admission du contrôle essentiel de la législature sur l'administration et l'établissement des terres incultes ².

L'Angleterre n'est pas disposée à satisfaire aux revendications de ses sujets canadiens parce que la reconnaissance du gouvernement responsable signifierait l'accession à l'indépendance :

La marche des affaires dépendrait exclusivement des partis qui se succéderaient dans la province ; toute union avec l'empire, par le canal du chef de l'administration, cesserait, le pays deviendrait en peu de temps indépendant ³.

Le rapport concluait en recommandant un coup de force ; le gouverneur devait s'emparer des revenus de la Couronne, passer outre le vote des subsides, et exiger une liste civile de 19 000 louis pour une période de 7 ans. Ces recommandations furent intégrées dans les résolutions que Lord Russell présenta à la Chambre des communes le 6 mars 1837. Ainsi, la 8^e résolution se lisait comme suit :

Pour payer les arrérages des dépenses établies et ordinaires du gouvernement, il est expédient qu'après avoir appliqué à cette fin les fonds disponibles provenant des revenus héréditaires etc., le gouvernement soit autorisé à prendre sur telle autre partie des revenus de Sa Majesté qui pourront être entre les mains du receveur général telles autres sommes qu'il faudra pour effectuer le paiement de la susdite somme de 142,00 louis, 14 chelins et 6 deniers ⁴.

¹ Cité par T. CHAPPAIS, *Cours d'histoire du Canada*, tome IV, Montréal, Valiquette, p. 100.

² Cité par T. CHAPPAIS, *ibid.*, p. 103.

³ Cité par T. CHAPPAIS, *ibid.*, p. 104.

⁴ Cité par T. CHAPPAIS, *ibid.*, p. 125.

Cette résolution allait mettre le feu aux poudres car elle violait un principe constitutionnel sacré en démocratie qui veut que le budget soit voté avant que des dépenses soient engagées. Elle faisait aussi la preuve qu'il n'y avait aucune garantie constitutionnelle au Canada et dévoilait la situation de dépendance totale de la colonie envers le pouvoir impérial. En dépit de l'opposition d'O'Connell, de Roebuck et de Hume, les résolutions Russell furent adoptées par le Parlement, ce qui allait déclencher le processus insurrectionnel.

Les Patriotes réagissent aux résolutions Russell en organisant une série de manifestations « anti-coercitives ». Le coup d'envoi fut donné à Saint-Ours, le 7 mai, où les 1 200 personnes présentes adoptèrent 12 résolutions qui deviendront la « Déclaration des droits des Canadiens ». On a comparé ces résolutions à la Déclaration du Congrès américain de 1776 ou à la Déclaration des droits de l'homme adoptée en France en 1789. Il nous faut nous arrêter sur les articles les plus significatifs de cette déclaration qui résume l'idéologie et les revendications du mouvement patriotique :

II. L'adoption de ces résolutions (Russell) sera une violation flagrante, de la part des Communes et du gouvernement qui les a proposées, des traités, des actes constitutionnels qui ont été octroyés au pays. Ces « actes », ces traités, portent des obligations réciproques, savoir : de notre part, amour et obéissance, de la part de l'Angleterre, protection et garantie de liberté, et seraient virtuellement annulés par la violation des promesses de l'une des parties contractantes.

III. Dans ces circonstances, nous ne pouvons regarder le gouvernement qui aurait recours à l'injustice, à la force et à une violation du contrat social, que comme un pouvoir oppresseur, un gouvernement de force pour lequel la mesure de notre soumission ne devrait être désormais que la mesure de notre force numérique jointe aux sympathies que nous trouverons ailleurs.

V. La haute idée que nous avons de la justice et de l'honneur du peuple anglais nous a fait espérer que le parlement qui le représente apporterait un remède à nos griefs. Ce dernier espoir déçu nous a fait renoncer à jamais à l'idée de chercher justice de l'autre côté de la mer, et de reconnaître enfin combien le pays a été abusé par les promesses mensongères qui l'ont porté à combattre, contre un peuple qui lui offrait la liberté des droits égaux, pour un peuple qui lui préparait l'esclavage. Une triste expérience nous oblige à reconnaître que, de l'autre côté de la ligne 45, étaient nos amis et alliés naturels.

VI. Nous nions au Parlement anglais le droit de légiférer sur les affaires intérieures de cette colonie contre notre consentement, et sans notre participation et nos demandes, comme le non-exercice de ce droit par l'Angleterre nous a été garanti par la Constitution et reconnu par la Métropole lorsqu'elle a craint que nous n'acceptassions les offres de liberté et d'indépendance que nous faisait la république voisine.

VII. Cependant, comme notre argent public, dont ose disposer sans aucun contrôle le gouvernement métropolitain, va devenir entre ses mains un nouveau moyen de pression contre nous, nous regardons comme notre devoir, comme notre honneur,

de résister par tous les moyens actuellement en notre possession à un pouvoir tyrannique ¹.

Les résolutions de Saint-Ours rejetaient aussi la Loi de la tenure, qui modifiait la Coutume de Paris, la Loi du commerce, ainsi que les titres de propriété de la British American Land Co. Ces lois concernaient les affaires internes de la colonie et avaient été illégalement adoptées par Londres qui violait de ce fait la Constitution de 1791.

Pour lutter contre l'oppression coloniale, les Patriotes adoptent la même médecine que les révolutionnaires américains : le nationalisme économique et le développement d'une industrie locale. Ils se proposent de boycotter les articles importés comme le thé, le tabac, les vins et spiritueux et s'engagent à ne consommer que des produits fabriqués au pays. Le rapport des douanes de Québec pour l'année 1831 révélait qu'on buvait en Canada une quantité d'alcool « suffisante pour former un lac navigable » selon la formule de *La Minerve* ce qui représentait une valeur de 600 000 louis. Cette année-là, on avait importé 428 235 gallons de rhum, 295 525 gallons de brandy, 158 002 gallons de gin et 669 189 gallons de vin. En se mettant au régime sec, les Canadiens espéraient mettre le gouvernement à la diète et faire prospérer les entreprises du pays, comme celle de Wolfred Nelson qui fabriquait du « Wisky » à Saint-Denis.

Ces résolutions firent le tour du pays par la voie des journaux et furent adoptées par de nombreuses assemblées publiques. En un mois, il y eut dix grandes assemblées publiques qui, toutes, reprirent à quelques nuances près les résolutions de Saint-Ours. Selon G. Filteau, sur les 100 000 électeurs que comptait la province, plus de la moitié ont approuvé les résolutions de Saint-Ours ².

Le 8 mai, Duvernay participe aux côtés de Papineau, Viger, LaFontaine, Cherrier, Rodier et Fabre à une assemblée aux portes de l'église de Saint-Laurent. À l'assemblée du comté de Montréal, le 15 mai, il appuie une résolution du D^r Valois qui stipule :

Que dans les circonstances actuelles, il est urgent de recourir en premier lieu à quelque moyen de paralyser l'attaque dirigée contre nos droits et libertés, en tarissant la source du revenu que les mesures du ministère ont pour but de nous dérober.

Le même jour Duvernay écrit aux électeurs du comté de Lachenaie où il a posé sa candidature à une élection partielle :

Déclarons la guerre ouverte à l'importation des articles qui paient des impôts... Union et industrie, voilà notre devise. Accoutumons-nous à nous passer de l'industrie des autres. Notre sol, malgré nos longs hivers, nous fournit presque tout

¹ J. HARE, *Les Patriotes : 1830-39*, Montréal, Éditions Libération, 1971, p. 89-90.

² Voir G. FILTEAU, *Histoire des Patriotes*, Montréal, 1934, p. 94.

ce qui nous est nécessaire à la vie. Donnons la préférence à nos produits. Déclarons la guerre au luxe et à l'importation ¹.

Le 29 mai, il sera élu par acclamation député de Lachenaie. Dans *La Minerve* du 5 juin, il remercie ses électeurs de la confiance qu'ils lui ont témoignée. Il affirme qu'en l'élisant les électeurs ont manifesté leur solidarité avec les principes qu'il a toujours défendus à titre d'éditeur et qu'il entend bien être fidèle à ses engagements. « Vous vous êtes déclarés les ennemis du despotisme et de l'arbitraire et les désapproubateurs des persécutions contre la presse libérale, qui n'a cessé de travailler à la conservation de vos droits. » Il définit ensuite sa conception du rôle du député. À ce titre, il se considère comme le mandataire du peuple qui doit en tout temps refléter l'opinion des citoyens. Celui qui, par faiblesse ou par corruption, s'éloignerait de l'opinion majoritaire de ses commettants devrait démissionner, car il ne serait pas digne alors de prétendre représenter le peuple. Il adhère donc à la doctrine du mandat impératif. Il en appelle enfin à l'union et à la persévérance qui sont les deux conditions de la victoire du peuple.

Cette élection venait encore une fois confirmer la pénétration de l'idéologie patriote dans le peuple qui, élection après élection, soutenait ses représentants contre le pouvoir oligarchique. Cette solidarité s'exprimera aussi avec force durant le mois de juin par une participation massive aux assemblées de protestation contre les résolutions Russell. À Berthier, Trois-Rivières, Montréal, Sainte-Scholastique, Québec, Terrebonne, Saint-Hyacinthe, des milliers de gens viennent entendre les chefs du Parti patriote dénoncer les mesures coercitives prises contre l'Assemblée et inciter les Canadiens à ne pas consommer les produits importés. *La Minerve* du 19 juin publie la liste des impôts qui vont dans la poche du gouvernement et lui donne les moyens d'opprimer les Canadiens :

38 sous par gallon de Brandy,
18 sous par gallon de vin,
12 sous par gallon de wiski écossais,
12 sous par gallon de mélasse,
12 sous par livre de thé de qualité supérieure,
6 sous par livre de tabac,
4 sous par livre de café,

On encourage les Canadiens à acheter des produits de substitution, à remplacer les liqueurs par des alcools canadiens, la cassonade et la mélasse par le sucre et le sirop d'érable, la café par le blé grillé et même à acheter des produits de contrebande si nécessaire.

C'est dans ce climat d'effervescence politique que les Canadiens furent conviés par Duvernay à célébrer leur fête nationale à l'Hôtel Nelson le 26 juin. On avait dû différer la date de la Saint-Jean-Baptiste parce que le 24 juin de

¹ Cité par Léopold GAGNER, *Duvernay et la Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Éditions Chantecler, 1952, p. 23.

cette année-là était un samedi, jour de jeûne et d'abstinence, à ce moment. En présentant le programme des festivités dans *La Minerve* du 19 juin, Duvernay suggère que le meilleur moyen pour répandre la célébration de la fête nationale est de fonder des sociétés Saint-Jean-Baptiste dans les villes et les campagnes. Son souhait sera entendu puisque la fête nationale sera célébrée à Saint-Denis, à Verchères, à Trois-Rivières, à Varennes et à Saint-Thomas. Fait à signaler, l'ordre des santés est à peu près partout le même, ce qui indique que l'organisation des fêtes était concertée et planifiée par un noyau dirigeant.

Le banquet de l'Hôtel Nelson fut présidé par Denis-Benjamin Viger et tous les articles frappés d'impôts y étaient rigoureusement proscrits. Les convives ne burent que de l'eau, du cidre et du « wiski » du pays. On porta de nombreux toasts pour célébrer « le peuple, source légitime de tout pouvoir politique ». Papineau, Duvernay et O'Callaghan furent honorés. Georges Étienne Cartier chanta *Mon pays avant tout*. Cherrier, dans son discours, fit l'éloge du procès par jury, « ce boulevard de la liberté du citoyen ». Mais le discours le plus applaudi fut celui de T. S. Brown qui fit une description prémonitoire du drame qui s'annonçait :

La liberté ne peut être que le fruit des sacrifices du citoyen. La patrie en exige de tous ses enfants aujourd'hui. L'Angleterre refuse nettement de nous rendre justice. N'espérons donc plus en elle, fions-nous à nous-mêmes et tâchons de nous faire justice... La crise actuelle, soyez-en sûrs est grosse d'événements graves qu'il vous est libre d'exploiter à votre profit. Mais je le répète, que rien ne puisse ébranler votre fermeté, c'est au prix du patriotisme et des sacrifices que vous vaincrez. Il ne s'agit plus maintenant de jeux d'enfants. Recevoir, parer et rendre avec usure quelques coups de poing, il n'y a rien là d'extraordinaire. Il faudra repousser l'agresseur vigoureusement et le mettre hors de combat. Ainsi, préparons-nous, organisons tout et attendons les événements.

Pendant que les Patriotes s'attendaient à recevoir des coups de poing, les autorités coloniales se préparaient à les écraser militairement en faisant venir le 83^e régiment cantonné à Halifax.

Tous ces hommes réunis par la ferveur patriotique ne se doutaient nullement qu'ils seraient, dans quelques mois, déclarés hors la loi, pourchassés par l'armée et bannis de leur pays. Ils s'étaient pourtant contentés jusque-là de défendre leurs droits par les moyens que garantissait la Constitution à tout sujet britannique. Ils avaient fait de l'opposition constitutionnelle, ils avaient organisé des assemblées publiques, adopté des résolutions, pétitionné en vain, sans obtenir justice.

Photos[Retour à la table des matières](#)

Portrait de Louis-Joseph Papineau, d'après le tableau de Plamondon, circa 1830-1837.
Gracieuseté de M^{me} Bourassa.

Fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal d'après le tableau de Gabriel Franchère conservé à la bibliothèque de l'Association Canado-Américaine de Manchester, N.-H. Photo : Armour Landry.

Daguerréotype quart de plaque avec rehaut de couleur. *Portrait d'Augustin-Norbert Morin* vers 1855, attribué à Léon-Antoine Lemire de Québec. Collection des Archives du Séminaire de Nicolet.

Augustin-Norbert Morin (1803-1965), journaliste, homme politique et juriste, prendra une part active dans le soulèvement des Patriotes en 1837 et dans la rédaction des « Quatre-vingt-douze résolutions ».

Montreal, 10 Mars, 1835

Monsieur,

*En réponse à votre lettre du ce
matin, j'ai l'honneur de vous informer
que je suis qualifié pour remplir les
trois premiers grades dans la Milice,
suivant la 5^e Clause du Statut Pro-
vincial.*

*J'ai bien l'honneur d'être,
Votre très-humble Serviteur,
L. Duvernay.*

*J. J. Gay, Sec.
Capit. de l'Etat Major
M. & M.*

Lettre de Ludger Duvernay à un capitaine de milice, 10 mars 1835.

A. Chapeau	K. Petit-chevalet
BB. Jumelles	L. Coffre-marbre, une forme in-4° sur la presse
C. Sommier d'en-haut dans lequel est l'écrou.	M. Tympan
D. Tablette à travers laquelle passe l'arbre	N. Frisquette
E. L'Arbre	OO. Train de la presse
F. Le Barreau	PP. Supports du train
G. La Platine	Q. Encrier et broyeurs ; les balles sont appuyées sur les jumelles
H. Le train de derrière de la presse	R. Manivelle
I. Les Patins	S. Sommier du dessus

Une presse en bois. Jean Quéniart, *L'Imprimerie et la librairie à Rouen au XVIII^e siècle*, Paris, 1969, p. 86.

La maison mère de la Congrégation de Notre-Dame, 1657-1913. Tiré de *Monuments et sites historiques du Québec*, Cahiers du patrimoine n° 10, ministère des Affaires culturelles, 1978.

Tiré de *Monuments et sites historiques du Québec*, Cahiers du patrimoine n° 10, ministère des Affaires culturelles, 1978.

CHAPITRE 6

LE SOULÈVEMENT POPULAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Après trente ans de luttes parlementaires, de pétitions, de réclamations et de résolutions, les Patriotes n'ont pas réussi à faire évoluer le système politique du Bas-Canada. Après trente ans de résistance pacifique, de vexations, d'injustice et d'exaspération, le peuple ne peut retenir sa colère devant la suppression des libertés démocratiques et le règne de l'arbitraire imposé par l'administration coloniale. La mémoire collective a cumulé de multiples griefs à l'endroit de l'occupant qui a accaparé les terres, qui a pratiqué le népotisme et le favoritisme au profit de la bourgeoisie marchande anglaise, qui a prêché l'assimilation et qui s'est ingénié à freiner le développement de la démocratie et l'établissement d'un gouvernement responsable.

L'action des Patriotes s'était toujours réclamée du droit constitutionnel anglais qui, depuis l'adoption de la Grande Charte en 1215, tenait pour légitime le droit de résister à un gouvernement tyrannique. Cette résistance à l'autorité coloniale se manifestait par de l'agitation politique et par le boycottage des produits anglais. Pour cette raison, Papineau a toujours prétendu qu'il n'avait fait que de l'opposition constitutionnelle et rien d'autre et qu'il s'agissait de faire respecter les droits du peuple protégés par la Constitution.

Depuis 1822, les institutions politiques étaient paralysées par les contradictions sociales et les luttes nationales qui déchiraient la société bas-canadienne. Devant l'impasse, Londres et le gouvernement colonial décident d'employer la force pour vaincre la résistance à l'oppression nationale. La dissolution des Chambres décrétée par Lord Gosford en août 1837 déclenche l'engrenage de la contestation et de la répression.

La quatrième session du quinzième Parlement du Bas-Canada s'était réunie le 18 août. À l'instigation de Papineau, les députés s'étaient présentés en Chambre vêtus d'étoffe du pays de couleur granit rayée de bleu et de blanc. Duvernay, qui entrait pour la première fois dans cette enceinte, s'était, lui aussi, mis à la mode du jour.

Dans son discours du Trône, Lord Gosford demanda à la Législature de voter les subsides nécessaires à l'administration du pays. Encore une fois, dans l'adresse en réponse au discours du Trône, les députés réitèrent leur refus de voter les subsides. Mais ils ne ferment pas toutes les portes à une éventuelle

coopération : « Nous avons tellement à cœur de voir le Gouvernement mériter de nouveau la confiance publique, que pour lui aider à l'obtenir, nous ne reculerions devant aucun sacrifice, hormis celui des libertés et de l'honneur du peuple...¹ » En somme, ils demandaient une concession au gouverneur. Mais celui-ci, au lieu d'honorer ses promesses de réformer le Conseil législatif, décida, le 26 août, de proroger la session. Duvernay, qui avait rêvé de s'illustrer à titre de parlementaire, n'aura siégé que sept jours. Il ne restait plus aux Patriotes que l'escalade de la tension et de l'agitation politiques pour forcer la métropole à faire les réformes démocratiques souhaitées par la population.

Le 5 septembre, plus de 700 jeunes réunis à l'Hôtel Nelson, décident de créer l'Association des Fils de la liberté, avec pour devise « En avant ». Le 4 octobre, ils publient leur manifeste qui réclame l'établissement du gouvernement responsable. Choisir son gouvernement, proclament-ils, est un droit inaliénable du peuple et ce droit ne peut être entravé par la mère patrie : « Une séparation est commencée qui se poursuivra avec une vigueur croissante jusqu'à ce qu'un de ces événements inopinés et imprévus... nous ait fourni une occasion favorable de prendre notre rang parmi les souverainetés indépendantes de l'Amérique. Nous avons laissé échapper deux superbes occasions ; tenons-nous tout préparés pour une troisième. En conséquence, nous nous engageons solennellement envers notre patrie maltraitée... à nous tenir prêts à agir suivant que les circonstances le requerront...² »

Les Fils de la liberté disposaient d'une aile paramilitaire dirigée par Thomas Storrow Brown qui s'entraînait aux exercices militaires aux faubourgs Saint-Antoine et Saint-Laurent ainsi qu'à la Côte à Baron. Des sections, dénommées les « miliciens du peuple », avaient aussi été fondées à Laprairie, dans le nord de Montréal et à la Pointe-aux-Trembles.

Les esprits s'enfièvre et le vent de la révolte s'élève dans les campagnes. Diverses manifestations populaires expriment le ressentiment du peuple. Les Patriotes organisent des charivaris devant les résidences des magistrats et des partisans du régime. À Saint-Hyacinthe, à Saint-Jean, à Saint-Césaire, des agitateurs tentent de soulever le peuple contre l'oligarchie. Ils incitent les habitants à se rassembler et à agir pour soulever le joug du gouvernement anglais.

Le 23 octobre, assemblée des six comtés à Saint-Charles. Cinq mille personnes sont venues des comtés de Richelieu, de Saint-Hyacinthe, de Rouville, de Chambly, de Verchères et de Lacadie pour entendre les principaux orateurs du Parti patriote, dont douze députés à la Chambre. L'assemblée est présidée par le D^r Wolfred Nelson. La plupart des orateurs reprennent les griefs maintes fois adressés à l'administration de la colonie. Ils dénoncent les résolutions Russell comme anticonstitutionnelles et protestent contre l'interdiction des assemblées publiques. Les jeunes défilent devant une colonne

¹ Cité par G. FILTEAU, *Histoire des patriotes*, tome II, Montréal, Éditions de l'ACF, 1939, p. 143.

² Cité par A. FAUTEUX, *Patriotes 1837-1838*, Montréal, Éditions des dix, 1950, p. 28.

de la Liberté surmontée du bonnet phrygien où ils jurent d'être fidèles à la patrie, de vaincre ou de mourir. Mais l'objectif principal de cette assemblée est de jeter les bases d'un gouvernement parallèle comme l'avaient fait les Américains un demi-siècle plus tôt. On demande aux six comtés membres de la confédération de se choisir des délégués, d'élire leurs magistrats et leurs officiers de milice et de ne plus obéir aux officiers du gouvernement. Cette quasi-constituante adopte en effet les résolutions suivantes : « Que c'est l'opinion de cette assemblée que la Législature provinciale n'existe que de nom, mais qu'elle est nullifiée par le fait, et que lorsque le gouvernement foule aux pieds les lois organiques en vertu desquelles la société est constituée, le peuple doit les maintenir. Qu'en conséquence, le peuple doit pourvoir à ses propres besoins, et créer cette surveillance, qui est nécessaire au bon ordre ainsi qu'à son bonheur, et que la Convention, dont les membres ont été nommés dans les différentes assemblées primaires des comtés de la Province serait un corps auquel un tel devoir pourrait être confié ¹. »

Or, le lendemain, avec la publication du mandement de M^{gr} Lartigue, l'Église intervient ouvertement dans le conflit et se range du côté de l'oligarchie britannique. À l'occasion d'un banquet donné en l'honneur de M^{gr} Bourget, trois mois auparavant, M^{gr} Lartigue avait déjà demandé à son clergé de prendre fermement position contre tout bouleversement de l'ordre établi et de prêcher la soumission. Les curés devaient, du haut de la chaire, proclamer : « Qu'il n'est jamais permis de se révolter contre l'autorité légitime, ni de transgresser les lois du pays ². » Cet engagement de l'épiscopat en faveur du régime anglais avait soulevé la réprobation des habitants qui accusent Lartigue d'être devenu un « chouayen ». À l'occasion des messes de *Te Deum* chantées pour le couronnement de la reine Victoria, le 13 août, plusieurs églises s'étaient vidées. Dans nombre de villages, un fossé infranchissable vient de se créer entre les paroissiens et le clergé qui s'isole de la population.

Au lendemain de l'assemblée de Saint-Charles, ce 24 octobre 1837, M^{gr} Lartigue revient donc à la charge et publie un mandement condamnant les Patriotes et leur conception libérale de la société. Dans cette intervention, M^{gr} Lartigue rappelle les principes politiques qui guident l'Église : refus de la souveraineté du peuple et refus de la séparation de l'Église et de l'État. Pour Lartigue, toute révolte contre l'autorité civile établie est une révolte contre la volonté de Dieu. L'évêque menace de refuser la sépulture chrétienne à tous ceux qui soutiendront la cause patriotique. À la suite de ce mandement, Lartigue est soupçonné d'être à la solde de Gosford. Cette accusation n'était pas sans fondement selon Fernand Ouellet : « Même si Lartigue n'est pas à cette date un salarié du gouvernement, il n'en utilise pas moins la situation politique pour essayer de faire lever les derniers obstacles à l'incorporation du diocèse de Montréal et pour obtenir un revenu égal à celui de l'évêque de Québec ³. » Le mandement soulève l'indignation populaire. À Montréal, 1 200 Patriotes manifestent devant la cathédrale Saint-Jacques. Dans les églises de paroisse, on

¹ Cité par A. FAUTEUX, *ibid.*, p. 32.

² Voir G. FILTEAU, *op. cit.*, tome II, p. 232.

³ Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, p. 456.

interrompt la lecture du mandement en chantant *La Marseillaise* et en criant : « Vive Papineau ». Le sentiment populaire devient si violent que M^{gr} Lartigue offre sa démission à Rome et songe à se réfugier au Séminaire de Québec. Certains curés eurent aussi à subir des assauts contre leur propriété, certains Patriotes voulant s'emparer des caisses de la fabrique pour acheter des armes.

Pour les Patriotes, ce mandement n'est pas affaire de dogme car en matière politique, l'Église n'a pas à dicter la conduite à suivre. Sur ces questions, l'obéissance à l'Église de même que les excommunications ne peuvent s'appliquer. Mais dans ce débat théologique, le glaive britannique donnera raison au clergé.

Comme s'il y avait eu concertation entre le clergé et le gouvernement pour coordonner leur stratégie répressive, le 25 octobre, le gouverneur émet 26 mandats d'arrestation contre les Patriotes.

Le 6 novembre, les Fils de la liberté et les membres du Doric Club en viennent aux coups dans les rues de Montréal. Cette première manifestation de violence décide le gouverneur à renforcer la garnison de Montréal et à lancer de nouveaux mandats d'arrestation qui visent cette fois-ci les chefs de file du Parti patriote. Ces décisions qui abolissent les libertés démocratiques déclenchent le processus insurrectionnel. Il est désormais impossible d'agir dans le cadre de la légalité. Le gouvernement a déclaré la guerre au peuple. La décision d'arrêter les chefs patriotes va désorganiser le mouvement en lui enlevant sa cohésion opérationnelle. Les dirigeants, forcés d'entrer en clandestinité, privés de leurs organes d'expression, ne pourront plus donner de mots d'ordre et diriger leurs troupes. L'initiative sur le terrain allait passer aux leaders locaux qui, laissés à eux-mêmes, n'avaient pas les capacités de conduire une guerre révolutionnaire. Ils n'avaient ni la préparation, ni les armes nécessaires pour sortir victorieux de l'épreuve de force. À cet égard, il faut souligner que l'offensive a bel et bien été déclenchée par l'armée britannique et que les Patriotes retranchés dans les villages de la vallée du Richelieu et de la rive Nord de Montréal n'avaient d'autre choix que de défendre leur liberté et d'organiser la résistance au coup de force militaire.

Prévenu des intentions du gouverneur, Papineau quitte précipitamment Montréal le 14 novembre et se réfugie chez le député J. T. Drolet à Saint-Marc-sur-le-Richelieu où il retrouve Edmund O'Callaghan et Wolfred Nelson. Les trois décident de maintenir la convocation de la grande assemblée prévue à Saint-Charles le 4 décembre. Ce fait démontre qu'ils pensent toujours pouvoir agir au grand jour et qu'ils n'ont pas encore saisi l'ampleur des mesures répressives qui se préparent.

Le 16 novembre, un détachement armé accompagné par une quinzaine de cavaliers reçoit l'ordre de quitter ses quartiers pour se rendre à Saint-Jean et à Saint-Athanase et arrêter les docteurs Davignon et Lionnais ainsi que le notaire

Desmarais¹. Mais sur la route du retour, les prisonniers sont libérés par 150 Patriotes de Longueuil. Cette affaire marque le point de non-retour. Les Patriotes réfugiés dans les autres villages de la vallée du Richelieu savent maintenant à quoi s'en tenir. Ils n'ont plus d'autre choix que de se préparer à défendre leur vie et leur liberté.

Duvernay, le 16 novembre, publie l'avant-dernier numéro de *La Minerve* et quitte Montréal. En compagnie de Côté, Bouchette, Rodier et Gagnon, il se rend dans le comté de Lacadie. Le 20 novembre, *La Minerve* annonce qu'en dépit de l'absence de Duvernay « pour affaires particulières », des mesures ont été prises pour assurer la parution du journal sous la direction de James Phelan et de François Lemaître, mais ce projet sera sans lendemain. À la suite d'une dispute, les deux éditeurs se partagèrent sans vergogne l'équipement de Duvernay et chacun lança son propre journal. Phelan publia *Le Temps* et Lemaître *La Quotidienne*, une feuille satirique qui fut interdite lors de l'insurrection de 1838.

L'accrochage de Longueuil donne le signal de la mobilisation générale. L'affrontement est inévitable. Le 18 novembre, Wetherall quitte Montréal avec ses troupes en direction de Chambly pour arrêter les Patriotes qui s'y trouvent. Les Patriotes s'empressent d'organiser les villages qu'ils contrôlent en camps retranchés. À Saint-Denis, 800 hommes sont réunis sous le commandement du docteur Nelson mais il n'y en a pas la moitié qui sont armés de vieux fusils de chasse et pour la plupart, ils ne connaissent rien aux manœuvres militaires. Papineau et O'Callaghan ont établi leur quartier général à la résidence du docteur Nelson. À l'approche des troupes anglaises dirigées par Gore, parti de Sorel le 23 novembre pour attaquer Saint-Denis, Nelson insiste pour que Papineau se mette à l'abri car il craint pour la sécurité du chef patriote. Même si cette décision était justifiée sur le plan de la tactique militaire, elle eut pour effet de décevoir les combattants qui s'attendaient à voir Papineau à leur tête au moment crucial.

Papineau n'a pas déserté le champ de bataille comme le prétendront avec amertume les éléments radicaux du mouvement. En effet, après la victoire de Saint-Denis, on le retrouve à Saint-Charles, la veille de la bataille, où il est venu stimuler l'ardeur des troupes.

Saint-Charles est commandé par T. S. Brown qui refuse les renforts que se proposait de lui envoyer Nelson. Cet apprenti général pêche par forfanterie et optimisme et il détalera aux premiers coups de feu. Fernand Ouellet explique par cette défaillance du leadership, la défaite de Saint-Charles où une poignée de partisans durent affronter dans le désordre les troupes de Gore qui voulaient venger l'échec de Saint-Denis.

Après la désastreuse bataille de Saint-Charles, c'est la débâcle. Il n'y a plus d'obstacle à l'avancée des troupes de Gore qui pratiqueront une vengeance

¹ Voir Fernand OUELLET, *ibid.*, p. 459.

sanguinaire. Les témoins du drame ne s'entendent pas sur les pertes subies par les Patriotes. Dans un rapport officiel, le secrétaire civil, S. Walcott écrit : « Qu'un individu parti de St-Charles ce matin rapporte qu'il a vu enterrer au-delà de 152 morts, et qu'il en restait encore beaucoup d'autres ; plusieurs personnes furent en outre tuées dans les maisons et leurs corps brûlés. Leurs blessés se montent au-delà de 300 ¹. » Un autre témoin qui se dénomme « Un ami de la justice et de la vérité » écrit dans *Le Canadien* du 2 février 1838, qu'on a dénombré 34 morts, mais il précise que cet écart dans les chiffres s'explique par le fait que « dans la fureur qui suit le combat, quelques soldats oubliant leur devoir, ont ôté la vie à plusieurs blessés. »

Duvernay, Rodier, Côté et plusieurs autres, informés du désastre, prennent la route de l'exil. Ils se dirigent vers Swanton. Une rencontre au sommet a lieu sur les rives de la Baie de Missisquoi où se retrouvent Papineau, O'Callaghan et Duvernay pour évaluer la situation et envisager la suite des événements. On décide de continuer la lutte en essayant de convaincre les Américains d'appuyer la cause de la République canadienne. Mais ces efforts seront vains puisque le 5 janvier, le président américain Van Buren proclame la neutralité des États-Unis et menace de faire arrêter tous ceux qui soutiendront la cause des Patriotes canadiens.

Le 5 décembre, la loi martiale fut proclamée à Montréal et *l'Habeas Corpus* suspendu.

Le 6 décembre, Duvernay participa à une escarmouche à Saint-Armand (Moore's Corner) où il fit le coup de feu. Mais sa petite troupe dut retraiter devant un adversaire supérieur en nombre et en munitions.

Le 14 décembre, les troupes de Colborne attaquent les Patriotes retranchés dans l'église et le presbytère de Saint-Eustache. Les 400 hommes de Jean Olivier Chénier sont pris dans une souricière, ils n'ont aucune possibilité de battre en retraite. Ils opposent une résistance acharnée mais ils sont débordés par le feu nourri des 1 300 soldats de Colborne. Après une heure de combat, la bataille est perdue. Les troupes de Colborne se livrent au carnage et au pillage, détruisant une soixantaine de maisons. Le curé Paquin dénombre plus de 70 morts dont le courageux docteur Chénier.

Le 8 janvier, M^{gr} Lartigue ordonne au clergé du diocèse de Montréal de refuser les sacrements et la sépulture chrétienne aux révolutionnaires. (Il faudra attendre 150 ans pour que cette décision soit invalidée.) Les évêques de Montréal et de Québec incitent aussi le clergé à signer une pétition à la reine et au Parlement pour témoigner de leur loyauté et condamner le soulèvement. Cette prise de position loyaliste du clergé sera décisive pour les citoyens qui hésitaient à prendre les armes à la défense de leurs droits. Dans de nombreux villages, les interventions du clergé paralyseront l'action des Patriotes et

¹ Cité par J. HARE, *Les Patriotes, 1830-1839*, Montréal, Éditions Libération, 1971, p. 130.

empêcheront la généralisation de la rébellion surtout dans les régions comme celle de Québec où le leadership laïque était faible.

Durant les mois de décembre et de janvier 1838, les Patriotes repliés aux États-Unis tentèrent de se ravitailler en armes et en munitions afin de reprendre le combat. Sous le commandement de Robert Nelson et du D^r Côté, entre 600 et 700 Patriotes traversèrent la frontière le 28 février à Caldwell's Manor. Arrivé en terre canadienne, Robert Nelson lut la Proclamation d'indépendance du Canada :

Nous, au nom du peuple du Bas-Canada, adorant les décrets de la Divine Providence qui nous permet de renverser un gouvernement qui a méconnu l'objet et l'intention pour lequel il était créé, et de faire choix de la forme de Gouvernement le plus propre à établir la Justice, assurer la tranquillité domestique, pourvoir à la défense commune, promouvoir le bien général et garantir à nous et à notre postérité les bienfaits de la Liberté civile et religieuse, déclarons solennellement :

1. Qu'à compter de ce jour, le peuple du Bas-Canada est affranchi de toute allégeance à la Grande-Bretagne, et que toute connexion politique entre cette puissance et le Bas-Canada cesse de ce jour ;
2. Que le Bas-Canada doit prendre la forme d'un gouvernement républicain et se déclare maintenant, de fait, République.

Cette déclaration reconnaît ensuite l'égalité des droits de tous les citoyens y compris ceux des « Sauvages » ; elle proclame la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition de la tenure seigneuriale, elle garantit la liberté pleine et entière de la presse et elle prévoit que l'anglais et le français seront les deux langues officielles de la nouvelle République. Elle est signée par Robert Nelson à titre de président du gouvernement provisoire.

L'objectif de l'invasion de février 1838 n'étant que symbolique, les troupes de Nelson regagnèrent le territoire américain où elles déposèrent leurs armes. Nelson et Côté furent arrêtés par les autorités américaines. Ainsi, se terminait la première insurrection canadienne.

Duvernay est resté étranger à cette action qu'il désapprouvait : « Il y avait tout à perdre et rien à gagner, ni pour les acteurs ni pour la patrie. Le résultat a fait voir que j'avais raison de l'opposer ¹. » Il pense que rien ne doit être tenté tant et aussi longtemps que les Patriotes ne disposeront pas d'un minimum de 10 000 fusils et de 3 000 à 4 000 hommes. Dans cette même lettre, il explique ainsi l'échec de l'insurrection :

Le peuple en général n'était pas préparé pour les troubles qui sont survenus plus tôt qu'on s'y attendait, personne ne s'attendait à ces événements. Le gouvernement a

¹ Lettre de Ludger Duvernay à Jos. Robitaille, 7 avril 1838.

agi de ruse en les provoquant dans un temps où on ne s'y attendait pas. Il connaissait alors notre faiblesse par notre manque d'organisation¹.

Duvernay admet que le mouvement patriote a été désorganisé par l'offensive militaire qui les a pris par surprise et a déjoué leur stratégie insurrectionnelle. Les chefs du Parti patriote avaient planifié une campagne de pressions populaires par laquelle ils espéraient faire céder le pouvoir colonial et obtenir la reconnaissance du gouvernement responsable. Cette agitation devait culminer le 4 décembre par la réunion d'une grande Convention qui devait proclamer l'indépendance de la République du Bas-Canada, créer un gouvernement provisoire et décider de l'émission d'une monnaie nationale. Comme nous venons de le voir, ce sera finalement Robert Nelson qui proclamera symboliquement l'indépendance quelques mois plus tard.

Les Patriotes étaient certes prêts à employer la force pour obtenir gain de cause puisque les actions légales ne donnaient aucun résultat, mais ils n'étaient pas encore décidés à passer à l'action, en tout cas pas avant le 4 décembre, pas avant que les glaces n'isolent le Bas-Canada de l'Angleterre et des autres colonies et que la neige ne rende les mouvements de troupes impossibles. Une action précipitée aurait été d'autant plus inopportune et suicidaire que les habitants n'étaient pas armés ; le seul moyen de se procurer des armes étant un soulèvement populaire dans les villes pour s'emparer des arsenaux.

En novembre, on était donc loin d'avoir réuni les conditions favorables à un soulèvement. Les chefs patriotes n'avaient donné aucune consigne claire. Certains comme Papineau étaient plutôt hésitants et préconisaient d'attendre le plus longtemps possible alors que les plus radicaux comme Côté et Nelson voulaient passer à l'action. À ces divergences internes, s'ajoutaient aussi les difficultés de communication et de coordination qui seront encore amplifiées par les mandats d'arrêt obligeant les chefs à entrer dans la clandestinité. Enfin, pour réussir, un tel soulèvement devait être général, mobilisant à la fois la population des villes et des campagnes. Or, dans de nombreuses régions, l'influence du clergé et de notables modérés empêchait la mobilisation populaire. Une insurrection trop localisée était très vulnérable. On peut donc dire, en résumé, que les Patriotes préparaient un soulèvement contre le régime colonial mais qu'ils n'étaient pas prêts, qu'ils manquaient d'organisation, d'armes, de leadership militaire et de soutiens extérieurs. La mobilisation révolutionnaire avait d'autres exigences que la mobilisation électorale, la seule que connaissaient les leaders patriotes.

Les Patriotes apprenaient à leurs dépens que l'agitation idéologique, l'enthousiasme et la détermination ne suffisent pas pour réussir une révolution, il faut en plus être armé et connaître les principes élémentaires de la stratégie militaire. En ce milieu du XIX^e siècle, l'art de la guérilla n'avait pas encore trouvé ses théoriciens.

¹ *Canadian Antiquarian and Numismatic Journal*, 1909, p. 98.

CHAPITRE 7

BANNIS DE LEUR PAYS

[Retour à la table des matières](#)

Le 28 juin 1838, Lord Durham émet une proclamation interdisant à Louis-Joseph Papineau, Cyrille H.-O. Côté, Edmund Burke O'Callaghan, Édouard E. Rodier, Thomas Storrow Brown, Ludger Duvernay, Étienne Chartier, Georges Etienne Cartier, John Ryan père et fils, Louis Perrault, Pierre-Paul Desmaray, Joseph-François d'Avignon et Louis Gauthier, alors absents du pays, d'y revenir, sous peine d'être arrêtés et condamnés à mort pour haute trahison.

Ceux qui avaient le plus à cœur l'intérêt de leur pays se voyaient forcés par un gouvernement étranger de prendre le chemin de l'exil et du déracinement. Hier comme aujourd'hui, les réfugiés politiques ont une patrie commune, la misère qu'ils supportent dans l'espoir et l'attente d'un événement majeur qui les ramènerait triomphalement dans leur pays.

La plupart des réfugiés canadiens se sont regroupés dans les États limitrophes de la Nouvelle-Angleterre. Le plus fort contingent s'est établi à Swanton ; tous partagent gêne matérielle et nostalgie du pays. Certains ont pu se faire embaucher comme bûcherons dans le Maine et le Vermont, d'autres ont trouvé un emploi dans les usines textiles. Mais la plupart vivent d'expédients et doivent se déplacer fréquemment pour trouver des moyens de subsistance. Ce sont les professionnels qui ont le plus de difficultés à se placer et à assurer leur existence matérielle, car ils sont moins concurrentiels sur le marché du travail. Comment un avocat, un notaire ou un médecin peut-il se constituer une clientèle dans un pays où ces compétences existent déjà en grand nombre et où les exigences professionnelles sont différentes ? Pour subvenir à leurs besoins, ils décident lors d'une assemblée tenue à Swanton, le 5 janvier 1838, d'organiser des quêtes dans les principales villes des États-Unis. Mais les collectes publiques rapportent peu, les Américains hésitant à prendre parti. Ne recevant pratiquement aucun secours du Canada, certains réfugiés en sont réduits à pratiquer des exactions dans la région frontalière où ils pillent les fermes, ce qui a pour effet d'exaspérer les autorités américaines. L'argent est donc un souci chronique pour les réfugiés qui pensent non seulement à leur subsistance mais aussi à se procurer des armes pour envahir le Canada.

Duvernay avait déjà séjourné aux États-Unis. Il avait fait un voyage à New York au mois d'août 1831 en compagnie de Rodier afin de s'approvisionner en caractères d'imprimerie. Il avait été alors choqué par l'ignorance des

Américains qui ne connaissaient pas plus le Canada que la Laponie¹. Sans doute soucieux de ne pas commettre la même faute et aussi pour soutenir le moral de ses compatriotes, il passe les premiers mois de son exil à voyager, visitant les petites villes de l'État du Vermont et de l'État de New York : Albury, Swanton, St Albans, Burlington, Vergennes, Middlebury, Plattsburg et Champlain. Il cherche à connaître le peuple américain qu'il admire pour son esprit d'entreprise. Il remarque la présence dans toutes ces petites villes de manufactures :

Le commerce, l'industrie, les manufactures se trouvent partout. À chaque petit village que vous rencontrez où coule un petit ruisseau, vous y trouvez des manufactures de drap, de coton, de flanelle, moulins à scier le bois, le marbre, etc. Ce peuple travaille moins que nos habitants et vit plus à l'aise... Il ne cultive qu'un petit coin de terre, et élève de 2 à 300 moutons et de bêtes à cornes à proportion. L'Américain est fier de son pays et il a raison de l'être².

Il éprouve comme les autres des problèmes d'argent mais il voit l'avenir avec optimisme car il pense que « la tyrannie est l'éducation politique des peuples. Les orages les plus violents donnent un temps plus calme et plus serein. Il faut se résigner et attendre le *beau temps*... Nous aurons sans doute encore quelques années à souffrir, à tolérer les insolences de nos ennemis qui se croyaient nos vainqueurs et nos maîtres, mais ne perdons pas espérance : Laissons faire le temps³. »

Il essaie d'assurer sa subsistance en se faisant payer de vieilles créances de *La Minerve*. Il écrit plusieurs lettres à cet effet à ses agents. Le 29 janvier, il demande à Jos. Dansereau de collecter ce qui lui est dû. Mais la plupart de ses correspondants lui répondent que les Canadiens sont trop pauvres pour s'acquitter de leurs dettes. L'argent est excessivement rare et ne lui parvient qu'au compte-gouttes. Le 12 mars, Jos. Dansereau lui envoie la somme de 800 livres. Hertel de Rouville, dans une lettre datée du 15 mars 1838, lui dit qu'il lui a fait parvenir la somme de 25,50 \$ qu'il a envoyée à l'officier de douane Z. Fisk et qu'il est surpris d'apprendre qu'il n'a rien reçu. E. F. Robitaille lui écrit le 26 mars qu'il n'a rien pu obtenir des souscripteurs du bas du fleuve. Certains profitent de la situation de confusion pour éviter de se reconnaître débiteurs, d'autres sont introuvables.

Duvernay se préoccupe par ailleurs du bien-être matériel de sa femme et de ses six enfants qui se sont réfugiés à Rivière-du-Loup et demande à l'un de ses agents, A. Boivin, de verser à son épouse une partie des sommes recueillies. Ainsi, le 26 mai, J.-A. Berthelot, son avocat, lui écrit qu'ayant récupéré le compte de M. Panet, il a envoyé la moitié de la somme à Madame Duvernay qui devait faire des miracles pour joindre les deux bouts. Le 11 mai 1839, elle lui écrit une lettre émouvante :

¹ Lettre de L. Duvernay à L. Gosselin, 23 août 1831, Papiers Duvernay, n° 95.

² Lettre A Jos. Robitaille, 7 avril 1838, *Canadian Antiquarian and Numismatic Journal*, 1909, vol. VI, p. 98-103.

³ *Ibid.*

Je vous prie de ne pas vous décourager. La providence est grande et j'espère que Dieu aura pitié (*sic*) de nous. Ne vous affligez pas trop sur l'inquiétude que vous avez que nous manquions d'argent, c'est vrai que nous étions rendus à bout, mais heureusement que j'avais 12 piastres d'ouvrage d'écorce de fait... nous admirons toujours votre bon cœur dans toutes vos lettres à l'égard de votre famille... L'espérance de vous rejoindre bientôt nous fait oublier le passé. Nous avons tous pleuré de joie ce matin...

Durant cette période de séparation de presque deux ans, la famille Duvernay sera fortement éprouvée par les maladies répétitives des enfants. Ces malheurs familiaux s'ajoutaient aux angoisses de l'exil et pesaient lourdement sur le moral de Duvernay qui avouera dans un moment de détresse en avoir assez de la politique ¹. Il est lui-même affecté par la grippe et par des maux d'estomac probablement dus à une consommation excessive d'alcool.

Duvernay est obligé d'intervenir personnellement pour récupérer des comptes en souffrance. Le 7 juillet, il écrit à C. W. Castel qui refuse de payer à M. Berthelot un compte de 10 156 livres dû pour des annonces publiées dans *La Minerve*. Berthelot lui déconseille de poursuivre en justice les débiteurs dont il attend incessamment les paiements. Ces multiples démarches sont harassantes mais lui procurent de maigres ressources qui lui permettent de subsister et d'aider, à l'occasion, des Patriotes plus démunis que lui comme Rodier. Cette réputation d'homme généreux est aussi attestée par E. Malhiot qui le qualifie de « père des réfugiés ² ».

À ces soucis matériels, s'ajoutent les conflits, les intrigues et la méfiance qui divisent les réfugiés et minent leur moral. A. Fauteux décrit ainsi le climat qui règne dans le milieu des réfugiés : « Démoralisés par l'inaction, ballottés de déceptions en déceptions, ces pauvres gens en étaient arrivés à se déchirer les uns les autres et ils n'avaient plus guère d'autres occupations que de se quereller ³ ». Ces conflits expriment des divergences idéologiques et stratégiques qui prennent maintenant, dans l'amertume de la défaite, plus de relief et mettent directement en cause le leadership de Papineau. Dès janvier 1838, la rupture est manifeste comme en témoigne cette lettre de Robert Nelson à J.-B. Ryan :

Papineau nous a abandonné et cela pour des motifs personnels et familiaux concernant les seigneuries et son amour invétéré pour les vieilles lois françaises. Nous pouvons mieux faire sans lui qu'avec lui. C'est un homme bon seulement pour parler et non pour agir ⁴.

Nelson est ulcéré par l'attitude d'O'Callaghan qui croit que tout est perdu et par les réticences de Papineau à le recevoir à Albany. Duvernay est informé le 26 janvier par Cyrille H.O. Côté de ces querelles intestines.

¹ Lettre de Marguerite Duvernay à Ludger Duvernay, 19 juin 1838.

² Lettre du 4 juin 1838, *Canadian Antiquarian and Numismatic Journal*, 3^e s., vol. VI, 1909, p. 157-158.

³ A. FAUTEUX, *Le Duel au Canada*, p. 233.

⁴ Cité par Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada*, p. 470.

Je ne sais si vous avez eu des nouvelles d'Albany. Quant à moi je suis dégoûté de cette source. Notre ami le D^r Nelson y est allé et n'en a pas rapporté de nouvelles très plaisantes. D'un bord Maître O'Callaghan criant que tout est perdu et cherchant à s'engager dans une imprimerie ; de l'autre bord, le grand chef se promenant d'un bout à l'autre de sa chambre, voulant à peine recevoir le D^r Nelson tandis que maints étrangers sont admis en sa compagnie... Nelson veut prendre les choses en mains ¹.

Il propose alors à Duvernay de devenir membre du comité directeur secret des Frères chasseurs sur lequel siègent MM. Ryan, Doré, Robitaille, Vincent, Belle, Brien, de Lorimier et Chandler afin de réconcilier les deux clans.

La minorité radicale à l'intérieur du mouvement patriotique prend de l'ascendant et devant le retraitisme et l'expectative des chefs historiques, elle est plus à l'aise pour promouvoir son projet de société. Les radicaux se différencient des Patriotes modérés en prônant un anticléricalisme féroce et en revendiquant l'abolition du régime seigneurial comme on a pu le constater par la lecture de la Proclamation d'indépendance de Nelson. Papineau, sur ces questions, avait toujours prêché la modération et même s'il était personnellement agnostique, il ne voulait pas, pour des raisons tactiques, s'attaquer à l'Église et au système de propriété qui garantissaient, dans une certaine mesure, la spécificité de la société canadienne. Papineau prônait lui aussi une société laïque et la séparation de l'Église et de l'État, mais il était prêt à défendre les privilèges du clergé dès que ceux-ci étaient menacés par le pouvoir colonial. Il s'opposait aussi fortement à l'abolition du régime seigneurial. Nous pensons que ces divergences idéologiques sont surtout le fruit des circonstances, qu'elles sont exacerbées par l'échec et l'exil et qu'elles portent moins à conséquence que les choix stratégiques immédiats.

À cet égard, deux thèses s'affrontent chez les Patriotes : il y a, d'un côté, les partisans de l'action militaire et, de l'autre, les partisans de l'action diplomatique. Le premier groupe est décidé à relancer l'offensive en envahissant le Canada dès qu'il aura réuni suffisamment d'armes, le second estime que le succès de toute action dépendra de l'appui politique et militaire du gouvernement américain ou en désespoir de cause de la France. Il conseille d'attendre une conjoncture favorable comme le déclenchement des hostilités en Europe qui promet d'affaiblir l'Angleterre. Papineau, O'Callaghan et Wolfred Nelson, à son retour des Bermudes, préconisent cette stratégie alors que Robert Nelson et le D^r Côté récusent l'attentisme et se préparent à la revanche. À cette fin, ils constituent une société secrète et planifient, avec les réformistes du Haut-Canada, une invasion simultanée des deux provinces. Ils fondent leur stratégie sur l'exemple de la Révolution américaine et entendent poursuivre la lutte par une guerre d'escarmouches visant à entretenir l'instabilité au Canada et à rendre l'administration si coûteuse à l'Angleterre qu'elle serait obligée de renoncer à sa colonie. Ils s'encourageaient en se disant que la guerre d'indépendance américaine avait duré huit ans et qu'avec le temps la justice ne pouvait que triompher.

¹ *Canadian Antiquarian and Numismatic Journal*, 3^e s., vol. VI, 1909, p. 9-10.

L'association des Frères chasseurs devait être une société ultrasecrète, et rigoureusement hiérarchisée car les Patriotes attribuaient leur premier échec au faible degré d'organisation, à l'absence d'armement et au manque de discrétion. Le but de la société était d'organiser le soulèvement général et de faire l'indépendance du Canada. L'association était dotée d'une structure paramilitaire comportant quatre grades : le Chasseur ou simple soldat, 2. la Raquette, chef d'escouade commandant neuf Chasseurs, 3. le Castor, commandant de compagnie comptant six Raquettes et enfin l'Aigle ou chef de division. Des sections étaient constituées aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Élisée Malhiot, un des chefs de file de l'association, deviendra l'un des correspondants réguliers de Duvernay et le tiendra informé des progrès de l'organisation. Celle-ci, selon Fernand Ouellet, se répandait rapidement : « Le mystère et l'horreur qui entourent le dévoilement du secret contribuent à sa diffusion. Au cours de l'initiation, J. B. Desmarais, cultivateur dit avoir appris des choses pour lesquelles, il aurait volontiers donné 1 000 frs ¹. »

Comme dans toutes les sociétés secrètes, il y avait un rituel initiatique. Le nouveau membre était amené les yeux bandés dans un lieu isolé où il devait prêter un serment qui l'engageait à obéir aveuglément aux ordres reçus et à garder le secret absolu : « Je le promets sans restriction et consens à avoir mes propriétés détruites et d'avoir moi-même le cou coupé jusqu'à l'os si je manque à mon serment. » Le nouveau Frère apprenait ensuite tous les signes de reconnaissance utilisés pour s'identifier comme mettre le petit doigt de la main gauche dans l'oreille gauche. L'importance du recrutement est difficile à évaluer de façon précise. Selon Fernand Ouellet, « Certains informateurs parlent d'une force minimale de 10 000 membres au sud et au nord de Montréal. Dans la ville de Montréal, le nombre des Chasseurs s'élève, dit-on, à 2 000 ². » Mais si on en juge par la participation de 4 000 personnes au soulèvement de novembre 1838, il faut en conclure que ces adhésions étaient fragiles car ils furent nombreux à ne pas respecter leur serment d'allégeance, ayant été souvent enrôlés de force sous la menace de sévices.

Comme il se doit dans les organisations secrètes, un certain mystère entoure le rôle qu'y joua Duvernay. Il prit certainement une part active à l'organisation des Frères chasseurs, puisque certains, comme Plinguet, le considéraient même comme le père de l'organisation. « En l'année 38, étant Chasseurs, j'ai appris avec plaisir, que vous étiez le père de cette association qui aurait fait le bonheur du Canada, si ce n'eût été que la trahison ³. » Mais ses rapports avec les deux principaux dirigeants de l'organisation, Nelson et Côté, furent souvent distants et tumultueux car le D^r Côté intriguait pour discréditer les chefs historiques du mouvement, qualifiant tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui de lâches et de poltrons. Ces diffamations nuisaient à la cause et affectaient très profondément Duvernay qui songea même, comme on l'a vu précédemment, à régler cette querelle par un duel. Mais sous les pressions insistantes de R. Nelson, Côté s'excusa en lui écrivant qu'il n'avait jamais pensé mettre

¹ Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada*, p. 474.

² *Ibid.*, p. 475.

³ Voir Papiers Duvernay, n^{os} 415 et 429.

Duvernay dans la catégorie des lâches ¹. Certaines lettres de Côté peuvent même laisser croire que Duvernay était le grand dirigeant secret de l'organisation car, dans ses lettres, Côté le tient informé de l'état de l'organisation et des préparatifs d'invasion. Le 12 octobre, Côté lui écrit : « Tout va pour le mieux, il ne dépend que de vous pour conduire la boule (révolution en langage codé) comme il faut. Si nos chefs fléchissent, les habitants le reconnaîtront et le jour des vengeance arrivera. » Ce propos démontre au moins que Duvernay avait la confiance des « chefs militaires ». On lui confie même la mission délicate de « s'entremettre » auprès d'un dénommé Bonnefoux pour recruter des officiers français ou polonais d'expérience pour diriger les prochaines invasions. Mais tous ces indices sont contredits par le fait que Duvernay, à l'automne 1838, pense à s'exiler en France et, de façon plus immédiate, à se rendre à New York pour trouver du travail dans l'imprimerie de Mackenzie. Il n'a donc pas participé aux préparatifs immédiats de la seconde insurrection puisqu'il était absent. À tout le moins, on peut soutenir que Duvernay conseillait dans l'ombre les principaux dirigeants de la société secrète.

Conscient de la nécessité de l'unité des forces patriotiques, il tenta de jouer un rôle de conciliateur entre les diverses factions de réfugiés. En raison de ses antécédents, il était considéré comme un interlocuteur valable par les deux tendances du mouvement et pouvait ainsi intervenir aussi bien auprès des uns que des autres afin d'empêcher toute rupture publique. Il était convaincu que le succès des actions à venir et de la cause canadienne dépendait de la solidarité et de la cohésion du mouvement ; et dans ce but, il a tenté, mais sans succès, en juin 1838, d'organiser à Rouse's Point la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, la plupart des réfugiés étant trop pauvres pour payer les coûts du voyage. Tout en restant fidèle à Papineau, il entretient des relations suivies avec Nelson et Côté, les incitant à la modération, sans grand succès toutefois.

Les Patriotes activistes franchissent donc les frontières le 3 novembre au matin en direction de Napierville où ils doivent faire leur jonction avec les Frères chasseurs de l'endroit et y établir leur base d'opération. Nelson et Hindelang commandent une troupe d'environ 500 hommes qui, en dépit des promesses faites, ne sont pas mieux armés que l'année précédente. Une autre troupe composée de 200 hommes et dirigée par Chevalier de Lorimier occupe le village de Beauharnois où ils assiègent le manoir seigneurial d'Ellice qui se rend après un échange de coups de feu. À Chateauguay cependant, les troupes de Cardinal et de Duquet ont eu affaire à plus forte partie et furent arrêtées par des volontaires loyalistes. Cet échec amorce le mouvement de désertion. D'autres escarmouches sont signalées à Saint-Jean, Sorel et l'Acadie. Mais l'action des insurgés est mal coordonnée et sera rapidement anéantie par la contre-offensive de Colborne qui, le 8 novembre, marche sur Napierville. Nelson se replie sur Odelltown, mais après avoir été arrêté par ses propres hommes, il s'enfuit et la déroute s'ensuit. Le 12 novembre, l'insurrection sera

¹ Lettre de Cyrille H.-O. Côté à Duvernay, 16 août 1838.

définitivement brisée. Les troupes volontaires de Colborne s'adonnèrent au pillage et incendièrent les fermes de la région. La répression sera féroce.

Entre novembre 1838 et mars 1839, 815 personnes seront mises aux arrêts dans le district de Montréal. La presse anglophone est déchaînée et réclame le tribut du sang. Le *Herald* déclare : « Balayons les Canadiens de la surface de la terre. » Colborne institue une cour martiale et décide d'exécuter les récidivistes, c'est-à-dire ceux qui s'étaient engagés à garder la paix après les événements de 1837 et qui ont été repris les armes à la main. Cette décision frappe d'abord Cardinal et Duquet qui ont été arrêtés le 4 novembre à Caughnawaga, soit deux jours avant la proclamation de la loi martiale. Ils seront pendus le 20 décembre. Le 18 janvier 1839, seconde fournée d'exécutions ; montent à l'échafaud : le notaire Pierre-Théophile Decoigne, de Napierville, et les cultivateurs Joseph Robert, François-Xavier Hamelin, Ambroise Sanguinet et Charles Sanguinet. Le 15 février, le bourreau exécute cinq autres Patriotes : Charles Hindelang, Chevalier de Lorimier, Rémi Narbonne, François Nicolas et Amable Daunais. La veille de son exécution, de Lorimier, la gorge nouée par l'émotion, porte un toast à la patrie lors du repas des condamnés : « Puisse-t-elle ne jamais oublier que nous serons morts pour elle. Nous avons vécu en patriotes et nous mourrons en patriotes. À bas les tyrans ! Leur règne achève¹ ! » Il terminait son testament politique en écrivant : « Je meurs en m'écriant : Vive la liberté !, Vive l'indépendance ! »

Des 108 Patriotes qui subirent leur procès devant la Cour martiale, 9 furent acquittés, 99 furent condamnés à mort, 12 furent exécutés au Pied du Courant, 27 furent libérés sous caution, 2 bannis et 58 exilés en Australie. Ce deuxième échec provoquera aussi un traumatisme collectif car il anéantira dans la conscience populaire l'espoir de liberté et le rendra honteux, confinant l'ambition aux prébendes de la soumission.

La seconde insurrection fut déclenchée contre les avis de Papineau qui soutenait qu'il était inutile de tenter quoi que ce soit sans avoir l'appui du gouvernement américain. Il était en désaccord avec les plans d'invasion de Nelson. Il avait plutôt choisi d'aller plaider la cause canadienne à Washington et de convaincre les autorités américaines de soutenir les Républicains canadiens. Mais le déclenchement de l'invasion le précédera et fera échouer sa mission auprès de Van Buren qui se montrera inflexible et réaffirmera sa politique de neutralité en interdisant à tous les citoyens américains de prendre les armes contre le Canada. Le peu de sympathie manifestée par les Américains envers la révolution canadienne l'incitera en désespoir de cause à aller chercher refuge en France où ses espoirs seront également déçus. Il avait été prévenu par l'ambassadeur Pontois de ne pas s'illusionner car la France n'avait rien à gagner dans cette rébellion. Avec amertume, Papineau apprendra que la logique des États ne coïncide pas nécessairement avec les liens du sang et de la culture. Victor Morin remarque avec à propos que : « Les gouvernements n'entrent pas

¹ Cité par R. RUMILLY, *Papineau*, tome II, p. 107.

en guerre pour le triomphe d'un principe quelque méritoire qu'il soit, à moins d'y avoir un intérêt direct ¹. »

L'attitude de Papineau soulève la controverse dans les rangs patriotes car on attend beaucoup de lui alors qu'il prend ses distances face à l'action violente, ce dont témoigne cette lettre de Théophile Dufort à Ludger Duvernay quelques jours après l'écrasement de l'insurrection : « Il n'y a plus rien à espérer à moins que le grand Papineau ne sorte de sa cellule et de son insignifiance ². » Une autre lettre d'Élisée Malhiot à Duvernay, datée du 9 août 1939, montre que l'exaspération à l'endroit de Papineau est extrême :

À propos de M. Papineau, je vous dirai que la conduite impolitique et malhonnête de cet homme commence à me faire perdre tout espoir. Comment lui qui sait que nous l'attendons comme le Messie, ne daigne même pas faire dire à ceux qu'il a conduits à l'exil : « Espérez » ou « N'espérez pas. » Croit-il faire comme en 1837 : conduire seul avec O'Callaghan et deux ou trois autres la barque et l'abandonner au moment du danger, sans rien faire pour sauver ceux qu'ils ont fait embarquer. Eh bien citoyen, il se trompe, je ne suis pas le seul qui soit fatigué de défendre un homme ingrat qui ne fait que nous tromper et qui se moque de nous.

On l'accuse d'avoir déserté le champ de bataille à Saint-Denis et on fait courir des rumeurs désobligeantes à son endroit afin de discréditer son leadership. Le dépit et l'amertume de la défaite donneront encore plus d'intensité à cette sourde campagne de dénigrement. La frustration n'est pas source de lucidité dans les circonstances et pousse les Patriotes à tourner leur agressivité contre eux-mêmes.

Alors que Papineau est en mission diplomatique en France pour trouver des appuis, l'abbé Chartier convoque pour le 18 mars une convention à Corbeau. À cette occasion, le D^r Côté, appuyé par Robert Nelson, propose la déchéance de Papineau comme chef des Républicains canadiens. Les Frères chasseurs lui reprochent son indécision et en font le bouc émissaire de leur défaite. Mais certains, comme Malhiot et Wolfred Nelson, sont trop conscients de l'importance symbolique de Papineau pour appuyer cette fronde contre le chef. Ils prennent sa défense tout en donnant partiellement raison à ses détracteurs. Ils reconnaissent que Papineau a pu commettre des erreurs, mais ils rappellent à l'assemblée qu'il n'est pas le seul et que ce serait affaiblir la cause canadienne que de renier celui qui a le plus de prestige auprès de la population. Malhiot ridiculise le D^r Côté qui accuse Papineau de lâcheté alors que lui-même s'est enfui le premier et est arrivé à Swanton dix jours avant tout le monde. Pour sa part, Wolfred Nelson fait une déclaration qui aura des suites plus tard. Il explique que c'est lui qui a demandé à Papineau de fuir à Saint-Denis : « Parce qu'il était le chef du parti, qu'une balle pouvait le frapper et que Papineau mort, tout serait perdu ³. » L'assemblée décidera finalement de ne pas prononcer la

¹ « La république canadienne de 1838 », dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 2, n° 4, mars 1949, p. 484.

² Lettre de Théophile Dufort à Ludger Duvernay, 14 novembre 1838.

³ Cité par R. RUMILLY, *Papineau*, tome II, p. 135.

déchéance du chef et d'envoyer plutôt l'abbé Chartier à Paris s'enquérir des intentions du leader en exil.

Duvernay aura, lui aussi, maille à partir avec l'aile radicale du mouvement à l'occasion de l'organisation de la Saint-Jean-Baptiste à Burlington, en juin 1839. Son intention était de refaire l'unité des Patriotes et dans ce but, il avait projeté d'associer le clergé à cette manifestation, ce qui provoqua l'ire du D^r Côté qui dénonça avec virulence son entreprise :

Qu'il me soit permis de vous dire, dans toute la sincérité de mon cœur, que je crois que tant que le peuple canadien sera l'esclave de la robe noire, le Canada sera la pépinière de l'esclavage et le tombeau des idées libérales. Telle est ma conviction honnête et telle est la vôtre j'en suis certain ¹.

Rien n'est moins sûr, Duvernay n'ayant jamais fait montre d'anticléricalisme. Il croyait au contraire que l'Église pouvait jouer un rôle utile dans la société et que la religion était source de réconfort. N'avait-il pas d'ailleurs fait appel à M^{gr} Bourget pour qu'il envoie des prêtres auprès des réfugiés qui avaient besoin des consolations célestes ? La correspondance de Duvernay nous apprend aussi que tous les dimanches, il mettait ses talents de chanteur au service du culte. Il était « plain-chantre numéro un » à l'église de Burlington ². Cet attachement religieux nous est aussi révélé par une lettre de M^{gr} Bourget adressée à Antoine Manseau, vicaire général à New York, en date du 6 mai 1841 :

M. Ludger Duvernay, qui m'a beaucoup édifié par ses sentiments religieux et son zèle pour le culte divin, a demandé avec insistance quelques prêtres canadiens pour porter les secours religieux à leurs compatriotes abandonnés, les conserver dans leur foi menacée par l'esprit irréligieux et l'air de liberté et d'indépendance que l'on respire ici, et ils sont très contagieux quand ils sont de retour de ces funestes voyages ³.

Tout comme Papineau, Duvernay s'est tenu à l'écart de l'action des insurgés même s'il était informé de leurs préparatifs. Il avait plutôt choisi de continuer l'action intellectuelle entreprise vingt ans auparavant en fondant un nouveau journal. Au moment où les troupes de Nelson se préparent de nouveau à croiser le fer avec l'armée britannique, Duvernay entreprend un voyage à New York où il séjourne d'octobre à décembre 1838. Il y rencontre William Lyon Mackenzie, président de la République du Haut-Canada, qui est, comme lui, éditeur d'un journal réformiste. Duvernay pense que la réorganisation du mouvement ne peut se faire sans un journal qui réunira les Patriotes par l'esprit et pourra combattre le découragement qui résulte de la dispersion des réfugiés. À son retour, en décembre, il annonce son intention de publier ce journal dès qu'il aura réuni suffisamment d'abonnements au prix annoncé de quatre dollars. Mais le dénuement de ses compatriotes retardera la réalisation de son projet.

¹ Cité par R. RUMILLY, *Papineau*, tome II, p. 147.

² Voir Papiers Duvernay, n° 462.

³ Voir correspondance d'I. BOURGET, *Rapport de l'archiviste*, 1946-1947, p. 149.

En juin 1839, William Lyon Mackenzie est emprisonné pour violation de la neutralité américaine ce qui entraîne la disparition de sa *Gazette*. Entre temps, le D^r Duchesnois a réussi à approvisionner Duvernay en matériel d'imprimerie acheté à New York. Duvernay installe donc sa presse à Burlington, ville de 7 000 habitants située à proximité de Winooski où de nombreux Canadiens travaillent à la manufacture de drap. Duvernay a décrit ses impressions de Burlington dans une notice topographique publiée par *La Canadienne* du 17 août 1840 :

La ville de Burlington est bien bâtie quoiqu'aucun édifice public remarquable n'attire l'attention de l'étranger, les rues sont larges et bordées de Sycomores, de locusts et d'érables. Elles se coupent à angle droit.

Fait digne de mention pour une petite ville, Burlington était dotée d'une université, inaugurée en 1825 par le général Lafayette. Duvernay admirait tout particulièrement l'égalitarisme dans les relations sociales, la tolérance religieuse qui régnait ainsi que le système d'éducation public. Il concluait sa description en soutenant que les principes républicains pouvaient cohabiter harmonieusement avec la religion. Il mettra d'ailleurs cette idée en pratique à la fin de son séjour à Burlington en présidant une association créée pour faire construire une église catholique romaine ¹.

Le 7 août 1839 paraît le premier numéro du *Patriote canadien*, journal hebdomadaire, politique, historique, littéraire et industriel, et le premier journal canadien de langue française à paraître aux États-Unis. La devise du journal est : « L'union fait la force. » Si cette maxime n'est pas nouvelle, il faut, par contre, noter une préoccupation nouvelle dans la pensée de Duvernay qui ajoute le qualificatif « industriel » pour définir l'orientation de son journal.

Il veut, par cette publication, réunir les témoignages et les faits qui, dit-il, « serviront à l'histoire du Canada et principalement à celle de l'insurrection. » Il publie d'ailleurs régulièrement une chronique des événements de 1837-1838 ainsi que les comptes rendus des procès des prisonniers politiques. Son but est de contribuer à la cause patriotique en faisant l'éducation politique de ses concitoyens :

Animé du désir de nourrir dans le sein de nos concitoyens Canadiens cet amour de la liberté qui semble indigène sur le continent de l'Amérique et désireux de suppléer autant qu'il nous sera possible à ce qui manque par la guerre qui a été déclarée contre les presses anglaises et françaises sur notre terre natale, nous avons entrepris la publication du présent journal sous les auspices de nos amis canadiens et américains, dans l'espoir de trouver une issue au cœur de notre patrie opprimée ; Il pourra aider le public en mûrissant son jugement sur sa condition sociale et politique présente ².

Il se donne un délai de 6 mois pour établir la viabilité de son entreprise et il annonce qu'il peut compter sur 25 collaborateurs établis dans plusieurs États

¹ Voir *L'Aurore des Canadas*, 9 novembre 1841.

² *Le Patriote canadien*, 7 août 1839.

américains. Il y a parmi eux, écrit-il, « des Français, des Américains, des Canadiens établis aux États-Unis depuis un certain nombre d'années » et seulement 5 réfugiés. Cette précision laisse supposer que Duvernay cherche à élargir sa clientèle et ne tient pas à se confiner au cercle étroit des réfugiés canadiens, trop pauvres pour faire vivre un journal. Il ne faut pas oublier non plus que, conformément à la stratégie de Papineau, il s'agissait de rallier une partie de l'opinion publique américaine à la cause canadienne à la veille des élections présidentielles. Cet objectif explique pourquoi on trouve dans chaque numéro du journal au moins un article rédigé en anglais. Duvernay justifie ce choix en invoquant la courtoisie :

En mettant au jour un journal français au milieu d'une communauté dont la langue naturelle est anglaise, il nous semble au moins convenable et courtois de nous adresser à nos lecteurs américains, amis et protecteurs, dans l'idiome qui leur est plus familier ¹.

Pour le reste, la facture du journal ressemble beaucoup à celle de *La Minerve*. En première page, on trouve des articles repiqués ou traduits des journaux étrangers alors que la page deux est consacrée aux nouvelles canadiennes et à l'éditorial du journal. Le reste est composé d'annonces publicitaires et d'articles. *Le Patriote canadien* est un journal d'idées, les principales rubriques traitant de politique étrangère, de politique canadienne, de littérature, d'éducation et d'industrie. Fait également remarquable, Duvernay publie, dans la plupart des numéros, des extraits des *Paroles d'un croyant* de Félicité de Lamennais, ce qui démontre toute l'importance qu'il accordait à cet auteur qui peut être considéré comme son maître à penser.

Nous devons accorder une attention spéciale aux articles publiés dans *Le Patriote canadien* parce qu'en raison de leur style uniforme et des circonstances particulières dans lesquelles le journal était fabriqué, nous pouvons en déduire que ces articles ont été écrits par Duvernay et qu'ils expriment directement sa pensée politique. En effet, pour produire son journal, Duvernay en exil ne pouvait compter que sur lui-même. Il n'avait pas les moyens d'embaucher, comme à *La Minerve*, des collaborateurs à qui il pouvait confier la rédaction du journal. Comme nous le constaterons plus loin, ce journal est aussi intéressant par l'apparition de nouveaux thèmes inspirés certainement par une expérience directe de la vie américaine.

Dans le premier numéro, Duvernay expose les principes philosophiques qui inspirent son action :

Nous soutenons ces vérités évidentes d'elles-mêmes : « Que tous les hommes sont égaux, qu'ils ont reçu de leur créateur des droits inaliénables ; que parmi ces droits sont la vie, la liberté et la recherche du bonheur ; que pour assurer ces droits, les gouvernements sont institués parmi les hommes, leurs justes pouvoirs venant du consentement des gouvernés ; que quand un gouvernement, quel que soit sa forme, devient destructeur de ces fins, il est du devoir du peuple de le changer ou de

¹ *Le Patriote canadien*, 7 août 1839.

l'abolir pour instituer un gouvernement fondé sur de tels principes ; et d'organiser son pouvoir de telle manière qu'il leur paraît propre à effectuer sa sûreté et son bonheur. »

Ce sont les maximes fondamentales de notre croyance politique et à leur considération nous nous dévouons totalement ¹.

Il exprime le plus pur credo libéral et justifie par le fait même le droit à l'insurrection populaire. Ne l'oublions pas, *La Patriote canadien* est un journal idéologique au service d'une cause : celle de la liberté dans ses dimensions personnelle et collective. Il vise à entretenir l'espoir, à stimuler le courage de ses compatriotes et à mobiliser les énergies pour continuer la lutte. Duvernay élève le devoir de persistance au sommet des exigences morales. La cause de la liberté est juste et naturelle, elle ne peut que triompher à la condition que les Canadiens la veuillent et continuent de combattre pour se donner une patrie. Dans ce qu'il écrit, Duvernay n'exprime aucun doute quant au succès de l'entreprise de libération nationale.

Joug, tyrannie, injustice, oppression, despotisme sont les concepts qui reviennent le plus fréquemment pour décrire la situation du peuple canadien, traité, dit-il, « comme les Israélites dans la terre d'Égypte ² ». L'extrait suivant résume la problématique des Patriotes en exil :

Renverser l'oppression ! Tel doit être et toujours notre cri. Canadiens, amis de l'humanité, les temps sont venus de secouer le joug tyrannique, d'anéantir l'arbitraire, le despotisme et le brigandage. Nos efforts ont été vains jusqu'à ce jour par notre défaut d'union, notre imprévoyance et notre peu de persévérance. Une révolution est indispensable quand il n'existe aucun autre moyen de redressement ; et quand d'ailleurs un appel aux armes donne la possibilité de réussir. Nous réussirons si nous voulons faire sur l'autel de la patrie l'offrande de notre fortune et de notre vie... Ne vaut-il pas mieux mourir bravement en défendant sa nationalité, sa langue, sa religion, sa femme et ses enfants, tous les droits les plus chers que d'être le spectateur lâche et oisif de la ruine de son malheureux pays ? N'est-il pas plus beau de mourir pour sa patrie que de ramper lâchement aux pieds de ceux qui nous écrasent ? Pour celui qui veut faire une patrie, le rameau du cyprès est aussi glorieux que le laurier ³ !

Duvernay se range ouvertement dans le camp des partisans de l'action armée. Le point de non-retour a été atteint, le sang versé exige vengeance et seule la violence pourra conduire à l'indépendance. Mais la révolution suppose certaines conditions. Elle ne doit pas être déclenchée inopinément et prématurément. Duvernay n'était pas convaincu de l'opportunité des invasions de 1838.

Il estimait que les conditions intérieures et extérieures n'étaient pas encore favorables. L'union sacrée du peuple est un préalable indispensable, la

¹ *Le Patriote canadien*, 7 août 1839.

² Voir *Le Patriote canadien*, 16 octobre 1839.

³ *Le Patriote canadien*, 27 novembre 1839.

révolution doit être l'œuvre de tout le peuple et non d'une faction. Or, à l'époque, même les Canadiens en exil ne s'entendaient pas entre eux et étaient divisés par des conflits idéologiques et de personnalités. Ensuite, la révolution devait être préparée, organisée, ce qui n'était pas non plus le cas en 1838, les Patriotes n'ayant aucune formation militaire. Pour pallier cette lacune, Duvernay encourage donc le jeune A. V. L. Consigny à entrer à l'École militaire de West Point¹. Enfin, il fallait attendre que la conjoncture internationale soit propice. À cet égard, les Patriotes prévoyaient un conflit armé entre l'Angleterre et les États-Unis ce qui aurait automatiquement déclenché les hostilités entre le Canada et les États-Unis et procuré aux révolutionnaires canadiens le soutien militaire américain.

Les citoyens ne peuvent être divisés en présence de cette alternative, de porter toujours le joug comme des brutes, ou d'obtenir une justice immédiate que bientôt sans doute leur offrira une guerre entre l'Angleterre et les États-Unis. Le temps de notre délivrance arrive. Sachons tirer bon parti des événements².

Les Patriotes pensent que la raison va malgré tout l'emporter en Angleterre car cette dernière ne peut mener une politique de coercition continue qui deviendra très coûteuse avec le temps. Elle n'a pas intérêt à prolonger l'oppression du Canada et, tôt ou tard, devra céder aux revendications canadiennes et reconnaître la souveraineté du peuple canadien.

En attendant que ces conditions soient réunies, il fallait préparer les esprits, éclairer le peuple, lutter contre le désespoir et entretenir la flamme. Cette tâche incombait aux journaux. Duvernay adopte donc un style lyrique et emporté pour exalter l'esprit de sacrifice, le dévouement à la cause sacrée de la liberté :

L'idée d'indépendance doit échauffer, enflammer et faire palpiter l'âme des Patriotes... Instruits par une cruelle expérience des effets funestes de notre défaut d'union et d'accord, de notre apathie à concourir en masse à notre Indépendance sachons faire sur l'autel de la patrie les sacrifices de nos animosités personnelles, sachons vivre et mourir pour la défense de notre liberté... Qu'exaltés par l'enthousiasme patriotique, par le souvenir des injures et des outrages dont nos âmes sont navrées, nous combattons pour la patrie, pour nos enfants, notre Dieu et nos croyances, notre langue, nos mœurs et nos usages³.

Duvernay est conscient des effets néfastes de l'oppression sur la volonté de résistance nationale. Il craint le travail de l'oubli, l'effritement de la combativité, le découragement et l'abandon de la cause. Il dénonce les lâchetés, les compromissions, et fait appel, comme antidote, à la générosité, au courage et au sens de l'histoire de ses compatriotes, à qui il promet les récompenses de l'immortalité. Mais il sent que ses appels restent impuissants contre les attraites des intérêts individuels et les ravages de l'égoïsme. Au début de 1840, il dénonce avec vigueur les virages politiques d'anciens Patriotes qui se sont laissé séduire par les mirages de la collaboration dans le cadre de l'Acte

¹ Voir lettre de A.V.L. Consigny à L. Duvernay, 26 mai 1839, Papiers Duvernay, n° 301.

² *Le Patriote canadien*, 5 février 1840.

³ *Le Patriote canadien*, 16 octobre 1839.

d'union. À mots couverts, il adresse des remontrances à ceux qui abandonnent leur poste de combat :

Si les révolutions ne rétrogradent jamais, ceux qui se lancent dans l'arène politique ne devraient jamais abandonner leur poste ni sacrifier en se déshonorant leurs opinions bien connues à de vils intérêts individuels. Quant à nous, nous ne cesserons de faire notre devoir jusqu'à ce que notre mission soit achevée. Tout nous annonce que des événements importants et favorables se préparent. Nous sommes pleinement convaincus que nos compatriotes sauront en profiter. Nous redoublerons d'efforts pour nous rendre utile à la cause que nous avons entreprise de défendre. Elle triomphera car elle est juste et meilleure¹.

Tout vrai Patriote a le devoir de persévérer pour qu'advienne le règne de la liberté. La patrie a besoin de héros.

Duvernay, dans *Le Patriote canadien*, tient aussi un discours moderniste. Il fait figure de précurseur en faisant de l'industrialisation une préoccupation nationale, et cela bien avant le célèbre discours d'Étienne Parent qui, en 1846, proposait de fonder l'avenir de la nationalité sur l'industrie. Il estime qu'une des tâches du journaliste est de suivre les progrès de l'industrie et d'intéresser le public à cette activité productive, « nous, nous ferons, dit-il, un devoir de ne rien négliger à cet égard². » Dans le numéro du 23 octobre, il fait l'éloge de l'industrie qui est « le principe vital des nations... c'est une source de liberté, de gloire et « de civilisation. » Ce discours tranche singulièrement avec l'idéologie agriculturiste que prôneront par la suite les intellectuels canadiens-français. Duvernay, pour sa part, déplore notre sous-développement industriel et l'attribue à la domination coloniale :

Toute colonie opprimée, en déclarant et maintenant son indépendance, se délivre du joug d'une Métropole et par cet acte d'énergie et de noblesse, elle détruit des monopoles, des privilèges et des exigences. Ce premier changement en assure d'autres, les entraves au commerce et à l'établissement de manufactures disparaissent.

Comme on peut le constater par cet extrait, Duvernay fait de l'accession à l'indépendance la condition du développement économique et de la prospérité du Canada. Le premier devoir d'un gouvernement indépendant, dit-il, serait « d'étendre les améliorations et les progrès de l'industrie... Ce ne peut être que l'époque de l'indépendance du Canada qui puisse devenir une ère de prospérité³. »

Autre fait nouveau dans la pensée canadienne, Duvernay introduit dans son journal une analyse du phénomène des classes sociales où transparaît encore une fois l'influence de Lamennais. Dans les articles de 1839, on reconnaît les premiers échos de la critique sociale française. L'éloge de l'industrie s'accompagne d'une description de certaines de ses conséquences néfastes dont

¹ *Le Patriote canadien*, 29 janvier 1840.

² *Le Patriote canadien*, 15 août 1839.

³ *Le Patriote canadien*, 23 octobre 1839.

la lutte des classes, conséquences déjà mises en évidence par Saint-Simon, Michelet et Guizot :

La société, en tout état de civilisation, est divisée en deux grandes classes ou parties : l'une qui travaille et produit, pour cette raison elle est nommée la classe productive, et l'autre par l'accumulation des fruits du travail, la puissance héréditaire ou la rapine, s'est acquis de quoi vivre sans labeur ; cette classe est dénommée improductive.

Ces deux classes sont naturellement placées dans une situation d'intérêts opposés. La classe improductive vit en achetant les produits de ceux qui travaillent et la classe productive vend une partie de ses productions. Cette dernière classe pense qu'elle ne peut pas trop avoir de ses produits tandis que les acheteurs cherchent à en donner le moins possible. C'est une cause continuelle d'intérêts contraires ¹.

Il s'agit évidemment de la vision libérale de la lutte des classes où les conflits sociaux sont expliqués par les différences entre les volontés individuelles dans les relations d'échange sur le marché. On n'en est pas encore à l'intelligence de la logique de l'accumulation du capital ni du processus de l'exploitation par l'achat de la force de travail. Mais encore une fois, il faut constater que les intellectuels canadiens n'étaient pas déphasés, qu'ils suivaient attentivement l'évolution idéologique européenne. À cet égard, il faut aussi souligner que Duvernay s'opposait à la peine de mort. Il la qualifiait « d'assassinat juridique » et justifiait son abolition en argumentant que là où elle avait été abolie il y avait eu une baisse progressive des « crimes capitaux ».

Duvernay soutient la nécessité d'une réforme en profondeur du système d'éducation. Il opte résolument pour l'instruction publique qui est « le seul et unique moyen de dissiper les ténèbres de l'ignorance, les préjugés destructeurs et de former des citoyens moraux et utiles ². » Il critique sévèrement l'éducation donnée dans les collèges classiques parce qu'elle ne prépare pas les jeunes aux professions commerciales et industrielles ³. Il suggère aussi d'introduire dans les programmes scolaires des cours de science politique, « la science la plus intéressante qui existe ⁴ », ainsi que des connaissances industrielles et agricoles. Il prône enfin l'éducation des femmes :

Ainsi, à tout prendre, l'éducation des personnes du sexe n'est pas moins importante que celle des garçons ; car encore une fois, on ne saurait dire combien les femmes influent en bien ou en mal sur toute une nation ⁵.

Autant par ses préoccupations sociales, industrielles et éducatives que par son attachement aux valeurs démocratiques, l'œuvre éditoriale de Duvernay témoigne de la portée progressiste du projet social des Patriotes qui sont

¹ *Le Patriote canadien*, 15 août 1839.

² *Le Patriote canadien*, 6 novembre 1839.

³ *Le Patriote canadien*, 13 novembre 1839.

⁴ *Le Patriote canadien*, 25 septembre 1839.

⁵ *Le Patriote canadien*, 13 novembre 1839.

sensibles aux débats idéologiques qui ont cours en Europe. La pensée canadienne n'a pas encore intériorisé les effets débilissants du colonialisme.

La publication de Duvernay est généralement bien reçue dans la communauté des réfugiés politiques. S'il faut en croire une lettre d'Élisée Malhiot, datée du 12 août 1839, qui le félicite pour son premier numéro, « le D^r Nelson l'a trouvé très bon, et c'est beaucoup, car il examine de très près. » Papineau le prie, lui aussi, de lui envoyer *Le Patriote canadien*. D'autres témoignages et encouragements lui arrivent de France et de diverses villes américaines où les lecteurs apprécient son style qui est *something great*. Mais l'accueil dans la province est plutôt réservé et les souscriptions se font attendre car les gens ont peur de se compromettre. Louis-Hippolyte LaFontaine lui aurait répondu brutalement « qu'il ferait mieux de travailler que de demander de l'argent aux uns et aux autres¹. » La résistance est mal vue chez les ex-Patriotes qui tentent de se faire une place dans le nouveau système politique canadien. À ces divergences idéologiques, s'ajoutent des problèmes de distribution car le journal de Duvernay est interdit par le gouvernement canadien qui confisque les exemplaires envoyés par la poste. Duvernay proteste vivement contre cette proscription et réclame la libre circulation des journaux : « Dans les pires temps, la liberté de la presse peut seule régénérer un peuple », écrit-il, dans *Le Patriote canadien* du 13 novembre 1839.

Dès janvier 1840, après à peine six mois d'existence, *Le Patriote canadien* éprouve des difficultés financières et Duvernay informe ses lecteurs de la fermeture éventuelle du journal si des secours ne lui parviennent pas. Il reçoit des témoignages de sympathie mais peu de souscriptions, certains comme Georges Étienne Cartier lui répondant même sèchement :

J'espère que pour l'avenir, si vous avez quelque chose à me demander, ce ne sera certainement pas à titre de créancier. De même, si plus tard, il m'arrive de traiter avec générosité votre malice et votre indiscretion, ce ne sera point en qualité de débiteur... Je n'ai pas besoin de réponse².

Pour montrer sa générosité, il rappelle à Duvernay qu'il lui doit 9 livres et il lui reproche d'avoir publié sans son autorisation un poème qu'il avait écrit en 1837 et qui, en rappelant ses positions radicales, risquait de nuire à sa carrière.

Faute de souscripteurs, Duvernay est donc forcé, le 5 février, d'interrompre la publication du *Patriote canadien*.

Ce n'est pas cependant à ceux qui comme nous ont tout perdu ce qu'ils possédaient au Canada et qui vivent sur la terre étrangère des faibles produits de leur industrie que nous adressons des reproches. Il existe malheureusement une certaine classe d'hommes dont l'égoïsme et l'intérêt personnel sont les premiers besoins et les seuls guides³.

¹ Propos rapportés dans une lettre de C. Dumesnil, 31 août 1839.

² Papiers Duvernay, 10 janvier 1840, n° 394.

³ *Le Patriote canadien*, 29 janvier 1840.

Dans son dernier numéro, Duvernay, malgré son échec et l'amertume qu'il éprouve, ne cède pas au découragement. Il croit toujours que la révolution est imminente au Canada et exhorte ses compatriotes à continuer la lutte :

À tout prix les Canadiens doivent sortir de l'état humiliant et dégradant où ils se trouvent. Rendre heureux notre peuple bien-aimé tel doit être notre vœu, Canadiens. Les citoyens ne peuvent être divisés en présence de cette alternative, de porter le joug comme des brutes ou d'obtenir une justice immédiate que bientôt leur offrira une guerre entre les États-unis et l'Angleterre.

Le temps de notre délivrance arrive. Sachons tirer bon parti des événements. La fin d'une servitude outrageante, voilà ce que nous voulons, voilà ce que nous saurons obtenir.

L'heure fatale sonnera enfin pour les oppresseurs ; les tyrans recevront leur châtiment.

Comme tous les révolutionnaires, il croit que le succès de l'injustice ne peut être que de courte durée ; il s'en remet à la justice du Ciel, qui, pense-t-il, finira par triompher. Mais l'espoir ne fait pas vivre, et Duvernay, en attendant que la justice céleste ne se manifeste, doit, de façon plus prosaïque, penser à sa subsistance car sa famille est venue le rejoindre dans son infortune. Il se résigne donc à solliciter un emploi auprès du service des douanes américaines.

Avec le passage du temps, le poids de l'échec se fait de plus en plus lourd. Duvernay est aigri et déprimé. Il se retrouve à quarante ans démuni et sans espoir d'avenir. Il ne croit plus à sa propre rhétorique mobilisatrice. Il exprime ses sentiments à L .S. Perrault, dans une lettre datée du 6 juillet 1841 : « ... les choses sont tellement tendues que mon crédit en souffre et je suis rendu à bout... Je ne sais trop ce que je vais devenir. Mon moral en souffre au point de m'ôter le sommeil. Que faire ? J'envoie quelquefois à tous les diables et la politique et tous ceux qui nous ont précipités dans ce gouffre ¹. »

Il cherche à revenir au pays.

¹ Papier Duvernay, n° 510.

CHAPITRE 8

LES FRUITS DE L'ÉCHEC

[Retour à la table des matières](#)

Le Bas-Canada a bien changé depuis 1837. Les résistances se sont émoussées. L'esprit du temps n'est plus au combat mais à la résignation et à la soumission. De nombreux Patriotes se disent que « le destin a parlé » et qu'il faut accepter son sort. Étienne Parent n'a-t-il pas écrit que « ce serait folie que de s'obstiner à demeurer un peuple à part sur cette partie du continent » ? Le découragement s'est emparé des plus ardents Patriotes qui acceptent l'assimilation et la domination *canadian* comme une fatalité. Clément Dumesnil décrit, dans une lettre à Duvernay, le syndrome de l'échec collectif :

À Montréal, on semble avoir tout oublié... Les Canadiens de Montréal ne songent qu'à leur plaisir, à leurs intérêts individuels, et ceux de la patrie ne sont comptés pour rien. Quant à la politique, on n'en parle plus. On porte le joug sans murmure, tout respire à ce sujet le silence de la mort. Pitié ¹ !

Un autre Patriote décrit l'esprit du temps à Duvernay :

Ce n'est plus les temps d'autrefois, mon cher Duvernay, plus de joyeuses réunions, plus d'épanchements d'amitiés, d'idées et de sentiments. Un profond égoïsme, une morgue insolente, un isolement complet d'une classe à l'autre, voilà ce que semblent avoir produit les événements des trois dernières années ².

Le peuple est frappé d'une profonde léthargie qui favorise l'emprise du clergé sur la société canadienne. Les discours politiques ont été supplantés par les discours religieux comme en témoignent les succès populaires des sermons sur la tempérance prononcés par le curé de Beauport, M. Chiniquy, qui attire les foules qui autrefois accouraient entendre Papineau. On ne fête pratiquement plus la Saint-Jean, les célébrations se limitant la plupart du temps à une grand'messe ³.

Aucune société ne sort indemne d'une expérience de répression militaire. Le désarroi, la déception, le découragement et le pessimisme s'étaient emparés des meilleurs esprits de la société canadienne qui avait été vaincue par des forces

¹ 12 mai 1841, Papiers Duvernay, n° 491.

² Lettre de F. Amiot, 3 février 1841, Papiers Duvernay, n° 471.

³ Lettre de Clément Dumesnil, 24 juin 1841, Papiers Duvernay, n° 505.

militaires et des intérêts économiques étrangers. L'avenir des destins individuels et collectifs était menacé par les perspectives d'assimilation proposées par le rapport Durham. Le peuple canadien pour une deuxième fois en moins d'un siècle subissait un cuisant revers militaire et devait se soumettre à la force des armes.

Que ce soit en situation de guerre, de révolution ou de lutte politique, à la suite d'une défaite, on observe, en règle générale, trois types de réactions : l'individu peut, soit décrocher, se retirer de l'action et se tourner vers sa vie privée, soit changer son fusil d'épaule faire contre mauvaise fortune bon cœur, c'est-à-dire changer d'idéologie ou de camp et collaborer avec le vainqueur, soit enfin continuer le combat, persister contre vents et marées, résister avec l'énergie de l'espoir. Les Patriotes adopteront ces trois types de comportements, en les cumulant à l'occasion. Ainsi O'Callaghan et Robert Nelson opteront pour la première solution et disparaîtront de la scène politique. Papineau les suivra sur la route de la retraite en prenant le chemin de son exil parisien sous un noble prétexte. À son retour d'exil toutefois, il reviendra quelque temps à la résistance active, pour finalement se retirer sur ses terres. D'autres, comme G. E. Cartier, A.-N. Morin et L.-H. LaFontaine choisiront la voie de l'intégration et de la coopération et continueront à faire une carrière politique sous le régime du Canada-Uni. Enfin, Duvernay et quelques autres continueront la résistance pendant un certain temps, puis, à bout de ressources matérielles et psychologiques, ils se résigneront et reviendront dans le giron des compromis.

L'arrivée de Lord Durham avait ravivé de faibles lueurs d'espoir chez certains Canadiens dont Étienne Parent qui l'avait célébré dans son journal comme « un nouveau Messie (qui) vient effacer un nouveau péché originel ». Même le grand Papineau, de sa terre d'exil, se laissa aller à quelques illusions supplémentaires. Les correspondants de Duvernay se réjouissent de l'arrivée du nouveau gouverneur qui « a le pouvoir d'accorder une amnistie générale, et s'il faut en croire à sa politique jusqu'à ce jour, l'on doit conclure qu'il l'accordera ; déjà l'on pense dans la société qu'il sera libéral et indulgent ¹ ». L. V. Sicotte lui écrit une lettre tout aussi optimiste le 29 mars : « J'attends du nouvel ordre de choses tout ce qui est nécessaire au pays, industrie et éducation... tout se terminera d'une manière plus avantageuse pour les Canadiens qu'ils ont jamais pu l'espérer ². » À leur décharge, il faut toutefois dire que Durham s'était montré relativement clément envers les prisonniers politiques de 1837, ce qui pouvait faire croire à une certaine compréhension de sa part. Mais Duvernay, de façon plus réaliste, avait prévenu un de ses correspondants contre cette indulgence qui ne visait « qu'à endormir le peuple et le bercer d'espérance et de promesses trompeuses ; il [Durham] redoute la puissance de l'aigle qui plane sur le Canada, et qui tôt ou tard y établira sa domination ³. »

¹ Lettre de J. R. Robitaille à L. Duvernay, 26 mars 1838, *Canadian Antiquarian and Numismatic Journal*, 1909, vol. VI, p. 30-33.

² Lettre de L. V. Sicotte à L. Duvernay, *ibid.*

³ Lettre à J. Robitaille, 7 avril 1838.

Durham était un aristocrate aux idées libérales qui, imbu de la supériorité de la civilisation britannique, était porté au chauvinisme et au racisme. Le désenchantement ne tarda pas à se manifester, car Durham ne nomma aucun Canadien aux postes importants de son administration, ce qui témoignait de son mépris pour la population canadienne. Après un bref séjour de cinq mois au cours desquels il rencontre peu de francophones préférant la compagnie des Tories et des marchands anglais, il remet son rapport au gouvernement britannique, le 31 janvier 1839. Il propose deux mesures pour remédier à la crise politique des provinces canadiennes. la reconnaissance du gouvernement responsable pour satisfaire les aspirations des Réformistes du Haut-Canada et l'assimilation et la minorisation des francophones pour permettre à la bourgeoisie anglaise de contrôler les institutions politiques. Comme tout colonisateur persuadé de sa supériorité, il pense que les Canadiens ne pourront sortir de leur infériorité qu'en devenant Anglais :

C'est pour les tirer de cette infériorité que je désire donner aux Canadiens de notre caractère anglais... Ils sont un peuple sans histoire et sans littérature... Leur nationalité a pour effet de les priver des plaisirs et de l'influence civilisatrice des arts... Je n'entretiens aucun doute au sujet du caractère national qui doit être donné au Bas-Canada, ce doit être celui de l'Empire britannique, celui de la majorité de la population de l'Amérique britannique, celui de la grande race qui doit, dans un laps de temps de courte durée, être prédominante sur tout le continent nord-américain¹.

Le moyen d'atteindre ce « noble » objectif est l'union législative qui aura pour effet d'enlever aux Canadiens le contrôle politique sur la Chambre d'assemblée et de faire jouer la loi de la majorité en faveur des anglophones puisque le Haut-Canada avec ses 450 000 habitants obtient 42 représentants à la Chambre alors que le Bas-Canada avec 650 000 habitants est représenté par 42 députés seulement. Cette solution avait aussi l'avantage de faire payer la dette du Haut-Canada, qui était de 1 200 000 livres, par les habitants du Bas-Canada dont la dette n'était que de 95 000 livres. Voilà de l'égalité de représentation et du fair-play typiquement britannique. Et pour compléter cette œuvre de destruction d'une nation, on se proposait d'interdire l'usage du français dans les nouvelles institutions politiques.

Les Canadiens ne furent pas consultés sur le projet d'union législative. Ce fut un Conseil spécial nommé par Colborne, et composé surtout d'administrateurs et de marchands anglais qui approuva l'Union. Dans le Haut-Canada, le *Family Compact* et les marchands de Toronto exigèrent, avant de donner leur accord, une représentation inférieure pour le Bas-Canada, la proclamation de l'anglais seule langue officielle et la localisation de la capitale dans le Haut-Canada. Le Parlement impérial vota l'*Union Act* le 23 juillet 1840 et l'Union fut proclamée le 10 février 1841.

Les réactions des Canadiens au rapport Durham furent contradictoires. Certains, comme Étienne Parent, prêchent la résignation. Il est prêt à échanger une nationalité qui n'a pas d'avenir contre le gouvernement responsable. Il

¹ Voir *Rapport Durham*, Montréal, Les Éditions Sainte-Marie, 1969, p. 121 et p. 118.

pense que les Canadiens n'ont rien de mieux à faire « que de travailler eux-mêmes de toutes leurs forces à amener une assimilation qui brise la barrière qui les sépare des populations qui les environnent de toutes parts ¹. » À ses yeux, l'Union est un mal pour un bien. Il croit que dans le cadre du Canada-Uni, l'alliance avec les Réformistes du Haut-Canada permettra aux Canadiens de tirer leur épingle du jeu, de défendre leurs droits et surtout d'accéder à des postes dans la fonction publique. Il fallait donc accepter une collaboration subordonnée.

Louis-Hippolyte LaFontaine se montre discret et nuancé. Il voulait que ses compatriotes soient traités comme sujets britanniques et en conséquence ne subissent aucune discrimination. Il acceptait l'intégration au Canada-Uni mais dans la dignité et l'honneur et pour cela il était prêt à collaborer avec les Réformistes du Haut-Canada pour faire reconnaître le gouvernement responsable et redonner à la langue française droit de cité.

Le camp des opposants regroupe des éléments idéologiquement disparates. John Neilson, l'ancien collaborateur de Papineau, s'oppose à tout changement constitutionnel car il estime que l'Acte d'union menace le système légal qui garantissait le droit de propriété et étayait l'édifice social canadien-français. Le Conseil spécial avait décrété que le droit français devait être remplacé par le système juridique anglais. Cette ordonnance sera annulée en mai 1842 par Sir Bagot. Il voyait aussi dans la nouvelle Constitution une menace pour le lien avec la Grande-Bretagne.

Le clergé, lui aussi, s'émeut et s'oppose à tout changement politique, car il craint que l'Union ne renforce les Libéraux et menace encore plus ses privilèges qui étaient garantis par la Constitution de 1791. Les Réformistes projetaient en effet de créer un système d'éducation public et non confessionnel. L'Église voulait à tout prix conserver le contrôle de l'éducation, clé de voûte de son hégémonie sociale. Elle comprenait que l'assimilation signifiait aussi la « dé catholicisation ». La langue allait devenir la gardienne de la foi.

Les principaux dirigeants du Parti patriote se retrouvent parmi les antiunionistes. Ils associent l'acceptation de l'Union à une trahison nationale. Papineau soutient que la nouvelle Constitution est illégitime, ayant été imposée aux Canadiens sans leur consentement. Il conseille de refuser toute collaboration et d'attendre « le jour indéterminé de l'émancipation ² ».

Duvernay, quant à lui, combattra à la fois les positions de LaFontaine et de Neilson. Il s'oppose à ceux qui acceptent l'Union ainsi qu'à ceux qui la rejettent mais cherchent à se faire élire pour exiger son rappel. Il développe son argumentation dans une série de neuf articles publiés par le journal *La Canadienne* du 31 août au 22 octobre 1840. Dès le premier article, il y eut une

¹ *Le Canadien*, 23 octobre 1839.

² Lettre de A. Papineau à L. Duvernay, 3 octobre 1840, Papiers Duvernay, n^{os} 443-444.

confusion quant à l'origine de ces correspondances puisque celles-ci étaient signées D ... B.V. Une note de la rédaction, publiée dans le numéro du 7 septembre, informe les lecteurs qu'il ne faut pas attribuer ces articles à D.B. Viger :

Plusieurs personnes croyant que la correspondance venait de l'honorable D. B. Viger, nous annonçons à nos lecteurs que la correspondance en question n'a jamais été écrite par M. Viger. Elle est d'un de nos compatriotes à qui la cause doit beaucoup et qui veut encore faire voir à ses concitoyens que quoiqu'oublié, il ne les oublie pas et ne les oubliera jamais.

L'auteur qui se cachait sous cette signature confondante était bel et bien Duvernay ... Burlington, Vermont, ce qu'attestent d'ailleurs les lettres du D^r Bouthillier et de F. Gaillardet, éditeur du *Courrier des États-unis*¹. Nous ne saurons jamais si ce subterfuge s'explique par la prudence de la direction du journal qui craignait de publier un auteur proscrit ou s'il a été voulu par Duvernay lui-même. Quoi qu'il en soit, le rédacteur de *L'Aurore*, comme plusieurs autres, s'y laissera prendre puisque, dans ses réfutations, il reprochera à l'auteur d'être un étranger et de ne rien comprendre aux affaires du pays.

Duvernay juge la nouvelle Constitution inacceptable et illégitime d'abord parce qu'elle est imposée au peuple sans son consentement et ensuite parce qu'elle est fondée sur une injustice. Cet acte enlève aux Canadiens leur franchise électorale et a pour conséquence de mettre leurs représentants en minorité au Parlement du Canada-Uni :

Par le bill d'Union tel que passé par le parlement anglais, les Canadiens ne seront plus représentés au parlement car les quelques membres qu'il leur sera permis d'élire seront noyés, dans une majorité accordée injustement au petit nombre².

Mais puisqu'elle a été adoptée, que faut-il faire, quelle doit être l'attitude des Canadiens ? Il n'est pas question pour Duvernay de se résigner et d'accepter le fait accompli, il faut à tout prix persévérer dans la résistance. Un jour ou l'autre, prévoit Duvernay, il y aura fatalement séparation entre l'Angleterre et le Canada et ce jour-là, pense-t-il, « le Canada devra donc nécessairement former une république soit en s'agréant à la confédération voisine ou en formant une république à part³. »

Ses interventions visent à influencer les Réformistes qui s'interrogent sur la position à prendre vis-à-vis de la participation aux élections qui s'annoncent. Il veut convaincre ses lecteurs canadiens de refuser toute compromission par la participation aux élections. Les Réformistes n'ont rien à gagner et tout à perdre en prenant part aux prochaines élections. Il invoque d'abord des raisons de circonstances. Il pense que les électeurs du Haut-Canada éliront des candidats tories de sorte que les Libéraux se retrouveront minoritaires. Ensuite, il prévoit

¹ Voir Papiers Duvernay, n^{os} 459 et 460.

² *La Canadienne*, 31 août 1840.

³ *La Canadienne*, 31 août 1840.

que ces élections ne seront pas libres, qu'elles seront entachées de violence, qu'elles se feront sous la menace des baïonnettes, prédiction qui se confirmera dans le comté de Terrebonne où LaFontaine sera vaincu par les tactiques d'intimidation employées par le gouverneur Sydenham. Il souligne aussi les obstacles pratiques qui entraveront l'exercice de la démocratie puisqu'on exigeait désormais une qualification de 2 000 \$ pour être candidat et qu'il fallait au surplus parler l'anglais « pour ne pas rester en chambre comme des zéros » et, enfin, seuls les gens riches pourraient faire acte de candidature, car il fallait être fortuné pour aller passer trois ou quatre mois à ses propres frais à Toronto. (Kingston n'avait pas encore été choisie comme siège du gouvernement au moment où Duvernay écrit ses articles.)

Mais il y a, à son avis, d'autres raisons plus impérieuses. C'est au nom de principes politiques qu'il préconise l'abstention systématique. En toutes circonstances, les Canadiens doivent éviter de cautionner le nouveau régime et protester par le refus. Il ne faut ni voter, ni chercher à se faire élire, ni faire de requêtes, ni « législater » avec le gouvernement anglais. La participation est un piège. « Tout candidat, tout électeur qui se rendra au *hustings* signera l'aveu tacite qu'il approuve l'union, qu'il approuve la nouvelle constitution ¹. » Pour répondre à l'injustice, « le silence morne » est la seule politique qui convienne. Les chefs réformistes ne doivent pas, pour la simple gloire d'être élus, abuser de la confiance du peuple en faisant miroiter de faux espoirs au sujet de l'Union. Il incite les Canadiens à ne pas croire ceux qui promettent de rétablir les droits du français, le rappel de l'Union, le retour de la capitale dans le Bas-Canada, le rappel des réfugiés et des exilés ou encore le gouvernement responsable. Au nom du bon sens et de la raison, il ne faut rien attendre du gouvernement anglais :

Les Canadiens, les réformistes doivent donc manifester leur désapprobation, leur mépris pour la constitution qu'on vient de leur imposer, et le seul moyen à adopter est de refuser de prendre part aux élections ².

Duvernay récuse même l'argumentation des antiunionistes qui veulent faire élire des candidats pour exiger le rappel de l'Union. Pour soutenir son point de vue, il donne l'exemple du grand O'Connell qui depuis quarante ans, dit-il, perd son temps en discours parlementaires :

Les sommes immenses payées à O'Connell seraient mieux employées si on s'en servait pour acheter des armes qui pourront servir par la suite ³.

La stratégie consistant à mener un combat de l'intérieur serait aussi illusoire parce que même si les Réformistes obtenaient la majorité à la Chambre, ils n'auraient pas pour autant le pouvoir, le gouvernement responsable n'ayant pas été reconnu.

¹ *La Canadienne*, 21 septembre 1840.

² *La Canadienne*, 28 septembre 1840.

³ *La Canadienne*, 8 octobre 1840.

Le 19 octobre, il constate que ses conseils n'ont pas été écoutés et que la tendance majoritaire a opté pour la participation : « S'il doit en être ainsi, il faut bien se soumettre à la majorité. Le devoir d'un bon républicain, d'un vrai démocrate est de respecter l'opinion du plus grand nombre. » Il est ébranlé par la position de son ancien collaborateur, Augustin-Norbert Morin, qui s'est associé au comité électoral de John Neilson. On sent toute l'amertume de l'homme déçu dans cette tirade digne des grands auteurs classiques :

Et toi Brutus aussi !...

Que sont donc devenus les hommes de 1827, de 29, de 32, de 34, de 37 ? où sont les membres de la Chambre d'assemblée qui votèrent les 92 résolutions... où sont leurs principes politiques... Les apostats et les traîtres paraissent donc être en faveur auprès de certains patriotes ; on tend la main à ceux qui contribuèrent à massacrer nos compatriotes et on semble dédaigner les hommes qui sont restés fidèles à la cause, qui ont tout sacrifié pour elle ¹.

Ne pouvant convaincre ses amis d'adopter son point de vue radical, il propose une stratégie de remplacement qui s'inspire d'une conception inédite de la démocratie. Son plan de rechange est le suivant : aucun Réformiste ne posera sa candidature. Il appartiendra aux électeurs réunis en assemblée de désigner la personne la plus qualifiée pour se présenter. Ce candidat s'engagera par écrit à protester en Chambre contre l'Union et par la suite il refusera de prendre part aux autres délibérations et reviendra dans son comté.

Le mandataire du peuple n'est que son représentant, il n'est pas là pour faire à sa volonté mais bien pour exécuter la volonté de ce même peuple qui l'en a chargé ².

Il oppose ainsi la démocratie de conformité, de tradition américaine, à la conception britannique de la représentation où le député une fois élu est libre d'agir à sa guise, quitte à rendre compte de ses faits et gestes à l'élection suivante. Il propose en quelque sorte de remplacer la grève électorale par la grève parlementaire, l'objectif étant toujours de transformer l'élection en mouvement de protestation populaire.

À la suite de l'échec de 1837-1838 et de l'imposition de l'Acte d'union, on voit apparaître deux conceptions de l'action politique qui vont diviser les nationalistes. Il y a celle préconisée par les LaFontaine, Cartier, Morin, Cherrier, qui prêchent le réalisme et l'intégration pragmatique au système. Dans cette optique, le patronage devient le ciment de l'action partisane qui peut seule garantir la survie de la nation. L'autre attitude, incarnée par Papineau et par Duvernay (du moins jusqu'en 1842), consiste à refuser les compromis et à lutter contre l'esprit de résignation et le défaitisme. Mais pour ce faire, il ne faut pas jouer avec les principes politiques de tout un peuple, il faut mériter sa confiance par la consistance, la fermeté de ses convictions et le désintéressement :

¹ *La Canadienne*, 19 octobre 1840.

² *La Canadienne*, 19 octobre 1840.

Quel est le plus bel apanage de l'homme qui se lance dans la politique ? C'est la fermeté, la consistance et le désintéressement. Celui qui fléchit au moindre choc, celui qui tourne à tout vent, celui qui est avide de place et d'honneurs ne peut servir son pays, il est l'ennemi du peuple, il ne mérite pas sa confiance ¹.

Celui qui renie ses principes, qui « vire capot », contribue non seulement à décourager le peuple, mais il affaiblit aussi la crédibilité de la cause auprès des autres peuples. Duvernay considère que l'acceptation de l'Union, par la participation aux élections, aura des effets catastrophiques sur l'opinion des alliés potentiels des Patriotes :

Mais si vous voulez surtout vous attirer la sympathie, le respect des autres peuples, montrez-vous consistants, montrez-vous fermes dans vos principes, dussiez-vous tout à fait succomber. En déployant cette fermeté, vous vous rendrez dignes du respect et de l'estime des autres nations ; autrement vous tomberez flétris et avilis ; et chacun se dira, les Canadiens ont mérité leur sort ². Ce qui a commencé à déshonorer le nom de Canadien à l'étranger c'est d'avoir vu les mêmes hommes qui avaient repoussé cette constitution, ces mêmes hommes qui avaient combattu pour la repousser, la redemander six mois après. Voilà ce qu'on a appelé à l'étranger un jeu d'enfants ³.

Duvernay croit toujours à l'indépendance. Il refuse de céder au désespoir. Il réplique à la logique de la démission nationale distillée par certains journaux comme *L'Aurore* en disant que les Canadiens ne sont ni trop faibles ni trop peu nombreux pour fonder une nation. Notre sort, dit-il, n'est pas d'être une colonie opprimée. Il cite en exemple de nombreux pays qui sans être aussi peuplés ni aussi bien nantis que le Canada ont réussi à obtenir leur indépendance. Tout ce qui manque, pour cela, dit-il, c'est la détermination et l'union parmi les chefs réformistes ⁴.

Mais cette analyse n'est pas partagée par les chefs réformistes qui misent désormais sur la collaboration avec les Libéraux du Haut-Canada pour corriger les injustices de la nouvelle Constitution. Cette stratégie de collaboration présupposait justement la dépendance et la participation à un jeu d'alliance où la logique partisane devait l'emporter sur la logique nationale. En effet, le système partisan instauré par l'Acte de 1840 contribuera à diviser les Canadiens et leur interdira à l'avenir l'unité d'action. Les allégeances partisans et l'esprit de parti prendront le pas sur la solidarité nationale.

Dans cette nouvelle répartition du pouvoir, les Canadiens français devaient se contenter d'être une force d'appui. Ils ne pouvaient nullement aspirer à la prépondérance et à la direction. Ils allaient assurer leur survie en marchandant leurs appuis politiques dans la lutte opposant les Conservateurs et les Réformistes anglais et ils se diviseront eux-mêmes selon les conjonctures politiques et les aléas du patronage.

¹ *La Canadienne*, 21 septembre 1840.

² *Ibid.*

³ *La Canadienne*, 22 octobre 1840.

⁴ Voir *La Canadienne*, 15 octobre 1840.

L'application des règles prévues par l'Acte d'union varia selon la personnalité des gouverneurs en place. Sydenham bloqua systématiquement toutes les mesures réformistes, exerça une discrimination ethnique dans l'attribution des charges publiques et s'attribua les fonctions de premier ministre. Son successeur, Bagot, adopta une attitude différente. Il refusa d'identifier son administration à un seul parti et rompit avec la pratique discriminatoire dans le patronage en nommant Morin, Huot et Mondelet aux postes de magistrat afin d'obtenir le soutien des Réformistes canadiens-français. Il fit entrer des Canadiens français au gouvernement en nommant LaFontaine procureur général du Bas-Canada alors que Baldwin occupait la même fonction pour le Haut-Canada. À l'occasion du débat sur ces nominations, LaFontaine en profita pour faire son premier discours en français, ce qui rehaussa son prestige et sa crédibilité. Étienne Parent fut aussi nommé greffier du Conseil exécutif. L'administration de Bagot bousculait quelque peu la politique coloniale britannique et rendait de la sorte possible le raffermissement des liens entre les Réformistes du Haut et du Bas-Canada, confirmant ainsi le pari des tenants de la collaboration. Mais le décès de Bagot et son remplacement par Sir James Metcalfe allait montrer le caractère éphémère et aléatoire de cette politique.

L'échec des insurrections marque donc un point tournant dans le développement de la société canadienne. Le repli sur soi, la rigidité des relations sociales, la domination cléricale, la stratégie défensive axée sur la protection culturelle sont autant d'effets consécutifs à la répression du mouvement patriotique. 1840 signifie, pour un long siècle, la fin des espoirs d'émancipation nationale, la fin du radicalisme politique et le début de la suprématie cléricale effective, du nationalisme conservateur, de l'idéologie de la survivance, de la collaboration, de la modération, du refoulement, de la culpabilité et de l'impuissance.

L'échec du mouvement des Patriotes et l'imposition de l'Acte d'union ont entraîné un renversement des alliances politiques. Les éléments modérés du mouvement acceptent désormais la tutelle de l'Église et s'allient aux capitalistes *canadian*. Ils obtiennent, en échange de leur participation à cette nouvelle alliance, des places dans la fonction publique. Jacques Monet explique, en l'approuvant, comment la politique de patronage mise en œuvre par LaFontaine a contribué au fléchissement du radicalisme politique :

Faute de pouvoir rendre l'Union aimable, il verrait au moins à ce qu'elle soit profitable. De plus, en distribuant les honneurs et les traitements dans toutes les classes de la société – parmi les marchands qui désiraient siéger au Conseil législatif, les pauvres habitants des seigneuries surpeuplées et les pauvres professionnels qui ne pouvaient gagner leur vie sans obtenir du gouvernement un emploi quelconque – il prouva aux Canadiens que le gouvernement de l'Union était leur gouvernement, qu'il agissait dans leur intérêt. Il suscita chez eux, à défaut d'un attachement au nouvel ordre, une psychologie du consentement ¹.

¹ *La Première Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 1981, p. 150-151.

Le gouverneur Bagot a été le maître d'œuvre de cette stratégie pacificatrice qui consistait à acheter la loyauté des Canadiens français en leur permettant d'accéder à quelques postes de second ordre. En flattant la vanité de quelques-uns qui ne pouvaient résister au plaisir des honneurs, il pouvait faire croire qu'il corrigerait les injustices du nouveau système politique. Gagner la confiance des Canadiens français par des gestes symboliques n'était-ce pas le meilleur moyen d'enrayer la contestation ? Par petites concessions bien annoncées, il était facile d'abuser de la bonne foi des Canadiens français pour mieux cacher les inégalités structurelles qui étaient en train de se constituer.

Ainsi, de valeureux Patriotes ont troqué leur intransigeance contre un pragmatisme rémunérateur. Ils se résignent à l'hégémonie de la bourgeoisie anglaise et acceptent la subordination nationale dans le cadre du Canada-Uni où, pour la première fois, nous serons politiquement minoritaires. On préfère l'accommodement à l'affrontement. Le mot d'ordre des Réformistes est de tirer le meilleur parti d'un régime imparfait. Pierre O. Chauveau explique ainsi l'objectif de cette stratégie de collaboration : « Essayer de reprendre ce qui nous appartient au moyen de ce qu'on nous a laissé. » On estime alors que cette stratégie des petits pas feutrés porte fruit puisque Lord Elgin reconnaîtra le principe du gouvernement responsable, qu'il fera abroger la clause de l'Acte d'union interdisant l'usage du français et qu'il sanctionnera l'amnistie générale accordée aux condamnés politiques de 1837-1838. Mais les anciens Patriotes se sont enfermés dans un système d'alliance où ils ont perdu leur autonomie d'action et où ils ont aliéné nos droits collectifs en acceptant notre « minorisation » politique. Le plat de lentilles était demandé à la table du nouveau régime. On prenait ainsi l'habitude de faire contre mauvaise fortune bombance...

On vit alors des choses étonnantes qui ne découragèrent certainement pas la dépolitisation du peuple mais provoquèrent la stupeur dans les chaumières. Ainsi, on vit le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Denis-Benjamin Viger, illustre vétéran des luttes pour les libertés parlementaires, être appelé au gouvernement par Metcalfe et soutenir une administration si peu soucieuse du respect de la responsabilité gouvernementale. Pierre Boucher de Boucherville, reconnu comme l'un des plus farouches révolutionnaires, est nommé conseiller législatif en septembre 1844. Jean-Baptiste Meilleur, ancien député patriote, est nommé surintendant de l'Instruction publique. Charles Mondelet, qui, tout modéré qu'il fût, avait été emprisonné en 1838, devient magistrat à Montréal en 1844. Luc Masson, leader de l'insurrection à Saint-Benoît, obtient le poste de percepteur des douanes. Qui eût cru que l'abbé Chartier, qui avait dénoncé si violemment le mandement de M^{gr} Lartigue, accepterait quelques années plus tard de renier publiquement ses déclarations pour obtenir en échange une cure à Saint-Grégoire d'Iberville ? Qui eût pu prévoir que Macnab, qui représentait la quintessence du torysme, celui qui avait traité les Canadiens français d'étrangers, formerait un cabinet avec Augustin-Norbert Morin, le rédacteur des 92 résolutions et un des proches collaborateurs de Duvernay, que le Patriote notoire Georges Étienne Cartier deviendrait à son tour un Conservateur au service des intérêts de la compagnie du Grand-Tronc ? Amédée Papineau s'élève avec indignation contre cette turpitude dans une lettre à Duvernay :

Ô Tempora ! Ô Mores ! Quel siècle ! Quel monde ! Quel Canadien qui peut désormais consentir à recevoir une charge des mains ensanglantées des bouraux de ses frères ? Honte ! Haine. Mépris éternel pour quiconque en acceptera. Qu'il soit infâme ¹ !!!

Mais trois ans plus tard, il sera lui aussi victime de la tentation démissionnaire et il acceptera de porter le fardeau de l'infamie en échange d'une charge publique rémunératrice. Bien de l'eau avait coulé dans le Saint-Laurent entre Kingston et Québec ! La machine du temps avait laminé bien des combativités.

Ainsi, lorsque Duvernay retrouve son imprimerie, les esprits se sont calmés. La mode est aux compromis et au girouettisme politique.

¹ Lettre à L. Duvernay, 9 juillet 1841, n° 510.

CHAPITRE 9

LE RETOUR DES EXILÉS

[Retour à la table des matières](#)

La disparition du *Patriote canadien* avait laissé Duvernay dans un état de profonde dépression et les nouvelles qui lui arrivaient du Canada n'avaient rien pour lui remonter le moral. Il avait le sentiment d'avoir donné le meilleur de lui-même et d'avoir épuisé ses énergies en pure perte puisque ses espoirs de libération nationale avaient été écrasés par la force des armes et le jeu des compromissions. À quoi bon continuer à résister alors que la plupart de ses anciens amis s'accommodaient de la nouvelle situation politique et avaient repris leurs activités professionnelles ? Pourquoi continuer à végéter dans un emploi subalterne en terre étrangère, loin du combat et impuissant à influencer le cours des choses ? Le temps des héros était révolu. D'ailleurs de valeureux Patriotes comme Wolfred Nelson ne l'incitaient-ils pas fortement à revenir au pays :

[pays] qui ne vous a pas payé de retour pour vos sacrifices et votre dévouement. Vous ne rejoindrez pas les ennemis de votre pays pour tout cela, mais songez à vous-même... Et vous pouvez le faire sans sacrifice de vos principes, ni de votre quant à soi. En allant tête levée, indépendamment et en patriote, vous excitez plutôt la bonne disposition des tories ¹.

D'autres, comme Louis Perrault, lui écrivent pour l'informer que les réfugiés retournent au Canada, ce qui ne devait certes pas contribuer à le reconforter. Il précise aussi qu'il peut revenir sans crainte d'être inquiété, car les perspectives d'amnistie étaient encourageantes avec l'arrivée du nouveau gouverneur Bagot qui se montrait disposé à faire une distinction entre ceux qui s'étaient réfugiés aux États-Unis en 1837 et méritaient indulgence et ceux qui avaient été exilés en Australie et aux Bermudes en 1838 parce qu'ils avaient été pris les armes à la main.

En mai 1841, Duvernay reçoit une lettre de Jacques Plinguet qui l'invite à revenir au Canada pour reprendre la publication de *La Minerve* « afin de combattre *L'Aurore*, ce méchant petit journal qui prêche servilement l'obéissance au gouvernement ². » Il pourrait être encore utile à la cause du pays car les Réformistes n'ont plus aucun organe d'expression pour les appuyer

¹ Lettre du 21 septembre 1841, Papiers Duvernay, n° 529.

² Lettre du 2 mai 1841, Papiers Duvernay, n° 448.

dans leur combat contre les Tories. LaFontaine lui aurait alors offert de soutenir financièrement la relance d'un journal voué à la cause des Réformistes, à la condition que Duvernay s'engage en retour à soumettre ses éditoriaux à un comité de censure, ce qu'il refusa au nom de la liberté de pensée ¹. Une autre lettre de Clément Dumesnil l'encourage à ne pas se laisser aller à une noire mélancolie après la mort de son fils Franklin :

Les affaires dans les États-Unis allant pour vous, de mal en pis, vous devez à votre famille de vous en revenir à Montréal, si surtout de vos amis dans l'aisance, dans cette ville, veulent vous aider dans l'entreprise que vous avez en vue, et qui pourrait servir à remplir deux buts : d'abord, celui d'être avantageux au Canada, et ensuite, celui de vous procurer une existence heureuse ².

Ces pressions insistantes auront raison de ses derniers doutes d'autant plus qu'il vit dans la misère et qu'il n'y a plus lieu d'entretenir d'illusions sur les menaces de guerres européennes qui se sont dissipées, la Russie ayant conclu un traité de paix avec l'Angleterre.

En octobre 1841, il effectue un voyage de reconnaissance à Montréal. *L'Aurore des Canadas* annonce son retour dans son édition du 23 octobre. Il n'est certes pas le premier à prendre le chemin de la réhabilitation et à traverser la frontière pour aller à Montréal. Le D^r Gauvin l'a précédé en juin 1840 sur la route du retour à Montréal où il devait lancer un nouveau journal avec son ancien employé Phelan, le *Jean Baptiste* qui sera publié du 6 novembre 1840 au 8 janvier 1841. Durant le mois qu'il passe à Montréal, Duvernay s'entretient de nouveau avec LaFontaine sur les conditions de relance d'un journal qui ressemblerait à *La Minerve*. Il se montre cette fois plus conciliant car désormais l'Union est chose faite et les élections ont eu lieu. Et, conformément à ses prévisions, les Réformistes se retrouvent en minorité, ce qui rend encore plus urgente la publication d'un journal « pour défendre les droits les plus chers... pour mettre à nu la tyrannie d'un gouvernement aussi arbitraire et aussi barbare que l'est celui sous lequel nos infortunés compatriotes sont obligés de se soutenir ³. »

En ce début de 1842, Duvernay est forcé de se rendre à l'évidence et d'accepter l'attitude de conciliation prônée par LaFontaine. La nouvelle Constitution a modifié les paramètres de la résistance nationale. Il ne peut plus continuer la lutte de l'extérieur. S'il devait abandonner l'idéal d'une république canadienne indépendante, ne lui serait-il pas encore possible de combattre pour un projet de société libérale à l'intérieur du nouveau système ? C'est probablement l'argument que lui fit valoir LaFontaine pour le convaincre de revenir s'établir à Montréal, en mars 1842, et d'accepter de reprendre le combat dans le cadre de l'Union. Cette thèse avait d'autant plus de crédibilité que l'alliance avec les Réformistes du Haut-Canada s'était avérée durable et profitable dans la mesure où elle avait permis à LaFontaine, après sa défaite

¹ Voir lettre de Clément Dumesnil, 31 août 1841, Papiers Duvernay, n° 525.

² Lettre du 2 juillet 1841, Papiers Duvernay, n° 508.

³ Lettre de J. Poirier, 17 février 1842, Papiers Duvernay, n° 540.

dans Terrebonne, de se faire élire à Toronto, dans le comté de York, le 23 septembre 1841.

Et puis, avait-il réellement le choix ? La loi du *primo vivere* ne devait-elle pas s'imposer comme un impératif catégorique dans la situation de dénuement où il se trouvait, et finalement l'emporter sur la pureté des convictions et la grandeur des principes ? Ces sentiments contradictoires sont exprimés dans le premier numéro de la nouvelle *Minerve*, le 9 septembre 1842, où il explique « qu'elle ne déviera pas de ses anciens principes et elle sera un actif champion des libertés populaires, mais elle se prêtera aux circonstances où se trouve le pays. » Le radicalisme politique n'étant plus de saison, il devait se résigner à adhérer au parti de la modération. S'il accepte de changer de ton, de modérer ses attaques contre le gouvernement, il ne renonce pas pour autant à ses idées politiques.

Duvernay pense que dans les circonstances imposées par l'Acte d'union, ce dont le pays a le plus besoin c'est d'un journal libéral qui pourra continuer l'œuvre d'éducation politique interrompue depuis cinq ans. Il n'envisage plus d'occuper le devant de la scène politique, déçu qu'il est par ses expériences antérieures. Homme de principes et de convictions, il ne se voyait pas jouer un rôle actif dans les arcanes de la petite politique où le contrôle du patronage était devenu le principal enjeu de la fierté nationale. Il préférerait se mettre en retrait pour mieux se consacrer à l'édification d'une conscience nationale en créant des institutions patriotiques.

Sa réinsertion dans la société canadienne sera discrète. Avant de conclure une entente avec les dirigeants du Parti réformiste sur les conditions de relance de *La Minerve*, Duvernay tentera de lancer un autre journal indépendant. Selon J. Monet, il aurait publié en juin 1842, *Le Journal du peuple*, consacré à la cause libérale¹. Il faut toutefois traiter cette information avec prudence car son nom n'apparaîtra jamais au générique en raison de son statut incertain puisqu'il n'y avait pas encore eu d'amnistie générale. On peut supposer qu'il utilisa un prête-nom, le propriétaire officiel du journal étant un inconnu : J.-J. Williams.

Dans le prospectus qui définit les buts du journal, l'éditeur nous indique que la rédaction est assurée par une personnalité prestigieuse qu'il se garde bien de nommer. Mais on peut selon toute vraisemblance supposer qu'il s'agit de Duvernay, car on retrouve dans les articles les thèmes qui lui sont chers, déjà développés dans *Le Patriote canadien*, entre autres son opinion sur L'Acte d'union : « *Le Journal du peuple* sera toujours opposé à cette mesure injuste et arbitraire, l'Acte d'union, mesure basée sur la fraude, la dissimulation et le mensonge calculé pour priver la majorité de leurs droits constitutionnels. » La devise du journal exprime aussi une des idées maîtresses de la politique éditoriale de Duvernay : « Les principes et non les hommes. »

¹ Voir *La Première Révolution tranquille*, p. 160.

Il n'y a que deux numéros de ce journal qui ont survécu à l'épreuve du temps, les numéros des 15 et 18 juin 1841. Dans chacun de ces numéros, Duvernay publie un article sur l'importance de l'éducation pour l'avenir des Canadiens français. Il fait l'éloge de Jean-Baptiste Meilleur qui vient d'être nommé surintendant de l'Instruction publique du Bas-Canada et il insiste sur la nécessité de procéder au recensement des enfants d'âge scolaire afin de pouvoir obtenir une juste part des 50 000 livres disponibles pour l'ensemble du Canada-Uni :

À moins que nous ne veuillons (*sic*), disons-nous abandonner à notre sœur province les quelques milliers de louis auxquels l'accroissement de notre population pendant les onze dernières années nous donne des prétentions si légitimes, nous ne devons pas perdre un seul instant à fournir le recensement demandé.

Duvernay soutient que le financement de l'instruction publique devrait se faire au moyen d'une taxe volontaire et non pas en imposant des contributions obligatoires, convaincu qu'il est que des esprits raisonnables reconnaîtront la nécessité de ce service public. (Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur le thème de l'éducation qui est une des constantes de la pensée de Duvernay.) Dans un autre article, il dénonce le caractère antidémocratique du Bill des municipalités de District parce qu'il ne reconnaissait pas le principe électif pour le choix des conseillers municipaux. Mais ce journal n'aura qu'une existence éphémère de trois semaines et cet insuccès rendra Duvernay plus conciliant devant les propositions de LaFontaine pour la relance de *La Minerve*.

Durant l'été, grâce au soutien financier de ses amis Fabre et Viger, il installe son nouvel atelier d'imprimerie au 13 de la rue Saint-Vincent. Ce quartier était alors le cœur de la vie intellectuelle du Canada. Dans cet étroit périmètre, on retrouvait la librairie canadienne de E.-R. Fabre et la librairie catholique de J.-B. Rolland ainsi que la librairie Beauchemin et Valois. Plusieurs imprimeries étaient aussi situées à proximité de celle de Duvernay : l'imprimerie de L.-O. Létourneux, propriétaire de la Revue canadienne, l'imprimerie de P. Gendron qui produisit *L'Avenir* à partir de 1847 de même que les imprimeries de Louis Perrault, de James Stark, de J.-A. Plinguet et enfin l'imprimerie de Sa Majesté, Propriété de Derbishire et Desbarats. La rue Saint-Vincent était aussi surnommée la « rue des avocats » parce que de nombreux membres de cette profession y avaient leurs bureaux. Laurent-Olivier David, qui fut assistant-rédacteur à *La Minerve*, écrivait en 1876 que c'était rue Saint-Vincent qu'on avait discuté « les questions les plus graves pour notre nationalité, qu'on a fait la politique depuis trois quarts de siècle ¹. »

Lorsqu'il reprend son métier d'imprimeur, Duvernay se confine à l'édition de *La Minerve*, il abandonne le secteur de l'édition des livres et des brochures, alors qu'avant 1837 il était l'éditeur le plus important de Montréal. Ayant perdu tous ses biens qui avaient été dispersés à l'encan en 1838, il n'avait plus le

¹ Cité par J.-M. LEBEL, *Ludger Duvernay et La Minerve*, thèse de M.A., Université Laval, 1982, p. 44.

capital suffisant pour s'équiper convenablement et concurrencer les éditeurs anglophones qui avaient pu mécaniser leurs imprimeries. Les Lowell, Campbell et Desbarats devinrent, dans les années 40, les principaux entrepreneurs de presse du Canada. Duvernay fut forcé par « les circonstances » de limiter son entreprise à la production artisanale, employant tout au plus une douzaine de personnes.

Le 9 septembre 1842, le premier numéro de la nouvelle *Minerve* expose la ligne de conduite qu'entend suivre Duvernay qui croit qu'il y a un nouvel avenir qui s'ouvre pour le Canada en dépit des injustices et des malheurs qui ont accablé le pays : « Un jour, nous nous plaisons à le croire, le Canada devra se régénérer à la voix de l'honneur et du devoir... » Suivent alors deux lignes de points de suspension comme si l'auteur voulait indiquer qu'il ne disait pas toute sa pensée. Certes, l'indépendance n'est plus à l'ordre du jour du salut national, mais l'objectif du journal reste toujours l'obtention de la justice et des institutions *libres*. Le journal entend de plus promouvoir le développement de l'industrie et de l'éducation qui sont les deux sources de la prospérité et du progrès. Il dénonce les inégalités sociales, les trop grandes disparités de richesses entre les classes. Il soutient qu'avec une division plus équitable de la propriété « aucune classe n'est opprimée et la somme du bonheur individuel et du bonheur national est plus grande. » Il entend combattre les injustices, les abus de pouvoir et les haines : « Nous nous opposerons à l'arbitraire de tout notre pouvoir, non par des préjugés, des passions et la vengeance, mais en prenant pour égide et pour guide la vérité et la modération. »

Dans ses premiers numéros, la nouvelle *Minerve* continue de dénoncer l'abus de pouvoir que représente l'Union et les inégalités de représentation qui faussent le jeu démocratique :

Ce Parlement formé par la violence, la fraude, le favoritisme et la corruption peut-il inspirer de la confiance au Pays ? Non, Mille fois non. Ce n'est qu'une moquerie de représentation du peuple... L'Acte d'Union des deux provinces tel qu'existant est un boulet rouge attaché aux flancs de notre infortuné pays et qui ne cessera de s'agiter jusqu'à ce qu'il produise un incendie général ¹.

Comme nous le démontre cette prise de position ferme de *La Minerve*, Duvernay continue à contester la légitimité de la nouvelle Constitution qui est, à ses yeux, un acte d'oppression inouï, mais, contrairement à la politique d'abstention qu'il préconisait dans *La Canadienne*, il pense qu'il est possible, grâce à la nouvelle alliance entre les Réformistes du Haut et du Bas-Canada, de régénérer le pays et de conquérir le gouvernement responsable.

Cet éditorial révélateur de la nouvelle optique de Duvernay dénonce à la fois les inégalités de représentation ethniques, puisqu'à l'arrivée de Bagot il n'y avait aucun Canadien français au Conseil exécutif, et les inégalités de représentation électorale créées par l'augmentation des franchises électorales et les grands écarts de population entre les comtés. Ce que revendique *La Minerve*

¹ *La Minerve*, 14 septembre 1842.

ce n'est pas comme telle l'entrée de francophones dans l'administration publique mais plutôt l'entrée au Conseil exécutif de membres de la Chambre qui soient responsables devant elle. Le journal demande aussi au nouveau gouverneur de dissoudre le Parlement et de déclencher de nouvelles élections pour effacer les traces de tyrannie laissées par le passage de Sydenham. Il réclame enfin une amnistie générale pour les exilés et demande même au gouvernement de créer un fonds de secours pour aider les réfugiés à revenir au pays, ce qui soulèvera l'ire de la presse tory. *La Minerve* suit à la lettre la politique de collaboration défendue par LaFontaine.

En retour, le bien-fondé de cette stratégie fut confirmé par la politique de conciliation mise en œuvre par Bagot qui nomma LaFontaine et Baldwin au poste de procureur général du Bas et du Haut-Canada et leur demanda de former le ministère, ce qui revenait à reconnaître simultanément le principe de gouvernement responsable et celui de la dualité nationale. Lors du débat sur ces nominations, LaFontaine, comme on l'a vu, avait saisi l'occasion de faire son premier discours en français à la Chambre du Canada-Uni, protestant ainsi contre l'injustice de la nouvelle Constitution envers les Canadiens français. Ce discours et sa nomination lui valurent un énorme prestige auprès de ses compatriotes car il allait devenir le principal pourvoyeur d'emplois dans la fonction publique et de contrats gouvernementaux. LaFontaine inaugurait ainsi un nouveau type de nationalisme axé sur la défense des droits linguistiques des francophones et de leurs institutions plutôt que sur la promotion des droits politiques de la nationalité. On passait subrepticement de la définition politique de la nation qui avait été celle des Patriotes à une définition ethnique de la nation axée sur la défense des différences culturelles, de la langue et de la religion.

La pratique constitutionnelle voulait que les députés nommés au Conseil exécutif démissionnent pour se faire réélire. LaFontaine réussit de nouveau à se faire élire dans le comté de York avec une confortable majorité de 100 votes, mais Baldwin perdit son élection par 6 votes dans le comté de Hastings aux mains du candidat tory Mureay. LaFontaine qui s'était trouvé dans la même situation en 1841 et avait profité de la bienveillance de Baldwin s'empressa de lui offrir de se présenter dans le comté de Rimouski où à son tour il fut élu par acclamation. Cet appui sans équivoque de l'électorat francophone scellait l'alliance entre les Réformistes des deux Canadas.

La détente politique apportée par la gestion de Bagot raviva chez les Canadiens les espoirs de changement, et Duvernay profita de ce climat favorable pour ressusciter la Saint-Jean-Baptiste et solidifier l'unité des Canadiens français. Il convoqua pour le 9 juin 1843 une assemblée au grand salon de l'Hôtel Nelson dans le but d'organiser l'Association Saint-Jean-Baptiste sur des bases solides et permanentes. Parmi les signataires de cette convocation on retrouve outre Duvernay, Denis-Benjamin Viger, Jos. Bourret, maire de Montréal, Côme-Séraphin Cherrier et Georges Étienne Cartier, avec qui Duvernay s'était réconcilié, et 21 autres signatures. Viger et Cartier furent élus respectivement président et secrétaire de l'assemblée. On décida à cette réunion de fonder une société de bienfaisance et de l'appeler l'Association de

Saint-Jean-Baptiste. Le nouvel organisme se composait d'un conseil de régie et de quatre conseils de section, la section de la ville, la section Saint-Antoine, la section Saint-Laurent et la section Sainte-Marie. L'Association allait être dirigée par un président, quatre vice-présidents, deux trésoriers, quatre secrétaires, quatre percepteurs et un commissaire-ordonnateur qui agissait comme directeur général. Les élections à ces postes devaient être annuelles et la première année les personnes suivantes furent élues aux différents postes :

président : D.-B. Viger
 vice-présidents : J. Roy
 É.-R. Fabre
 J. McGill Des Rivières
 J. Bruneau
 trésoriers : J. Boulanget
 F. St-Jean
 secrétaires : J. Belle
 J.-O. Létourneux
 N. Martel
 Ch. Roy
 commissaire-ordonnateur : L. Duvernay

Inaugurée par la célébration d'une messe solennelle, la fête de la Saint-Jean-Baptiste de 1843 fut assombrie par l'incendie de deux cents maisons au village de Boucherville, le 20 juin. Une collecte fut organisée pour venir en aide aux sinistrés. Après la messe, les fidèles défilèrent dans la rue Notre-Dame. Les mille membres de la société de tempérance de Montréal ouvraient la marche suivis par les membres de l'Association Saint-Jean-Baptiste qui chantaient *Vive la Canadienne*.

Comme en 1837, le traditionnel banquet ne put avoir lieu le 24, jour de jeûne et fut reporté au lundi 26. Les convives s'assemblèrent à l'Hôtel Nelson. Le 30 juin 1843, *La Minerve* décrit ainsi l'événement où on peut remarquer des changements dans la symbolique, changements révélateurs du nouvel esprit de concorde et de fidélité à la Grande-Bretagne qui furent probablement introduits à la suggestion de D.-B. Viger :

Un superbe transparent (sic) représentant le saint patron du pays entouré du drapeau britannique et de nombreuses touffes d'érable décoraient l'appartement. L'agneau national dont les pieds et les cornes étaient artistiquement dorés, ornait la table ainsi que plusieurs pyramides (sic) surmontées de bannières et de drapeaux et dont l'un représentait les armes de Sir Charles Metcalfe (qui venait de remplacer Bagot).

C'était bien la première fois que les nationalistes canadiens honoraient un gouverneur britannique dans leur célébration de la fête nationale. Ce signe de réconciliation avec la « mère patrie » fut confirmé par la suite. Comme le voulait la coutume, des santés furent portées après le repas à Sa Majesté la Reine, à la famille royale et à Josephthe, femme de Jean-Baptiste : « La bonne Josephthe toujours bien-pensante et qui exerce un pouvoir aussi absolu sur la

destinée du brave et honnête Jean-Baptiste. » La Saint-Jean-Baptiste fut aussi célébrée cette année-là à Québec où 300 convives participèrent au banquet offert au Théâtre royal. Il y eut aussi des célébrations à Saint-Hilaire, à Saint-Eustache et à l'Assomption.

Les Patriotes avaient bien changé depuis la dernière célébration de 1837. On ne faisait plus référence au peuple, source de toute autorité, ni à Papineau, ni à la république... Le haut patronage de l'Église révélait aussi un changement majeur du leadership social et de l'orientation idéologique du nationalisme. Profitant de la crise de leadership provoquée par l'échec des insurrections et grâce au dynamisme de M^{gr} Bourget, l'Église imposa son magistère à la société canadienne-française ; la religion devait être la base et la fin de toute chose. La ferveur religieuse était en train de remplacer la ferveur politique dans les campagnes et les villes où les Canadiens fréquentaient en grand nombre les retraites prêchées par l'évêque de Nancy, Joseph Forbin-Janson, qui attira jusqu'à 10 000 personnes à Montréal. M^{gr} Bourget avait aussi réussi à recruter de nouveaux ordres religieux : les Jésuites, les Oblats, les Frères de l'instruction chrétienne, les Dames du Sacré-Cœur, les Sœurs du Bon Pasteur qui vinrent renouveler et renforcer le contingent clérical. Enfin, pour répandre l'influence de l'Église, M^{gr} Bourget comprit l'importance des journaux et fonda *Les Mélanges religieux*. En ces temps de désarroi, l'Église cherchait à récupérer le nationalisme et à l'orienter en fonction de ses intérêts :

C'est ainsi que nous entendons la nationalité canadienne : la religion, le catholicisme d'abord, puis la patrie. Car celle-ci ne prend de force et de physionomie véritable que dans l'appui et la protection de celle-là : le Canada sans catholicisme c'est un drapeau sans couleur... Car ce ne sont pas des frontières, ni même des lois et des administrations politiques et civiles qui font une nationalité, c'est une religion, une langue, un caractère national... ¹

La survivance de la nation dépendait maintenant de la défense de la religion et de la langue et non plus du contrôle des institutions politiques. Les chefs politiques étaient désormais à la remorque des chefs religieux, l'Église représentant le seul lieu de pouvoir où nous étions vraiment maîtres chez nous puisque, dans la société politique, les représentants du peuple canadien-français avaient perdu toute capacité d'action autonome.

L'état de grâce qu'avait su inspirer l'administration Bagot ne dura que quelques mois. Son remplacement par Sir John Metcalfe allait compromettre les progrès réalisés, car le nouveau gouverneur, jaloux de ses prérogatives, revint à la politique de Sydenham. Metcalfe n'entendait pas se laisser dicter sa conduite par les chefs de parti, surtout dans le cas des nominations. Il n'acceptait pas que le parti majoritaire à la Chambre ait le pouvoir d'octroyer les postes dans la fonction publique. Il remettait en cause le laxisme de Bagot, qui avait concédé trop d'autorité aux représentants du peuple, ce qui, à ses yeux, ne pouvait s'expliquer que par la longue maladie qui le tenait à l'écart des affaires, cette politique ne pouvant nullement se justifier en vertu des principes

¹ *Mélanges religieux*, 26 novembre 1842.

constitutionnels. Metcalfe voulait exercer son propre jugement sur les affaires de la colonie, ce qui lui valut le sobriquet de « Sultan oriental ».

La crise ouverte entre le gouverneur et le Parti réformiste éclate à l'automne 1843. Baldwin et LaFontaine, en désaccord avec la politique de patronage du gouverneur, sont forcés de démissionner, soutenus dans leur attitude par la majorité de la Chambre. Metcalfe se sert de ce prétexte pour dissoudre la Chambre et déclencher des élections où il cherchera à faire élire des candidats dévoués à son administration. En manœuvrant habilement, il réussit à diviser les Canadiens français et à affaiblir l'autorité de L.-H. LaFontaine en s'attachant la collaboration de Denis-Benjamin Papineau, le frère de Louis-Joseph, et celle de Denis-Benjamin Viger qui se mit à critiquer la stratégie de LaFontaine et à défendre la politique du gouverneur. La division et les rivalités s'installaient chez les dirigeants politiques du Canada français. Au-delà des grands débats de principe sur les façons d'établir un gouvernement responsable sans rompre le lien colonial, les uns et les autres cherchaient à justifier leurs ambitions de contrôler l'assiette au beurre.

L'Acte d'union avait non seulement modifié la structure politique du Canada, mais il avait aussi changé la dynamique du jeu politique en instituant un système de partis qui brisait la grande cohésion dont avait fait preuve jusque-là l'élite politique francophone. L'Union introduisait la division et le conflit entre les représentants du peuple canadien, dont les positions politiques dépendaient désormais des variations stratégiques et des marchandages du pouvoir colonial. La crise politique déclenchée par la démission du ministère LaFontaine-Baldwin révéla au grand jour ces nouvelles contradictions. Dans ce nouveau contexte, l'unité nationale n'était plus possible.

L'objet du litige qui se développa au sein du Parti réformiste et opposa le groupe de LaFontaine au groupe de Viger était nébuleux. La presse libérale elle-même n'arrivait pas à démêler l'écheveau des arguments politiques et juridiques invoqués par les deux chefs. LaFontaine avait démissionné au nom du gouvernement responsable, parce qu'il voulait, en tant que chef du parti majoritaire en Chambre, un contrôle exclusif du patronage, comme cela se pratiquait en Angleterre depuis 1742. Du point de vue des Réformistes, le gouverneur ne pouvait contrecarrer la volonté du peuple exprimée par la majorité des représentants élus et devait s'en tenir à un rôle passif en ce qui concernait l'administration interne de la colonie, gardant ses prérogatives sur les questions militaires et sur la politique étrangère, ainsi que diverses attributions du pouvoir monarchique comme la dissolution de la Chambre, etc.

Mais Metcalfe ne l'entendait pas ainsi. Il prétendait qu'il n'avait pas le mandat de la Couronne pour faire de telles concessions à la Chambre d'assemblée du Canada. La position du *Colonial Office* était lumineuse sur cette question comme l'illustre une lettre du prince Albert, le mari de la reine à Lord Stanley :

I don't think the Crown of England could allow the establishment of a responsible government in Canada as that would amount to a declaration of separation from

the Mother Country. If the governor general is constitutionally bound to act according to the advice of his responsible government, how is he to obey the instructions which the Queen's government may think it proper to send him ? The Queen thinks Sir Charles ought to be strongly backed by the home government in his resistance to the establishment of a responsible government ¹.

Dans son esprit, le lien colonial avec la métropole avait préséance sur les droits démocratiques et, en conséquence, seul le Parlement impérial avait le pouvoir de changer le système politique de la colonie. En clair, cela voulait dire que le pouvoir du gouverneur général primait sur celui des élus, son avis était souverain parce que son autorité lui était déléguée par la source originelle de la souveraineté, qui ne relevait pas du suffrage des habitants de la colonie mais de la Couronne britannique. Il estimait qu'en conséquence le gouvernement responsable était impossible, impraticable et incompatible avec le maintien du lien colonial. Paradoxalement cette thèse rejoignait celle des Patriotes qui affirmaient que le gouvernement responsable allait de pair avec l'indépendance.

Dans ce débat, D.-B. Viger, conséquent avec la position radicale défendue par les Patriotes en 1837, mit tout le poids de son savoir juridique dans la balance du gouverneur. Il soutenait que tant et aussi longtemps que le Canada resterait une colonie de la Grande-Bretagne, le gouverneur exerçait de fait et de droit le pouvoir exécutif.

Mais sous les positions de principe et les raisonnements juridiques, couvait aussi une lutte pour le pouvoir au sein de l'élite politique du Bas-Canada qui allait dans un premier temps opposer LaFontaine et Viger, puis par la suite LaFontaine et Louis-Joseph Papineau derrière qui se regrouperont les éléments radicaux du Parti réformiste après son retour d'exil.

Mais auparavant, Viger, pour des motifs de prestige personnel, s'était engagé dans une alliance contre-nature en prêtant son nom et sa caution à un gouverneur qui défendait les thèses du Parti tory. En interprétant à la lettre l'Acte d'union, il en était venu à la conclusion que Londres n'avait pas reconnu le gouvernement responsable et qu'il était contre-indiqué de vouloir l'instaurer subrepticement par des jeux de couloirs et l'esprit de parti. Il pensait implicitement que dans une telle éventualité, il aurait été absurde et inutile de continuer à lutter pour le rappel de l'Union et de revendiquer le retour à une administration séparée du Haut et du Bas-Canada, ce qui représentait, à ses yeux, la seule solution valable pour assurer la survie de la nation. Ainsi, ceux qui voulaient avant tout le gouvernement responsable étaient prêts à s'accommoder du cadre de l'Union et à abandonner le projet d'indépendance du Bas-Canada alors que ceux qui, comme Viger, s'étaient battus contre l'Union et désiraient avant tout le retour à la Constitution de 1791 étaient prêts à s'associer avec leurs anciens adversaires pour empêcher l'établissement *de facto* du gouvernement responsable.

¹ Cité par G. PARIZEAU, *La Vie studieuse et obstinée de D.-B. Viger*, Montréal, Fides, 1980, p. 141.

Le paradoxe de Condorcet était encore une fois confirmé : dans l'argumentation idéologique, il peut arriver que les positions extrêmes aient tendance à se rapprocher et à former des alliances circonstancielle pour battre la position du centre.

Le conflit portait donc sur l'objectif fondamental que devaient viser les Réformistes : le gouvernement responsable ou la reconstitution d'une entité politique où les Canadiens français seraient majoritaires. Viger, tout comme Denis-Benjamin Papineau, pensait que l'indépendance du Canada français était inévitable et qu'en attendant, il était inutile de faire des vagues, de provoquer des conflits au sujet du gouvernement responsable. Il fallait avant tout assurer la participation de représentants francophones influents au Conseil exécutif. Dès lors, la démission de LaFontaine leur paraissait injustifiée et irréfléchie puisqu'il n'y aurait plus d'interlocuteurs francophones valables auprès du gouverneur. Il devenait de plus en plus difficile, à travers tous ces raisonnements abstraits, de déterminer qui avait raison et qui avait tort, d'autant plus qu'il était impossible de départager ce qui relevait des convictions et ce qui dépendait des ambitions personnelles. La politique canadienne entraînait dans l'ère de la confusion et de l'ambiguïté.

Après la démission de LaFontaine, Viger accepte l'offre de Metcalfe d'entrer au Conseil exécutif, le 12 septembre 1843. Âgé de soixante-neuf ans, il avait une carrière politique prestigieuse derrière lui, il avait été député, membre du Conseil législatif, représentant du Bas-Canada à Londres et il avait été emprisonné de longs mois en 1838 pour avoir refusé d'être libéré sans subir de procès. Il espérait maintenant, en échange de sa collaboration, être en mesure d'obtenir plus facilement le retour des exilés, objectif qui était la préoccupation principale des Canadiens français à cette époque. Metcalfe, qui n'était pas autorisé à proclamer une amnistie générale, lui garantissait qu'il accorderait un pardon individuel à tous les exilés qui en feraient la demande, espérant de cette façon s'attirer la sympathie des Canadiens français. Ce geste n'avait toutefois que l'apparence d'une concession, car en prenant l'initiative de faire une telle demande, les anciens Patriotes reconnaissaient *ipso facto* leur acte d'insoumission et en assumaient la responsabilité. Mais, comme le veut le dicton : *À cheval donné, on ne regarde pas la bride...* Dans le nouveau régime, on apprenait à se satisfaire de peu.

Les partisans de Viger s'empressèrent de fonder une Association pour la délivrance dans le but de rassembler les fonds nécessaires pour payer le voyage de retour des exilés. Metcalfe, pour montrer sa bonne foi, y alla lui-même d'un écot de 100 livres. Viger comptait sur le retour imminent du grand Papineau pour frapper l'imagination populaire, établir sa crédibilité comme leader des Canadiens français et affaiblir l'ascendant de LaFontaine. Mais ses attentes furent déçues car Papineau, à l'inverse de Viger, ne faisait aucunement confiance à Metcalfe. Il n'était pas prêt à accepter l'Union et à approuver l'attitude ambiguë de Viger. S'il revenait, il n'aurait d'autre choix que de s'opposer à la politique de son cousin Viger et de son frère Denis-Benjamin. Il choisit de prolonger son exil.

Au début de la crise, *La Minerve* n'osa pas prendre ouvertement position contre Viger, l'ami de Duvernay, celui qui l'avait aidé à renflouer financièrement *La Minerve* et était devenu son proche collaborateur à l'Association Saint-Jean-Baptiste où il venait d'être réélu à la présidence. Duvernay était perplexe et ne savait trop que penser de cette nouvelle situation créée par l'alliance entre les Tories et le groupe de Viger. Il comprenait mal pourquoi Viger avait accepté de succéder à LaFontaine tout en se réclamant des mêmes principes politiques. Il savait qu'en principe dans les systèmes parlementaires, un changement de ministère signifiait un changement de politique. Or, la position de Viger prêtait à confusion :

Jamais on ne vit les remplaçans (*sic*) se prétendre les soutiens des remplacés... Ce phénomène, le Canada l'offre encore dans l'acceptation de M. Viger de la succession de « ses très honorables amis » les ministres résignants... Nous le prédisons, le plus grand malheur qui pourrait arriver au pays dans ce moment-ci, ce serait de désapprouver la conduite sage, honnête et magnanime du ministère LaFontaine-Baldwin... nous regretterons toujours amèrement l'erreur de M. Viger¹.

Ce jugement circonspect illustre le déchirement que ressentait Duvernay entre ses anciennes amitiés et sa nouvelle position politique qui consistait, en vérité, à considérer l'Union comme un mal mais un mal d'où pourrait sortir le bien. Ce malaise se traduira par le ton modéré qu'adoptera *La Minerve* à l'endroit de ce nouvel adversaire politique. Elle le condamne certes mais ne le pourfend pas encore. Le journal de Duvernay n'attaque pas directement Viger mais s'en prend surtout aux journaux concurrents comme *L'Aurore* et *Les Mélanges religieux* qui soutiennent les politiques de Viger et qui profitent de la manne gouvernementale. Jusqu'à l'élection générale d'octobre 1844, *La Minerve* se montre indulgente et fait comme si Viger avait simplement commis une erreur de jugement tout en souhaitant qu'il la corrige. On ne le traite donc pas comme un adversaire mais comme un égaré.

La Minerve vante surtout les mérites de LaFontaine pour son acte de courage et de patriotisme, lui qui en démissionnant « a préféré la cause du peuple aux douceurs du pouvoir² ». Les rédacteurs de *La Minerve* ne tarissaient pas d'éloges à l'endroit de LaFontaine et ne rataient pas une occasion de dénoncer la collusion entre les Orangistes et le gouverneur afin de miner la crédibilité de Viger. Duvernay, quant à lui, agira comme organisateur du parti de LaFontaine dans la région de Montréal aux côtés de G. É. Cartier et d'A.-N. Morin. La propagande de la presse libérale fut très efficace car aux élections générales tenues en octobre et novembre 1844, le parti de LaFontaine remporta 28 sièges au Bas-Canada et réussit même à faire battre le vénérable Viger dans son comté de Richelieu où Wolfred Nelson fut élu.

Cette victoire fut toutefois assombrie par la défaite du Parti réformiste dans le Haut-Canada où Baldwin ne réussit à faire élire que 11 députés. Le parti du

¹ *La Minerve*, 14 mars 1844.

² *Ibid.*

gouverneur obtenait ainsi une majorité de six sièges. Cette assemblée tory sous la direction du ministre Viger-Draper adopta plusieurs lois importantes : celle qui donnait sa forme définitive au plan de gouvernements municipaux, celle qui instituait le régime scolaire du Bas-Canada sur une base confessionnelle et l'assurait d'une administration indépendante du conseil municipal, celle qui donnait le droit de vote au clergé, celle qui autorisait le paiement des indemnités pour les pertes encourues dans le Haut-Canada seulement et celle qui demandait l'abrogation des dispositions de l'Acte d'union interdisant l'usage du français « dans les procédés » de la Chambre.

Viger marqua aussi des points contre LaFontaine en faisant admettre la règle de la double majorité, règle selon laquelle le Conseil exécutif devait être formé non pas sur la base de la majorité à la Chambre mais de façon à tenir compte des majorités obtenues dans le Bas et le Haut-Canada. Il introduisait de la sorte la théorie des deux nations dans la politique canadienne. Cet arrangement contrecarrait la politique d'alliance de LaFontaine qui visait la création d'un parti qu'on appellerait aujourd'hui pancanadien regroupant des Libéraux francophones et anglophones. Si le principe des deux majorités était institué, il n'y avait plus nécessité de faire alliance avec les Réformistes anglophones du Haut-Canada.

Viger avait réussi à faire reconnaître l'existence d'une double structure politique qui garantissait la présence de francophones au Conseil exécutif (appelé de nos jours le Cabinet) quel que soit le parti majoritaire à la Chambre. Il posait la majorité francophone comme fait sociologique et non pas comme résultante des performances électorales d'un parti. Il assurait de la sorte la prééminence de la représentation nationale sur la représentation partisane, éliminant de ce fait les effets potentiellement désastreux de l'égalité de représentation entre le Haut et le Bas-Canada imposée par l'Acte d'union. Ce système électoral assurait en fait l'élection d'une majorité de députés anglophones, car un certain nombre de comtés du Bas-Canada regroupaient une population principalement de langue anglaise. La solution de la double majorité éliminait la possibilité d'un gouvernement composé uniquement d'anglophones ce qui aurait été justement le cas en 1844, si le gouverneur avait reconnu le principe du gouvernement responsable. Le système Viger avait aussi l'avantage de préserver la cohésion de l'élite politique canadienne-française qui n'était pas dès lors obligée de se diviser selon les lignes partisans du Haut-Canada, comme cela se produira avec l'obtention du gouvernement responsable.

Miné par l'âge et par les attaques incessantes de l'opposition libérale, Viger remet sa démission à la fin de la session de 1846. Il sera remplacé à la tête du gouvernement par Denis-Benjamin Papineau, frère de Louis-Joseph Papineau.

L'évolution politique du Canada-Uni vers la reconnaissance du gouvernement responsable sera surtout conditionnée par la stratégie d'expansion économique de la Grande-Bretagne. À cet égard, deux événements majeurs sont à retenir : l'abolition des *Corn Laws* et l'arrivée au pouvoir des Whigs en 1846.

À Londres, en effet, le gouvernement de Sir Robert Peel abolit, le 25 juin 1846, le *Canada Corn Act* qui accordait une protection tarifaire au blé canadien sur le marché britannique, ce qui contribuait à augmenter le coût de la vie des classes laborieuses en Angleterre. Sous la pression des libre-échangistes, la politique économique anglaise vise alors à ouvrir de nouveaux débouchés aux produits et aux capitaux britanniques, ce qui implique une révision de la politique coloniale. On pense de plus en plus en métropole que les colonies coûtent trop cher et rapportent peu et qu'il est temps qu'elles assument les frais de leur administration interne. Ce sont beaucoup plus les impératifs de l'exportation des capitaux et du libre-échange que les discours des hommes politiques canadiens qui obligent Londres à concéder le gouvernement responsable. Le Canada, dans la nouvelle conjoncture économique, devait avoir les coudées franches pour réorienter son économie.

Les décisions économiques du gouvernement impérial portèrent un coup très dur à l'économie montréalaise dont la prospérité dépendait du marché britannique. Elles affectèrent tout particulièrement les secteurs des meuneries et de l'exportation, de même que la valeur de la propriété foncière qui chuta de 50 % à Montréal. Duvernay, dans *La Minerve*, déplore le climat économique dépressif auquel s'ajoute une épidémie de typhus provoquée par l'immigration de 100 000 Irlandais et qui cause la mort de 13 000 d'entre eux. Le ralentissement des affaires forcera environ 10 000 Canadiens à suivre les traces des exilés de 1837 et à émigrer aux États-Unis pour fuir le chômage. Alors que la valeur des exportations vers la Grande-Bretagne était de 2 030 157 livres en 1847, elle tomba à 1 348 124 livres en 1849¹. Dans ce contexte, de nombreux marchands anglais qui avaient été, quelques années auparavant, des parangons de la loyauté à l'Empire, se disaient maintenant favorables à l'annexion aux États-Unis où ils espéraient trouver des débouchés pour leurs produits.

La réorientation de l'économie coloniale supposait au préalable un assainissement des institutions politiques. Lorsque Lord Elgin arrive à Montréal le 29 janvier 1847, il constate que les institutions politiques sont paralysées en raison des conflits qui opposent la Chambre et le ministère, qui gouverne sans l'appui de la majorité des députés. Le nouveau gouvernement britannique lui a donné le feu vert pour instaurer le gouvernement responsable. Mais pour ménager les susceptibilités tories, il juge opportun, avant de procéder à ce changement important, de déclencher des élections.

En janvier 1848, le Parti réformiste obtient une victoire sans équivoque à la fois dans le Bas-Canada, où LaFontaine fait élire trente députés et dans le Haut-Canada, où Baldwin en fait élire vingt-six, ce qui leur assure une solide majorité. Lord Elgin fait alors appel aux deux chefs pour former un ministère qui ait la confiance de la Chambre. Dorénavant, le parti majoritaire à l'Assemblée pourra gouverner la colonie, contrôler les dépenses publiques et surtout distribuer le patronage. Grâce à l'élection de LaFontaine, Duvernay profitera à son tour de la manne gouvernementale en obtenant les contrats de

¹ Voir *La Minerve*, 10 février 1848 et 16 mai 1850.

publicité du gouvernement, ce qui lui permettra de moderniser son entreprise et d'élargir sa clientèle qui atteindra 2 000 abonnés au début des années 50. Le gouverneur, quant à lui, conserve ses attributions de représentant de la monarchie britannique et à ce titre il servira d'agent de liaison entre la métropole et la colonie. On avait finalement résolu la quadrature du cercle : accorder le gouvernement responsable tout en préservant le lien colonial.

Les Libéraux canadiens obtenaient ce qu'ils demandaient depuis quarante ans alors que la règle de la responsabilité ministérielle était appliquée depuis plus d'un siècle en Angleterre où, pour la première fois en 1742, un premier ministre avait dû démissionner parce qu'il n'avait pas obtenu la confiance de la Chambre lors d'un vote important. Mais ainsi enchâssé dans le cadre constitutionnel du Canada-Uni, le gouvernement responsable excluait toute possibilité d'hégémonie politique des Canadiens français. Dix ans après l'échec des insurrections de 1837-1838, ce gain n'était pas négligeable puisqu'il permettait d'effacer les irritants contenus dans l'Acte d'union, mais il enfermait le peuple canadien-français dans un système d'alliance où il serait à tout jamais minoritaire. Les Canadiens français étaient certes assurés de participer au pouvoir par le jeu des partis politiques, mais leur influence dépendait de leur force électorale. Dès lors, le monolithisme politique devenait une condition nécessaire de la survivance nationale car il leur assurait un poids maximum dans les nouveaux jeux de pouvoir.

Or, non seulement l'unanimité en politique est-elle chimérique mais elle est aussi dangereuse, car elle fausse le sens de la démocratie où il est sain et normal qu'il y ait des oppositions. Mais pour un peuple minoritaire, l'efficacité de l'action politique est fonction de l'unité nationale, cette situation ayant pour effet de restreindre la liberté d'expression et d'action. Ainsi, la belle unité si difficilement maintenue par LaFontaine allait subir dès les premiers mois de son entrée en fonction les assauts de la contradiction menés par Papineau.

À son retour d'exil à l'automne 1845, ce dernier avait été accueilli avec enthousiasme par ses anciens compagnons d'infortune. Certains, comme Édouard-Raymond Fabre, l'incitaient à reprendre le combat parlementaire alors que d'autres, comme Duvernay, Nelson et LaFontaine, tout en se réjouissant de son retour, préféraient le voir loin de l'arène politique dans la crainte qu'il ne vienne déranger par son intransigeance la fragile unité du Parti réformiste. Dans un éditorial du 16 octobre 1845, le rédacteur de *La Minerve* conseille à Papineau de ne pas s'associer à la politique de son cousin Viger qui a « viré casaque » pour se lier aux Tories. Il fait appel à son sens patriotique et l'invite à ne pas susciter la division chez les Canadiens français en prêtant sa popularité et son crédit à un gouvernement qui fait fi des libertés démocratiques. Au grand soulagement des partisans de LaFontaine, Papineau décide de prendre du recul et de se retirer provisoirement sur ses terres de la Petite-Nation afin de rétablir sa situation sociale et financière.

Mais Papineau ne pouvait tolérer indéfiniment la politique de compromis préconisée par ses anciens amis. Le 20 décembre 1847, il publie un manifeste électoral intitulé *Adresse aux électeurs des comtés d'Huntingdon et de Saint-*

Maurice dans lequel il dénonce avec virulence l'Union et ceux qui prônent l'accommodement. Tout en approuvant LaFontaine d'avoir démissionné en 1843, il le blâme d'accepter le régime de l'Union.

Papineau se présente dans le comté de Saint-Maurice où il fait campagne pour le rappel de l'Union parce que, dit-il, depuis l'imposition de l'Union les impôts ont plus que doublé et ensuite parce qu'une seule législature ne peut réellement défendre les intérêts d'un aussi vaste territoire. Il oppose la politique du refus à la politique de conciliation et de collaboration défendue par LaFontaine et relance en quelque sorte le débat là où Duvernay l'avait laissé en 1842, avant de se joindre aux Libéraux modérés. Le retour des exilés se manifestait par des réactions contraires selon le tempérament et les circonstances de vie personnelle de chacun des protagonistes.

Duvernay reçut plutôt froidement le manifeste de son ancien chef ainsi que les déclarations antiministérielles que Papineau fera en Chambre. Le journal de Duvernay n'admet pas qu'on puisse critiquer la politique de LaFontaine :

Nous voulons essayer de retirer de notre forme actuelle de gouvernement le plus de bien possible. Si nous voyons plus tard que ce bien, nous ne pouvons l'avoir, eh bien ! nous aviserons. Jusque-là, nous croyons avec M. Papineau qu'il vaut mieux pour lui et pour le pays qu'il ne rentre pas actuellement au sein de notre législature. Car avec des différences d'opinion aussi importantes, sa rentrée ne ferait que causer du trouble dans les rangs des réformistes ¹.

N'ayant pu le dissuader de se présenter, *La Minerve* attaque ouvertement le nouveau député de Saint-Maurice, qualifiant son opposition systématique d'inopportune et de stérile depuis l'obtention du gouvernement responsable. Contrairement à l'éthique journalistique qu'il avait toujours prêchée depuis la fondation de son premier journal, Duvernay refusera dès lors de publier des articles favorables à Papineau ².

Papineau profite du débat sur le vote des subsides pour faire son premier discours politique en Chambre, le 14 mars 1848. Il signifie au gouvernement LaFontaine-Baldwin qu'il n'entend pas se soumettre à la discipline de parti et demeurer silencieux. Il dénonce la manœuvre antidémocratique de l'exécutif qui a demandé un vote des subsides sans avoir exposé son programme législatif, ce qui équivaut à donner un chèque en blanc au gouvernement et constitue à ses yeux une atteinte au principe même du gouvernement responsable.

Les 15 et 24 mai, il récidive en publiant coup sur coup deux manifestes dans le journal *L'Avenir*, l'organe de jeunes nationalistes radicaux, que *La Minerve* reproduira avec quelques jours de décalage. Ces prises de positions critiques vont déclencher une vive polémique entre *La Minerve* et *L'Avenir* et

¹ *La Minerve*, 27 décembre 1847.

² Voir J. MONET, *op. cit.*, p. 380.

finiront par provoquer une scission dans le Parti réformiste. Papineau expose clairement l'enjeu du débat :

Il y a deux camps séparés bien distincts. Les Unionistes qui ne font appel qu'aux passions basses et cupides, la peur et l'avarice. Ils disent... ne regardez qu'aux quelques mille piastres, qu'une demi-douzaine de Canadiens français nommés aux emplois, de plus qu'en 1837, reçoivent aujourd'hui. Ne vous plaignez pas constitutionnellement par des assemblées, des écrits, des protestations, contre les iniquités de l'Acte d'Union... Nous sommes au pouvoir, et nous sommes le gouvernement responsable. Il y a le camp des anti-Unionistes toujours, qui font appel aux sentiments généreux, et disent soyez fiers et fermes sans être violents. Il y a le camp des anti-Unionistes toujours, dont le cœur est trop noble, la raison trop juste et trop élevée pour séparer le libéralisme de la nationalité, pour sacrifier celle-ci à celui-là ¹.

Au cours des mois de mai et de juin, Papineau participe aussi à plusieurs assemblées publiques. Des foules très nombreuses et enthousiastes se pressent pour l'entendre dénoncer les méfaits de l'Union et réclamer son abrogation. Papineau tente aussi d'aviver les rivalités entre Montréal, où siège le gouvernement, et Québec l'ancienne capitale du Bas-Canada. Cette agitation inquiète les dirigeants du Parti réformiste qui voient s'avancer à l'horizon un tribun populaire qui risque à plus ou moins brève échéance de diviser l'opinion canadienne-française, jusque-là ralliée à la stratégie de LaFontaine. Papineau était en voie de redevenir chef de parti.

L'état-major réformiste répliqua par une propagande anti-Papineau orchestrée par Wolfred Nelson et Duvernay. Cette campagne de presse visait à détruire la réputation de Papineau, en faisant « des personnalités », en le présentant comme un agitateur irresponsable, lâche, vaniteux et poltron. Dès le 18 mai, *La Minerve* réplique en signalant les contradictions entre les déclarations de Papineau dans son premier manifeste de décembre 1847 et celles contenues dans son deuxième manifeste. Le journal rappelle à ses lecteurs qu'en décembre, Papineau s'était engagé à soutenir l'administration libérale en promettant « d'éviter soigneusement toute division entre les Libéraux de toute nuance », mais qu'il n'avait de cesse, depuis qu'il était en Chambre, d'attaquer systématiquement le parti ministériel. N'était-ce pas là trahir ses promesses ? N'avait-il pas aussi manqué de sincérité en dénonçant aujourd'hui ceux qu'il louangeait hier ? N'avait-il pas trompé ses électeurs en se faisant élire sous de fausses représentations ? « Il n'y a plus de doute, écrit *La Minerve*, le masque est levé. M. Papineau veut suivre une autre marche que celle du Parti libéral, il veut former un autre parti dont il serait le coryphée, le dictateur. » Le 22 mai, l'entreprise de démolition continue, *La Minerve* dénonce les incohérences de Papineau en définissant ce que devrait être une attitude politique conséquente :

Soyons conséquents avec nous-mêmes ! Être conséquent avec nous-mêmes, c'est ne pas travailler à renverser une administration libérale que nous venons de reporter au pouvoir à si grands frais. Être conséquent avec nous-mêmes, c'est

¹ Cité par J. MONET, *op. cit.*, p. 354.

laisser fonctionner sans entraves le gouvernement responsable que nous avons enfin pu obtenir en réalité après un pénible combat de plusieurs années... Être conséquent avec nous-mêmes, c'est persévérer dans la voie modérée, sage, mais effective dans laquelle nous sommes entrés.

Le rédacteur conclut sa diatribe en distinguant deux catégories d'hommes politiques : les hommes pratiques qui reçoivent l'appui des esprits éclairés et des amis de l'ordre et les hommes de théorie, comme Papineau, qui s'accrochent à de vieilles idées et ne cherchent qu'à jeter le trouble dans le peuple. Par un audacieux parallèle entre ce qui se passe en France et le débat qui a cours au Canada, il démontre à ses lecteurs que la loi des révolutions assure toujours la victoire des premiers sur les seconds.

Le 25 mai, Wolfred Nelson entre à son tour dans la bataille des manifestes. *La Minerve* publie le compte rendu des discours qu'il a prononcés dans son comté de Richelieu. Il cherche à détruire la légende Papineau et entreprend le procès de son attitude lors des événements de 1837-1838, qualifiant Papineau de prêcheur, de perturbateur et de fanatique. Cette attaque sera d'autant plus dévastatrice que Nelson était le seul chef patriote à pouvoir prétendre avoir remporté une victoire sur les troupes anglaises. Nelson avait pourtant accueilli chaleureusement Papineau quelques années auparavant lors de son retour au pays. Mais son retour à la vie publique avait réveillé les démons de la hargne. Le ton des interventions de Papineau à la Chambre, ses virulentes attaques contre LaFontaine et les anathèmes jetés sur tous ceux qui avaient collaboré avec le nouveau régime exaspéraient ceux, qui dans des conditions difficiles, avaient assumé en son absence la responsabilité du leadership et tenté de tirer le meilleur parti des nouvelles institutions.

Nelson commence son réquisitoire en montrant le bien-fondé de ses propres actions passées : même si les insurrections ont causé des malheurs, elles ont aussi apporté des changements bénéfiques pour le pays, entraînant la disparition du pouvoir despotique des gouverneurs et son remplacement par le gouvernement responsable. Il se vante aussi d'avoir fait acte de bravoure et de patriotisme, non seulement lors de la victoire de Saint-Denis mais aussi à son retour des Bermudes en tentant d'empêcher, avec quelques amis, les invasions de 1838 qui furent si catastrophiques : « En cette occasion encore, nous avons fait acte de véritable nationalité ; sentiment que j'ai entretenu et dans la prospérité et dans l'adversité. » Il veut démontrer que Papineau et les radicaux n'ont pas le monopole du patriotisme et que ceux qui, comme lui et LaFontaine, ont accepté de se battre dans le cadre du Canada-Uni, ont été plus utiles à la nation que ceux qui font œuvre d'agitation et d'opposition systématique. Puis vient le paragraphe infamant :

Il y a des hommes qui peuvent exciter les masses en s'adressant à leurs passions et non à la raison, qui manquent à un point déplorable de jugement et de courage pour conduire à des fins utiles et honorables la tourmente qu'ils ont suscitée et qui bien dirigée nonobstant les malheurs qui l'ont accompagnée aurait pu tourner à l'avantage de tous. Mais une fois la barque lancée parmi les écueils et les rochers, par leur incapacité dans l'action et la direction ils abandonnent le gouvernail qu'ils tenaient d'une main tremblante et se sauvent lâchement du vaisseau... Et c'est ce

chef qui fuit durant la mêlée, qui conséquemment a perdu son droit de commandement, c'est celui-là même qui veut arracher les renes (*sic*) des affaires politiques à des mains sages et habiles pour les saisir lui-même et les lâcher encore une fois aussitôt qu'il verra le précipice où son étourderie aura conduit le char de l'État.

Nelson met ouvertement en cause le leadership de Papineau et il attribue à ses tergiversations l'échec de 1837. Il exprime après dix ans de retenue toute la frustration ressentie par les dirigeants de l'ombre qui attendaient des directives claires de leur chef politique, apparemment dépassé par les événements. Duvernay partageait aussi les sentiments exprimés par Nelson. Il avait, au nom de l'unité du mouvement, caché les faiblesses de Papineau ou tempéré les jugements acerbes de ses détracteurs en exil. Mais dix ans plus tard, ces hommes maintenant arrivés au pouvoir ne se sentaient plus le même devoir de solidarité envers leur ancien chef et toléraient mal qu'après un exil prolongé, ce dernier vint leur faire des leçons de patriotisme et de morale politique.

Le contentieux non réglé en exil entre les partisans de l'attentisme et les activistes refaisait surface. Le curé Chartier intervient lui aussi dans la polémique et accuse à son tour Papineau d'avoir fui le champ de bataille, de n'avoir pas donné les ordres nécessaires pour lever une armée et enfin d'avoir refusé les propositions d'aide de trois généraux américains. Il reproche enfin à Papineau d'avoir refusé de signer la déclaration d'indépendance parce qu'elle comportait une clause abolissant le régime seigneurial.

Le procès fait à Papineau portait à faux. N'était-il pas paradoxal ou à tout le moins cocasse d'entendre les anciens révolutionnaires, maintenant partisans de la loyauté britannique et de l'Union, reprocher à Papineau d'avoir freiné l'ardeur des insurgés et de ne pas avoir soutenu les projets d'invasion du Canada ? Cet épisode, qui n'est pas le plus glorieux de nos annales politiques, nous donne un exemple de revirement historique : les radicaux d'hier devenant les plus fidèles défenseurs du système colonial qu'ils voulaient abattre dix ans plus tôt. Papineau, lui, avait été trop modéré dans le passé, et parce qu'il avait échoué, il devait se résigner, abandonner la résistance et laisser la place aux hommes qui avaient profité de l'échec de la Rébellion pour se convertir aux vertus du nouveau régime et réussir une nouvelle carrière politique. Les extrémistes de 1837 étaient devenus des modérés, Papineau était resté le même, mais ce qui était une position modérée en 1837 passait pour extrémiste en 1848.

Sans doute dégoûté par tant de turpitude, Papineau laissera à son neveu, Louis-Antoine Dessaulles, le soin de répondre à ses détracteurs dans *L'Avenir* par une série d'articles signés « Campagnard ». Dessaulles déclara sous serment qu'il était présent à Saint-Denis le 23 novembre 1837 et qu'il avait entendu le D^r Nelson dire à Papineau de se mettre à l'abri. Il rappelle aussi très judicieusement les déclarations que Nelson avait faites à l'assemblée de Corbeau en mars 1839. Ce dernier avait reconnu avoir conseillé à Papineau de quitter le champ de bataille. Au fil des mois, Dessaulles accumule une série impressionnante de témoignages qui disculpent Papineau mais qui n'arrêtent aucunement la polémique dont l'enjeu n'est pas l'interprétation de l'histoire. Le

véritable débat portait plutôt sur les orientations idéologiques du Parti libéral qui, depuis 1837, avait abandonné le radicalisme pour adopter une conception plus pragmatique de l'action politique et une attitude plus conciliante envers les autorités établies tant coloniales que cléricales.

Pour leur part, les jeunes de *L'Avenir*, sans doute exaltés par la révolution qui avait cours en France à la même époque, expriment une conception plus exigeante de la politique. Ils relèvent l'étendard du principe des nationalités remis à l'honneur en Europe où il donnait naissance à divers mouvements de libération nationale, notamment en Italie où les révolutionnaires mettaient en cause les pouvoirs temporels du pape. *L'Avenir* propose une vision laïciste de la société, critiquant le rôle temporel de l'Église à qui ils reprochent d'intervenir en faveur de l'Union. Aux yeux des rédacteurs, celle-ci restreint l'exercice de la démocratie. Ils désirent certes le gouvernement responsable mais sans l'Union, car ils ont compris que l'Union rendait à tout jamais impossible la coïncidence de l'État et de la nation. Partisans du républicanisme, ils réclament l'élection du gouverneur, du Conseil législatif, des magistrats et des fonctionnaires. Ils vouent enfin une grande admiration aux institutions politiques américaines et favorisent, en désespoir de cause, devant l'impossibilité d'obtenir le rappel de l'Union, l'annexion aux États-Unis. Jean-Paul Bernard résume bien leur point de vue lorsqu'il écrit : « Leur véritable originalité était de rêver encore à un État national dirigé intégralement par des Canadiens français ¹ ». Ils réclamaient en ce sens la souveraineté véritable du Bas-Canada sur ses affaires ². Ils incarnaient la tradition indépendantiste du mouvement nationaliste et s'opposaient à la tradition fédéraliste représentée par le Parti libéral et *La Minerve* de Duvernay.

La querelle entre *L'Avenir* et *La Minerve* déborda largement le domaine des faits historiques et dégénéra en lutte de personnalités. J.-P. Bernard relate ainsi une des phases de cette algarade : « En plus des lettres de Dessaulles, *L'Avenir* publia une pièce satirique signée "Tuque bleue" qui ridiculisait Nelson (le D^r Guerrier) et ses amis, Ludger et Georges, de toute évidence Duvernay et Georges Étienne Cartier. Ce dernier, représenté en fuyard à Saint-Charles, s'en prit violemment à *L'Avenir* et il y eut même un duel entre lui et Joseph Doutre ³. » *L'Avenir* s'attaque aussi publiquement à Duvernay. On lui reproche d'écrire contre ses anciennes convictions et de s'être vendu au parti ministériel.

La réplique de *La Minerve* fut vive. Duvernay publie les 28 août et 12 octobre 1848 deux éditoriaux qui accusent Dessaulles de parjure et d'athéisme :

L'homme qui fait profession d'athéisme, et qui n'a pas par conséquent la crainte de Dieu, croit qu'il peut insulter impunément et à la Divinité et aux hommes. La religion du serment n'est rien pour lui. C'est pourquoi le neveu de M. Papineau n'a

¹ Jean-Paul BERNARD, *Les Rouges*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971, p. 40.

² Voir *L'Avenir*, 13 novembre 1849.

³ *Ibid.*, p. 41.

pas craint d'avancer les plus grands mensonges, non seulement sous sa signature mais encore sous serment ¹.

Devant la gravité d'une telle accusation dans une société dominée par le clergé, Dessaulles intente une poursuite pour libelle diffamatoire et réclame 3 000 louis en dommages-intérêts à Duvernay. Le procès, qui a lieu en décembre 1849, suscite un grand intérêt comme en témoigne la présence de plus de 500 personnes qui assistent aux plaidoiries des avocats. Duvernay, qui avait cédé trop facilement à la calomnie, perdit sa cause et dut acquitter une amende de 100 louis pour dommages et intérêts. Mais, il n'était pas homme à s'en laisser imposer et à abandonner la partie après une défaite. *La Minerve*, du 20 décembre, relate les péripéties du procès et déplore le verdict du jury. Le rédacteur souligne que le journal ne changera pas sa ligne de conduite, consistant à éclairer le peuple, dire la vérité et démasquer les ambitieux et les malhonnêtes qui prétendent guider le peuple : « Nous n'hésiterons jamais à agir ainsi lorsqu'il pourra en résulter quelques biens pour la société : "*Fais ce que dois et advienne que pourra*". »

Les flammes de cette polémique épistolaire seront de peu de conséquences comparées aux brasiers qu'allumeront les Orangistes de Montréal pour protester contre les indemnités versées aux victimes des insurrections du Bas-Canada. Le 25 avril 1849, jour de la sanction du bill accordant ces indemnités, encouragés par *The Montreal Gazette*, les Anglais s'attaquent au gouverneur, brûlent le Parlement et tentent d'incendier à deux reprises la résidence du premier ministre. Montréal vécut pendant plusieurs mois sous le règne de la terreur et, à la suite de cette agitation, perdit le siège du gouvernement qui fut transféré en alternance à Toronto et à Québec.

L'incendie criminel du Parlement remettait en cause le bien-fondé de la politique conciliatrice de LaFontaine, mise à rude épreuve à la fois par l'intransigeance des Tories et celle des radicaux francophones. *L'Avenir* se demande fort à propos si la bonne entente et la conciliation prêchées par le Parti libéral ont le moindrement diminué la haine des Anglais qui viennent de se révolter contre une supposée *French domination*. Ce sentiment antifrçais exprimé par les Tories en incitait plusieurs à penser que l'Union n'avait pas sauvé les Canadiens français et que l'avenir devait passer par l'annexion aux États-Unis. Les jeunes nationalistes radicaux de *L'Avenir* s'évertuèrent à démontrer que le Canada français avait tout à gagner à se tourner vers la république voisine et tout à perdre à se laisser absorber dans une « Confédération des colonies britanniques de l'Amérique du Nord », hypothèse que certains commençaient déjà à évoquer. Ils soutenaient que l'annexion apporterait la liberté et la prospérité aux Canadiens, leur donnerait accès au grand marché américain, favoriserait le développement des ports et réduirait la dette publique. Ces arguments économiques n'étaient pas gratuits, car ils se traduiront quelques années plus tard par la signature d'un traité de réciprocité commerciale entre le Canada et les États-Unis, qui retardera l'établissement de la Confédération.

¹ *La Minerve*, 12 octobre 1848.

On aurait pu penser, et certains rédacteurs de *L'Avenir* évoquèrent cette possibilité, que Duvernay, ayant longtemps vécu aux États-Unis et tant vanté les mérites des institutions américaines, se montrerait sympathique à la politique annexionniste. Cette hypothèse était d'ailleurs accréditée par les hésitations de *La Minerve* sur la question de l'annexion où, contrairement à son habitude, le journal de Duvernay se montrait discret et circonspect à un point tel que Joseph Cauchon, du *Journal de Québec*, écrivit à LaFontaine que « Duvernay est annexionniste et il reste entre deux eaux ¹. » Cette crainte de la défection de *La Minerve* était d'autant plus justifiée que Duvernay acceptait de publier des « avertissements » annonçant les réunions en faveur de l'annexion, ce qui était considéré comme un manque de loyauté envers le Parti libéral. Mais ce qui était bon pour *L'Avenir* ne pouvait convenir à *La Minerve*, les deux journaux se livrant une lutte idéologique sans merci.

Duvernay céda donc aux pressions insistantes des agents de LaFontaine, Morin et Langevin, et fit publier, le 16 juillet 1849, une mise au point dans laquelle il incitait les Canadiens à rester fidèles à la Couronne britannique :

Nous sommes bien prêts à admettre que tous ceux qui veulent l'ordre, la liberté, la sécurité soutiennent et doivent soutenir comme une même doctrine le ministère libéral et la liaison avec la Grande-Bretagne, et cela franchement et sans arrière-pensée.

La Minerve s'affirmait de plus en plus comme un journal au service du *statu quo* constitutionnel. Depuis l'obtention du gouvernement responsable, elle proclamait que les Canadiens n'avaient plus raison de se plaindre de la métropole et qu'ils avaient désormais en mains tous les moyens pour assurer l'avenir du pays, ce qui justifiait *L'Avenir*, le 14 février 1850, de rétorquer que le journal de Duvernay appartenait « à la cohue de journaux méprisables qui soutiennent l'esclavage colonial » et d'affirmer avec ironie, le 18 octobre 1849, que « les Patriotes de 1837 s'étaient changés en loyaux sujets. »

La question de l'annexion relança de plus belle la guerre des journaux ; *L'Avenir* ayant publié le manifeste annexionniste de Montréal, le 8 octobre 1849, *La Minerve* riposte la semaine suivante par un contre-manifeste s'opposant à la séparation d'avec l'Angleterre et portant la signature de membres influents de la députation de la région de Montréal, notamment Jos. Bourret, Georges Étienne Cartier et Wolfred Nelson qui étaient tous amis et proches collaborateurs de Duvernay à la Société Saint-Jean-Baptiste et qui se réjouissaient tous d'appartenir à la Couronne britannique. Cette polémique s'éteindra avec les braises de l'incendie qui, le 18 février 1850, ravagea l'édifice où se trouvaient la bibliothèque de l'Institut canadien et le journal *L'Avenir*. Celui-ci reparaitra quelques semaines plus tard, les frères Doutre mettant toutefois une sourdine au projet annexionniste pour enfourcher un autre cheval de bataille : la dénonciation du cléricalisme.

¹ Cité par J. MONET, *La Première Révolution tranquille*, p. 459.

Il faut comprendre que cette animosité entre ces deux journaux ne dépendait pas uniquement de différends idéologiques mais qu'il y avait aussi des enjeux commerciaux à ces polémiques. L'exiguïté du marché rendait la concurrence féroce, car l'apparition du nouveau journal pouvait signifier la perte d'abonnés et de contrats de publicité pour les autres journaux. *L'Avenir* et *La Minerve* se battaient aussi pour les tirages et pour leur survie. Depuis son retour d'exil, Duvernay avait appris à manœuvrer pour assurer le succès de son entreprise. Grâce à son sens de l'organisation et à ses connaissances politiques, *La Minerve* réussit à survivre alors que la quasi-totalité des autres journaux mouraient les uns après les autres.

CHAPITRE 10

RENDRE LE PEUPLE MEILLEUR

[Retour à la table des matières](#)

Au début de sa carrière journalistique en 1817, Duvernay s'était donné pour mission et ambition d'élever le niveau intellectuel du peuple canadien en diffusant l'information politique et les écrits des plus grands philosophes de son époque. Son œuvre éditoriale comme les institutions qu'il a créées témoignent de cet intérêt constant pour la diffusion des lumières et le développement de l'éducation populaire.

À l'occasion de son exil aux États-Unis, Duvernay a acquis une conscience plus aiguë de l'écart qui séparait le niveau de développement matériel et intellectuel des Américains et celui des Canadiens alors que ces deux peuples vivaient dans un environnement semblable. Ce séjour forcé l'a rendu idéologiquement optimiste. Il croit aux progrès de la civilisation, à la marche inéluctable de l'histoire vers une société de libertés :

La civilisation va tout emporter devant elle, balayer les préjugés, saper les fondements du despotisme, de l'arbitraire et de l'intolérance. Elle créera la liberté des cultes, l'égalité devant la loi, la liberté de pensée et de la presse, la liberté dans l'industrie et le commerce ¹.

À son retour d'exil, il établit un diagnostic sévère. Il constate que tous ces bienfaits de la civilisation dont profitent déjà les Américains manquent encore aux Canadiens, qui semblent résignés à leur sort. Il déplore, entre autres, l'apathie de la jeunesse à l'égard de la culture et des choses de l'esprit. « L'énergie individuelle, écrit-il, n'a pas soif d'agrandissement et d'avenir, comme chez nos voisins, ici chacun semble se replier sur lui-même et ne pas regarder devant lui. C'est une complète abnégation de toute idée grande et noble ². »

Cet écrasement intellectuel est, à son avis, une conséquence des convulsions qui ont agité la société canadienne qui s'est épuisée en incessantes luttes politiques pour affirmer son simple droit d'exister. Mais il y a, pense-t-il, une cause plus profonde à cet engourdissement, c'est l'absence d'un système d'éducation publique. Le dynamisme de la société américaine s'explique surtout

¹ *Le Journal du peuple*, 22 juin 1842.

² *Ibid.*

par l'éducation qui est accessible à toutes les classes de la société, ce qui permet à chacun de faire valoir ses talents et de contribuer à l'enrichissement de tous. C'est en devenant plus intelligente et plus instruite que la société s'améliore. Duvernay est convaincu que la connaissance est la source du véritable pouvoir car elle ouvre la voie de l'industrie et du progrès.

Mais, au début des années 40, les institutions de haut-savoir étaient pratiquement inexistantes à Montréal où il n'y avait ni université, ni bibliothèque publique pour servir la population francophone. Les Libéraux n'avaient pas eu besoin du rapport Durham pour prendre conscience de cette pauvreté culturelle, mais leur volonté de changement avait été constamment entravée par l'Église, le Conseil législatif et le pouvoir colonial. La question des biens des Jésuites n'avait pas encore été réglée depuis la Conquête et la députation canadienne avait réclamé sans succès depuis ce temps que les revenus soient utilisés pour améliorer l'éducation des francophones.

Après l'échec des rébellions, la question de l'éducation mobilisera à nouveau la conscience nationale car elle était considérée par les Réformistes comme la planche du salut national. Les mots de Lord Durham, qui avait écrit que les Canadiens formaient un peuple sans littérature et sans histoire, avaient profondément blessé la fierté des jeunes intellectuels francophones qui étaient bien déterminés à rattraper le temps perdu grâce à l'obtention du gouvernement responsable. Dès leur arrivée au pouvoir, les Libéraux relancèrent donc la bataille pour récupérer les biens des Jésuites et firent adopter une loi pour créer des écoles élémentaires publiques, le Bas-Canada ayant son propre système scolaire sous l'autorité du surintendant de l'instruction publique, Jean-Baptiste Meilleur.

Un groupe de jeunes intellectuels avait fondé en 1844 l'Institut canadien dans le but de répandre par la lecture les lumières dans toutes les classes de la société. L'Institut était en quelque sorte un lieu de ralliement où la jeunesse canadienne-française pouvait lire les journaux et profiter d'une bibliothèque disposant des ouvrages les plus avancés sur les plans philosophique, littéraire et scientifique. L'Institut était surtout un forum de discussions et de débats où la relève pouvait s'exercer à penser et à polémiquer. Comme on peut le constater, les buts de l'Institut ressemblaient beaucoup à ceux de la Société « Aide-toi et le ciel t'aidera » fondée par Duvernay dix ans plus tôt. Duvernay sera d'ailleurs associé à la fondation de l'Institut puisqu'il en sera nommé « patron d'honneur » aux côtés d'Augustin-Norbert Morin et de Wolfred Nelson ¹.

La fondation de l'Institut reçoit un accueil chaleureux de *La Minerve* qui approuve l'idée de répandre les lumières dans toutes les classes de la société parce que, souligne le rédacteur, « on a quelques fois reproché à la classe instruite de ne jeter sur les autres que des regards de mépris ². » *La Minerve* rend fréquemment compte des débats à l'Institut où les meilleurs esprits du

¹ Voir J.-P. BERNARD, *Les Rouges*, p. 29.

² *La Minerve*, 3 novembre 1845.

Canada français présentent des conférences sur de grands thèmes philosophiques et politiques : E. Parent y traite de « L'industrie comme moyen de conserver la nationalité canadienne-française » et de « L'importance de l'étude de l'économie politique », alors qu'A.-N. Morin y aborde le thème de « L'éducation élémentaire dans le Bas-Canada ».

Mais ce bienveillant patronage des aînés envers les jeunes intellectuels se détériorera lors de la scission entre les Libéraux modérés et ceux qu'on appellera les Rouges. Les critiques adressées au parti de LaFontaine, de même que les positions anticléricales diffusées par les jeunes rédacteurs du journal *L'Avenir* qui préconisent l'abolition des dîmes, indisposent la fraction modérée de l'élite politique canadienne. Une lutte ouverte s'engage alors entre les deux groupes qui cherchent à contrôler les appareils idéologiques, lutte où se combattent les partisans de LaFontaine et les partisans de Papineau et où Duvernay et *La Minerve* s'opposeront à *L'Avenir*. Mais, ces escarmouches journalistiques ne seront qu'anecdotiques dans la trajectoire de Duvernay.

L'œuvre la plus importante à laquelle Duvernay consacre les dernières années de sa vie est la consolidation de l'Association Saint-Jean-Baptiste. Il avait toujours été persuadé que la survie des Canadiens français passait par la création d'institutions durables et avait, certes, dès le début, envisagé de constituer une association permanente, mais le climat d'agitation des années 30 était peu propice à la réalisation d'une telle entreprise, que l'échec de 1837 et l'exil des leaders du mouvement patriotique avaient d'autant plus compromise. Afin de refaire l'unité de la nation et de reconstruire le sentiment d'appartenance nationale, il était urgent de combattre l'apathie et le découragement qui s'était emparé de la population après ces rudes épreuves. Au-delà des partis et des journaux qui leur étaient inféodés et qui, par vocation, exprimaient des intérêts divergents, il fallait créer un lieu de rassemblement et de solidarité, une institution où toute la nation pourrait se reconnaître. L'ambition de Duvernay était de réunir tous les leaders du monde de la politique, des professions libérales et du commerce autour d'un objectif commun : la promotion de la nationalité.

Cet objectif sera exprimé de façon plutôt discrète lors de la réunion formelle de fondation le 9 juin 1843 puisque les statuts de l'Association la définissent comme une société de bienfaisance ou d'entraide qui s'apparenterait à ce que nous appelons de nos jours une compagnie d'assurances. C'était sans doute une façon prudente et non compromettante d'amorcer le processus d'institutionnalisation. En faisant abstraction de toute dimension politique et idéologique, on ne risquait pas d'éveiller la méfiance des autorités ou encore de choquer les susceptibilités partisans. Il est d'ailleurs remarquable de constater, en lisant les procès-verbaux des réunions du conseil de régie ou des assemblées générales, qu'on n'y discute jamais de questions politiques. Les souvenirs amers des années d'exil ont guidé les premiers pas de l'Association et inspiré son fondateur qui avait été profondément marqué par les rivalités dans les rangs patriotes. Il n'avait qu'une idée en tête : refaire l'unité des Canadiens français, non plus sur une base politique mais autour d'objectifs sociaux et culturels.

Le nouveau nationalisme qui s'élabore dans le cadre de l'Union et qui définit la vocation de l'Association Saint-Jean-Baptiste suppose que la survivance de la nation n'est plus fonction de la forme de gouvernement ou de la structure du pouvoir politique, mais qu'elle dépend plutôt d'une politique pragmatique qui cherche à utiliser le pouvoir pour en tirer le maximum d'avantages matériels.

La devise de la nouvelle association : « Rendre le peuple meilleur », traduit bien la pénétration de l'idéologie libérale dans la pensée nationaliste et témoigne de l'optimisme fondamental qui animait Duvernay. Le credo du Siècle des lumières ne postulait-il pas que, par nature, l'homme était perfectible, qu'il pouvait développer ses connaissances et améliorer ses conditions de vie dans la mesure où il avait accès au savoir, à l'éducation ? Mais le choix de cette devise n'est-il pas en même temps une reconnaissance implicite que les intellectuels patriotes s'étaient trompés dans leur évaluation des progrès des lumières au Bas-Canada puisqu'elle suppose que le peuple canadien n'était pas assez avancé intellectuellement pour réaliser une révolution politique. Rendre le peuple meilleur signifie qu'il a des progrès à faire, que le peuple n'a pas atteint son potentiel de développement et manque notamment de culture et d'éducation de sorte qu'il n'est pas prêt à assurer lui-même son destin. N'avons-nous pas là, par un curieux retournement, une justification de l'échec par autoculpabilisation, le vaincu intériorisant sa défaite au point de s'en reconnaître responsable et de s'imposer des conditions de relèvement utopiques ?

Sous la présidence de Denis-Benjamin Viger qui sera en fonction de 1843 à 1845, l'Association se dote d'une première structure administrative. Elle est dirigée par un comité de régie et elle est subdivisée en quatre sections locales. Duvernay agit à titre de commissaire-ordonnateur au sein de l'Association. Il convoque les réunions, prépare les résolutions et supervise les cérémonies du 24 juin. Son principal souci est de donner une structure de fonctionnement à l'organisme qui n'avait jamais eu de statuts avant 1837. Les premiers règlements seront adoptés par l'assemblée générale en avril 1846.

Au cours des premières années de son existence, l'Association ne fut pas très active. Les dirigeants étaient peu assidus aux réunions du comité de régie, souvent remises faute de quorum. Cette faible participation n'est pas un indice de désaffection ou de désintérêt de la part des Canadiens français, elle résulte plutôt de la structure même de l'Association qui visait à réunir l'élite de la nation. La règle du recrutement par cooptation fut adoptée formellement à l'assemblée générale du 7 avril 1845. Ainsi, pour devenir dirigeant, il fallait être proposé par un membre du comité de régie ou du comité de section selon le cas et que la candidature soit approuvée à la majorité des membres présents. Cette procédure de sélection visait à réunir les chefs de file de la nation et, ceux-ci déjà accaparés par leurs tâches professionnelles ou leur carrière politique, avaient peu de temps à consacrer à l'Association. Être choisi membre était surtout un signe de reconnaissance sociale.

L'exercice d'une fonction politique n'était pas, comme c'est le cas de nos jours, un obstacle pour accéder au comité de régie. Il n'y avait pas de coupure entre le milieu politique et le milieu nationaliste. Ainsi, Denis-Benjamin Viger sera en même temps président de l'Association et premier ministre ; d'autres, comme Georges Étienne Cartier, Wolfred Nelson et Augustin-Norbert Morin, seront députés et membres du comité de régie. Par cette perméabilité aux milieux politiques, l'Association pouvait en quelque sorte être le comité exécutif de la nation, car au-delà des partis politiques et de leurs différends, elle tissait des liens entre les diverses tendances du nationalisme, ce qui favorisait la concertation et le dialogue.

Ainsi, lors de sa réunion du 11 avril 1845, Duvernay, appuyé par Cartier propose que le D^r Nelson soit nommé médecin de l'Association. Or, Nelson avait défait Viger, le président en fonction, lors d'une récente élection ce qui démontre, du moins pour cette période, qu'un climat de tolérance prévalait sur les divisions politiques. Si on se combat sur la place publique, on se parle et se fréquente dans la vie sociale et privée. Les ponts ne sont pas rompus et l'Association trouvait sa vocation dans le maintien de cette coexistence pacifique au-delà des aléas électoraux. Mais à l'assemblée générale du 2 juin de la même année, Viger, qui avait accompli deux mandats de président, est remplacé à ce poste par Joseph Masson. À cette même réunion, on décide que la même personne ne pourra occuper le poste de président plus de deux années consécutives. On emploie aussi pour la première fois l'expression « Société ».

En 1846, Duvernay et Cartier proposent un nouveau système d'organisation qui permettra d'élargir le recrutement sur le plan local et surtout de recueillir les cotisations des membres. Chaque section est alors divisée selon le modèle militaire romain en centuries et celles-ci se subdivisent à leur tour en décuries. Ainsi, chaque centurie se composait de 111 personnes : un centurion, 10 décurions et 100 membres. Ce plan d'organisation sera adopté à l'assemblée générale du 1^{er} juin 1846 qui élira aussi Augustin-Norbert Morin à la présidence. Mais la mise en place de cette nouvelle structure sera lente et difficile. Le 27 octobre 1847, le comité de régie est obligé de rappeler à l'ordre les décurions pour qu'ils remettent les montants des souscriptions et, le 16 mai 1848, il adopte un règlement prévoyant que les membres qui n'auront pas payé leur cotisation le 24 septembre n'auront pas droit aux secours.

Le comité de régie, à sa réunion du 7 septembre 1846, crée un comité de secours pour venir en aide aux membres dans le besoin à la suite d'une longue maladie ou après avoir éprouvé des pertes soit par incendie ou autrement. L'Association devient ainsi une Société de secours mutuel qui offre un service d'assurances à ses membres qui doivent en échange payer une cotisation annuelle. Un médecin était affecté à chaque section et celui-ci devait soigner gratuitement les membres malades et nécessiteux de sa section. L'association défrayait aussi les coûts des médicaments pour ces personnes.

Le 30 mai 1849, sous la présidence de Jos. Bourret qui était par ailleurs maire de Montréal, la Société fait adopter par la législature son acte d'incorporation. Cet acte précise que le but de la Société est de « secourir les

personnes de cette province d'origine française soit du côté de leur père ou de leur mère ou celle de toute autre origine qui se sont mariés à des personnes françaises. » Les nouveaux statuts modifient aussi la structure administrative puisque le comité de régie est désormais composé du président, de 13 vice-présidents, d'un trésorier, de 4 sous-trésoriers, de 10 secrétaires, d'un commissaire-ordonnateur, d'un député commissaire-ordonnateur et de 16 percepteurs. Cette structure est complétée par le comité de secours, le comité des finances et le comité du cérémonial de la fête.

L'activité principale de l'Association reste, comme avant 1837, l'organisation de la fête du 24 juin. On a toutefois ajouté aux cérémonies une procession qui est chaque année minutieusement planifiée comme nous l'indique l'ordre du défilé prévu pour le 24 juin 1847. La procession est ouverte par le drapeau britannique, suivi par les élèves des frères des écoles chrétiennes, les pompiers canadiens avec drapeaux et fanfares, la Société de tempérance, les membres de l'Institut canadien, les membres de la Société des amis, les membres de l'Association Saint-Jean-Baptiste, les membres de la Législature, le comité de régie, les officiers de l'Association, les vice-présidents et enfin le président. La procession se forme près de l'Église Saint-Jacques et défile par les rues Saint-Denis, Saint-Paul, Saint-François-Xavier et Notre-Dame jusqu'à l'église paroissiale. On demande aux marchands canadiens de fermer leurs commerces de 8 h 30 à midi.

À compter de 1849, la Société, à l'instigation de Duvernay, élargit son champ d'action nationale. Le 19 juin 1849, il propose au comité de régie la résolution suivante :

Il est résolu que c'est l'opinion du comité que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal étant maintenant incorporée doit redoubler d'effort pour se rendre utile à toutes les classes de la société et que le meilleur moyen, le plus efficace pour atteindre ce but serait l'établissement d'une chambre de lecture et d'instruction pour le peuple sous le patronage et la direction de l'association offrant les mêmes avantages aux classes ouvrières qu'aux classes commerçantes et lettrées et qu'il faut s'occuper immédiatement de ce sujet important et ouvrir au plus tôt possible une chambre où le peuple pourra aller s'instruire par la lecture.

Un comité de 9 membres est désigné pour mettre cette résolution en opération. Il est composé de É.-R. Fabre, C.-S. Cherrier, J. Grenier, J. Boulanget, G. É. Cartier, A.-N. Morin, J. Beaudry, O. Fréchette et L. Duvernay, « le moteur de cette résolution ». On ne sait pour quelle raison le comité ne fit jamais rapport, mais la résolution de Duvernay eut une suite trois ans plus tard avec la fondation de l'Institut national.

Cette nouvelle orientation résulte directement du conflit entre le Parti libéral et le Parti démocrate ou Parti des rouges qui avait pris la direction de l'Institut canadien aux élections de mai 1848. Antoine Gérin-Lajoie, ancien rédacteur à *La Minerve* avait été battu à la présidence par Rodolphe Laflamme, collaborateur de *L'Avenir*. L'Institut avait par ailleurs modifié ses statuts en 1851 pour éliminer toute référence à l'origine française, ouvrant ainsi ses portes aux anglo-protestants, alors que la Société venait d'inscrire dans sa chartre que

pour être membre il fallait être d'ascendance canadienne-française. J.-P. Bernard estime que ces événements sont à l'origine de la fondation de l'Institut national qui fut constitué le 24 avril 1852 ¹.

Il ne faut pas confondre, comme l'a fait Mason Wade, l'Institut national fondé en avril 1852 et l'Institut canadien-français, créé à l'initiative de M^{gr} Bourget en 1858. L'Institut national était patronné par la Société Saint-Jean-Baptiste et il avait le même but que l'Institut canadien : mettre une chambre de lecture à la disposition des Canadiens pour éclairer le peuple et le rendre meilleur. Son premier président fut J. L. Beaudry qui avait participé au comité de la Société qui devait voir à la réalisation de la proposition de Duvernay ². Au sein du bureau de direction, on retrouve Ludger Duvernay ainsi que de nombreux membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. L'Institut devait avoir des séances de discussions tous les mercredis soir. Ces réunions avaient lieu au-dessus de la grande bijouterie Boivin située à l'angle sud-ouest des rues Notre-Dame et Saint-Vincent. Les thèmes abordés par les conférenciers semblent avoir été plutôt orientés vers des problèmes concrets comme l'amélioration des techniques agricoles ou encore les mesures préventives contre le feu, ce dernier problème étant une préoccupation constante des Montréalais à l'époque. Selon les informations contenues dans le *Bulletin de recherches historiques* ³, l'Institut aurait vivoté jusqu'en 1855.

Après avoir occupé pendant près de dix ans le poste de commissaire-ordonnateur, Ludger Duvernay fut élu par acclamation président de la Société Saint-Jean-Baptiste le 2 juin 1851. À cette même réunion, son fils Napoléon avait été nommé député commissaire-ordonnateur. Grâce à ses talents d'organisateur, il avait réussi à créer une institution solide qui rassemblait les principaux leaders de la collectivité. En le choisissant comme Président, on reconnaissait ses mérites de Patriote entièrement dévoué à la cause nationale. Il était aussi le premier président à ne pas occuper une fonction politique. En 1852, son mandat sera renouvelé. Il sera réélu à la majorité des votes car il aura un adversaire : Côme-Séraphin Cherrier.

Durant ses deux mandats, Duvernay cherchera à donner encore plus d'envergure à la fête du 24 juin. Dès juin 1851, il modifie le programme de la fête nationale en organisant une grande soirée nationale dans les salons de la maison Hays, soirée au cours de laquelle des allocutions étaient prononcées suivies d'un concert de musique instrumentale. Les années antérieures, cette soirée musicale était organisée sous les auspices de l'Institut canadien. L'année suivante, il innovera encore en ajoutant à la soirée musicale un feu d'artifice dans le nouveau jardin zoologique de M. Guilbault situé au 100 de la rue Sherbrooke. Ces changements visaient à donner à la fête un caractère de divertissement populaire afin d'y attirer le plus grand nombre de Canadiens

¹ Voir *Les Rouges*, p. 60.

² Voir Léon POULIOT, « L'Institut canadien de Montréal et l'Institut national » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, mars 1961, p. 481-487.

³ *Bulletin de recherches historiques*, 1941, p. 238.

français. Cette année-là, la fête nationale fut aussi célébrée à Toronto, à Ottawa, à Trois-Rivières et à Québec.

À l'automne 1852, Duvernay doit réduire ses activités pour cause de maladie. Il souffrait depuis deux ans de douleurs aiguës à la poitrine et était sujet à de fortes toux. Son absence force même *La Minerve* à réduire la fréquence de sa publication. Le 19 novembre, la rédaction informe les lecteurs en ces termes :

Nous nous étions proposé de continuer la publication de *La Minerve* à trois fois la semaine sans interruption mais vu la maladie de Mr. L. Duvernay, il a été jugé à propos de reprendre la publication ordinaire de deux fois par semaine.

Duvernay ne devait jamais reprendre ses activités, la mort survenant dans la nuit du 28 novembre.

Le jour même, les dirigeants de la Société Saint-Jean-Baptiste se réunirent d'urgence à la salle de l'Institut national. Georges Étienne Cartier fit adopter la proposition suivante :

Que la mort de Ludger Duvernay, fondateur et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, a causé à cette association une vive douleur, que c'est un deuil national que chaque Canadien doit prendre à l'occasion de la perte de ce patriote éprouvé qui a bien mérité de son pays ; notre association pénétrée des vertus de ce grand citoyen, reconnaissante des sacrifices que dans le cours d'une longue carrière politique il s'est imposé pour la cause canadienne et doit au nom de chaque enfant du sol, un témoignage éclatant à sa mémoire et qu'elle doit prouver par les obsèques du défunt que le souvenir des services qu'il lui a rendus est vivace au cœur de chacun de ses membres.

La Société prit à sa charge les frais funéraires et organisa les obsèques, les plus imposantes qu'on ait organisées jusqu'à cette date au Canada. Le service funèbre fut célébré par M^{gr} Bourget. Le cercueil fut porté par l'Honorable L. H. LaFontaine, l'Honorable J. Bourret, C.-S. Cherrier, É.R. Fabre, T. Peltier, R. Trudeau, J. L. Beaudry et P. Jodoin. Trois mille personnes accompagnaient le cortège funèbre. Après la cérémonie des adieux, Fabre écrivit à Papineau que la mort de Duvernay laissait un grand vide dans les rangs des combattants de la cause démocratique, « et, comme les écrivains de sa force sont rares, la perte n'en est que plus sentie et douloureuse ¹. »

La Minerve du 3 décembre rendit cet hommage personnel à celui qui avait tenu la barre contre vents et marées :

Sa vie n'a été qu'une carrière d'agitation perpétuelle. Il était si désintéressé, il attachait si peu de prix aux biens de la terre qu'avec les moyens d'acquérir quelque chose, il s'est toujours contenté d'éviter la misère. Nous qui avons été son collaborateur assidu depuis plus de cinq ans, nous pouvons dire avec vérité que nous ne connaissons pas un homme plus honnête, plus sincère, plus franc dans ses

¹ Cité par R. RUMILLY, *Papineau et son temps*, Montréal, Fides, p. 414.

opinions et plus disposé à faire le sacrifice de ses propres intérêts pour les soutenir quand il peut en résulter du bien et quelque avantage pour le pays. C'était un homme sans fortune mais plein de générosité et de dévouements pour les individus malheureux et souffrants.

Pour témoigner solennellement de sa reconnaissance devant la postérité, la Société Saint-Jean-Baptiste décida de lui élever un monument dans le nouveau cimetière de la Côte-des-Neiges portant l'inscription suivante :

Ludger Duvernay, propriétaire du journal *La Minerve* et fondateur de l'Association Saint-Jean-Baptiste.
né le 22 janvier 1799
et décédé le 28 novembre 1852.

Combatif, vaillant, opiniâtre dans l'adversité, généreux de sa personne mais aussi querelleur et autoritaire, Duvernay s'est imposé à sa société et à l'histoire par son esprit d'entreprise et par son inébranlable détermination à bâtir des institutions qui servent son pays. Épris des valeurs démocratiques, il a cherché tout au long de sa vie à informer le peuple et à répandre le credo libéral. Homme de convictions, il s'est battu pour l'indépendance du Bas-Canada et n'a pas hésité à compromettre sa carrière et son confort personnel pour vivre à la hauteur de ses idées. Pour la liberté de la presse et celle de son pays, il a connu les emprisonnements, la misère de l'exil, le désarroi et la déception qui ont finalement eu raison de ses espoirs. Mais au-delà des vicissitudes du combat idéologique, il est demeuré un fervent promoteur de la nationalité.

* * *

Comme nous l'avons constaté à travers cette biographie, il n'y avait pas d'écart significatif entre le développement intellectuel du Bas-Canada et celui de la plupart des sociétés européennes à la même époque. L'élite laïque canadienne était au diapason de l'idéologie libérale partagée par ses homologues européens, américains et latino-américains. Ce n'est qu'après 1840 que le fossé se creusera et que s'effectuera le repli de la société canadienne-française sur elle-même. Le discours nationaliste du siècle suivant portera les stigmates de l'échec des rébellions et exprimera la conscience du minoritaire.

Nous serons dès lors hantés par le sentiment d'inadéquation et contraints d'assumer le manque dans notre identité collective : nous manquons de culture, d'éducation, de compétence ainsi que de sens démocratique pour être un peuple complet et capable de s'autodéterminer. Il fallait attendre que le peuple soit meilleur, qu'il ait rattrapé son retard économique et culturel avant de s'engager sur la voie de la liberté collective, c'est-à-dire que par comparaison, nous nous trouvions toujours en défaut et incapables d'assumer notre identité collective. En réalité, pour les tenants de cette idéologie, les Canadiens français ne pouvaient exister que par *l'autre*, c'est-à-dire le vainqueur, à l'exclusion de presque tout autre référent ; ils avaient besoin de la dépendance pour progresser. *Les autres* allaient devenir le critère de notre identité. Ainsi, nous étions formellement invités à nous juger nous-mêmes en tant que peuple. Il fallait être « meilleur » avant d'être. Cette logique contenait en germe toute

l'ambiguïté de notre identité nationale qui allait se projeter dans un messianisme déréalisant, tant sur le plan religieux que national.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Sources manuscrites

Archives nationales du Québec :

Fonds Duvernay (Québec) P 068
Fonds Duvernay (Montréal) P 1000
Fonds E.R. Fabre (Québec) P 0069

Archives nationales du Canada :

Fonds Duvernay, Mg 24 C-3
Fonds G. E. Cartier, Mg 27 1 D4
Fonds C. S. Cherrier, Mg 53
Fonds L. Gosselin, Mg 55/24
Fonds A.N. Morin, Mg 24 B122
Fonds W. Nelson, Mg 24 B34
Fonds E. Parent, Mg 55/24
Fonds Ch. O. Perrault, Mg 55/23
Fonds D. B. Viger, Mg 24/B6

Bulletin de la Société de numismatique de Montréal.

Année 1908 p. 167-200
1909 p. 1-33, 87-138, 151-186
1910 p. 17-487, 59-96, 106-114, 178-192
1911 p. 21-48, 76-86

Procès-verbaux de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Sources imprimées

Journaux dépouillés :

La Gazette des Trois Rivières
Le Constitutionnel
L'Argus électorique
La Minerve
Le Patriote canadien
Le Journal du peuple

Journaux consultés :

Le Canadien
L'Aurore des Canadas
La Gazette de Québec
Les Mélanges religieux
L'Avenir

Livres et articles :

- ANGER, F. A., « Qui était Ludger Duvernay », *Action nationale*, 71, 1981-1982, p. 82-94.
- AUDET, F. J., *Les députés de Montréal 1792-1867*, Montréal, Éditions des Dix, 1943.
- AUDET, F. J. et E. F. SURVEYER, *Les députés au premier parlement du Bas-Canada 1792-1796*, Montréal, Éditions des Dix, 1946.
- AUDET, F. J., *Varennnes*, Montréal, Les Éditions des Dix, 1943, 37 p.
- AUDET, L. P., *Le système scolaire de la Province de Québec*, Montréal, Beauchemin, 1969.
- _____, *Histoire de l'enseignement au Québec*, tome I, Montréal, Holt Rinehart et Winston, 1971.
- AUGER, R., *Essai de bio-bibliographie sur L. Duvernay*, thèse, U. de M., 1953.
- BARTHE, J. G., *Souvenirs d'un demi-siècle*, Montréal, Chapleau, 1885.
- BFAULIEU, A. et J. HAMELIN, *La presse québécoise*, tome I, Québec, PUL, 1973.
- BERNARD, J.-P., *Les Rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971.
- BERNARD, J.-P., P. A. LINTEAU et J. C. ROBERT, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, décembre 1976, p. 382.
- BERTHELOT, Hector, *Le bon vieux temps*, Montréal, Beauchemin, 1916.
- BIBAUD, M., *Histoire du Canada et des Canadiens sous la domination anglaise*, 1968, p. 75.
- BIBEAU, François (jeune), *Dictionnaire historique des hommes illustres du Canada*, Montréal, Béland et Picher, 1857.
- BOILY, R., *Les Irlandais et le canal Lachine*, Montréal, Leméac, 1980.
- BOVEY, W., *Les Canadiens français*, Montréal, 1940.
- BRUN, Henri, *La formation des institutions parlementaires québécoises 1791-1838*, Québec PUL, 1970.
- BRUNET, M., « Ludger Duvernay et la permanence de son oeuvre », *Alerte*, vol. 16, 1959, p. 11-20.
- CARON, I., « Le patriote canadien », *Le Devoir*, 27 octobre 1927.

- CASGRAIN, H. R., « A Gérin Lajoie d'après ses Mémoires », dans *Œuvres complètes*, tome II, Biographies canadiennes, Montréal, Beauchemin et fils, 1897, p. 431-442.
- CHABOT, Richard, *Le curé de campagne et la contestation locale au Québec*, Montréal, HMH, 1975.
- CHAPAIS, T., *Cours d'histoire du Canada*, tome 3, Montréal, Boréal Express, 1972.
- CHAUSSÉ, Gilles, *Jean-Jacques Lartigue : premier évêque de Montréal*, Montréal, Fides, 1980.
- DE LAGRAVE, J. P., *Histoire de l'information au Québec*, Montréal, La Presse, 1980.
- DE LAGRAVE, Jean-Paul, *Les journalistes démocrates au Bas-Canada 1791-1840*, Éditions de Lagrave, 1975.
- DUFEBVRE, B., « Ludger Duvernay et la Minerve 1827-1837 », *Revue de l'Université Laval*, vol. 7, n° 3, novembre 1952, p. 220-229.
- FABRE, Hector, « La rue St-Vincent en 1837 », souvenirs d'H. Fabre annotés par E.-Z., Massicotte, *La Presse*, 14 août 1922, p. 14.
- FAUTEUX, A., *Les Patriotes 1837-1838*, Montréal, Éditions des Dix, 1950.
- FAUTEUX, A., *Le duel au Canada*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 1934.
- FILTEAU, G., *Histoire des Patriotes*, Montréal, Éditions de l'ACF, 1939.
- GAGNER, Léopold, *Duvernay et la Saint-Jean- Baptiste*, Montréal, Éditions Chanteclerc, 1952.
- GALARNEAU, Claude, *Les collèges classiques au Canada-français*, Montréal, Fides, 1978.
- GIRALDI, Auguste, *Ludger Duvernay*, Brooklyn, s. ed. 1922, 11 p.
- GOSSELIN, Amédée, « Louis Généreux Labadie ou le maître d'école patriotique », *Mémoires de la société royale du Canada*, 1913, p. 97-124.
- HAMELIN, Jean et Marcel, *Les mœurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours*, Montréal, Éditions du jour, 1962.
- HARDY, J.-P. et D.-T. RUDDÉL, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977.
- HARE, John, *Les Patriotes, 1830-1839*, Montréal, Les Éditions Libération, 1971.
- HARE, J. et J. P. WALLOT, *Les imprimés dans le Bas-Canada 1801-1840*, Montréal, PUM, 1967.
- JARDIN, André, *Alexis de Tocqueville*, Paris, Hachette, 1984.
- LANCTÔT, Gustave, « Les relations franco-canadiennes... », *Revue de l'Université Laval*, vol. X, n° 7.
- LEBEL, Jean-Marie, *L. Duvernay et La Minerve*, thèse de M.A., Université Laval, 1982.
- MASSICOTTE, E.-Z., « Comment Duvernay acquit *La Minerve* en 1827 », *Bulletin de recherches historiques*, vol. 26, 1920, p. 22-24.

- MATHESON, T., *Un pamphlet politique au Bas-Canada : « Les Paroles d'un croyant » de La Mennais*, thèse de licence en lettres, Université Laval de Québec, mai 1958.
- MATHESON, T., « La Mennais et l'éducation au Bas-Canada », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, mars 1960, p. 476-491.
- MONET, Jacques, *La Première Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 1981.
- MORIN, Victor, « La république canadienne de 1838 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 2, n° 4, mars 1949.
- NELSON, W., *Wolfred Nelson et son temps*, Montréal, Éditions du Flambeau, 1947.
- OUELLET, F., *Papineau*, Québec, PUL, 1959.
- OUELLET, F., *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, HMH, 1972.
- OUELLET, F., *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966.
- OUELLET, F., *Le Bas-Canada 1791-1840*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.
- PAPINEAU, A., *Journal d'un fils de la liberté, réfugié aux États-Unis par suite de l'insurrection canadienne de 1837*, Montréal, L'Étincelle, 1972.
- PAPINEAU, Louis-Joseph, *Histoire de l'insurrection au Canada*, Montréal, Leméac, 1968.
- PARENT, Roger, *Duvernay le magnifique*, Montréal, Institut de la Nouvelle-France, 1943.
- PARIZEAU, G., *La vie studieuse et obstinée de D. B. Viger*, Montréal, Fides, 1980.
- POULIOT, Léon, « L'Institut canadien de Montréal et l'Institut national », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, mars 1961, p. 481-487.
- Rapport DURHAM*, Montréal, Les Éditions Sainte-Marie, 1969.
- RÉMOND, René, *Lamennais et la démocratie*, Paris, PUF, 1948.
- ROBICHAUD, E., *La Gazette des Trois Rivières (1817-1820)*, thèse, Montréal, Université de Montréal, 1962.
- Roy, É.-Marie, *La formation du régime scolaire canadien-français*, Québec, S. éd., 1924.
- Roy, J. E., « De la propriété littéraire », *Mémoires de la Société royale du Canada*, MSRP, 3^e série, tome III, appendice A, p. LXXXIII-CXXXIII.
- Roy, J. Edmond, *Histoire du notarial au Canada depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*, Lévis, La revue du notariat, 1899-1900, 2 volumes.
- Roy, Jean-Louis, *Édouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien, 1799-1854*, Montréal, Hurtubise, HMH, 1974.
- Roy, Pierre G., *La famille Robergt de la Morandière*, Lévis, S. éd., 1905.
- RUMILLY, R., *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, Montréal, L'aurore, 1975.
- RUMILLY, R., *Histoire de Montréal*, Montréal, Fides, 1970.

- RUMILLY, R., *Papineau et son temps*, Montréal, Fides.
- RYERSON, S., *Capitalisme et confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972.
- SIEYÈS, *Qu'est-ce que le Tiers-État ?*, Paris, PUF, 1982.
- SULTE, B., *Mélanges historiques*, vol. 15.
- SULTE, B., « Les ancêtres de Ludger Duvernay », *Revue Canadienne*, août 1908, p. 349-358.
- TANGUAY, Cyprien, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, Montréal, Sénécal, 1871-1890.
- TESSIER, Y., « Ludger Duvernay et les débuts de la presse périodique aux Trois Rivières », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 18, 1964-1965, p. 387-404, 566-581, 624-627.
- TRUDEL, M., *L'influence de Voltaire au Canada*, Montréal, Fides, 1945.
- VALLÉE, H., *Les journaux trifluviens, 1817-1933*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1933.
- WALLOT, J.-P., « Courants d'idées dans le Bas-Canada à l'époque de la révolution française », *L'Information historique*, mars-avril 1968.
-